

lecteurs

Les 40 meilleures entreprises du monde

La banque d'affaires Morgan Stanley publie une liste des entreprises les mieux gérées de la planète. Aucune française n'y figure.

p. 19

Prostitution internationale

Plusieurs personnalités, dont l'ancien capitaine Baril, sont impliquées dans un réseau mis au jour par le juge N'Guyen.

p. 12

Le centre droit irlandais victorieux

Berlie Ahern, chef du Fianna Fail, dirigera un gouvernement de coalition qui ne disposera pas de la majorité absolue dans la nouvelle Assemblée.

p. 5

L'eau en danger

En France, un tiers des ressources en eau potable sont menacées par une pollution aux nitrates.

p. 13

Pied de nez à la logique d'Iva Majoli

La joueuse croate de dix-neuf ans a remporté à Roland-Garros son premier tournoi du Grand Chelem face à la numéro un mondiale, la Suissesse Martina Hingis.

p. 22

L'apôtre de la nouvelle croissance

Un entretien avec Paul Romer, économiste américain pour qui les moteurs, inépuisables, de la croissance de demain sont le savoir et les idées.

p. 16

Jacques Canetti est mort

Découvreur, entre autres, de Breil, Gainsbourg et Higelin, le producteur est mort, samedi 7 juin, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

p. 18

Tokyo pour le commerce de l'ivoire

Le Japon soutient trois pays africains qui demandent une reprise partielle du commerce de l'ivoire.

p. 32

Le Tournoi de France aux Anglais

Sa victoire sur la France et le superbe match nul entre le Brésil et l'Italie offre à l'Angleterre le titre dans le tournoi de football organisé un an avant la Coupe du monde.

p. 23

Alternance, 3 DM; Antilles-Guyane, 8 F; Autriche, 25 ATS; Belgique, 45 FB; Canada, 2,28 \$ CAN; Côte d'Ivoire, 250 F CFA; Danemark, 14 KRO; Espagne, 220 PTA; Grande-Bretagne, 1 £; Grèce, 400 DR; Irlande, 140 E; Italie, 2000 L; Luxembourg, 36 FL; Maroc, 10 DH; Norvège, 14 KRA; Pays-Bas, 3 FL; Portugal, 200 PTE; République, 8 F; Sénégal, 200 F CFA; Suède, 15 KRS; Suisse, 2,30 FS; Tunisie, 12 Din; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,96 \$.

M 0147-610-750 F

Le Monde

MARDI 10 JUIN 1997

FONDATEUR: HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR: JEAN-MARIE COLOMBANI

Le Monde ÉCONOMIE

Radiographie de la France

10 pages d'annonces classées

En % de variation

92 94 96

Le Monde ÉCONOMIE

Radiographie de la France

10 pages d'annonces classées

En % de variation

92 94 96

Le Monde ÉCONOMIE

Radiographie de la France

10 pages d'annonces classées

En % de variation

92 94 96

Le Monde ÉCONOMIE

Radiographie de la France

10 pages d'annonces classées

En % de variation

92 94 96

Le Monde ÉCONOMIE

Radiographie de la France

10 pages d'annonces classées

En % de variation

92 94 96

Le Monde ÉCONOMIE

Radiographie de la France

10 pages d'annonces classées

En % de variation

92 94 96

# Le Monde

CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 16288 - 7,50 F

MARDI 10 JUIN 1997

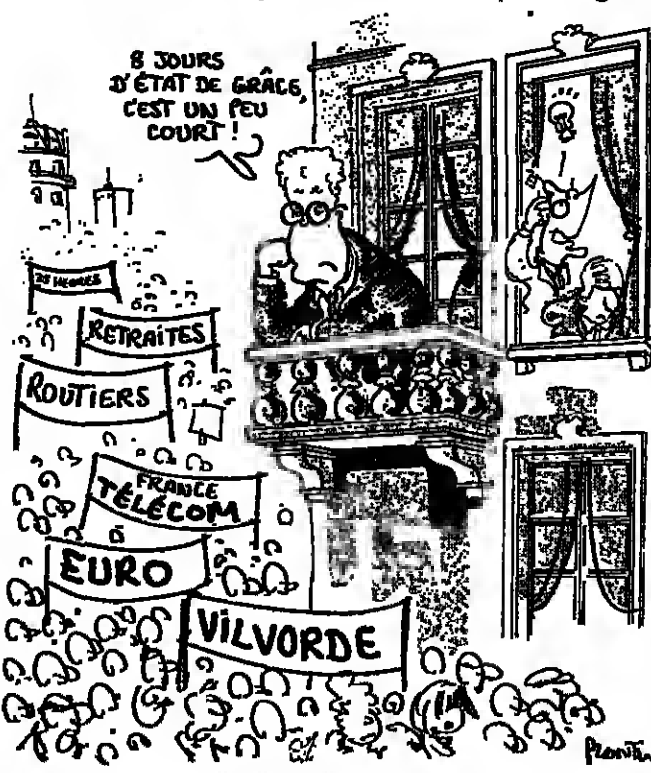
FONDATEUR: HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR: JEAN-MARIE COLOMBANI

## Première semaine décisive pour M. Jospin

- Le premier ministre veut ajouter un volet emploi au pacte de stabilité européen
- Barrages de routiers aux frontières des Quinze
- Pour Lionel Jospin, l'avenir de Vilvorde dépend plus de Renault que du gouvernement

LE MINISTRE de l'économie, Dominique Strauss-Kahn, devait exposer, lundi 9 juin, à Luxembourg, le souci de la France de ne pas voir l'Europe enfermée dans une seule logique monétariste. S'adressant au conseil des ministres des finances des Quinze, M. Strauss-Kahn devait rappeler que Paris entend réaménager le pacte de stabilité budgétaire devant lier les pays qui participeront à l'euro à partir de janvier 1999. La France veut que la croissance et l'emploi figurent comme des priorités aussi importantes que la discipline budgétaire dans les objectifs de l'Union économique et monétaire. Cette approche pourrait retarder la signature du pacte de stabilité prévue pour le Conseil européen d'Amsterdam des 16 et 17 juin.

Le premier ministre, Lionel Jospin, en parlera cette semaine avec ses homologues néerlandais et britanniques, puis avec le chancelier allemand Helmut Kohl. François Hollande, premier secrétaire délégué du PS, a souligné que la non-prise en compte de la crois-



sance et de l'emploi pour provoquer « une rupture » entre les pays de l'Union.

M. Jospin réunira les vingt-six membres de son gouvernement, jeudi, afin de mettre en forme « les priorités » qui figureront dans sa déclaration de politique générale prononcée, selon M. Hollande, « sans doute » le 19 juin. Le chef du gouvernement devrait donner rapidement sa position sur la fermeture de l'usine Renault de Vilvorde. Pendant la campagne électorale, M. Jospin s'était engagé à tenter de faire revenir le groupe automobile sur sa décision. On souligne, dans les milieux gouvernementaux, que malgré la position minoritaire de l'Etat actionnaire, il y aura un « accompagnement » social et industriel.

D'autre part, de nombreux barrages de chauffeurs routiers réclamant une baisse du temps de travail perturbaient la circulation, lundi, un peu partout en Europe.

Lire pages 4 et 6 à 9, les signes de Lionel Jospin aux ministres page 14 et notre éditorial page 15

## La France renforce son dispositif militaire à Brazzaville

LES AFFRONTEMENTS se poursuivent, à Brazzaville, entre l'armée régulière congolaise et les milices de l'ancien président, Denis Sassou-Nguesso. La France a prévu d'envoyer 400 soldats supplémentaires pour renforcer le détachement de 500 légionnaires déjà sur place. Le dossier de la crise congolaise est ainsi le premier test de la cobaltation entre le président de la République et le premier ministre. Selon l'un des membres de la cellule de crise comportant des représentants de l'Elysée, de Matignon et des ministères concernés, les réunions ont été « très courtes, mais très productives » dans la mesure où il y a eu consensus sur les décisions à prendre pour assurer la sécurité - en vue de les évacuer si l'ordre en était donné - des ressortissants étrangers à Brazzaville.

Lire page 2

## L'entrée de la Roumanie dans l'OTAN se joue à la loterie

BUCAREST de notre correspondant

« Le jour est venu de la mobilisation générale pour l'OTAN. Arme-toi pour regagner la confiance perdue de tes voisins et de l'Union européenne. L'assaut a commencé. » Depuis plusieurs semaines, la principale radio de la bande FM roumaine, Pro FM, rabâche ce spot. La musique est martiale, le ton également, mais l'opération est pacifique et commerciale. Au lieu de casernes, la radio appelle ses auditeurs à « prendre d'assaut les bureaux de poste ». Plutôt que de fusils, de « s'armer d'une carte postale » à adresser à Pro TV, chaîne de télévision privée appartenant au même groupe que Pro FM.

Vendues 5 000 lei (environ 5 francs), les cartes sont imprimées aux couleurs de la télévision, avec comme slogan : « Pour nous, ton opinion vaut un milliard » (un million de francs), représentant le total des prix accordés chaque semaine lors du tirage au sort des milliers de cartes postales reçues. Selon ses organisateurs, cette campagne est une réussite financière et publicitaire.

Le thème de l'adhésion de la Roumanie à l'Alliance atlantique est omniprésent dans le pays et personne ne s'offusque du détournement de ce sujet sérieux dans un but publicitaire. « Le sommet de Madrid qui décidera en juillet de l'élargissement de l'OTAN aux pays de l'Est est perçu comme un match de football. L'initiative de Pro TV est une autre version des jeux de pronostics sportifs », s'amuse un officiel roumain en charge du dossier.

Comme au football, tout le monde donne son avis. Faute d'être remonté sur le trône d'où il a été chassé par les communistes en 1947, l'ancien roi Michel de Roumanie s'est ainsi transformé en ambassadeur itinérant pour défendre le dossier roumain. Plus folklorique, les « vieilles gloires » sportives telles que la gymnaste Nadia Comaneci et le champion de tennis Ilie Nastase ont affirmé vouloir jouer le même rôle que le souverain.

Neuf Roumains sur dix sont en faveur de l'entrée dans « NATO », comme l'on dit ici à la mode anglo-saxonne. Au Café du commerce, les pronostics s'affrontent sur les résultats du « match de Madrid ». « Les États-

Unis ont un devoir historique à accomplir. Ils ne peuvent pas nous refaire le coup de Yalta, lorsqu'ils nous ont jetés dans les bras des Russes. Donc, nous entrerons dans l'OTAN », explique Gheorghe, chauffeur de taxi. « Les Russes ont cédé pour la Pologne, la Hongrie et la République tchèque, mais en échange ils nous garderont avec eux », affirme son voisin en exhibant la dernière édition du journal *Libertatea*. En « une » de ce quotidien indépendant figure une copie d'un document confidentiel russe d'origine et d'authenticité douteuses. On y lit que, « étant donné que la Roumanie ne fera pas partie de la première vague d'adhésions, Mascau doit dès maintenant penser à resserrer les liens avec Bucarest afin de ne pas perdre une nouvelle position dans les Balkans ».

Pour les pessimistes, la cause est entendue : l'ours russe est décidé à croquer une nouvelle fois une Roumanie sans défense, seule contre le monde entier. Entrera, n'entrera pas ? Verdict à Madrid en juillet.

Christophe Chatelot

## Moins de candidats au bac

LES ÉPREUVES du baccalauréat, versées en 1997, commenceront le 16 juin pour s'achever le 11 juillet. L'allègement de l'examen, pris en compte depuis 1995, n'est toujours pas accompli. Le bac demeure une énorme machine à 4 millions de copies, 1700 sujets, 57 langues. Depuis deux ans, le nombre de candidats diminue : ils seront 628 112 cette année. Les baisses les plus fortes sont enregistrées dans les séries générales. La montée en puissance du bac professionnel et le développement de l'apprentissage dès le secondaire se font au détriment des filières dites « classiques ». En 1996, 61,3 % d'une génération de jeunes ont obtenu le bac.

Lire page 10

## Les socialismes entre l'Europe et l'Etat-nation

MAJORITAIRES dans l'Union européenne, les partis socialistes et sociaux-démocrates des Quinze, qui ont achevé samedi 7 juin leur troisième congrès à Malmö (Suède), peinent encore à concevoir comment mener de concert leur souhait de solidarité sociale et une politique européenne offensive.

Le message d'un Jacques Delors ou d'un Massimo D'Alema, le chef du Parti démocratique de la gauche (PDS) italien, pour d'avantage de volontarisme dans l'intégration européenne, se heurte aux jeux des politiques intérieures et à l'incapacité de la plupart des leaders de partis à concevoir la réponse aux problèmes sociaux qu'ils affrontent dans un cadre autre que le cadre national. La reconnaissance de l'obligation de trouver de nouvelles réponses, nécessairement au niveau européen, pour tenir compte de la mondialisation de l'économie, ne débouche pas encore sur une prise de

conscience claire des conséquences à en tirer pour les gouvernements de gauche.

La déclaration publiée à Malmö à l'issue du congrès résume, tant elle est vague sur les objectifs à poursuivre, toutes les hésitations auxquelles est confrontée aujourd'hui l'Union. Les héros du rassemblement, Tony Blair et Lionel Jospin, ont tous deux, dans la défense de leurs modèles de développement social, illustré la difficulté d'accepter vraiment le débat dès lors que l'on se trouve pris avec les réalités du pouvoir. Malgré le souffle qu'il a insufflé en Europe, Tony Blair reste manifestement prisonnier d'une vision typiquement britannique d'une Union européenne structurée autour de son marché intérieur et de la libération des échanges. Dans son intervention devant le Congrès, vendredi 6 juin, Tony Blair, qui a situé son action dans le cadre du « centre et du centre gauche » de l'échiquier politique, a certes accepté l'existence d'un modèle social commun, mais il s'est surtout attaché à défendre la nécessité d'adapter ce modèle aux exigences d'une économie libérale dont il ne souhaite pas remettre en cause le principe.

## Un séisme à l'Opéra

POUR LA PREMIÈRE FOIS, Pina Bausch a accepté qu'une de ses œuvres, *Le Sacre du printemps*, soit interprétée par une autre troupe que la sienne. Le Ballet de l'Opéra de Paris évoque l'éminent danseur face aux méthodes et à la personnalité de la chorégraphe allemande, très éloignées du classicisme du Palais-Garnier.

Lire page 26

International	2	Aujourd'hui	22
France	6	Jour	24
Société	10	Météorologie	25
Actualités classées	12	Culture	26
Régions	13	Guêpe culturelle	28
Horizons	14	Communication	29
Carrel	18	Abonnements	30
Entreprises	19	Radio-Télévision	30
Finances/marchés	21	Kiosque	31

## Offices d'HLM, Le choix d'un avenir

Les HLM sont devant des choix déterminants pour leur avenir et pour l'avenir de la cohésion sociale dans le pays.

La production de logements sociaux baisse, la réhabilitation chute, la vacance des logements s'amplifie : le scénario de l'immobilier, redouté par le Projet HLM pour la cohésion sociale est là.

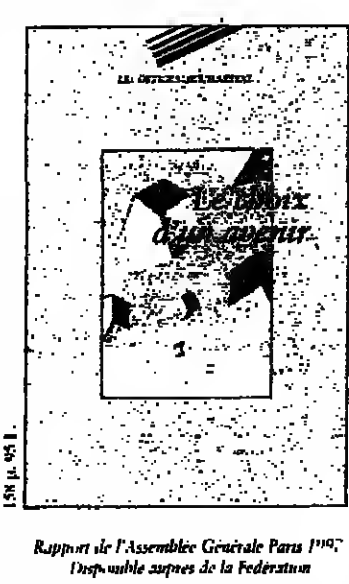
Les Offices Publics (OPHLM et OPAC) affirment leur volonté de réagir pour agir et marquer fermement les limites sociales pour l'action des HLM dans les évolutions qu'ils perçoivent.

Les positions et les propositions des Offices d'HLM s'inscrivent dans la fidélité aux engagements du Mouvement HLM.

LES OFFICES DE L'HABITAT

Fédération Nationale des OPHLM et OPAC - 14, rue Lord Byron 75008 Paris - Tel. 01 40 75 78 00

Membre de l'Union Nationale des Fédérations d'Organismes d'Habitants à Loyers Modérés



Rapport de l'Assemblée Générale Paris 1997  
Disponible auprès de la Fédération

Découvrez toutes les nouvelles tables de Bourgogne.

Les nouveaux amateurs de Bourgogne.

051 0114



**CONGO** Les affrontements entre l'armée régulière congolaise et les milices de l'ancien président Denis Sassou-Nguesso se sont poursuivis dimanche 8 juin dans la soirée à

Brazzaville après cinq jours de combats. La France a prévu d'envoyer 400 soldats supplémentaires dans la capitale congolaise pour y assurer la sécurité des expatriés et ren-

forcer le détachement de 500 hommes, composé essentiellement de légionnaires, qui y avait été déployé lors des événements dans l'ex-Zaire. ● L'INCOMPRÉHENSION pro-

fonde des dirigeants politiques face au suffrage universel, combinée à la désintégration de l'armée nationale, expliquent en grande partie ces événements. Avant de se lancer dans

l'aventure militaire, chacun des deux protagonistes des combats d'aujourd'hui a fait assaut de séduction à l'égard des responsables de la politique africaine de la France.

## M. Chirac et M. Jospin renforcent le dispositif militaire français à Brazzaville

Alors que les combats se poursuivent entre partisans de l'ancien et du nouveau président, une cellule de crise réunissant des représentants de l'Elysée et de Matignon a décidé d'envoyer 400 soldats supplémentaires dans la capitale congolaise pour y assurer la sécurité des expatriés

D'ICI au mardi 10 juin, la France a prévu d'envoyer 400 soldats, en majorité issus des troupes de marine, à Brazzaville, pour y renforcer le détachement de 500 hommes, composé essentiellement de légionnaires, qui y avait été déployé lors des événements dans l'ex-Zaire. Ce dispositif a été placé sous le commandement du général de brigade René Leclerc. En dépit des appels au « retour à la raison » lancés de part et d'autre, les combats à l'arme lourde, qui opposent, depuis cinq jours, l'armée régulière congolaise aux milices de l'ancien président Denis Sassou-Nguesso, ont continué dimanche 8 juin, faisant de nombreuses victimes.

Selon différents recoupements, il semble que les forces de l'ancien président aient pris l'avantage au cours des dernières heures et progressent sur plusieurs points du territoire de l'armée régulière, qui soutient le président Pascal Lissouba. Les « cobras » de l'ancien président affirment contrôler plus de la moitié de la capitale.

Après l'annonce d'une tentative de médiation internationale du président gabonais Omar Bongo, une offre similaire faite par le maire de Brazzaville, Bernard Kolelas (opposition), et un appel au cessez-le-feu lancé, samedi, par le premier ministre David-Charles Ganao, le président de l'Assemblée nationale, André Milongo, a appelé dimanche soir M. Sassou-Nguesso à « revenir



d de meilleurs sentiments » et à l'actuel chef de l'Etat de « prendre la mesure de ses responsabilités ».

### UN LÉGIONNAIRE TUÉ

M. Sassou-Nguesso a une nouvelle fois rejeté sur le camp du président Lissouba la responsabilité des affrontements. Dans une lettre envoyée au Monde, il dénonce « les violations de la Constitution, comme l'annulation récente par le pouvoir des décisions de la Cour suprême et le climat d'insécurité, dû notamment à une forte circulation d'armes et à la reconstitution de la garde présidentielle ». L'ancien président exige

aussi que les élections aient lieu à la date prévue et qu'une commission électorale indépendante soit mise en place.

Dans l'après-midi du samedi 7 juin, un légionnaire français a été tué et cinq autres ont été blessés alors qu'ils procédaient, dans la zone de l'aéroport, au regroupement de ressortissants étrangers. Il semble que les soldats français ont été pris pour cibles, à un carrefour, dans un feu croisé entre les différents camps.

Les combats mobilisent, dans les deux camps, des blindés à roues équipés d'un canon de 90 milli-

mètres, de conception française ou ex-soviétique, et jusqu'à des lance-roquettes multiples (des BM-21), appelées Katioucha, de fabrication ex-soviétique.

Aussitôt après la mort du légionnaire, à Paris, une cellule de crise, à l'échelon des conseillers ministériels et des experts, a été constituée au Quai d'Orsay avec, notamment, la participation d'un représentant de l'Elysée (Michel Dupuch, conseiller pour les affaires africaines auprès de Jacques Chirac, qui était accompagné d'un officier de l'Etat-major particulier du chef de l'Etat), celle d'un représentant de Matignon (Jean-Maurice Ripert, conseiller diplomatique de Lionel Jospin) et de plusieurs représentants des ministères des affaires étrangères, de la défense et du secrétariat d'Etat à la coopération (placé auprès du Quai d'Orsay). Les ministères concernés n'étaient pas directement présents. La cellule de crise a été convoquée à deux reprises durant le week-end.

Trois jours après l'entrée en fonctions du gouvernement, le dossier de la crise congolaise est le premier test de la cohésion. Selon l'un des membres de la cellule du Quai d'Orsay, les réunions ont été « très courtes, mais très productives » dans la mesure où il y a eu un consensus sur les décisions à prendre pour sécuriser « en vue de les évacuer si l'ordre en était donné » les ressortissants étrangers à Brazzaville. On compte environ 2 200 Français et 300 étran-

gers dans la capitale du Congo. Les propositions de la cellule de crise ont été transmises à l'Elysée (à Dominique de Villepin, le secrétaire général) et à Matignon (à Olivier Schrameck, le directeur de cabinet), où elles ont été approuvées sans, dit-on, aucune difficulté dès lors qu'il s'est agi de concevoir un dispositif en trois temps, pour d'abord

doter en particulier de véhicules de l'avant blindés (VAB). Ces renforts proviennent d'unités françaises dites prépositionnées en Centrafrique, au Gabon et au Tchad. Avec près d'un millier d'hommes, le commandement français escompte pouvoir ainsi, à la fois, aller chercher des ressortissants qui se sont haricadés chez eux et les rassem-

### M. Sassou-Nguesso, un marxiste sorti de Saint-Maixent

Denis Sassou-Nguesso, cinquante-quatre ans, a dirigé le pays de 1979 à 1992. Né en 1943, à Edou (nord), d'Etienne Mbouchi, il s'engage en 1961 dans l'armée congolaise et sort en 1964 lieutenant de l'école d'infanterie de Saint-Maixent (France). En août 1963, ce marxiste convaincu participe activement au soulèvement qui renverse le régime de l'abbé Fulbert Youlou puis, cinq ans plus tard, au mouvement insurrectionnel qui porte au pouvoir le commandant Marien Ngouabi. Coprésident en 1969 du Parti congolais du travail (PCT), ex-parti unique et premier parti marxiste-léniniste d'Afrique, il prend la tête en 1979 d'un mouvement d'opposition à la « déviation droite » incarnée selon lui par Joachim Yhombi-Opango, alors à la tête du parti et de l'Etat, et l'oblige à se démettre. A l'issue du 3<sup>e</sup> congrès extraordinaire du PCT, le 31 mars 1979, M. Sassou-Nguesso est porté à la présidence du parti et, conformément à la Constitution, devient président de la République populaire du Congo. Le général Sassou-Nguesso sera battu à l'élection présidentielle du 2 août 1992 par l'actuel chef de l'Etat, Pascal Lissouba. — (AFP)

sécuriser, puis « extraire » et, enfin, regrouper les expatriés. Un conseil de défense à l'Elysée pourrait être convoqué à l'issue du conseil des ministres du mercredi 11 juin.

Aux 500 soldats déjà présents à Brazzaville, il a été décidé d'ajouter, d'ici à mardi, quelque 400 autres,

blés dans des locaux proches de l'aéroport où, malgré les tirs, des avions militaires peuvent se poser. Pour cette mission de sécurité de l'aéroport, l'armée régulière congolaise prête son concours.

Jacques Isnard

## Incompréhension face au suffrage universel et désintégration de l'armée nationale

ABIDJAN  
de notre correspondant  
en Afrique de l'Ouest

La bataille de Brazzaville aura sans doute fait plus de morts que celle de Kinshasa. Alors que l'on attendait une apocalypse urbaine d'un côté du fleuve Congo, c'est sur l'autre rive qu'elle s'est déclenchée. Déjà profondément meurtrie par les af-

### ANALYSE

Les deux protagonistes de la bataille de Brazzaville ont peut-être atteint l'un de leurs objectifs : impliquer Paris

frontements de 1993-1994, Brazzaville est aujourd'hui pillonnée par les forces militaires de deux rivaux politiques qui ont préféré ne pas attendre le 27 juillet prochain, date à laquelle les électeurs congolais devaient décider qui, des deux prétendants au pouvoir, méritait de l'emporter.

Comme à Monrovia, au Liberia, comme à Freetown, en Sierra Leone, la guerre civile frappe d'abord les faibles : les familles qui ne peuvent plus se nourrir, les écoliers et les étudiants dont l'année scolaire sera sacrifiée, les petits entrepreneurs, les commerçants, dont les équipements et les stocks ont été pillés ou détruits, et les communautés étrangères qui font comme d'habitude de commodités houx émis-

saies. A Brazzaville, il semble que les Français aient été pris à partie en raison du soutien supposé de Paris au camp du président en place.

Si les guerres civiles africaines se ressemblent toutes lorsqu'il s'agit de compter les morts et de déblayer les débris, le mécanisme qui y conduit n'est jamais le même. Au Congo, on a eu affaire à une incompréhension profonde des dirigeants politiques face au suffrage universel, combinée à la désintégration de l'armée nationale. De plus, dans chaque camp, les calculs politico-militaires ont voulu intégrer le « facteur français ». Avant de se lancer dans l'aventure militaire, chacun des deux protagonistes des combats d'aujourd'hui — le président Pascal Lissouba et l'ancien chef de l'Etat Denis Sassou-Nguesso — a fait assaut de séduction à l'égard des responsables de la politique africaine de la France.

Lorsque les hindes dépechés par le président Lissouba sont venus arrêter les « responsables de la sécurité » de M. Sassou-Nguesso, ce dernier était pas encore officiellement candidat à l'élection présidentielle du 27 juillet. Il a d'ailleurs fallu que plusieurs abus s'abattent sur la résidence de l'ancien chef de l'Etat (éliminé au premier tour de l'élection de 1992) pour que celui-ci se déclare enfin. Mais, depuis son retour à Brazzaville à la fin du mois de janvier dernier — après un séjour de plus d'un an en France — les intentions

de M. Sassou-Nguesso n'étaient un secret pour personne.

En apparence, la rivalité entre les deux hommes se traduisait surtout par une surenchère diplomatique effrénée, aussi bien auprès des autorités françaises que des autres chefs d'Etat africains. Ancien « marxiste », le général Sassou-Nguesso a été conforté par le retour au pouvoir, par la voie des urnes, de deux de ses homologues militaires « internationalistes prolétaires » arrivés au pouvoir par un putsch. En face, M. Lissouba n'a pas apprécié les victoires du général Kérékou au Bénin et de l'amiral Ratsiraka à Madagascar. Pour contrebalancer ces appuis, il s'est résolu à se lancer dans le camp du maréchal Mobutu, dénonçant l'agression du « fantarcongo » dont était victime le Zaïre voisin, dans le but à peine dissimulé de s'attirer les bonnes grâces de Paris.

### L'OPTION DES ARMES

Jusqu'au début de l'année 1997, cette rivalité n'a en rien touché la vie des Congolais. Plutôt que de faire campagne, voire de s'acheter les bonnes grâces des électeurs à coups d'équipements collectifs, les dirigeants ont laissé ce pays d'à peine trois millions d'habitants (pour 500 000 kilomètres carrés) se débattre dans ses difficultés quotidiennes. A l'intérieur du Congo même, la préparation de l'élection s'est traduite par un renforcement des réseaux de clientèle, ou — pour le président

Lissouba, qui dispose de la justice et de la police — des attaques contre les réseaux de son principal adversaire. C'est ainsi qu'il a fait embastiller Pierre Otto Mbongo, l'un des principaux financiers de M. Sassou-Nguesso. Celui-ci a consolidé sa base régionale, dans le nord du pays, pendant que Bernard Kolelas, le maire de Brazzaville, assurait son emprise sur les populations de la région du Pool. Au Congo, la politique ne se conçoit pas hors des hases régionales et ethniques.

Autre activité préélectorale : l'armement des milices. Quelles qu'aient été leurs protestations de pacifisme devant les hauts personnages qui se sont évertués à sortir le Congo de l'ornière politico-militaire, aucun des grands acteurs politiques du pays n'a jamais renoncé à l'option des armes. Si les partis d'opposition ont constitué leurs milices (les « cobras » du général Sassou-Nguesso, les « njingas » de Bernard Kolelas, le maire de Brazzaville), c'est parce que l'armée nationale apparaît avant tout comme l'instrument d'un camp politique. Et les cadres des « cobras » de l'ancien chef de l'Etat sont d'ailleurs en grande partie des officiers de l'armée régulière, évacués lors de l'arrivée au pouvoir de M. Lissouba.

Ce dernier a constitué sa propre force paramilitaire afin de ne pas trop compromettre l'armée régulière aux yeux de la communauté internationale. Malgré ces efforts de dissimulation, l'interpénétra-

tion entre les forces armées congolaises et les « zoulous » de la mouvance présidentielle est avérée, militaires et miliciens se partageant les récentes livraisons d'armes. Pourtant, au vu de l'évolution de la bataille de Brazzaville, il apparaît que cette symbiose armée-milice ne constitue pas un avantage décisif. Lors de plusieurs mutineries de « zoulous » intégrés dans l'armée, on a pu s'apercevoir du peu de cohésion de ces milices. Les pillages qui ont accompagné les combats montrent que, à Brazzaville comme dans les capitales d'Afrique de l'Ouest anglophone, les jeunes gens lâchés dans une ville un fusil d'assaut à la main oublient souvent leurs aspirations politiques.

Faute de victoire militaire, les deux protagonistes de la bataille de Brazzaville ont peut-être atteint l'un de leurs premiers objectifs, impliquer Paris. Les attaques contre la communauté française ont provoqué l'envoi de renforts en hommes et en matériel. Mais la sécurité des expatriés n'explique sans doute pas tout. La France a, au Congo-Brazzaville, des intérêts sans commune mesure avec ceux qu'elle était censée défendre au Zaïre. Elf-Congo vient d'inaugurer la plate-forme pétrolière offshore de Nkossa dont l'équipement a fait de Brazzaville le premier client de la France en Afrique subsaharienne pour 1996.

Thomas Sotinel

## Un dissident du Parti national crée le premier mouvement politique multiracial en Afrique du Sud

JOHANNESBURG  
de notre correspondant

« L'événement politique le plus important depuis les premières élections démocratiques de 1994. » La presse sud-africaine qualifie ainsi le projet de nouveau parti lancé par Roelf Meyer, réformateur déçu du Parti national (NP), la formation de Frederik De Klerk, au pouvoir au temps de l'apartheid. Quelques jours seulement après avoir claqué la porte du NP dont il était considéré comme le numéro deux, M. Meyer a, en effet, entrepris de créer le premier mouvement politique non racial, désireux de recueillir le vote des Blancs comme des Noirs.

L'ambition, à terme, pour le seul dirigeant blanc bénéficiant d'une certaine popularité dans les townships (cités noires), consiste à fédérer une partie de l'opposition afin de contester l'hégémonie du

Congrès national africain (ANC) de Nelson Mandela. L'initiative n'en est qu'à ses débuts et n'a pas encore donné lieu à la constitution officielle d'un nouveau parti. Mais la mise en place de branches régionales devrait donner corps à cette démarche, susceptible de bouleverser la vie politique sud-africaine.

### REPLI SUR SOI

Le départ du Parti national de M. Meyer consacre d'abord l'implosion et le repli sur soi de la principale formation de la minorité blanche. Depuis des mois déjà, réformateurs et conservateurs se déchiraient sur la place du parti dans la « nouvelle » Afrique du Sud. M. Meyer s'opposait à la vieille garde du NP en essayant de rompre avec son image de « parti de l'apartheid » et d'élargir sa base électorale à une fraction de la population noire. M. De Klerk a finalement

donné raison à l'aile dure de son mouvement en désavouant les efforts de transformation de M. Meyer, jugés trop audacieux et éloignés des préoccupations de l'électorat traditionnel du Parti national.

Le leader du NP a choisi de favoriser cet électorat, composé des Blancs conservateurs qui ont tendance à se radicaliser devant la perte croissante de leurs privilèges. Payante à court terme, la stratégie limite l'avenir électoral du Parti national à la défense des intérêts d'une minorité dont le seul soutien ne peut lui permettre de dépasser les 15 % des suffrages. Cela d'autant plus que le départ de M. Meyer s'accompagne d'une fuite des forces vives du parti. L'ancien secrétaire général du NP est suivi par une bonne partie des jeunes dirigeants. Il a également reçu le soutien de figures charismatiques

comme Pih Botha, l'ex-ministre des affaires étrangères, qui avait quitté la scène politique, déjà lui aussi par le vœu conservateur de M. De Klerk.

Longtemps salué comme l'artisan du « miracle » sud-africain, l'ancien président semble aujourd'hui incapable d'incarner l'esprit d'ouverture qui permettrait d'ancrer son parti et sa communauté dans l'Afrique du Sud multiraciale. M. Meyer, au contraire, dispose du profil idéal pour relayer les aspirations progressistes de la fraction blanche modérée. Il chasse ainsi sur les terres électorales du Parti démocratique (DP) de Tony Leon, représentant des Blancs libéraux, avec lequel il a d'ailleurs entamé des discussions. M. Meyer a également rencontré des responsables politiques noirs car il souhaite, pour élargir l'audience de son mouvement, rompre avec le clivage racial qui domine en-

core la vie politique sud-africaine.

Depuis les élections de 1994, cette logique continue à prévaloir et assure au parti dirigeant, l'ANC, une écrasante majorité. Si la lenteur des changements dans les townships a fait naître un certain mécontentement dans une fraction de l'électorat du parti de M. Mandela, ce phénomène ne s'est pas encore traduit par un vote sanction à l'égard de l'ANC.

### RÉALIGNEMENT

Dans la perspective des élections de 1999, l'objectif de M. Meyer est d'exploiter la grogne naissante au profit d'une plate-forme d'opposition multiraciale capable de contester le hégémon du parti au pouvoir. L'ex-dirigeant du NP pourrait s'appuyer, pour cela, sur des éléments de l'aile gauche de l'ANC qui se sont faits les porte-voix des attentes déçues dans les cités noires.

M. Meyer a ainsi rencontré Bantu Holomisa, ancien responsable du Congrès national africain renvoyé du parti à cause d'un discours jugé trop radical et populiste.

Pas plus qu'avec le DP de M. Leon, aucune alliance formelle n'est pour l'instant envisagée avec le mouvement qu'il essaie de constituer, de son côté, M. Holomisa. M. Meyer ne fait qu'initier un possible réalignement des forces politiques en Afrique du Sud et il a encore beaucoup de chemin à parcourir avant de pouvoir mettre sur pied une force électorale capable de contester la domination de l'ANC. L'esquisse d'un véritable parti d'opposition multiracial représente un premier signe de maturité et de normalisation pour une démocratie encore fracturée par l'apartheid.

Frédéric Chambon



# militaire français à Brazzaville

Sont une cellule de crise pour l'armée française, la situation militaire congolaise pour y assurer la sécurité des citoyens.

La mission d'observation des Nations unies a critiqué, dimanche 8 juin, les conditions dans lesquelles se sont tenues les élections législatives du 5 juin. Dans les conclusions de leur rapport, qui devaient donner lieu à une conférence de presse, annulée dimanche après-midi sans explication, les représentants de la trinitaire de pays ayant travaillé sous l'égide de l'ONU mettent notamment en cause les bureaux de vote « spéciaux », réservés aux militaires, aux gendarmes, aux policiers... (près d'un million d'électeurs au total). Ils ne « faussaient pas suffisamment de garanties de neutralité et de transparence », de l'avis de « la majorité des observateurs ».

Le rapport de l'ONU s'en est pris également à la consolidation des résultats électoraux et note que des observateurs « se sont vu refuser l'accès de certaines préfectures ».

Même si l'ONU prend soin de mentionner dans son communiqué que les observateurs ont été « impressionnés par la préparation matérielle et logistique des élections [...] et l'harmonie dans laquelle le

# L'ONU critique le déroulement des élections législatives en Algérie

L'opposition ne boycottera pas la Chambre des députés

Très attendues, les conclusions de la mission des Nations unies venue observer les élections législatives du 5 juin, remportées par le parti du président Zeroual, sont sévères pour le régime algérien. L'ONU a notamment mis en cause le manque de garanties « de neutralité et de transparence » de certains bureaux de vote et l'interdiction d'accès à certaines préfectures au moment du dépouillement.

« constructif » avec l'espoir qu'elles « aideront le gouvernement algérien dans ses activités futures » (des élections communales et régionales doivent avoir lieu avant la fin de l'année). Le rapport plus que mitigé des Nations unies va nourrir l'appréciation portée par plusieurs pays occidentaux sur le scrutin de jeudi.

et constituent « une étape importante dans la consolidation de la démocratie ».

C'est également l'avis du président algérien. Recevant les membres du bureau de la Commission nationale indépendante de surveillance des élections législatives (Cnise), le chef de l'Etat a déclaré dimanche que « la réussite des élections législatives est incontestablement une victoire supplémentaire du peuple algérien ».

« La détermination de notre peuple s'est réaffirmée de nouveau à travers la mobilisation autour de ces élections en dépit de toutes menaces et des actes de terreur », a ajouté Liamine Zerroual.

A l'exception du Rassemblement national démocratique (RND), le parti du président, grand vainqueur du scrutin, les autres formations ont contesté les résultats fournis par le ministère de l'Intérieur. Principal perdant du scrutin, le Front des forces socialistes (FFS) d'Hocine Aït-Ahmed a demandé au chef de l'Etat d'« annuler » les élections, marquées, à ses yeux, par une fraude « massive ». C'est également le qualifi-

## RÉSULTATS CONTESTÉS

Les autorités algériennes ont moins à se plaindre des deux autres organismes venus observer sur place les élections. La Ligue arabe n'a relevé que quelques « erreurs », préférant mettre l'accent sur le « haut degré de transparence » du scrutin. Même son de cloche de la part de l'Organisation de l'unité africaine (OUA). Selon le chef de la mission de l'OUA, l'ancien chef d'Etat malien, le général Toumani Touré, les élections législatives se sont déroulées dans la « transparence »

## LA MISSION D'OBSERVATION DES NATIONS UNIES

La mission d'observation des Nations unies a critiqué, dimanche 8 juin, les conditions dans lesquelles se sont tenues les élections législatives du 5 juin. Dans les conclusions de leur rapport, qui devaient donner lieu à une conférence de presse, annulée dimanche après-midi sans explication, les représentants de la trinitaire de pays ayant travaillé sous l'égide de l'ONU mettent notamment en cause les bureaux de vote « spéciaux », réservés aux militaires, aux gendarmes, aux policiers... (près d'un million d'électeurs au total). Ils ne « faussaient pas suffisamment de garanties de neutralité et de transparence », de l'avis de « la majorité des observateurs ».

## LA TURQUIE ANNONCE LA FIN PROCHAINE DE L'OFFENSIVE CONTRE LES REBELLES KURDES DU PKK

Le premier ministre turc, Necmettin Erbakan, a annoncé, dimanche 8 juin, la fin prochaine de l'offensive militaire lancée le 14 mai dans le nord de l'Irak par les forces armées turques contre les militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) de Turquie, qui mènent une opération de guérilla contre Ankara. L'opération a « atteint ses objectifs majeurs » mais « le nettoyage n'est pas terminé et se poursuit », a précisé le premier ministre.

L'armée turque souhaite réduire les bases arrière installées par le PKK dans des zones échappant à l'autorité effective de Bagdad dans la partie contrôlée par le Parti démocratique du Kurdistan d'Irak (PDK) de Massoud Barzani, allié à Ankara. Les Turcs ont annoncé avoir éliminé plus de 2 200 militants kurdes, alors que ceux-ci estiment leurs pertes à moins de 100 hommes. Il s'agit de la troisième offensive de ce type dans la région, après celles de 1992 et 1993.

Si elle se confirme, la fin de cette intervention, dans laquelle auraient été engagés 10 000 hommes, devrait mettre provisoirement un terme au feu roulant des critiques arabes. Après la Ligue arabe demandant le retrait immédiat des Turcs, le Conseil de coopération du Golfe (CCG) s'est élevé, fin mai, contre « la violation de la souveraineté, de l'intégrité territoriale (...) et l'indépendance » de l'Irak. Une exaspération significative quand on se souvient que ni l'Arabie saoudite ni le Koweït n'entretennent de relations diplomatiques avec Bagdad depuis la guerre du Golfe, en 1991.

Les Turcs n'ont pas été en reste. Après la perte

## COUP D'ÉPINGLE

Le rapprochement de la Turquie et d'Israël - deux alliés historiques des Etats-Unis dans la région - a, en tout cas, eu pour effet de rebattre les cartes et d'accroître la reprise d'un dialogue entre les frères ennemis que sont les Syriens et les Irakiens. Des responsables irakiens ont signé avec une délégation commerciale syrienne, samedi 7 juin, à Bagdad, des contrats pour l'importation de produits alimentaires. Selon les journaux officiels irakiens, la signature de ces contrats annonce « de plus grands échanges commerciaux à l'avenir » et une importante délé-

## LA CHINE ET LE JAPON S'INTERROGENT SUR LES RISQUES D'UN INFLÉCHISSEMENT DE LA POLITIQUE ASIATIQUE DE LA FRANCE

La victoire des socialistes est perçue en Asie de l'Est comme la défaite d'un président qui avait fait de cette partie du monde une « nouvelle frontière » pour la politique française. Bien qu'il semble difficile qu'un nouveau gouvernement remette en cause les orientations d'une diplomatie qui ne fait que reconnaître, - et en tirer les conséquences politiques - le poids de cette partie du monde dans l'économie mondiale, Chinois et Japonais s'interrogent sur les incidences de ce changement de majorité sur leurs relations avec la France et sur l'Union monétaire.

Sur le premier point, un commentateur du *Quotidien du peuple*, organe du Parti communiste chinois, a donné le ton en soulignant que s'ouvre en France une « phase d'instabilité ». Et la Chine redoute que cette instabilité ne se répercute sur les relations franco-chinoises tout juste raffermies, mais sur des bases fragiles, par la récente visite de M. Chirac à Pékin. Pour la presse japonaise, M. Chirac a « perdu son pari » (*Tokyo shimbun*) et sort affaibli d'une bataille qu'il avait engagée.

Bien que le premier ministre Ryu-

## VENTES D'ARMES À TAIWAN

La Chine n'a pas non plus un bon souvenir des deux septennats de M. Mitterrand, achevés dans les orages à répétition des querelles portant sur les droits de l'homme et les ventes d'armes françaises à Taiwan. Elle ne peut qu'espérer aujourd'hui que M. Chirac pèsera de toute son autorité sur la politique étrangère pour éviter que celle-ci ne tourne à nouveau à l'algèbre envers elle. Mais on craint à Pékin un retour à une confusion dans les priorités.

Et ce d'autant que les Taiwanais, de leur côté, cherchent à jeter le trouble dans les esprits en alimentant les spéculations sur un nouvel

## INFLÉCHISSEMENT DE LA POSITION DE PARIS SUR LA QUESTION DES VENTES D'ARMES

inféclissement de la position de Paris sur la question des ventes d'armes. C'est le ministre sans portefeuille Tsai Cheng-wen à son retour de Paris, le quotidien taïwanais *China Times* daté du 8 juin croit savoir que la France « réfléchit à la vente à Taïpei de son arme nouvelle Mirage ». A Paris, on répond que rien de se décidera en la matière sans l'aval de M. Chirac. Et sa position sur le sujet est déjà connue.

Un autre motif de suspicion pour la Chine est la contagion du phénomène Tony Blair en France. M. Blair a annoncé son intention de mener une politique plus explicitement soucieuse des droits de l'homme que les conservateurs. Cette volonté des Britanniques peut amener à son tour M. Jospin à rouvrir le débat sur cette question à propos de la Chine.

Pour les Japonais, plus encore que l'avenir des relations bilatérales, dont ils ont l'habitude qu'elles soient en dents de scie, ce sont les incidences du changement de majorité sur l'économie française et sur la construction européenne qui les préoccupent. Sur le premier point, note le quotidien des milieux d'affaires *Nihon Keizai*, M. Juppé avait entrepris des réformes « susceptibles de renforcer la compétitivité de

## L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

l'économie française ». A défaut de réformes budgétaires et sociales, « le mal français risque de s'aggraver ». D'autant plus que ne disposant pas de la majorité absolue, le gouvernement de M. Jospin aura du mal à définir une position cohérente, poursuit-il. Des considérations qui risquent de peser dans le choix de Toyota de s'implanter ou non en France.

La plupart des quotidiens, qui ont souligné l'importance du scrutin français sur l'avenir de l'Europe, estiment qu'il aura des conséquences sans commune mesure avec la victoire des travaillistes en Angleterre. Le *Nihon Keizai* écrit que la victoire du PS ne signifie pas que les électeurs ont voté pour le programme politique prôné par ce parti mais il pense que la cohabitation risque d'engendrer une confusion qui fera peser des « nuages sombres » sur le calendrier de réalisation de la monnaie unique. Selon l'*Asahi*, « les Français ont choisi l'Europe sociale plus que l'Europe libérale » et la victoire du PS fera apparaître de manière aiguë l'antagonisme entre ces conceptions de l'Union européenne.

## LA LÉGENDE NOIRE DE NAPOLEON III

L'empereur était-il démocrate ? Un socialiste au pouvoir ? Le temps du miracle économique. Sedan, 1870 : la victoire des Allemands.

A LIRE AUSSI : La vérité sur l'affaire Aubrac. La crue du Nil : religion et géographie. Le Puy du Fou : le succès des Vendéens.

N° 211 Juin 1997 en kiosque 37 F

# Regain d'affrontements au Timor-Oriental

DILI. Le Timor-Oriental a été, ces deux dernières semaines, le théâtre d'incidents qui laissent penser que le mouvement indépendantiste est loin de s'essouffier. Dans la soirée du samedi 7 juin, des Timorais ont mis le feu au marché de Pasar Lama, à Dili, provoquant une panique parmi les centaines de commerçants, pour la plupart des immigrants indonésiens. Selon la police, il n'y a pas eu de victimes mais la moitié des échoppes ont brûlé. Déjà, à la veille des élections générales du 29 mai en Indonésie, de petits commandos avaient détruit des bureaux de vote dans quatre agglomérations du territoire et tenté de s'emparer d'armes. Depuis, l'attaque d'un camion de transport militaire, qui circulait sans protection, aurait fait dix-sept morts. Au total, ces affrontements auraient fait trente-six morts. Ces actions sont attribuées aux séparatistes du Fretilin. (Corresp.)

# La junte annonce une réouverture des frontières de la Sierra Leone

FREETOWN. La junte au pouvoir depuis deux semaines a annoncé dimanche 8 juin la réouverture de toutes les frontières de la Sierra Leone. Cette décision fait suite à d'intenses consultations diplomatiques régionales. Les pays ouest-africains partisans de la « manière douce » tentent de convaincre le Nigeria, à la tête de la Force de paix ouest-africaine (Ecomog), de ne pas user de la force contre Freetown. A l'intérieur du pays, une manifestation hostile à ce type d'intervention, organisée à l'appel du nouveau régime, n'a rassemblé dimanche que peu de participants. De leur côté, les députés du Parlement dissous par le coup d'Etat ont présenté, samedi, une résolution appelant à une « restitution du pouvoir » au régime civil du président Ahmad Tejan Kabbah, réfugié à Conakry. (AFP, Reuters)

## PROCHE ORIENT

■ LE CAIRE. Des experts israéliens et palestiniens ont réalisé « des progrès », dimanche 8 juin, lors d'une réunion au Caire et ont décidé de se revoir dans les prochains jours, a affirmé Oussama El Baz, le conseiller politique du président égyptien. « Ce fut une bonne réunion. L'atmosphère a été très positive », a ajouté M. El Baz à qui le chef des négociateurs israéliens, Danny Naveh, a fait écho. Selon une source palestinienne, l'objectif était de préparer une rencontre au sommet entre le président palestinien, Yasser Arafat, le chef de l'Etat égyptien, Hosni Moubarak, et le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou. (AFP)

## ISRAËL : l'armée a décidé de priver, à compter du dimanche 8 juin, le général Titaoui Titaoui de sa carte de personnalité palestinienne importante

lui conférant divers privilèges, a annoncé la télévision. Le général Titaoui, chef du service de renseignements palestinien en Cisjordanie, est soupçonné, selon la même source, d'implication dans le meurtre d'un des trois Palestiniens assassinés pour avoir voulu des terres à des Israéliens. (AFP)

## LIBAN : l'ancien secrétaire général de la Confédération générale des travailleurs (CGTL) du Liban, Elias Abou Rizk, a été libéré sous caution samedi 7 juin. M. Abou Rizk, qui continuait de s'attribuer le titre de patron de la CGTL, après en avoir été écarté lors d'un scrutin controversé, avait été arrêté le 31 mai pour « usurpation de titre ». (AFP)

## MAGHREB

■ MAROC : la police a arrêté 67 militants du parti d'opposition Avant-Garde démocratique socialiste (PADS) pour avoir appelé au boycott des élections municipales du 13 juin prochain, a annoncé, samedi 7 juin, l'Association marocaine de défense des droits de l'homme. Un responsable du PADS a déclaré que ces arrestations avaient pour objectif « d'empêcher » le parti d'exprimer son opinion. Il s'agit du premier scrutin d'une série d'élections qui se terminera en septembre par l'élection d'un parlement bicaméral. (Reuters)

# L'HISTOIRE

UN GRAND DOSSIER

## FAUT-IL RÉHABILITER NAPOLEON III ?

La légende noire de Napoléon III. L'empereur était-il démocrate ? Un socialiste au pouvoir ? Le temps du miracle économique. Sedan, 1870 : la victoire des Allemands.

A LIRE AUSSI : La vérité sur l'affaire Aubrac. La crue du Nil : religion et géographie. Le Puy du Fou : le succès des Vendéens.

N° 211 Juin 1997 en kiosque 37 F

0531 11 11 11



# L'Allemagne rejette toute révision des critères de Maastricht

La coalition gouvernementale est fragilisée

Helmut Kohl et son ministre des finances, Theo Waigel, ont réaffirmé ce week-end leur attachement à la fois au calendrier d'entrée en vigueur de l'euro et aux critères

**BONN**  
de notre correspondant  
« L'heure de vérité a sonné. Les quatre semaines à venir seront décisives », ainsi s'est exprimé Theo Waigel, samedi 7 juin, devant un congrès des Jeunesses chrétiennes-démocrates réuni à Erlangen (Bavière). Le ministre des finances s'exprimait à propos du dossier budgétaire allemand, dont on sait combien il est lourd de conséquences pour l'avenir de l'Europe. Avant le 11 juillet, date à laquelle le budget 1998 doit être adopté en conseil des ministres, le gouvernement de Bonn devra décider des moyens qui doivent permettre de remplir dès cette année les critères du traité de Maastricht et de se qualifier pour la monnaie unique.

Pour atteindre dès 1997 le critère du déficit public, fixé à 3 % du PIB par le traité, Bonn doit encore trouver 10 milliards de marks (35 milliards de francs). Placé devant des choix difficiles après avoir échoué à imposer à la Bundesbank une réévaluation de ses réserves d'or (voir *Le Monde* du 5 juin), le gouvernement demeure ferme sur ses objectifs. Dans un discours prononcé dimanche 8 juin à Francfort devant des industriels de la chimie, le chancelier Helmut Kohl a indiqué une nouvelle fois qu'il avait « lié son destin politique » à l'union monétaire européenne et que celle-ci commencerait « le 1<sup>er</sup> janvier 1999 ». « Reporter, c'est peut-être reporter pour toujours », a-t-il ajouté. Le discours de Theo Waigel est plus orthodoxe. Confronté à d'intenses pressions de la part de ses amis bavarois de la CSU, le ministre des finances a répété, samedi 7 juin, que l'Alle-

magne continuait à considérer que les déficits publics ne devaient pas dépasser « 3,0 % » du PIB.

Jamais le débat entre partisans et adversaires de la souplesse dans l'interprétation du traité n'a été aussi vif qu'en Rhin. Aux deux pôles du conflit : les chrétiens-démocrates rhénans (élus d'Aix-la-Chapelle, de Bonn ou de Trèves), partisans d'une lecture « non comptable » du traité, et, de l'autre, les Bavarois de la CSU, qui se méfient des intentions du nouveau gouvernement français en matière de stabilité monétaire.

Theo Waigel se doit de tenir compte des réticences bavaroises. Aussi un nouveau plan d'économies budgétaires d'urgence, excessivement conforme à la lettre du traité de Maastricht, est-il à l'étude à Bonn. Alors qu'il a exclu toute nouvelle hausse d'impôts pour 1997, le ministre a annoncé que de nouvelles mesures d'économies seraient décidées « sans aucun tabou » pour permettre de boucler le budget en cours.

Dans son édition du 9 juin, l'hebdomadaire *Der Spiegel* révèle que le ministre s'apprêterait à réduire une nouvelle fois les dépenses allouées au traitement social du chômage (comme les dépenses de formation et les travaux d'utilité collective) - Informations entre-temps confirmées par l'entourage du ministre. La « prime de Noël » des fonctionnaires - équivalent d'un treizième mois de traitement - pourrait être supprimée ou du moins réduite.

Ces mesures de discipline renforcée pourraient, si elles ne suffisent pas pour boucler le budget 1997, être complétées par un endettement supplémentaire de

l'Etat, ce qui risque de faire dérapier le déficit. En ce qui concerne le budget 1998, en revanche, le ministre n'exclut pas de hausses d'impôts. Du coup, la solidité de la coalition au pouvoir est mise à l'épreuve. Jamais les libéraux du FDP, opposés à toute hausse d'impôts, n'ont autant protesté contre les choix du ministre des finances.

## M<sup>me</sup> Trautmann évoque « un terrain commun » entre M. Chirac et M. Jospin sur l'euro

La porte-parole du gouvernement, M<sup>me</sup> Trautmann, a estimé, dimanche 8 juin, qu'il y aurait « sans doute un terrain commun entre Jacques Chirac et Lionel Jospin » sur la monnaie unique, lors des prochains grands rendez-vous européens. « La cohabitation permettra de mettre en application les intentions du président de la République », a dit Catherine Trautmann lors du « Grand Jury RTL-Le Monde », observant que M. Chirac avait lui aussi proposé « une troisième voie » - l'insistance sur la croissance et l'emploi - pour la construction européenne. Elle a indiqué que M. Jospin avait rappelé la semaine dernière « son intention d'apporter un inflexionnement dans le domaine social sans remettre en cause le calendrier ».

Philippe Séguin, le candidat à la présidence du RPR, intervenant lors de l'émission « 7 sur 7 » de TF1, a jugé que le gouvernement ne pouvait « faire le coup de l'héritage » pour expliquer les difficultés de Paris à remplir les critères de convergence : « Nous avons eu six premiers ministres en six ans et aucun ne porte, à lui seul, la responsabilité des difficultés que nous aurons à respecter les critères. » Il a estimé « tenables » les quatre conditions du gouvernement Jospin pour le passage à l'euro pour peu que le gouvernement ne s'en serve pas comme « autant d'échappatoires » et respecte les « critères ». - (AFP)

Ils réclament plus de coupes dans les budgets sociaux et plus de privatisations. Mais sur la monnaie unique, les chrétiens-démocrates et les libéraux partagent le même sentiment : l'euro est indispensable à la compétitivité de l'économie allemande.

Lucas Delattre

# Paris veut que l'Europe échappe à la seule logique monétariste

Après un dîner de travail, dimanche 8 juin à Luxembourg, les ministres des finances des Quinze devaient entendre la position de la France sur la monnaie unique

**LUXEMBOURG**  
(Union européenne)  
de notre correspondant

Les partenaires de Paris qui se sont entretenus avec le nouveau ministre de l'économie, Dominique Strauss-Kahn, sont convaincus que la France tiendra les engagements pris. « Il est clair que le nouveau gouvernement est favorable au processus

1<sup>er</sup> janvier 1997, présidera le Conseil européen, s'est exprimé dans le même sens, se disant « rassuré ».

La confiance ainsi affichée incite à penser que la France a fait comprendre qu'elle n'avait pas l'intention de demander la révision du pacte de stabilité budgétaire. Celui-ci, durement négocié lors du Conseil européen de Dublin en décembre, a pour objet de garantir, moyennant menace de sanctions financières, que les pays de la zone « euro » pratiqueront une stricte discipline budgétaire.

Dans les coulours, plusieurs ministres ont réaffirmé, lundi, qu'il n'était pas question de toucher au pacte. Theo Waigel, le ministre allemand, est resté d'une totale discrétion. Mais on imagine qu'il s'opposera avec force à toute remise en cause d'un dispositif imposé par l'Allemagne, considéré comme l'unique garde-fou contre d'éventuelles dérives des finances publiques.

M. Strauss-Kahn n'ignore pas le séisme que produirait parmi les pays partenaires - et sans doute sur les marchés - une requête allant dans ce sens. Mais les nouveaux dirigeants français insistent sur le fait que l'Europe ne doit pas se laisser enfermer dans une logique monétariste. La priorité doit être la création d'emplois. On s'attendait donc que le nouveau ministre des finances explique que le pacte de stabilité seul, tel qu'il existe aujourd'hui, ne serait pas acceptable pour Paris, et qu'il faudrait le compléter par un ensemble de dispositions ayant pour objet de favoriser l'activité.

La France estime que les Quinze doivent agir dans ce sens et elle ajoute qu'ils ne seront alors qu'appliquer le traité, et notamment son

article 103, lequel invite à un renforcement de la coordination des politiques économiques. Jacques Santer, le président de la Commission, a rappelé, lundi, qu'il s'était prononcé dans ce sens. « Ce sera la manière de valoriser le pacte de stabilité », a-t-il souligné. C'est par ce moyen, à l'évidence, que les partenaires de la France espèrent éviter une remise en cause du pacte tant ils redoutent qu'elle soit fatale à la monnaie unique.

## Le rééquilibrage du pacte au profit de l'emploi se présente comme un exercice délicat

En admettant que M. Strauss-Kahn se prête au jeu, on comprend qu'il lui sera politiquement difficile d'accepter, sur ce terrain du « gouvernement économique », de simples ajouts de procédures sans aucune assurance sur la portée de l'action qui pourrait être menée pour réduire le chômage.

Compte tenu des intérêts financiers, le rééquilibrage du pacte au profit de la croissance et de l'emploi se présente comme un exercice délicat. On ne couche pas sur le papier un tel projet en une semaine. Les Français pourraient souhaiter que l'adoption formelle du pacte, prévue pour le Conseil européen d'Amsterdam des 16 et 17 juin, soit différée.

Philippe Lemaître

## LE CLUB AFFAIRES RENAULT

En juin, avec le 50/50, roulez en Clio à partir de 31 300 F\*  
...c'est la moitié de son prix.



ou 21 300 F en cas de reprise de votre véhicule.

**50 50**

\* 50 % maintenant, 50 % dans deux ans et 269,24 F TTC par mois pendant 24 mois entre les deux. Pour Clio Chipie 1.2, 3 portes AM 98 au prix conseillé de 62 600 F TTC, apport comptant de 31 300 F TTC ou 21 300 F TTC compte tenu de l'aide de Renault de 10 000 F TTC s'ajoutant à la reprise de votre ancien véhicule aux conditions générales Argus, puis 26 mensualités de 269,24 F TTC et enfin 1 mensualité de 31 300 F TTC, au reprise de votre Clio pour ce montant diminué des frais de remise à l'état standard et des kilomètres supplémentaires selon conditions générales Argus et solde de votre dossier de crédit. TEG : 9,95 %. Coût du crédit : 6 461,76 F TTC. Sous réserve d'acceptation du dossier par la DIAC - RCS Bobigny B 702 002 221. Offre non cumulable réservée aux particuliers.

Le Club Affaires Renault. On en fait plus pour que vous dépensiez moins.



Pour opportunités de postes, rendez-vous aujourd'hui dans Monde Initiatives (page XI)

**HEWLETT PACKARD**



s veut que l'Europe échappe  
seule logique monétariste  
siner de travail, dimanche 8 juin à Luxembourg  
des finances des Quinze devaient entendre  
tion de la France sur la monnaie unique

## Bertie Ahern va former un gouvernement de coalition de centre droit en Irlande

Le Fine Gael a perdu les élections législatives en dépit du « boom » économique

L'alliance du Fianna Fail de M. Ahern et des Démocrates progressistes a remporté les élections législatives du 6 juin. Mais ce changement de

gouvernement ne devrait pas entraîner de réorientation politique majeure. Agé de quarante-cinq ans, Bertie Ahern deviendra, le 26 juin, le

nouveau premier ministre de l'Irlande. La coalition de centre droit qu'il dirigera bénéficiera du soutien de quelques députés indépendants.

### DUBLIN

de notre envoyé spécial

An terme de deux longues journées de dépouillement des bulletins de vote, le premier ministre irlandais sortant, John Bruton, a reconnu, dimanche 8 juin, la victoire de son rival, Bertie Ahern. La « coalition arc-en-ciel » regroupant le Fine Gael (centre droit), le Labour et la gauche démocratique, au pouvoir depuis deux ans et demi, n'est pas parvenue à conserver sa courte majorité au Dail (Parlement) face à l'alliance entre le Fianna Fail (populiste) et les Démocrates progressistes (libéraux tâtillons). En dépit d'un succès d'estime du Fine Gael (qui gagne 7 sièges), les « arc-en-ciel » ont perdu 10 élus pour en coeserver que 74, alors que M. Ahern et ses amis en obtenaient 81 (+6). Soit deux sièges de moins que la majorité absolue de 83, un siège d'étant toujours pas pourvu dimanche soir.

Les sondages avaient donné M. Ahern vainqueur d'une courte tête. Les électeurs, par le biais d'un système proportionnel extrêmement complexe, lui ont refusé une majorité claire. M. Ahern devra donc négocier avec des indé-

pendants pour former une coalition que certains observateurs considèrent déjà comme fragile. Il faudra attendre la réunion du Dail, le 26 juin, pour connaître la nature de la majorité réunie par le nouveau *taoiseach* (premier ministre).

### LE NORD EN QUESTION

La politique irlandaise est connue pour son maquisonnage, en particulier au sein du Fianna Fail, au pouvoir la plupart du temps depuis l'indépendance, et « Bertie » devra faire preuve de doigté pour mettre sur pied son cabinet. D'autant que plusieurs indépendants sont connus pour leurs sympathies envers les républicains du Nord et que le Sinn Féin — la braoche politique de l'IRA — a pour la première fois depuis 1981, obtenu un élu. Ce dernier, Caoimhghin O Caolain, devrait accepter de siéger au Parlement de Dublin, dont le Sinn Féin n'a jamais reconnu la légitimité. Or, si peu de chose différencie les deux coalitions en politique intérieure, en économie ou en diplomatie, elles se distinguent clairement sur la question de l'Irlande du Nord. M. Ahern, comme le Fianna Fail

— qui se définit comme « le parti républicain » —, est connu pour avoir une certaine sympathie pour la cause nationaliste au Nord. Lors du débat télévisé avec M. Bruton, M. Ahern avait affirmé que le rôle de Dublin était de soutenir les nationalistes face à un gouvernement britannique porte-parole des unionistes protestants. M. Bruton, au contraire, affirmait que Dublin ne devait prendre parti ni pour l'un ni pour l'autre, tout en faisant preuve d'une certaine sympathie pour les frères du Nord. En dépit des efforts de Dick Spring — le chef du Labour qui a conduit la diplomatie irlandaise depuis plus de trois ans —, la « coalition arc-en-ciel » était mal vue du Sinn Féin et de l'IRA, bien que ni Londres ni les unionistes ne lui en aient vraiment su gré.

Dans l'attente d'une victoire de M. Ahern, l'IRA a fait traîner le renouvellement d'un cessez-le-feu, précondition à toute admission du Sinn Féin aux pourparlers de paix. D'autant que ce dernier vient d'engranger des succès électoraux aux législatives britanniques (2 élus), au scrutin local en Ulster, et maintenant en République d'Irlande. Certes M. Ahern a affirmé

que son futur gouvernement ne rechercherait pas le soutien du Sinn Féin, et qu'il ne rencontrerait pas ses dirigeants en tant que *taoiseach* avant un cessez-le-feu. Mais il a en même temps laissé entendre qu'il était prêt à s'entretenir avec eux d'ici au 26 juin. Le changement d'équipe à Dublin risque donc de ne pas faciliter le processus de paix au Nord.

M. Bruton expédiera les affaires courantes jusqu'au 26 juin. Il aura le temps de méditer sur l'ingratitude d'électeurs qui lui ont refusé un nouveau mandat alors qu'il était le premier ministre le plus populaire d'un des gouvernements irlandais les plus populaires depuis longtemps. Jamais l'économie ne s'est aussi bien portée pour le « Tigre celtique », qui connaît le taux de croissance le plus élevé des pays de l'OCDE et qui est le meilleur élève de l'Union européenne. Sentant la défaite, M. Spring nous citait, il y a quelques jours, un auteur local selon lequel « les Irlandais envoient en exil leurs artistes et leurs écrivains et se débarrassent l'un après l'autre de leurs hommes politiques ».

Patrice de Beer

## La Suisse continuera à exporter des armes

BERNE. Par 77,3 % des voix, les électeurs suisses ont rejeté, dimanche 8 juin, une initiative du Parti socialiste qui réclamait une interdiction totale des exportations d'armes. Si tous les cantons ont refusé la proposition (la participation ne dépassant cependant pas 35 %), les « non » atteignent un score de 90 % dans le canton de Nidwald, en Suisse centrale, où sont fabriqués les avions d'entraînement civil Pilatus, utilisés notamment par la Birmanie à des fins militaires. Ce même dimanche, avec 73,9 % de « non », les électeurs ont repoussé une proposition de deux petites formations nationalistes qui souhaitaient que le peuple et les cantons soient consultés avant l'ouverture de négociations en vue d'une éventuelle adhésion à l'Union européenne. — (Corresp.)

## La guerre des gangs de motards fait de nouvelles victimes au Danemark

COPENHAGUE. La guerre entre bandes de motards a connu un nouveau rebondissement sanglant, samedi 7 juin, à Liseleje, station balnéaire huppée au nord de Copenhague, lorsque des inconnus en voiture ont tiré à l'arme automatique sur six membres de l'une des bandes, les Bandidos, qui sortaient d'un restaurant. L'attentat, qui a semé la panique parmi les dizaines d'estivants attablés à la terrasse du restaurant, a fait un mort et trois blessés graves. La police, qui a retrouvé dans la soirée le véhicule utilisé par les assaillants, est persuadée que les Hell's Angels, rivaux des Bandidos, sont à l'origine de l'attaque. La guerre entre les deux gangs, liée notamment au marché de la drogue, a fait, depuis début 1994, 11 morts et près de 80 blessés en Europe du Nord (dont 5 morts et 40 blessés au Danemark en quinze mois). Menée à coups de bombes, grenades et missiles antichars, elle se poursuit « sans merci », selon les policiers danois. — (AFP)

### EUROPE

■ ALLEMAGNE : le détournement d'un Boeing 737 d'Air Malta, assurant la liaison La Valette-Istanbul, avec environ 80 personnes à son bord, s'est achevé, lundi matin 9 juin, sans effusion de sang sur l'aéroport de Bonn-Cologne par l'arrestation de deux hommes, vraisemblablement turcs, à l'indiqué la police allemande. Les deux pirates de l'air se disaient armés d'une bombe. Selon un porte-parole de la police, ils se sont rendus sans violence. Les passagers ont tous été évacués. — (AFP)

■ BELGIQUE : Guy Verhofstadt, quarante-quatre ans, a été élu, samedi 7 juin, président du Parti libéral flamand (VLD), en obtenant 52 % des suffrages des militants contre 28 % au président sortant Herman De Croo et 20 % à Rik Daems. M. Verhofstadt, qui incarne le courant « moderniste » au sein du VLD, retrouve ainsi le poste dont il avait démissionné en mai 1995, après avoir échoué contre le Parti social-chrétien (CVP) du premier ministre Jean-Luc Dehaene, lors des élections législatives. — (Corresp.)

■ RUSSIE : l'administration américaine a mis fin à un contrat de 14 millions de dollars (80 millions de francs) passé avec l'Université Harvard. Deux économistes de Harvard, en poste à Moscou, sont accusés d'avoir utilisé des fonds gouvernementaux pour développer des activités privées. Jonathan Hay et Andrei Shleifer travaillaient en étroite collaboration avec le premier vice-premier ministre russe, Anatoli Tchoubaï, qui avait lui-même bénéficié de crédits de recherches en 1996, alloués par Harvard. — (AP)

## Le pape dissuade l'Eglise polonaise de rechercher des « privilèges »

### CRACOVIE

de notre envoyé spécial

« Cracovie, ma ville bien aimée. » A ce cri du cœur, près d'un million et demi de Polonais ont répondu, dimanche 8 juin au parc Blonie. Ils sont venus saluer le plus illustre citoyen de la ville. Une marée humaine — égale à celle des précédentes visites de 1979, 1983, 1987 — capable de hurler « Vive le pape ! », des minutes entières, avant de s'interrompre dans un fervent silence. Et pourtant, on commettait un contre-sens à confondre cet enthousiasme populaire, croissant au huitième jour du voyage du pape en Pologne, avec une offensive cléricale. Les trois discours de Jean Paul II, ce dimanche à Cracovie, ont témoigné au contraire d'une volonté d'aider l'Eglise, régulièrement contestée, à trouver une plus juste place dans le nouvel Etat démocratique et la société pluraliste.

Au cours de ce rassemblement, Jean Paul II a d'abord canonisé l'une des figures les plus populaires de la Pologne chrétienne : la reine Edwige (1374-1399). Fondatrice de la dynastie des Jagellons, évangélisatrice de la Lituanie et d'une partie de la future Russie, elle fut enterrée à Cracovie, an-

cienne capitale royale. Dans son homélie, le pape a loué la modernité de cette souveraine, l'alliance qu'elle fit « entre la foi et la raison » et sa manière de concilier « les principes chrétiens avec la raison d'Etat ». Une question qui est, en Pologne, de la plus vive actualité.

Ce n'est pas pour « restaurer » un ordre ancien, catholique et monarchique, que le pape est venu canoniser une reine à Cracovie, mais pour marquer la permanence des valeurs chrétiennes dans l'histoire et la culture polonaises. Ce faisant, il a éclairé davantage l'opinion que la polémique récente sur les « valeurs » dans le préambule de la nouvelle Constitution. Devant les cent quinze membres de la conférence épiscopale, il a aussi clairement indiqué les limites de l'intervention de l'Eglise, mettant fin aux espoirs de courants à tendance intégriste qui attendaient du pape un renfort dans leur offensive contre les milieux libéraux ou ex-communistes.

En substance, le pape a affirmé que l'Eglise polonaise ne devait plus compter sur la « reconnaissance » dont elle avait bénéficié quand elle militait pour la liberté à l'époque communiste, et qu'elle

devait « accepter ce qui est juste » dans les critiques qui lui sont désormais adressées. De même, si elle doit être « libre » pour exercer sa mission, défendrait sa « vérité » et les « conséquences » de son message, elle ne doit pas « rechercher ni désirer de privilèges particuliers ». Autrement dit, si l'Eglise doit prendre toute sa place dans le débat politique et éthique, elle ne peut outrepasser son rôle et doit s'en tenir à sa vocation essentielle : « Défendre l'homme contre lui-même et le mauvais usage qu'il peut faire de sa liberté retrouvée. »

### CONSCIENCE CRITIQUE

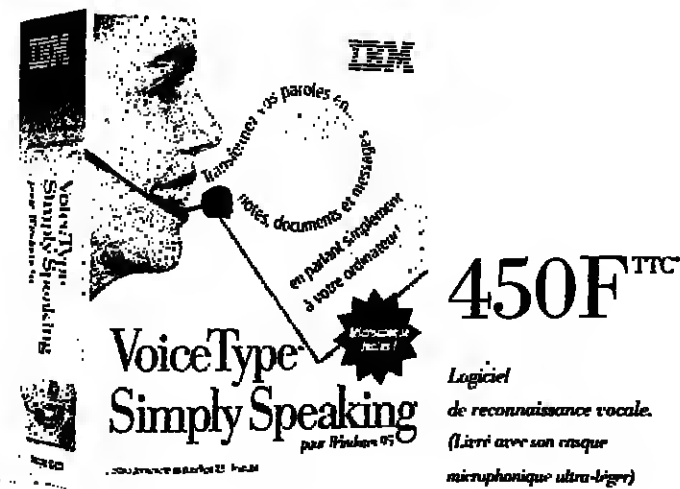
Depuis la mésaventure de la démocratie chrétienne italienne, le pape n'ignore pas les risques d'une cléricatisation de la vie politique dans son propre pays. Il n'a fait aucune allusion à la polémique sur le concordat signé depuis trois ans entre le Saint-Siège et l'Etat polonais, mais qui n'a toujours pas été ratifié. Les clercs sont invités à « aider » les laïcs catholiques à s'engager dans la politique, l'économie ou la culture, mais non « à se substituer d'eux ». Jean Paul II a invité l'Eglise à « adapter » son langage aux nouvelles mentalités, à faire davantage confiance aux médias et à trouver « de nouveaux instruments de dialogue », notamment avec les jeunes.

Noo à la cléricatisation, mais noo aussi au relativisme éthique : le pape a développé ce thème dimanche dans son milieu préféré, celui des chercheurs et des intellectuels. Célébrant le six centième anniversaire de la fameuse université Jagellons de Cracovie — où il a étudié avant et au début de la guerre —, Karol Wojtyla leur a assigné un rôle de « conscience critique », indispensable à une société qui vient de retrouver la liberté. « La grande cantraverse sur l'homme n'est pas terminée avec la chute de l'idéologie marxiste. Elle s'est même intensifiée, commente le pape. Les formes de décadence de la conception de la personne et de la vie humaines sont devenues plus subtiles et ainsi plus dangereuses. » Dans ses souvenirs d'étudiant, il

a ému ses auditeurs en rappelant le départ de professeurs, rue Golebia, le 6 novembre 1939, déportés à Sachsenhausen et en concluant : « L'université est une mère qui souffre, mais la raison l'emporte toujours sur la force. »

Henri Tincq

Surveillez  
votre  langage,  
ce logiciel écrit tout  
ce que vous dites...



Maintenant, votre ordinateur écrit sous votre dictée. Ça s'appelle VoiceType Simply Speaking et c'est le nouveau logiciel de reconnaissance vocale de IBM. En un rien de temps, en parlant bien distinctement et en faisant une pause après chaque mot, vous retrouvez sur votre écran ce que vous pensiez la seconde d'avant. Ce logiciel écrit 70 à 100 mots par minute et il est suffisamment malin pour faire la différence entre « Paul » et « Pole ». Alors, pour faire un brin de causette, rendez-vous dans les magasins Fnac, Sofissimo et Surcouf. VoiceType vous y attend.

Internet : <http://www.ibm.com/voicepro>  
\* Prix de vente conseillé. Configuration requise : processeur Pentium 486 MHz et 16 Mo de mémoire vive, écran 640x480 pixels, souris et un lecteur CD-ROM Windows 95. Les logiciels IBM sont livrés avec des licences d'usage.

Solutions pour une petite planète

Pour  
nos opportunités  
de postes,  
rendez-vous  
aujourd'hui  
dans  
le Monde Initiatives  
(page XI)

 HEWLETT  
PACKARD

<http://www.france.hp.com>

otre véhicule.

que vous dépensiez moins

051 7 11 47



# FRANCE

LE MONDE / MARDI 10 JUIN 1997

**GOVERNEMENT** Lionel Jospin prononcera le 19 juin, devant l'Assemblée nationale, une déclaration de politique générale sur laquelle il sollicitera la « confiance »

des députés. Ce discours doit être préparé au cours d'une réunion du gouvernement le 12 juin à l'hôtel Matignon. Il interviendra après le Conseil européen prévu à Amsterdam les 16 et 17 juin.

● L'EUROPE est au cœur des activités du premier ministre cette semaine, de la réunion des ministres de l'économie et des finances des Quinze à Luxembourg

(lire page 4) au sommet d'Amsterdam, en passant par le sommet franco-allemand du 13 juin à Poitiers. ● L'USINE RENAULT DE VILVORDE est un dossier à la fois européen et

social, sur lequel le gouvernement n'a pas encore pris clairement position. Il devrait le faire lors de l'Assemblée générale des actionnaires de Renault mardi 10 juin.

## Lionel Jospin fera connaître ses orientations aux députés le 19 juin

Le premier ministre dispose de dix jours pour clarifier l'environnement européen dans lequel il va devoir agir. Sa déclaration de politique générale fixera les choix de son gouvernement après la réunion, les 16 et 17 juin, du Conseil européen à Amsterdam

LE GOUVERNEMENT va « véritablement commencer à travailler » cette semaine. Lionel Jospin l'a indiqué, dimanche 8 juin, à Cîteaux, chef-lieu du canton dont il est conseiller général en Haute-Garonne. Son calendrier est, en effet, chargé jusqu'à l'Assemblée nationale, le 19 juin prochain, comme l'a indiqué François Hollande, premier secrétaire délégué du PS, au « Club de la presse d'Europe 1 ». Le 13 juin, M. Jospin se rendra, avec le président de la République, au sommet franco-allemand, à Poitiers, avant de se déplacer, au nouveau avec lui, les 16 et 17 juin, pour assister au conseil européen, à Amsterdam, où il sera question du « pacte de stabilité » en Europe, dont les socialistes

souhaitent qu'il soit transformé en « pacte de croissance et d'emploi ». Selon M. Hollande, « il y aura un risque de rupture », si ces deux conditions ne sont pas réunies.

En même temps qu'il devra « fixer les priorités du gouvernement », le premier ministre devra affiner sa position sur l'avenir de l'usine de Vilvorde en Belgique, dont la fermeture a été fixée par la direction de Renault au 31 juillet.

### DÉCISIONS « IRREVERSIBLES »

M. Jospin a eu un entretien d'une heure et demie, samedi, avec le premier ministre belge, Jean-Luc Dehaene, portant notamment sur ce problème. « La décision relève de l'entreprise », a indiqué le chef du gouvernement, en précisant : « Bien sûr, des contacts ont été pris par mes conseillers avec le PDG. Avant les élections, moi-même, j'avais ren-

contré les salariés de Vilvorde. Aujourd'hui, je trouve un dossier très avancé. Je m'efforce dans de regarder ce qui peut être fait. » M. Hollande a été plus précis en soulignant que des décisions « irréversibles avaient peut-être déjà été prises » par la direction du groupe automobile.

Restant dans le flou au terme de son entretien, M. Dehaene a assuré que son homologue français donnera « dans les jours qui viennent » la position du gouvernement français. S'exprimant ensuite sur une chaîne de télévision privée belge, il a laissé entendre que cette position est nuancée et qu'il semble difficile que l'Etat actionnaire minoritaire du constructeur puisse aller jusqu'à s'opposer à la fermeture de l'usine. Pendant la campagne électorale, M. Jospin s'est engagé à deux reprises à pousser Renault à réexaminer sa décision.

Après la Belgique, le premier ministre va avoir à se pencher sur ses rapports avec le chancelier allemand. « Je vais le rencontrer avec plus de temps que je ne lui ai parlé au téléphone », a déclaré M. Jospin qui a eu un contact de trois quarts d'heure avec Helmut Kohl, samedi. Auparavant, le chef du gouvernement aura rencontré ses homologues néerlandais et britanniques, Wim Kok et Tony Blair. D'autres réunions internationales l'attendent plus tard, notamment le sommet de l'Alliance atlantique à Madrid, les 8 et 9 juillet.

### PRIVATISATIONS

Le premier ministre aura aussi à traiter rapidement des dossiers intérieurs. Si les principaux dirigeants syndicaux souhaitent être reçus par M. Jospin, alors qu'une manifestation pour l'emploi en Europe est organisée, à Paris, le 10 juin, à laquelle appellent la

CGT, la CFDT, la CFTC, l'Unsa, la CGC et la FSU. Prenant les devants, M. Hollande a souligné que le gouvernement respectera ses « engagements » mais que les socialistes n'avaient pas promis « tout de suite ».

Le premier secrétaire délégué a, toutefois, souligné que le gouvernement va « prendre des décisions assez rapides en matière de SMIC et de TVA ». Pour lui, le gouvernement est disposé « à engager tout de suite des dépenses en faveur de l'emploi ». Sur Thomson-CSF, France-Télécom et GAN-CIC, M. Hollande a précisé que toutes ces opérations de privatisation, « de mise sur le marché », « avaient été purement et simplement annulées avec l'arrivée du nouveau gouvernement » qui va reprendre le dossier de ces entreprises. Par ailleurs, les sans-papiers devaient se rendre, mardi, à Matignon, dans l'espoir d'être

reçus par le nouveau locataire du lieu pour obtenir l'abrogation des lois Pasqua-Debré, promise par le PS pendant la campagne électorale. De ce point de vue, Jean-Christophe Cambadélis, secrétaire national du PS, a assuré sur Radio-J, qu'il n'y « pas d'état de grâce » mais un « état d'exigence » de la part des Français.

Front international, front intérieur, front social, front de la cohabitation également. Dans un entretien au journal du dimanche du 8 juin, M. Jospin a indiqué qu'il agira « également dans le cadre de la Constitution », après les déclarations faites, samedi, à Lille par le président de la République. « Quand le président de la République dit qu'il est garant des institutions, il dit exactement ce que dit la Constitution », souligne simplement le premier ministre.

Olivier Biffaud

## Mme Voynet esquisse les modalités d'abandon du canal Rhin-Rhône

DOMINIQUE VOYNET a confirmé, samedi 7 et dimanche 8 juin, l'abandon – conformément aux engagements pris pendant la campagne – du projet de canal Rhin-Rhône et la fermeture du surcroît de Superphénix. Devant ses anciens compagnons de lutte de la coordination internationale des opposants au grand canal Rhin-Rhône, réunis à Besançon (Doubs), le ministre (Verts) de l'aménagement du territoire et de l'environnement a confirmé samedi que le canal à grand gabarit ne serait pas réalisé, tout en observant que les modalités de cette décision « irréversible » ne sont « pas encore très claires » et qu'il est « trop tôt pour dire quelles voies seront utilisées ».

« Au cours des prochains jours, je vais demander aux préfets de me transmettre un état des lieux et de suspendre toutes les opérations », a annoncé Mme Voynet. Il n'y a plus motif de faire pression sur les élus locaux pour qu'ils se prêtent à des opérations de reconstruction foncière, ni sur les usagers et propriétaires pour qu'ils cèdent leurs terrains », a-t-elle ajouté.

Selon le ministre, 840 hectares ont déjà été achetés, dont 620 par l'Etat et 220 par la Compagnie nationale du Rhône : au total, 20 à 22 % des emprises nécessaires au creusement de la liaison de 229 kilomètres entre Mulhouse et la Saône, dont le coût est évalué à 28 milliards de francs. Tout en souhaitant s'assurer du fait que l'abandon de Rhin-Rhône sera compensé par une politique de gestion des rivières « cohérente », le gouvernement, a encore précisé Mme Voynet, pourrait mettre en place un « comité d'experts indépendants » pour organiser le désengagement de l'Etat. Dans le Journal du dimanche du 8 juin, Mme Voynet ajoute que Lionel Jospin lui a dit : « Tu piloteras toi-même l'abandon du projet ».

UN DÉMANTÈLEMENT CÔTÉ À CÔTÉ Mme Voynet semble également avoir les mains libres pour gérer le démantèlement de Superphénix. Le ministre, qui avait déjà réaffirmé sa volonté d'arrêter la centrale lors de la passade de pouvoirs avec Corinne Lepage (Le Monde du 7 juin), a confirmé cette décision. Elle explique, toujours dans le Journal du dimanche, qu'elle va « mettre sur pied un plan pour le démantèlement des partenaires européens, pour résoudre les problèmes sociaux, pour sauvegarder les intérêts des communes et pour organiser la reconversion ».

L'organisation de la fermeture de la centrale prendra en effet du temps. L'installation de Creys-Malville emploie 650 agents et plusieurs centaines de personnes d'entreprises extérieures. La reconversion sera d'autant plus lourde à mettre en place que, en incluant les

commerces et les services, ce sont plus de 2 500 personnes qui y travaillent, directement ou indirectement. Superphénix en activité rapporte, par ailleurs, 13 millions de francs de taxe foncière à la région et 70 millions de taxe professionnelle.

Le démantèlement des partenaires européens d'EDF risque, lui aussi, de prendre du temps et devrait coûter quelque 18 milliards de francs. Avec le prix du démantèlement des installations, ce sont au total 30 milliards que devraient déboursier les autorités françaises. Apparemment confiante, Mme Voynet a assuré que « comme elle va chercher à faire des économies en proposant de renoncer à des projets coûteux, elle aura des alliés partout ».

De son côté, le ministre de l'intérieur, Jean-Pierre Chevènement (MDC), a affirmé samedi à Belfort qu'il « faut que sur les dossiers des grandes infrastructures il y ait un débat public, donc la transparence ». Le maire de Belfort a jugé qu'après l'abandon du canal « restera entier le problème d'une liaison Rhin-Rhône moderne » : la priorité doit être donnée au rail. Il est clair qu'entre l'Europe rhénane et l'Europe méditerranéenne il y a un problème de transport. On le constate sur nos autoroutes », a ajouté le ministre, qui a rappelé que la « bonne solution » est « la réalisation de la première phase du TGV Rhin-Rhône ». La ligne classique servirait au trafic marchandises, « qui est l'avenir », a-t-il conclu.

Robert Belleret et Sylvia Zappi

## Entre Europe et Assemblée, une semaine chargée

● Mardi 10 juin : Lionel Jospin s'entretient avec Wim Kok, le chef du gouvernement des Pays-Bas qui présidera l'Union européenne jusqu'au 30 juin.

● Mardi 10 juin : les groupes RPR, UDF, RCV (Radical citoyen et vert) et communiste élisent leurs présidents : Philippe Séguin pour le RPR, François Bayrou pour l'UDF, Michel Crépeau pour le RCV et Alain Bockel pour le groupe communiste.

● Mercredi 11 juin : Le premier ministre britannique, Tony Blair, en visite à Paris, s'entretient avec Jacques Chirac et Lionel Jospin.

● Jeudi 12 juin : ouverture de la XI<sup>e</sup> législature. Sous la présidence de leur doyen, Charles Ehrmann (UDF), les 577 députés élisent leur président. Laurent Fabius, investi par les députés socialistes, devrait être élu.

● Jeudi 12 juin : Lionel Jospin réunit à Matignon un séminaire gouvernemental pour préparer sa déclaration de politique générale qu'il devrait faire, selon Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication et porte-parole du gouvernement, et François Hollande, futur premier secrétaire délégué du PS, le 19 juin.

● Vendredi 13 juin : Jacques Chirac et Lionel Jospin participent au sommet franco-allemand à Poitiers.

● Samedi 14 et dimanche 15 juin : conseil européen d'Amsterdam, avec à l'ordre du jour les conclusions de la Conférence intergouvernementale.

## Le dossier Vilvorde met dans l'embarras le gouvernement actionnaire de Renault

LES OUVRIERS de Vilvorde se sont à nouveau en grève les 9, 10 et 11 juin afin d'aller manifester avec l'ensemble des salariés du groupe à l'occasion, le 10 juin, de l'Assemblée générale de Renault et de la tournée européenne pour l'emploi.

Les syndicats du constructeur d'automobiles comptent sur le nouveau gouvernement socialiste : Lionel Jospin, le nouveau premier ministre, s'était engagé à deux reprises, avant et pendant la campagne, à ouvrir le dossier Vilvorde, l'usine belge de Renault (3 100 salariés) qui est censée fermer le 31 juillet. « En tant qu'actionnaire de Renault, les représentants de l'Etat au conseil d'administration exigent que d'autres mesures soient envisagées, étudiées et préparées pour résoudre les difficultés qui peuvent exister en matière de coûts de production de l'usine de Vilvorde », avait-il déclaré le 29 mai à Lille. Les organisations syndicales ont rencontré des responsables du PS et du PCF à ce sujet.

Louis Schweitzer, président de Renault, répète inlassablement depuis plusieurs mois que la fermeture de Vilvorde est nécessaire au redressement de l'entreprise, qui a perdu 5,2 milliards de francs en 1996. Il est aujourd'hui le seul à pouvoir revenir sur cette décision, qui a été approuvée le 20 mars par le conseil d'administration et notamment par les cinq représentants de l'Etat. A moins que ce vote ne soit remis en cause à la suite de la décision des tribunaux, qui ont considéré que Renault

n'avait pas respecté la procédure devant le comité de groupe européen.

Si tel n'est pas le cas et si le gouvernement voulait forcer Renault à conserver Vilvorde, il n'aurait que deux solutions : convaincre M. Schweitzer, ce qui semble difficile, ou le remplacer. M. Jospin ne semble pas souhaiter un bras de fer avec la direction de Renault. En aparté de la réunion des socialistes européens, le 6 juin, à Malmö, il s'est montré modéré sur ce sujet : « J'ai demandé à mon cabinet de regarder ce problème, a-t-il dit. C'est une question dont je suis amené à me saisir. J'ai une sensibilité et une opinion en tant que responsable politique mais je ne peux pas apporter une réponse à une question industrielle ».

### TOUR DE PISTE

Samedi 7 juin, M. Jospin a rencontré le premier ministre belge, Jean-Luc Dehaene. Selon ce dernier, M. Jospin a « fait remarquer que ce n'est pas le gouvernement qui décide et qu'il n'avait pas non plus une emprise directe sur l'entreprise Renault ». Dans l'entourage de M. Jospin on a fait valoir que l'Etat est un actionnaire du constructeur français, en rappelant que ce dossier concerne les choix industriels de Renault. François Hollande, premier secrétaire délégué du PS, invité du « Club de la presse d'Europe 1 », dimanche, a indiqué qu'il faut « rechercher avec l'entreprise toutes les solutions qui permettent d'éviter des drames au des fermetures ou des plans sociaux

trop durs pour les salariés », tout en regrettant que des décisions « irréversibles aient peut-être été prises ».

Le gouvernement pourrait demander à la direction de Renault, mardi, lors de l'Assemblée générale des actionnaires, de faire un dernier tour de piste des solutions alternatives à la fermeture, en laissant maître de la décision finale. Le 3 juin, au comité de groupe européen, M. Schweitzer a énoncé les conclusions de plusieurs scénarios « alternatifs », réalisés à partir d'hypothèses de réduction des coûts et du temps de travail. M. Schweitzer ne serait pas opposé à l'idée de prolonger les discussions de quelques mois. Les syndicats ne seraient probablement pas opposés à une solution de ce type.

Le 26 mai, 82 % des salariés de Vilvorde se sont prononcés pour l'engagement de négociations avec la direction de Renault sur le plan social qui accompagnera la fermeture de l'usine belge.

Ces négociations, qui avaient été interrompues le 3 avril, ont repris le 2 juin sous la houlette d'un médiateur nommé par le ministère du travail. Outre des mesures d'âge, Renault propose de reclasser 62 employés et 210 ouvriers en France (dont 100 à Douai et 100 à Batilly). Par ailleurs, 200 postes sont proposés chez un fournisseur près d'Anvers et 30 postes de techniciens et ingénieurs au Luxembourg.

Virginie Malingre

## Les syndicalistes belges se veulent réalistes

### BRUXELLES

de notre correspondant Les Belges, et tout particulièrement les employés de Renault-Vilvorde, seront-ils les premiers « déçus du jospinisme » ? L'entrevue accordée, samedi 7 juin, par le premier ministre français à son homologue belge, Jean-Luc Dehaene, n'a pas débouché sur la remise en question de la fermeture, prévue pour le 30 juillet, du site de production flamand de la firme automobile française.

M. Dehaene est sorti plutôt sceptique d'une heure et demie de conversation à l'hôtel Matignon : « J'ai rappelé à Lionel Jospin qu'il avait pris un certain nombre d'engagements. Il ne les a pas niés, mais il les a nuancés. Je crois que, durant la campagne, on lui a prêté des propos qui allaient au-delà de ce qu'il avait réellement dit », a constaté M. Dehaene.

La victoire des socialistes et de M. Jospin, dont on avait remarqué la présence à Bruxelles, le 16 mars,

aux côtés des ouvriers de Vilvorde lors de la Marche européenne pour l'emploi, avait réveillé les espoirs des quelque trois mille salariés de Renault.

L'arrivée de la gauche française au pouvoir est survenue alors que la réintégration prenait le dessus : lors d'un référendum organisé à Vilvorde début mai, la grande majorité du personnel de l'usine s'était prononcée en faveur de l'arrêt de la lutte pour le maintien du site en activité et pour la négociation sur un plan social accompagnant cette fermeture.

### « RENIEMENT »

Quelques paroles encourageantes de M. Jospin pendant la campagne électorale – notamment le 29 mai à Lille (lire ci-dessus) – avaient laissé entrevoir une autre issue aux syndicalistes belges de l'entreprise, mais sans illusions excessives. « Nous avons toujours été réalistes, estime ainsi Karel Gacoms, porte-parole du

syndicat FGVB (socialiste) de Vilvorde. Dès le départ, nous savions qu'il ne devait y avoir que deux chances sur dix d'empêcher la fermeture ».

M. Gacoms espère néanmoins encore dans une prochaine rencontre avec Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, pour faire valoir les arguments plaçant en faveur d'une réduction concertée du temps de travail à l'échelle de l'ensemble du groupe Renault afin d'éliminer les surcapacités de production, reconnues par le syndicat.

Une partie de la presse belge est néanmoins sévère pour M. Jospin. Le Soir, le principal quotidien francophone, stigmatise le « reniement » du premier ministre socialiste et ajoute : « La déception est donc à la mesure du crédit que l'on accordait à Lionel Jospin. Grande ».

Luc Rosenzweig

## biographies sur minitel

Députés, Ministres, Cabinets ministériels, ...

20 000 biographies exhaustives (politique, administration, communication, entreprises) les 36 660 maires (notices succinctes) mises à jour quotidiennement

08 36 29 1789

(9,21 F TTC / Minute) - Société Générale de Presse Bulletin Quotidien - Correspondance de la Presse



Les députés de la majorité ont voté le 17 juin à Paris la loi relative à la réforme de la magistrature.

## ons aux députés le 19 juin

Européen dans lequel il va de...  
les 15 et 17 juin, du Conseil européen...

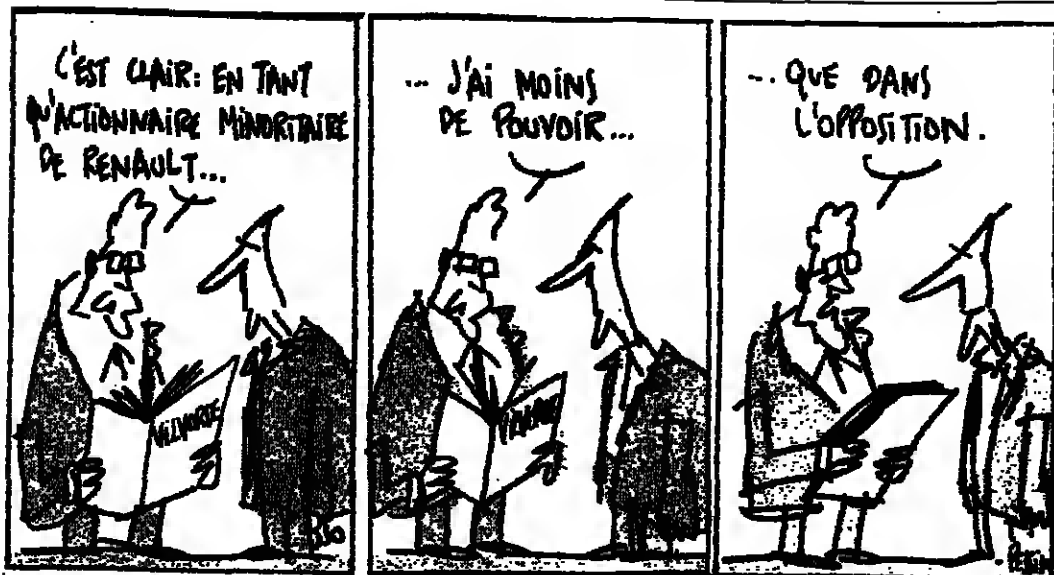
Le projet de loi relatif à la réforme de la magistrature a été adopté par l'Assemblée nationale le 17 juin. Le projet de loi relatif à la réforme de la magistrature a été adopté par l'Assemblée nationale le 17 juin. Le projet de loi relatif à la réforme de la magistrature a été adopté par l'Assemblée nationale le 17 juin.

## ssier Vilvorde met dans l'embarras vernement actionnaire de Renault

Le ministre de l'Énergie, Jean-Pierre Villet, a été mis en difficulté par les déclarations de son collègue belge, Jean-Louis Van der Linden, lors d'une conférence de presse à Bruxelles. Villet a déclaré que le gouvernement français n'avait pas l'intention de vendre la participation de l'État dans Renault.

## localistes belges se veulent réalistes

Les élus locaux de la Région wallonne ont exprimé leur soutien à la réforme de la magistrature. Ils ont souligné l'importance de la justice dans la vie démocratique et ont encouragé les réformes visant à améliorer l'efficacité du système judiciaire.



## Elisabeth Guigou annonce une réforme du mode de nomination des procureurs

QUELQUES JOURS après son installation place Vendôme, le garde des sceaux, Elisabeth Guigou, dessine, par petites touches, les grandes lignes de ses ambitions pour la justice. Dans une interview accordée vendredi 6 juin à France Inter, puis, dans un court entretien publié dimanche dans le quotidien *La Provence*, M<sup>me</sup> Guigou a insisté sur l'indépendance de la magistrature. « Le principal élément d'indépendance, c'est la nomination, a-t-elle souligné dans *La Provence*. Quand la politique ne peut rien pour la carrière des magistrats, ils sont indépendants. »

Conformément au programme du Parti socialiste, le nouveau ministre de la Justice propose donc d'aligner le mode de nomination des magistrats du parquet sur celui des magistrats du siège. « Il faut arriver à ce que les magistrats, tous les magistrats, puissent ne pas sentir de pression dans leur carrière », a-t-elle souligné sur France Inter. Actuellement, les nominations au sein du ministère public, qui est placé, au terme du statut de la magistrature de 1958, « sous l'autorité » du garde des

### JEU DE DOMINOS

Ce système permet au gouvernement de maîtriser les nominations. Au cours de l'été 1996, un subtil jeu de dominos avait ainsi permis à des proches du pouvoir exécutif d'accéder à la haute hiérarchie du ministère public : un fidèle de l'ancienne majorité, le procureur général de Paris Jean-François Burgelin, avait été nommé procureur général près la Cour de cassation tandis que le directeur de cabinet de Jacques Toubon, Alexandre Benmakhlouf,

accédait au parquet général de la cour d'appel de Paris.

Pour les postes de substituts, le ministre de la Justice avait refusé de suivre les avis du CSM à plusieurs reprises : du 1<sup>er</sup> juillet 1995 au 31 décembre 1996, Jacques Toubon avait écarté sept des quinze avis négatifs du CSM, ce qui faisait dire au Conseil, dans son rapport annuel, que « l'indépendance des magistrats du parquet était encore imparfaitement assurée ».

Dans son entretien à *La Provence*, M<sup>me</sup> Guigou évoque également les liens entre le ministre de la Justice et les parquets. Actuellement, le garde des sceaux peut adresser aux parquets des circulaires générales de politique pénale - ce fut le cas, ces dernières années, sur le suivi des étrangers en situation irrégulière ou la fraude sur les marchés publics - mais aussi des instructions individuelles dans les dossiers particuliers.

Depuis 1993, ces dépêches doivent être « écrites et versées au dossier » mais dans les dossiers sensibles, la pratique est souvent différente : c'est au téléphone que le directeur des affaires criminelles, Marc Moirand, a demandé le classement de la procédure sur le secrétaire général du RPR, Jean-François Mancel, ou le report de l'ouverture de l'information judiciaire sur les marchés publics du conseil régional.

Afin de lutter contre cette gestion politique de l'action publique, le PS proposait, dans son programme, de « couper le lien » entre le garde des sceaux et le parquet : la chancellerie conservait le droit de fixer des orientations générales de politique pénale mais elle se voyait retirer toute possibilité d'intervention dans les affaires individuelles, « en particulier pour s'opposer à l'engagement des poursuites pénales ».

Sur France-Inter, M<sup>me</sup> Guigou a confirmé que la politique pénale restera coordonnée par la place Vendôme : elle estime qu'il est très important que « tous les justiciables puissent savoir qu'un ne sera pas traité différemment selon que l'on habite à Avignon ou à Lille ». M<sup>me</sup> Guigou n'a pas évoqué expressément la suppression des instructions individuelles mais dans *La Provence*, elle indique que « la justice passera ». « Il n'y aura aucune intervention, ni pour empêcher, ni pour accélérer des dossiers », conclut-elle.

Enfin, M<sup>me</sup> Guigou indique, dans cet entretien, qu'elle souhaite faire progresser le budget de la place Vendôme. « Il est évident que le ministère de la Justice a besoin de voir ses crédits augmenter », souligne-t-elle, tout en précisant que « la gestion du budget 1997 sera très compliquée ». En 1996, les crédits du ministère s'élevaient à 24 milliards de francs, soit une augmentation de 1,77 % par rapport à l'année précédente.

Au cours des quinze dernières années, le budget de la justice a progressé avec lenteur mais régularité : de 1981 à 1996, la part de la place Vendôme dans le budget de l'État a progressé de 50 %, passant de 1,05 % à 1,5 %. « Il y a peu de secteurs dans lesquels on ait augmenté les moyens autant que dans le domaine de la justice, concluait en 1993 le rapport sur l'état de la France de Jean Raynaud. Pourtant, on ne peut que constater la persistance de difficultés. »

Arme Chemin

## M. Chirac veut défendre la spécificité de la mutualité dans le concert européen

### LILLE

Le courant est bien passé entre les mutualistes et le président de la République, qui a conclu, samedi 7 juin, à Lille, le 35<sup>e</sup> congrès de la Fédération nationale de la mutualité française (FNMF). Jacques Chirac a même reçu un accueil chaleureux d'un mouvement social qui, avec ses puissantes mutuelles de la fonction publique (éducation nationale, PTT, impôts, etc.), reste profondément marqué par la tradition de la gauche néo communiste. Il est vrai que le chef de l'État a tenu un discours propre à rassurer les quatre mille congressistes réunis du 5 au 7 juin dans la capitale des Flandres (*Le Monde* daté 8-9 juin).

Sans citer le « plan Juppé », M. Chirac a notamment préconisé la poursuite de la réforme de la Sécurité sociale, félicitant la Mutualité de s'être engagée dès le début « dans le camp de la réforme ». Sur ce point, Jean-Pierre Davant, le président de la FNMF, a invité le nouveau gouvernement, représenté par le ministre de l'emploi et de la solidarité, Martine Aubry, à tenir « rapidement » les engagements pris au cours de la campagne, en particulier sur la création de l'assurance-maladie universelle couvrant l'ensemble des résidents et le remplacement de la cotisation maladie des salariés par la CSG. La présence, à la fin du congrès, de Nicole Notat, la secrétaire générale de la CFDT, n'était pas un hasard, la centrale cégétiste ayant été, avec la Mutualité, le plus sûr soutien de la réforme de la « Sécu ».

Le président de la République a rassuré la FNMF sur le dossier de l'Europe. « Je veillerai à ce que la construction européenne, si nécessaire pour notre pays, ne mette pas en cause la spécificité de la mutualité », a-t-il déclaré, faisant ainsi allusion aux pressions de Bruxelles sur le gouvernement français pour qu'il transcrive dans le code de la mutualité deux directives de 1992 sur les assurances. Estimant que « l'Europe doit reconnaître cette identité des mutuelles par rapport aux autres intervenants de la protec-

tion sociale complémentaire », M. Chirac a réitéré que le gouvernement « vient de demander un nouveau délai à la Commission » pour cette transposition. Il devrait rencontrer le patron de la FNMF avant le sommet européen d'Amsterdam, prévu les 16 et 17 juin.

Dans la résolution finale de son congrès, la FNMF souligne que « l'accroissement du chômage crée un besoin de prévoyance et de sécurité financière, le risque de perte du logement oblige à la mise en place de nouvelles prestations ».

Dans cet environnement, la mutualité « doit se réformer pour s'adapter », précise le texte, et notamment « favoriser le renouvellement des militants », souvent âgés, en élaborant un statut de l' élu mutualiste. Il a occupé une grande partie des travaux du congrès, qui a conclu qu'il fallait, tout en maintenant une forme de bénévolat, créer un « système indemnitaire » pour qu'il puisse travailler dans de meilleures conditions.

Jean-Michel Bezat

## Cohabitation courtoise à Lille

### LILLE

Le rendez-vous était pris depuis longtemps. Le président de la République avait une journée lilloise inscrite à la date du 7 juin : clôture du congrès de la Mutualité française le matin, nouvel hôpital mère-enfant et faculté de médecine l'après-midi, inauguration du Palais des beaux-arts pour conclure. Mais qui aurait imaginé, quand date fut prise, que l'on serait alors entré en cohabitation ?

Un peu crispé le matin pour rappeler ses devoirs devant les mutualistes (*Le Monde* daté 8-9 juin), M. Chirac s'est détendu ensuite. Accueilli à chaque étape par Pierre Mauroy, maire de Lille et sénateur du Nord, il enfila la blouse blanche pour se pencher sur un bébé de 700 grammes à l'hôpital Jeanne-de-Flandre ; il se laisse entraîner d'une salle à l'autre par le conservateur du Musée des beaux-arts. Les ministres de la cohabitation sont là. Martine Aubry et Bernard Kouchner d'abord, que rejoignent ensuite Catherine Trautmann, pour sa première manifestation officielle comme ministre de la culture, et Michelle Demessine, secrétaire d'État au tourisme, qui est là chez elle.

M. Chirac retrouve aussi des têtes amies : Jacques Donnay, le président RPR du conseil général, battu par M<sup>me</sup> Aubry huit jours plus tôt dans la 5<sup>e</sup> circonscription, Colette Codaccioni, ministre éphémère du premier gouvernement Juppé, battue dans la 1<sup>re</sup> circonscription. Le président joue la cohabitation courtoise, voire malicieuse. Interpellé dans la 1<sup>re</sup> circonscription, le président joue la cohabitation courtoise, voire malicieuse. Interpellé dans la 1<sup>re</sup> circonscription, le président joue la cohabitation courtoise, voire malicieuse. Interpellé dans la 1<sup>re</sup> circonscription, le président joue la cohabitation courtoise, voire malicieuse.

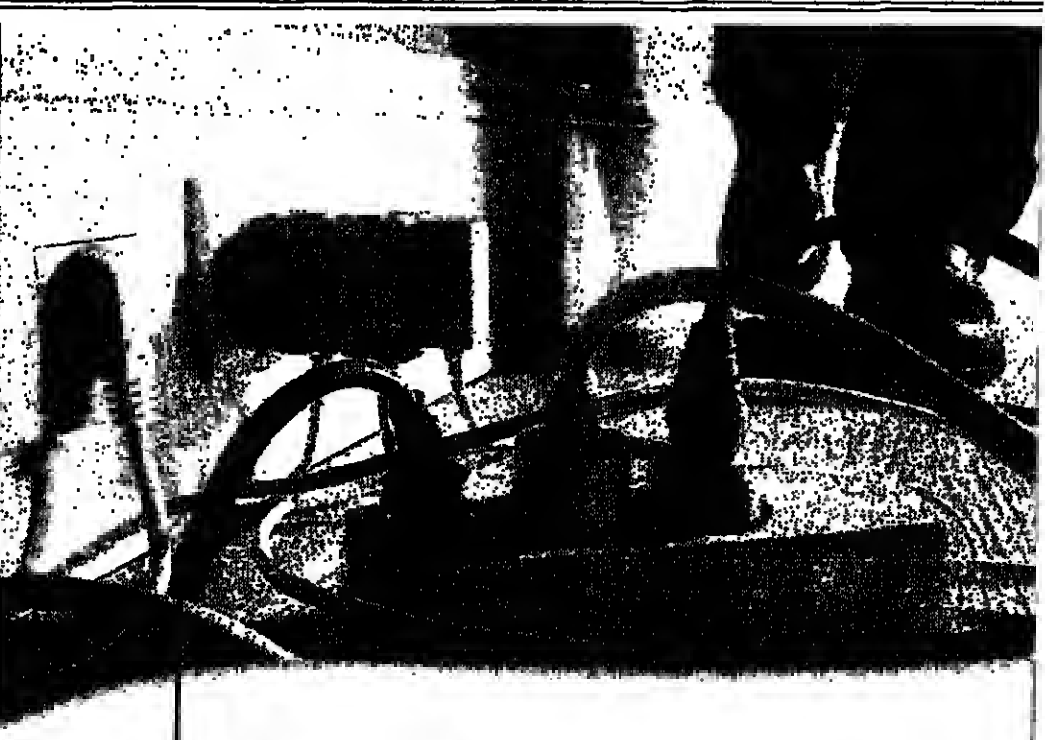
Jean-René Lore



AD 2000 le nouveau stylo signé ALFRED DUNHILL.

BOUTIQUE ALFRED DUNHILL, 15, RUE DE LA PAIX, PARIS  
LISTE DES REVENDEURS AGRÉÉS DISPONIBLE AU 01 44 13 93 93

Ligne AD 2000 a partir de 895 F. Modèle présenté en fibre de carbone : 4950 F.



On a donc eu l'idée de faire un seul appareil pour remplacer téléphone, répondeur et téléphone sans-fil.

Le nouveau Sagem Alizé, premier téléphone sans-fil

"3 en 1", vous offre le meilleur de chaque fonction :

le meilleur du téléphone avec son répertoire numérique, le meilleur du répondeur avec son répondeur numérique protégé contre les coupures de courant, le meilleur du sans-fil avec son mini-combiné Alizé qui peut se mettre en 8... jusqu'à 8 combinés sans fil avec leur chargeur indépendant pour que vous ayez, chez vous, autant de téléphones que vous le souhaitez ! Sans ligne supplémentaire.



**SAGEM** Nos concurrents ne peuvent pas penser à tout.



# Philippe Séguin veut faire du RPR « un mouvement réconcilié, renoué et ouvert »

Le député des Vosges souhaite défendre la position du chef de l'Etat

Candidat, « à titre transitoire », à la présidence du groupe RPR de l'Assemblée nationale, mais surtout candidat à la présidence du mouvement,

en remplacement d'Alain Juppé, Philippe Séguin, a souhaité, dimanche 8 juin sur TF1, qu'une « nouvelle métamorphose » donne naissance à

« un mouvement réconcilié, renoué et ouvert », qui puisse défendre, le cas échéant, le président de la République.

LA SEMAINE qui commence permettra-t-elle de réparer les dégâts que la précédente avait provoqués dans les rangs du RPR ? Deux échéances attendent le mouvement néogaulliste : l'élection, mardi 10 juin, du président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, pour laquelle Philippe Séguin est le seul candidat déclaré, puis la réunion, le lendemain, du conseil national du Rassemblement, destiné à régler le solde de la dernière campagne législative. Là encore, l'ancien président de l'Assemblée nationale est prêt à offrir ses services.

Invité, dimanche 8 juin, de « 7 sur 7 », sur TF1, M. Séguin a expliqué pourquoi il avait « franchi le pas ». Première raison, a-t-il dit, « il faut que, le plus rapidement possible, nous nous donnions les moyens de défendre, si besoin est, le président de la République ». « 1997 n'efface pas 1995, Jacques Chirac est toujours là », a-t-il rappelé. Le député des Vosges redoute, d'autre part, de voir le Front national s'installer dans le rôle de premier opposant. Enfin, il lui apparaît nécessaire de trouver « de vraies réponses » pour préparer un retour

de la droite au pouvoir « de manière durable ». Lionel Jospin, a-t-il observé à ce propos, est le sixième premier ministre en six ans. Cette réponse durable, M. Séguin, en a donné l'esquisse : « Il va falloir que nous trouvions le moyen de faire la synthèse entre, d'une part, la nécessité incontestable, urgente, de libérer l'esprit de l'entreprise, de libérer les forces d'innovation, de création, parce que la mondialisation est là, qu'on le veuille ou non, et qu'il faut se battre sur [ce] front ; et puis, d'autre part, de maintenir, voire d'accroître, la solidarité, qu'il faut donner de nouvelles formes, qu'il faut la moderniser ». Pour cela, M. Séguin est prêt à « mettre de l'eau dans son vin ».

A plusieurs reprises, l'ancien président de l'Assemblée nationale a insisté sur la nécessité d'un dialogue interne au RPR. « La méthode, c'est un mouvement politique ouvert, qui se donne pour vocation de représenter l'ensemble des sensibilités, voire des contradictions de la société française, qui assume sa diversité, qui cherche à en réaliser la synthèse, a-t-il expliqué. Nous souhaitons un mouvement qui soit un mouvement réconcilié, un mouvement renoué et un mouvement ouvert. Il faut « en finir avec toute tentation de centralisme démocratique ».

« Jacques Chirac demeure notre référence, cela va de soi »

Interrogé, dimanche 8 juin, au cours de l'émission « 7 sur 7 », sur TF1, à propos de l'urgence qu'il y aurait à remplacer Alain Juppé à la tête du RPR, Philippe Séguin a commencé par évoquer les principales étapes du mouvement gaulliste depuis un demi-siècle, la nécessité d'une « nouvelle métamorphose », puis il a eu cette phrase étrange : « Mon problème, ce n'est pas de remplacer Jacques Chirac ». Après un bref temps d'arrêt, et comme son interlocutrice, Anne Sinclair, lui faisait remarquer que cette question ne lui avait pas été posée, M. Séguin s'est repris : « Jacques Chirac demeure notre inspirateur et notre référence, cela va de soi. De la même façon, il ne s'agit pas de changer un ordre de succession. Nous ne sommes pas une monarchie héréditaire. Toute la démarche qui est entreprise est le contraire des arrière-pensées qui lui sont prêtées trop souvent ».

LA DÉFAITE IMPOSSIBLE est ce que l'on appelle un « coup marketing ». Livré en un temps record, cet ouvrage épais (350 pages, mais en gros caractères) retrace le rebondissement politique que vient de connaître la France : des élections législatives provoquées par un président de droite et remportées par la gauche. Cette stratégie d'édition a valeur d'avertissement pour le lecteur : le livre, installé en librairie en début de semaine, a



BIBLIOGRAPHIE : un président de droite et remportées par la gauche. Cette stratégie d'édition a valeur d'avertissement pour le lecteur : le livre, installé en librairie en début de semaine, a

les députés proches d'Edouard Balladur doivent se réunir, une nouvelle fois, pour en parler. Dans un souci d'équilibre, le comité départemental de la fédération RPR des Hauts-de-Seine, celle de Charles Pasqua et de Nicolas Sarkozy, a déjà pris position en faveur de M. Séguin pour la présidence du mouvement, tout en adressant « un message d'amitié à Alain Juppé ».

« Il faut laisser au temps le soin de rendre à Alain Juppé les justices qui lui sont dues »

M. Séguin, lui-même, a estimé, dimanche 8 juin, qu'« il faut laisser au temps le soin de rendre à Alain Juppé les justices qui lui sont dues et, en particulier, celle-ci : c'est qu'il a été premier ministre dans des circonstances exceptionnellement difficiles ». « Je ne doute pas que très prochainement, très rapidement, Alain Juppé se retrouvera en position de mettre ses qualités, qui sont tout à fait éminentes, au service de son mouvement, d'abord, et au service de son pays, en général », a-t-il ajouté.

Se défendant de vouloir faire un procès d'intention au nouveau gouvernement, M. Séguin a toutefois estimé que celui-ci s'était privé

de « trois leviers » : la modération de la dépense publique, un refus de bénéficier de recettes de privatisations et l'existence de mesures nouvelles qui bandicapaient, selon lui, les chances de la France de respecter le critère de 3 % du PIB pour le montant du déficit public. « Entre les 3 % et cette triple perspective, il y a incontestablement une contradiction », a-t-il assuré.

Lundi 9 juin au matin sur France Inter, Patrick Stefanini, secrétaire général adjoint du RPR, proche de M. Juppé, a précisé que ce dernier aura l'occasion, « peut-être cette semaine », de faire connaître ses propres intentions. Il a jugé « normal qu'il y ait un choc fort » dans le Rassemblement après la défaite des élections législatives, et a souhaité que les militants néogaullistes en profitent « pour rénover le mouvement » et « approfondir la démocratie ». Il a refusé la proposition de Bernard Pons de supprimer le poste de président du RPR, en expliquant que cela sous-entendrait que « le vrai président du mouvement gaulliste, c'est Jacques Chirac ».

Au même moment sur France 2, le secrétaire général par intérim, Jean-Louis Debret, s'est également montré conciliant. « Je crois que le temps des changements de personnes est venu », a affirmé l'ancien ministre de l'Intérieur, avant de reconnaître qu'« au fil des années et avec l'épreuve du pouvoir, la démocratie était inégalement répartie selon nos fédérations ».

Jean-Louis Saux

## Le CRIF met en garde la droite contre un rapprochement avec le FN

Force démocrate gêné par un élu

AU LENDEMAIN des élections législatives, et à quelques mois des élections cantonales et régionales, l'Assemblée générale du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), réunie dimanche 8 juin à Paris, a mis en garde contre tout rapprochement de la droite classique avec le Front national. L'institution présidée par Henri Hajdenberg s'est inquiétée de « l'enracinement de l'implantation du FN », et de certaines déclarations de dirigeants de l'ancienne majorité au lendemain du second tour des élections législatives.

Philippe de Villiers, président du Mouvement pour la France et codirigeant de La droite indépendante, avait ainsi affirmé, dimanche 1<sup>er</sup> juin, qu'« il faut arrêter de faire de chaque électeur du Front national un fasciste », au motif que « si la droite fait ça, elle ne rendra jamais le pouvoir ». Charles Pasqua avait plaidé, de son côté, pour l'installation d'une dose de proportionnelle dans le mode de scrutin législatif. Le président du conseil général des Hauts-de-Seine avait fait valoir qu'« il y a quelque chose qui n'est pas normal » dans le fait qu'avec 10 % des voix, le Parti communiste obtient 38 élus, tandis qu'avec 15 % des voix, le Front national n'a qu'un représentant à l'Assemblée nationale.

Les représentants du CRIF ont réaffirmé leur « opposition catégorique » à une réforme du mode de scrutin, qui aurait pour conséquence d'accroître la présence du parti d'extrême droite au Palais

Bourbon, a déclaré M. Hajdenberg. A l'inverse, François Hollande, premier secrétaire délégué du Parti socialiste, a indiqué, dimanche 8 juin, sur Europe 1, que son parti demeure favorable à un mode de scrutin législatif mariant scrutin majoritaire et proportionnelle, mais il a ajouté que cette réforme n'est pas d'actualité. M. Hajdenberg a en revanche souhaité que le gouvernement de Lionel Jospin reprenne à son compte, « au moins dans son esprit », le projet de loi préparé par Jacques Toubon portant sur la répression des propos racistes.

### DÉRAPAGES LOCAUX

Si les états-majors de la majorité sortante avaient refusé tout dialogue avec le Front national lors des élections législatives, quelques dérapages ont néanmoins été enregistrés localement. C'est le cas dans le Maine-et-Loire. Christian Martin, député UDF-Force démocrate, ancien suppléant d'Edmond Alphandéry, réélu le 1<sup>er</sup> juin dans la troisième circonscription (Saumur-nord), a confirmé au quotidien Le Courrier de l'Ouest avoir accepté, pour le second tour, le soutien que lui proposait le parti d'extrême droite, dont le candidat avait obtenu 11,41 % des voix au premier tour. En ballottage difficile au soir du premier tour, M. Martin l'a emporté au second tour avec un peu plus de 1 200 voix d'avance sur le socialiste Pierre Guibert.

Le vendredi 30 mai, Samuel Maréchal, directeur de campagne du Front national dans la région des Pays de la Loire, appelait, dans un communiqué, « à soutenir M. Christian Martin », « à le démonter », de ce dernier, en s'appuyant sur sa profession de foi, qui affirmait notamment : « La préférence nationale est une nécessité dans le respect d'autrui ». M. Martin avait indiqué au Courrier de l'Ouest du 2 juin : « Samuel Maréchal, qui est un ami de longue date, m'a téléphoné, jeudi, pour demander si je voulais le soutien de son mouvement. Je lui ai demandé effectivement de fixer un texte correspondant à ma profession de foi... ».

Les amis du député affichent également un grand embarras. Et la fédération départementale de Force démocrate a indiqué, vendredi 6 juin, que la démarche de M. Martin « a été prise à titre individuel ». Selon le communiqué, cette démarche « ne saurait engager [la fédération] au sein de laquelle [M. Martin] n'a aucune responsabilité particulière » et « constitue un acte grave et condamnable car il a pour conséquence de banaliser des idées qui ne sont pas les nôtres ». L'affaire, précise la fédération, « a été transmise aux instances nationales du mouvement ».

Cécile Chambraud (avec Claude-Henri Gay à Angers)

## Pour ceux qui ont manqué le début...

inévitablement été rédigé à la hâte puisque, auteurs et éditeur l'assurent de concert, « pas une ligne n'était écrite le 21 avril », jour de l'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale.

A en croire le sous-titre, l'objectif était de mener « l'enquête sur le secret d'une élection », mais, de la décision de dissoudre au retrait d'Alain Juppé, de l'élaboration des slogans de campagne aux parties de ping-pong oratoires, le livre de Jean-Luc Mano et Guy Birenbaum ne raconte pas grand-chose d'autre que ce qui a été largement rapporté par les médias depuis six semaines. Voire, mot à mot, ce qui a été écrit dans les « récits » collectifs du Monde.

L'idée aurait pu être séduisante. « Cette dissolution, ça ne me paraissait pas clair », commente le directeur des éditions Ramsay, Jean-Claude Gawssewitch. Le 22 avril, il s'ouvre de ce projet à Jacques Séguéla, qui lui souffle le nom de Jean-Luc Mano, « disponible en ce moment ». Depuis son départ de la direction de l'Information de France 2, en juin 1996, Jean-Luc Mano collabore à VSD. Il accepte sur le champ et entraîne dans l'aventure Guy Birenbaum, maître de conférences en sciences politiques à Montpellier, avec lequel il travaille régulièrement depuis leur rencontre à Globe Hebdo. Les auteurs débütent leur analyse avec la « fameuse traversée de Paris en voiture » effectuée par Jacques Chirac le 7 mai 1995 : « Tout avait pourtant bien commencé », commentent-ils, mais le bilan de ces deux années de pouvoir se révèle, selon eux, « calamiteux » : « Ce qui ne va pas, c'est que rien ne va », résumement-ils... « Promesses intenables » ou

impossibilité d'agir ? s'interrogent-ils. « Il y a sans doute du vrai dans ces deux explications », estiment-ils finalement.

Suivent le long cheminement vers la dissolution (selon les auteurs, M. Chirac a pris la décision de dissoudre le 18 mars), la campagne électorale et l'issue que l'on sait. Anecdotes et petites phrases se succèdent à un rythme rapide, dans l'ordre chronologique, sans réelles transitions. Presque au jour le jour, on prend connaissance de ce qui se dit dans les états-majors, qui déjeune avec qui et qui téléphone à qui, ce qu'a tiré la presse, comment sont orchestrées les invitations aux 20 Heures.

### COMMENTAIRES IMAGÉS

Cette avalanche de propos rapportés - rarement « sourcés », parfois au conditionnel - est émaillée de part en part de commentaires qu'on a voulu imagés : « Les médecins (...) ont la désagréable impression de s'être fait rouler dans le talc » ; « Dans ce contexte, remarquer s'apparente à danser avec sa sœur, ce qui, pour être parfois agréable, n'est jamais très conquérant » ; ou encore : « Quarante sièges seulement de retard pour la gauche, ça se rattrape comme qui rigole » ; voire, à propos du débat à quatre (Alain Juppé, François Léotard, Lionel Jospin, Robert Hue), proposé au premier secrétaire du Parti socialiste : « Accepter un débat en un tel équipage reviendrait à courir un cent mètres avec des battes de voile... ».

A qui s'adresse ce carnet de campagne essentiellement parisien ? A ceux qui ont raté des épisodes ? Il leur faudra alors

connaître, déjà les « acteurs » car, dans le tourbillon de l'action, les auteurs ne prennent que rarement le temps de les présenter... Aux fers de la chose politique ? Tout au plus cela leur remettra en mémoire des micro-événements que le flot d'actualités quotidiennes avait occultés. Ni les uns ni les autres ne sauraient en attendre des pistes de réflexion sur ce rebondissement à la française : si la droite avait gagné les élections, la trame du livre, selon les auteurs, aurait été identique. La Défaite impossible - titre calqué sur celui du livre de Ghislaine Ottenheimer, L'Impossible victoire, publié aux éditions Robert Laffont au lendemain de la victoire de M. Chirac, en mai 1995 - serait sans doute devenu, rapporte Guy Birenbaum, Le Pari réussi. En marketing, c'est souvent une question d'emballage.

Marie-Laure Philippeau

★ La Défaite impossible. Enquête sur les secrets d'une élection, de Jean-Luc Mano et Guy Birenbaum. Editions Ramsay, 352 pages, 109 francs.

Pour vous aider à réussir Sessions Intensives Paris / Ete  
■ SCIENCES PO Paris/Province  
■ DROIT / SCIENCES ÉCO. / GESTION  
■ M.S.T.C.F. - D.E.C.F.  
ISTH 75016 PARIS  
DEPUIS 1954 01 42 24 10 72  
ENSEIGNEMENTS SUPÉRIEURS PRIVÉS

Concours d'AVOCAT  
CRFPA  
Expertise comptable  
DECF  
Préparations intensives août-sept.  
IPESUP  
18, rue du Château Notre-Dame 75004 Paris  
01 43 25 63 30 3615 IPESUP  
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVÉ C23 FEM

Les livres sur Minitel  
● 300 000 livres : romans, biographies, essais...  
● Le Monde Éditions : dessins de Plauto. Prix du jeune écrivain  
● Les sélections du Monde des livres, et du Monde des poches  
Recherche bibliographique et commande de livres  
Livraison à domicile  
3615 LEMONDE  
(Sur Internet : <http://www.lemonde.fr/livres>)

**LÉGISLATIVES 97**

**RÉSERVEZ DÈS AUJOURD'HUI LA BROCHURE**

**Le Monde**

LÉGISLATIVES 97

Histoire d'une dissolution, récits de six semaines de campagne, les enjeux, les candidats, les programmes... et les résultats des 577 circonscriptions

Une publication de référence, 150 pages, 45 F à réserver chez votre marchand de journaux ou par correspondance.

Parution : 11 juin

☐ Oui, je souhaite recevoir ☐ ex. de la brochure législatives 97  
Prix unitaire : 45 F (frais de port compris).

NOM : ..... Prénom : .....  
Adresse : ..... Code postal : .....  
Ville : .....  
☐ Cjoignez mon règlement par chèque bancaire ou postal.

Bon de commande à retourner à : Boutique Le Monde, 21 bis, rue Claude-Bernard - 75242 Paris Cedex 05

Formation bac+ 4/5 ans bilingue français-anglais commerce-gestion

**120**

PROFESSIONNELS CETTE ANNÉE

• Certificat homologué par l'État au niveau II  
• Échanges avec les États-Unis en cours de scolarité

avec préparation intégrée aux grands MBA mondiaux

**LIU**  
mba  
INSTITUTE  
Groupe IPESUP

38, rue des Blancs-Manteaux  
75001 Paris - Tel : 01 42 78 95 15

Microsoft

**MICROSOFT**

RECRUTE

**120**

PROFESSIONNELS CETTE ANNÉE

Rejoignez-vous des milliers de talents dans le Monde Informatique

Microsoft







## SOCIÉTÉ

LE MONDE / MARDI 10 JUIN 1997

**ÉDUCATION** Les épreuves du baccalauréat, version 1997, commenceront le 16 juin et devraient s'achever le 11 juillet. La tendance à la baisse du nombre de candidats enre-

gistrés l'an dernier se confirme : ils seront cette année 628 112 élèves à passer l'examen, contre 630 830 en 1996. ● PROMIS DEPUIS 1995, l'allègement des épreuves ne s'est tou-

jours pas fait. L'examen demeure une machine d'une extraordinaire complexité, avec 4 millions de copies à corriger, 1 700 sujets... Le nombre de candidats dans les séries

générales est également à nouveau en baisse, le bac professionnel et l'apprentissage attirant de plus en plus d'élèves. ● LE MINISTÈRE PRÉVOIT pour les deux ans à venir une

baisse du nombre d'inscriptions dans les universités. Les effectifs dans les filières sélectives (IUT, BTS, classes préparatoires) devraient progresser.

# De moins en moins d'élèves sont candidats au baccalauréat général

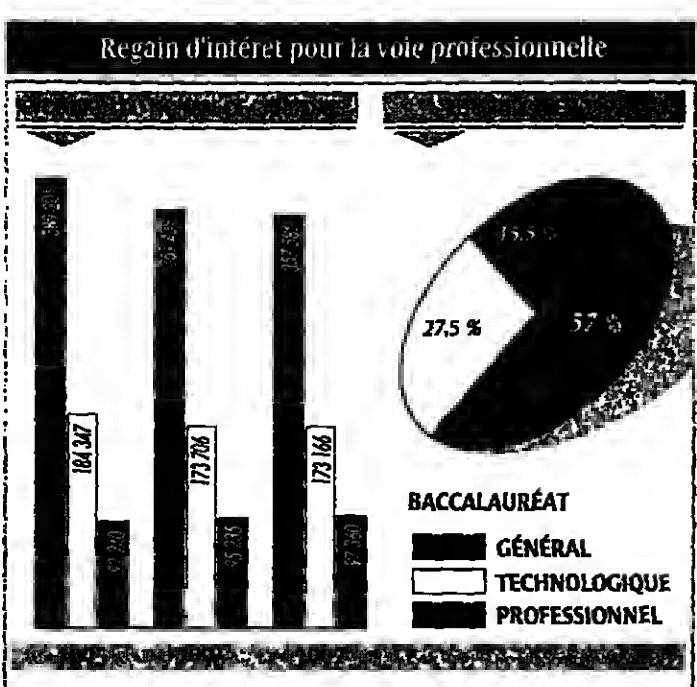
Contrairement aux engagements pris, la version 1997 de l'épreuve n'a pas été allégée. La forte croissance du bac professionnel et le développement de l'apprentissage dans le secondaire ont allégé les effectifs des séries dites « classiques »

**N'EST-IL PAS TEMPS** de revoir le baccalauréat ? Rétuelle, la question est posée chaque année. L'allègement du diplôme national, décret indispensable en 1995, année du bac nouvelle manière, ne marquera pourtant pas cette session 1997. Maintes fois réitérée, cette promesse ne s'est pas concrétisée. De même, en juin 1996, François Bayrou, ancien ministre de l'éducation nationale, avait annoncé, lors du lancement de la réflexion sur la réforme universitaire, la création d'une « commission mixte », composée d'enseignants du secondaire et du supérieur, destinée à repenser le contenu du baccalauréat (Le Monde du 20 juin 1996).

Les fonctionnaires du ministère admettent que « cette annonce n'a pas eu de suite directe ». La simplification de l'examen ainsi qu'une meilleure articulation entre l'enseignement secondaire et les premiers cycles universitaires ne sont donc pas pour cette année. Le baccalauréat 1997 reste ainsi, du moins quant à son organisation, aussi imposant que l'an dernier, avec son cortège d'épreuves et d'options, ses 4 millions de copies à corriger, ses 1 700 sujets, ses 57 langues et ses 14 demi-journées d'épreuves.

### « TROP COMPLEXE »

Les modalités de rattrapage de l'épreuve de français, qui s'appliquent pour la première fois cette année, donnent l'exemple d'une machinerie compliquée à l'extrême. Explication : « Les candidats de la série L insatisfaits de la note qu'ils ont obtenue à l'épreuve écrite anticipée de français (de première) ont la possibilité de demander de substituer à cette note la note qui leur sera attribuée à l'épreuve écrite de lettres (de terminale) au premier groupe d'épreuves. Cette note leur sera donc attribuée deux fois : une fois en lettres, affectée du coefficient deux, et une fois à l'écrit de français, affectée du coefficient trois. » De l'aveu même de la direction des lycées et collèges du ministère, ce système « trop complexe et peu satisfaisant » pousse jusqu'à l'absurde la logique du baccalauréat : vouloir tout évaluer de l'enseignement secondaire, sous



Depuis la session 1995, année de la mise en place du baccalauréat rénové (sept filières au lieu de dix-sept), le nombre de candidats est en baisse, sauf pour le baccalauréat professionnel.

forme d'un examen final, avec un rattrapage systématique.

Si le nombre d'épreuves et d'options est devenu au fil du temps pléthorique, le nombre de candidats tend, lui, à diminuer. Ils sont 628 112 cette année, contre 630 830 en 1996, soit une diminution de 0,36 %. Cette tendance à la baisse, plus légère que l'an dernier (-6,6 %), confirme néanmoins le

nouveau tournant pris par le bac. Porté par la démographie, par la volonté sociale et par le slogan des « 80 % d'une classe d'âge ou niveau du bac » lancé par Jean-Pierre Chevènement en novembre 1985, l'examen qui ouvre les portes de l'enseignement supérieur n'a cessé de voir affluer des candidats jusqu'au milieu des années 90. Ils étaient un peu plus de 345 000 à se

### Les inspecteurs demandent une négociation

« Avec le départ de l'ancienne équipe, notre négociation est au point mort », déplore Michel Dosai, secrétaire général du syndicat de l'Association nationale des inspecteurs pédagogiques régionaux-inspecteurs d'académie. Les IPR-IA, menaçant de compromettre l'organisation du bac et la titularisation des nouveaux enseignants, faute d'avoir bénéficié d'une revalorisation de leur fonction, avaient réussi à obtenir quelques avancées de l'ancien gouvernement (Le Monde daté 18-19 mai). Mais, dans la panique électorale, le ministère des finances s'était dispensé de « bleuir » l'affaire, c'est-à-dire de débiter les fonds.

Un fax urgent des inspecteurs est donc parti à Matignon et Rue de Grenelle pour prier la nouvelle équipe de reprendre le dossier. Il n'y aurait sinon « aucune raison de lever les consignes de boycott des jurys », fait observer M. Dosai.

### 61,3 % d'une génération

La session 1997 commence le 16 juin par l'épreuve de philosophie, pour se terminer le 11 juillet au plus tard.

● **Séries générales** : la série littéraire (L), qui compte le moins de candidats, est aussi celle qui en perd le plus, passant de 102 806 en 1995 à 93 406 en 1997, soit une baisse de plus de 9 %. La série scientifique (S), où les candidats sont les plus nombreux, en perd près de 8 % (179 475 en 1995 et 163 399 cette année). Les candidats de la série ES (économique et sociale) ont perdu

quant à eux un peu plus de 7,5 % des effectifs, passant de 106 920 à 98 781. Au total, les séries générales auront donc perdu 31 615 candidats en trois ans, soit environ 8 %.

● **Séries technologiques** : les quatre séries technologiques, sciences et techniques tertiaires (STT), sciences et techniques industrielles (STI), sciences médico-sociales (SMS), sciences et techniques de laboratoire (STL), connaissent sur la même période une baisse de 6 %, soit 11 180 candidats de moins au total. STI, la seule série qui passait la barre des 100 000 candidats, est

descendue à 89 836 l'an dernier pour remonter légèrement cette année (+2,2 %). Les séries STL et SMS progressent également, tandis que la filière STI connaît la plus forte chute de toutes, près de 8 % par rapport à l'an dernier et 10 % en trois ans.

● **Baccalauréat professionnel** : il compte 97 360 candidats répartis en 56 spécialités et voit ses effectifs augmenter de 2,3 % par rapport à l'an dernier. ● **En 1996**, pour une génération de jeunes, 61,3 % ont obtenu le bac : 34,4 % un bac général, 17,5 % un bac technologique, 9,4 % un « bac pro ».

## Les oreilles du prince Charles, cadeau de « Fluide glacial »

**BACHELIÈRES, BACHELIERS**, avant l'examen, jetez un dernier regard à cette chambre qui vous a vu passer de l'enfance au monde des adultes, à vos vieux jouets qui semblent vous retenir de leur voix paternelle, à ces instants de bonheur simple mais que vous ne revivrez plus. Si vous voulez entreprendre une thérapie de dernière minute, comme la Méthode de libération d'énergie par le cri primal, c'est le moment ou jamais. L'équipe de Fluide glacial vient de publier son premier Guide pour réussir le bac et tous les autres examens du monde. Détournant les thèmes traditionnels des guides plus officiels – se préparer à l'examen, organiser ses révisions, les sujets types, etc. –, Fluide glacial propose une enquête sur « les onitiches ou banc d'essai », les « trucs et astuces pour faire annuler l'épreuve » – comme le morceau d'amante oublié par la commission de la sécurité – et, « en cadeau », la panoplie complète pour personnaliser sa table d'examen : napperon brodé pour poser sa gomme, bordure en dentelle pour décorer sa table.

Grâce au « cahier secret du candidat », le magazine offre en exclusivité les sujets du bac 1997.

En physique : « A l'aide des connaissances actuelles sur la lumière et les systèmes oscillants entre autres, décrivez les champs et les interactions dans l'univers. » En géographie : « En vous basant sur les inégalités riches-pauvres, Nord-Sud, Est-Ouest, sur les nouvelles puissances industrielles, sur les pays en voie de développement, sur les bouleversements récents des transports et des communications, sur les échanges croissants et multiples et à l'aide de cartes, décrivez les contrastes, les mutations et les zones interdépendantes dans l'espace mondial. »

Pour réviser, rien ne vaut « l'opportunité de Georges Chorpak, le bureau de Michel Serres ou le quartier de sécurité de la prison de la Santé ». Mais, surtout, pour réussir l'oral d'anglais, Fluide glacial fournit l'indispensable accessoire : les oreilles du prince Charles, à découper selon les pointillés, et l'examen sera « in ze pocket ».

S. BL.

★ Guide Fluide glacial, numéro hors série spécial bac, 88 pages, 30 F.

présenter en 1980, 376 000 en 1985, 524 000 en 1990. 1995 marque une année particulière, celle du « paroxysme » : le plus grand nombre de candidats jamais atteint, un taux de réussite exceptionnel, le plus fort pourcentage de jeunes d'une même génération qui parviennent à ce niveau.

Ainsi, l'année où se mettait en place le nouveau baccalauréat à sept filières, l'examen atteignait-il un sommet trompeur : au lieu de poursuivre sa croissance, qui n'avait cessé de s'accroître depuis quinze ans, le bac commençait à ralentir sa course. En 1996, pour la première fois, le nombre de candidats chutait, et la proportion de bacheliers dans une génération, en augmentation continue depuis la création de l'examen, passait de 62,7 % en 1995 à 61,3 %. Les causes en sont connues : un creux démographique, conjugué à un changement d'orientation des élèves à l'issue du collège, en fin de troisième. Un nombre toujours plus grand d'entre eux s'engageant en effet dans les formations professionnelles, tandis que les filières générales, qui fournissent le gros des troupes, connaissent une désaffection (Le Monde du 16 juillet 1996). Amorcé en 1992, ce mouvement a commencé à se répercuter sur le baccalauréat l'an dernier.

### CHANGEMENT DE COMPORTEMENT

Pour autant, le mécanisme reste à expliquer plus finement. Aux yeux d'Alain Boissinot, directeur des lycées et collèges, il s'agit d'un « correctif logique du système ». Dans l'esprit de ceux qui lancèrent le fameux slogan des 80 %, il ne s'agissait pas, de fait, de pousser la plupart des jeunes d'une classe d'âge dans l'enseignement général, mais d'allonger les études en les diversifiant : d'où la création du baccalauréat professionnel. Le « bac pro » connaît d'ailleurs un succès qui ne se dément pas. « Nous avons réussi à faire passer le message que ce n'était pas une voie de garage », en conclut M. Boissinot. A cet argument de politique éducative s'ajoute le changement de comportement des familles et, sans doute, celui des chefs d'établissement et des enseignants dans les décisions d'orientation.

« Dans une période d'incertitude économique, où le chômage des jeunes est le premier souci, les familles pensent certainement que la voie professionnelle est un chemin plus sûr vers l'emploi, avec une possibilité d'aller de l'avant progressivement », avance également M. Boissinot. En 1995-1996, plus de 30 % des élèves venant de BEP ou d'un CAP en deux ans sont passés en première année de baccalau-

luation et de la prospective (DEP) du ministère. Ce taux de sortie retrouve ainsi un niveau proche de celui de 1984. Doit-on vraiment considérer cela comme un progrès ? Dans le même temps, le taux de passage en seconde générale ou technologique cède près d'un point et demi, pour s'établir à 60,4 %.

Ces évolutions se traduisent par une baisse continue sur trois ans,

### Un professeur privé de jury

A la suite d'un point de vue intitulé « Qu'est-ce qu'un collé au bac ? », publié dans Le Monde du 20 juillet 1996, Robert Redeker, agrégé de philosophie, professeur au lycée Pierre-Paul-Riquet, à Saint-Orens-de-Gameville (Haute-Garonne), a été interdit de jury de baccalauréat par l'inspection générale pour avoir outrepassé son devoir de réserve. Dans son analyse, cet enseignant dénonçait la situation des examinateurs : « Ils accomplissent leur tâche dans la souffrance d'une déchirante contradiction : d'une part, il leur faut remplir le plan ministériel et admettre vaillent que vaillent le plus grand nombre possible de prétendants ; d'autre part, il leur faut maintenir la fiction de l'examen, ce qui ne se peut qu'en collant un certain nombre de candidats. » Pour lui, le bac « mythe républicain » a vécu depuis qu'il a fait « irruption dans l'ère des masses (...). La méritocratie bachelière a été submergée par une médiocratie qui peine à trouver sa frontière inférieure ». M. Redeker était membre de jury de bac depuis seize ans.

réat professionnel. Ce pourcentage progresse depuis cinq ans. Au regard de l'emploi, en février 1996, parmi les jeunes sortis de la filière technologique ou professionnelle (du CAP au BTS) en 1995, un sur deux avait un emploi, soit en contrat ordinaire (à durée déterminée ou non), soit en contrat particulier aux jeunes (adaptation, qualification ou autres).

Ce « goût », raisonné ou contraint, des parents et des élèves pour les formations professionnelles s'accompagne d'une sorte de désamour pour l'école « classique ». Le nombre d'élèves qui quittent le second degré en cours de scolarité, vers l'apprentissage, la vie active ou des établissements qui ne dépendent pas de l'éducation nationale, est en hausse constante. En 1996, ils étaient 20 000 de plus que l'année précédente, soit une progression de 12 %. « C'est au niveau de la troisième générale que le taux de sortie du second degré a connu la plus forte hausse, passant de 5 % à 6,5 % », note la direction de l'éva-

luation et de la prospective (DEP) du ministère. Ce taux de sortie retrouve ainsi un niveau proche de celui de 1984. Doit-on vraiment considérer cela comme un progrès ? Dans le même temps, le taux de passage en seconde générale ou technologique cède près d'un point et demi, pour s'établir à 60,4 %.

Béatrice Gurrey

★ La situation professionnelle des jeunes lycéens sept mois après la fin de leurs études, note d'information n° 97-08, DEP, mars 97. Les élèves du second degré dans les établissements publics et privés à la rentrée 1996, note d'information n° 97-13, DEP, mars 1997.

## Le ministère prévoit une baisse des inscriptions dans les universités au profit des filières sélectives

APRÈS une baisse des effectifs dans l'enseignement supérieur enregistrée à la rentrée 1996, le flux des inscriptions devrait se stabiliser dans les deux années à venir. Selon une récente étude de la direction de l'évaluation et de la prospective (DEP) du ministère de l'éducation nationale, le nombre d'étudiants dans les principales formations post-baccalauréat se maintiendrait aux environs de 1 920 000 en 1997 et 1998, contre 1 922 000 à la rentrée 1996. Alors qu'entre 1989 et 1993 le nombre d'inscrits dans l'enseignement supérieur a augmenté de 446 000, cette hausse ne devrait pas excéder 30 000 sur la période 1994-1998.

Mais cette stabilité recouvre deux évolutions opposées. Les universités devraient accueillir moins d'étudiants ces deux prochaines années (-13 000 en 1997, -7 000 en 1998), alors que les filières sélectives devraient connaître une progression de leurs effectifs – déjà amorcée en 1996 –, en particulier pour les instituts universitaires de technologie (IUT : +4 000 en 1997, +3 000 en 1998), les sections de techniciens supérieurs (BTS : +5 000 en 1997, +4 000 en 1998) et, dans une moindre mesure, les classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE). Ainsi, en 1998, les IUT regrouperaient 115 700 élèves (contre 108 587 en 1996) et les STS

244 900 (contre 235 900 en 1996). Selon la DEP, cette rupture de tendance, engagée en 1996, est liée à une baisse du nombre de bacheliers généraux et technologiques (~6 400 attendus en 1997) et à une augmentation de l'offre des formations courtes à vocation professionnelle, qui pousse les jeunes à s'orienter vers ces filières très prisées où ils auront plus de chances d'être acceptés. Dans le détail, les plus fortes augmentations devaient être enregistrées dans les départements tertiaires des IUT et des STS, dans la mesure où le nombre de bacheliers en sciences et techniques tertiaires (STT) est en hausse à la session 1997.

### Les formations courtes à vocation professionnelle sont très prisées

En revanche, les secteurs industriels devraient subir une baisse de leurs effectifs. C'est pourquoi, pronostique la DEP, les STS privées, davantage spécialisées dans le domaine des services, pourraient connaître un essor plus important que les STS publiques. Quant aux CPGE, la réforme des études engagée en 1995 semble avoir suscité

un regain d'intérêt des bacheliers pour cette filière, qui devrait réunir 80 000 étudiants en 1998 (contre 78 839 en 1996).

A l'université, le nombre d'étudiants (de l'ordre de 1 360 000 en 1996) atteindrait, selon la DEP, à peine 1 340 000 en 1998. Les premiers cycles accueilleraient 620 000 élèves en 1998, contre 656 000 en 1996. La répartition par filière laisse apparaître des différences. Tous cycles confondus, seules les sciences et les sciences et techniques des activités physiques et sportives (Staps) devaient continuer à progresser, passant de 342 897 étudiants à la rentrée 1996 à 347 400 en 1998. Parmi les autres disciplines, les sciences économiques et la filière administration économique et sociale (AES) connaîtront le repli le plus marqué, avec 148 700 étudiants en 1998 contre 156 117 en 1996, suivies du droit et des lettres et sciences humaines.

Quant aux instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM), la baisse du nombre de places mises au concours et la saturation des capacités d'accueil laissent envisager, selon la DEP, une stagnation des effectifs.

Sandrine Blanchard

★ Nota d'information de la direction de l'évaluation et de la prospective, numéro 97-21, avril 1997.



... ..

**Daniel Lévê,** P.D.G. de Synergie, Président de la Confédération européenne des Jeunes Entrepreneurs - **Bénédicte Madella**, **Edmond Malet.** Président de VVF - **Jean-Marie,** Président du Centre de Formation et de Réinsertion Professionnelle (CFRP) - **Nail Nassif,** Député au Parlement européen - **Philippe Nègre,** Président de Regies, Convergences Ecologie Solidaire - **Aline Nauwels,** Chargée d'Mission Culturel et Literaire - **Claude Mangel,** Commissaire général des Guides de France - **Gabriel Marat** - **Bernard Marchand,** expert-comptable - **Françoise Martens,** Théoricien de la Coordination européenne pour le droit des étrangers à vivre en famille - **Christiane Marquet,** Présidente de l'Association Française des Femmes Politiciennes, Associations de Saines et Saines à Domicile - **Ségolène Martinet,** Présidente d'Homo-socialité, et Socialisme - **Michèle Martinot,** Présidente de la Coordination Environnement - **Bernard Marx,** Economiste - **Michèle Martinet,** Présidente de l'Union Française des Centres de Veille (UFCV) - **Muriel Matignon**, **José Maurin,** Président d'Ecoconvergence - **André Maurice,** Directeur de l'Institut des Relations et des Compagnons de la Nuit - **Michel Mercier,** Président de la Commission Europe de la FNARS (Fédération nationale des associations de réadaptation sociale) - **Josephine Menges,** Secrétaire générale du CELAVAR (Comité d'Etudes et de Liaison des Associations à Visages Agricoles et Ruraux) - **Jean-Marc Mencher,** Président de l'Union Européenne Francophone Michaud, **Philippe MEUDIER** Président de l'Observatoire Documentation et d'Informations des Femmes - **Marc de Montebellero,** Président du CEDIAS - **Manuel Morat,** Jacques Morisson, Président du CNLAMCA (Comité National de Liaison des Activités Manuelles, Coopératives et Associatives) - **Benjamin Muller,** Président de La CDE - **Gérard Muller,** Vice-Président d'ARDEV - **Joan Nestor,** Secrétaire général du Mouvement Entreprise - France - **Christian Noguès,** Président de la Fédération nationale des Associations de Parents d'Enfants Handicapés - **Pauline Nougère,** Directrice de l'Embauchage Public - **Maurice Paquet,** Directeur de Presses, Syndicat et Maîtres des Officiers - **Françoise Parrot,** Présidente de l'Association Père Préféré - **Fidélité Parent,** Président de la FONDA, membre du Comité des Sapes de la Commission européenne DG IV chargé du rapport "Pour une Union des deux cités vivantes et saines" - **Solange Pasquier,** Chercheur à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales - **Jacqueline Perret,** Présidente du CFRP Centre National d'Information et de Documentation sur les Personnes Handicapées - **Fidélité Parent,** Président d'ADYDO (Association départementale voyagistes-Golf) - **Bernard Perron,** CGO scientifique de l'évaluation - **Nicole Péri,** Vice-présidente du Parlement européen - **Walter Petrucci,** Délégué général d'Irappo 90 - **Alphonse Pierre,** Président de la Fédération Nationale des Centres de Soins culturels de France (FCSP) - **Agathe Planchais,** **Martel Prévost,** Coordonnateur général des services AGPSIS (Association geyocaine pour la promotion d'un réseau social public) - **Philippe Priebe,** Directeur de l'Agence sociologique - **Jacques Remond,** Président du CARNADO (Carrefour National des Associations et Comités de Quartier) - **Michel Rézouat,** Président de GEMIA (Groupement des Entreprises Mutuelles d'Assurances) - **Jacques Robba,** Directeur de Transversales Sciences Culturel - **Michael Rondet,** Représentant européen, Président de la Commission du développement et de la coopération - **Bernard Roussel,** Président de l'Association Française (Fédération Nationale) - **Hervé RG Ramond,** Directeur Général de Destination Globe International - **Pierre Rousseau,** Directeur d'études EHRES (Ecole des hautes études en sciences sociales) - **Mgr Albert Roux,** Evêque de Poitiers. Président de la Commission Sociale des Eglises de France - **Jean Rousselle,** Président d'Emmaüs France - **Chantal Royon** - **Jean-Paul Royon,** Secrétaire général de la Fédération de l'Éducation Nationale - **Margaret Royon,** Secrétaire générale de la Fédération internationale des Associations de Parents d'Enfants Handicapés (FIAPH) - **Jacqueline Saint-Yves,** Présidente du COORACE - **Robert Savatier,** Ancien Professeur - **Olivier Scavone,** Président de la Fondation Spéciale et Culturelle de France - **Patrice Simonnet** - **Annette Sonntag,** Secrétaire général de Justice et Paix-France - **Raymond Soussi,** Président du groupe Aelfia - **Françoise Stalder,** Directrice de l'Institut de Recherche et de l'Education - **Bernard Stoll,** Député au Parlement européen, Maire d'Epsey - **Pasteur Jean Stourmont** - **Maurice Surber,** Président de l'UIROFFS Europe - **Thierry Tabou - Dominique Taldieu,** ICARE Initiatives des Jeunes Actifs en Réseau - **Antoine Talbot,** Enseignement en théologie morale - **Alain Ternier,** Président de l'Association Economique des Français de l'Europe - **Jean-Louis Thibault,** Directeur du service social du Fonds Social de l'Univ' - **Yvette Ulrich,** Présidente de l'Union Française Citoyne et Sociale (UFCS) - **Pierre Vanlerberghe,** **Mariette-Monique Vergier,** Présidente de l'Association des Vieux Citoyens de Metzeste et Moselle - **Christine Vergiat,** Présidente de la Commission Droits économiques et sociaux de la Ligue des Droits de l'Homme - **Jacques Verrier** - **Denis Viette,** Secrétaire général du Secours Catholique - **Jean-Paul Vigier,** Président de la Confédération Sud et Président de Firmeval - **Claude Viret,** Président d'Inter-Religions - **Patrick Vivert,** Directeur du CIPMF - **Michèle Vidal,** Professeur des Facultés de Droit - **Sylviane de Wangen,** Président de France Terre d'Aide - **Jean-Pierre Weber,** Président de la Cimade - **Jean-Pierre Worms,** France Université F.I.R.J., □

25 mars 1997



# Une affaire de prostitution internationale inquiète la chancellerie

Impliquant plusieurs personnalités, parmi lesquelles l'ex-capitaine Paul Barril, elle pourrait porter atteinte aux relations commerciales entre la France et plusieurs Etats du golfe Persique

La mise au jour d'un réseau de prostitution internationale suscite une grande inquiétude au parquet de Paris. Plusieurs personnes, considérées comme des intermédiaires, ont été mises en examen par le juge d'instruction

OUVERTE le 24 octobre 1996 pour des faits de proxénétisme aggravé, l'enquête que mène le juge d'instruction parisien Frédéric N'Guyen avec les policiers de la brigade de répression du proxénétisme (BRP) pourrait, dans un futur proche, mettre à mal les relations diplomatiques entre la France et certains pays du golfe Persique. Selon nos informations, le juge N'Guyen vient de transmettre au parquet une demande d'extension de sa saisine afin de pouvoir entendre l'ex-capitaine Paul Barril, aujourd'hui reconverti dans la sécurité privée et attaché au service de l'émir du Qatar. Considérée comme une affaire « signalée » par la chancellerie, à l'instar des dossiers politico-financiers les plus brûlants, cette instruction révèle les dessous de la prostitution de luxe et lève le voile sur un marché longtemps considéré comme intouchable.

A l'origine, rien n'indiquait que cette histoire pourrait porter atteinte aux relations entre la France et des pays qui comptent autant pour sa balance commerciale. Bien au contraire : lorsque le parquet de Paris ouvre cette information judiciaire, les policiers de la BRP pensent prendre en charge un dossier banal. Chaque année, ce service traite plusieurs milliers de dossiers de prostitution de luxe. Celui-ci pa-

risait même relativement facile à boucler. Quatre mois de filatures, d'écoutes téléphoniques et d'enquête avaient suffi pour mettre en évidence l'existence du réseau géré par Annika Brumark, qui organisait les rencontres à partir de son appartement parisien, boulevard Exelmans, dans le 16<sup>e</sup> arrondissement. Les tarifs pouvaient atteindre 50 000 francs pour un prince arabe de passage sur la Côte d'Azur ou se limiter à 3 000 francs pour un client parisien de moins grand standing.

Les investigations avaient également permis de découvrir le rôle central joué par deux autres intermédiaires, Jean-Pierre Bourgeois et Nazihabduatif Al Ladki. Le premier est photographe. Habitué des couvertures des revues *New Look* et *Lui*, il est décrit, par les témoins entendus par le magistrat, comme un pourvoyeur important de prostituées de luxe en France.

Le second, d'origine libanaise, surnommé « le madame Claude du Moyen-Orient », travaille, selon ses propres dires, depuis vingt ans au service de l'entourage du roi d'Arabie saoudite, mais il semble avoir également joué l'entremetteur pour un grand nombre de personnalités françaises et étrangères. Son carnet d'adresse, saisi par les enquêteurs, recèle plusieurs cen-

taines de coordonnées, un vrai « Who's Who » du plaisir pour personnes aisées. S'y mêlent les noms des clients, des proxénètes et des filles réparties dans le monde entier, de la Bosnie aux Etats-Unis en passant par l'Angleterre, l'Indonésie et le Maroc. Ce fichier couvre tous les continents.

## Contre toute attente, M. Al Ladki révèle les noms de dignitaires arabes

Au regard des preuves accumulées, M. Brumark, M. Bourgeois et M. Al Ladki ont été mis en examen pour « proxénétisme aggravé » et placés en détention à la fin janvier 1997. A ce moment précis de l'enquête, cette affaire ne soulevait aucune inquiétude, tout juste une vague curiosité pour ce monde de « call-girls » souvent décrit complaisamment dans les romans de gare et les films à deux sous.

Le 31 janvier, l'affaire prend brusquement une autre dimension. Contre toute attente, le jour de sa mise en examen, Nazihabduatif Al Ladki révèle les noms de personna-

lités arabes, souvent issues de familles royales, ainsi que l'identité de plusieurs autres proxénètes en activité sur ce marché très lucratif, depuis longtemps indissociable de la vie des affaires et des contrats internationaux. Parmi les personnes citées, figurait en particulier une actrice américaine qui aurait moyennant 1 million de dollars, accepté de passer une nuit avec un prince du Golfe dans un palace de la Côte d'Azur. Souvent coïncidant, la rumeur semblait soudainement pouvoir être accréditée par une instruction judiciaire.

Fort de ces nouveaux éléments, le juge N'Guyen met en examen pour « complicité de proxénétisme aggravé » un médecin, Alain Meyer, installé à Cannes, et le place en détention provisoire pendant un mois et demi avant de le placer sous contrôle judiciaire. Chargé du suivi médical des jeunes femmes que les proxénètes présentaient aux princes arabes, il prescrivait également des analyses sérologiques. Dans sa déposition du 18 avril 1997, il détaille ses visites dans certains palaces cannois et parisiens ainsi que sur les yachts royaux.

Lors de la perquisition menée dans son cabinet, les policiers ont trouvé des certificats médicaux qui attestent que le docteur Meyer était salarié par un membre de la famille du roi d'Arabie Saoudite. Sa tâche principale était, selon lui, de prescrire aux « jeunes filles chargées du service à bord » du yacht royal des tests de dépistage du virus du sida et de la syphilis.

Autre découverte des enquêteurs, le cas d'une jeune lycéenne suédoise de seize ans à l'époque des faits, citée par M. Al Ladki, qui a conduit à la mise en examen pour « viol aggravé » de William Kazan, diplomate et homme d'affaires libanais dont la fortune se chiffre en millions. Grand officier de la Légion d'honneur et de l'Ordre national du mérite, il a déclaré avoir été « pendant dix-huit ans ambassadeur extraordinaire, plénipotentiaire, itinérant de l'Etat de Qatar ».

Abusée par un pseudo-contrat de photos de mannequin par le réseau Brumark-Bourgeois, cette jeune fille avait été conduite sur le bateau de M. Kazan, sur lequel se seraient déroulés les faits. Les policiers se sont rendus en Suède pour recueillir la déposition de la victime. Aucun supplément d'information n'a été engagé pour étayer les accusations de la jeune fille (lire ci-dessous). M. Kazan affirme pour sa part qu'elle n'est restée qu'une demi-heure à bord et qu'elle n'a subi aucune violence. Selon son avocat, M. Philippe Lemaire, de nombreuses contradictions viendraient mettre en doute les dires de la jeune fille, dont le comportement aurait été « sujet à caution ».

Enfin, plusieurs personnes impliquées dans cette affaire, dont M. Al Ladki lui-même, ont mis en cause l'ex-capitaine Barril. Dénoncé par des prostituées marocaines et d'anciens garde du corps, cet ancien membre de la cellule élyséenne aurait, avec l'aide de M. Al Ladki, organisé la venue de prostituées marocaines, grâce, entre autres, à des complicités internes au consulat de France à Casablanca.

Joint par *Le Monde*, vendredi 6 juin, Paul Barril a démenti de telles accusations. « Je n'ai rien de criminel d'une convocation dans le bureau du juge. Tout ceci n'est qu'une vengeance de certains libanais qui veulent sauver leur peau en détournant l'attention de la justice et qui n'ont pas accepté que je prenne leur place auprès de l'émir du Qatar », a-t-il ajouté.

J. Fol.

Jacques Follorou

## DÉPÊCHES

■ **BANDITISME** : un fourgon de transport de fonds a été dévalisé, samedi 7 juin, dans l'Essonne, par un groupe d'une dizaine de malfaiteurs parfaitement organisés qui ont agi entre Bondoufle et Vert-le-Grand. Les braqueurs ont intercepté le fourgon en le percutant de face avec un camion. Trois convoyeurs de fonds ont été légèrement blessés par le choc. Après avoir vidé le fourgon de son contenu, les malfaiteurs ont réussi à prendre la fuite à bord de leurs voitures.

■ **CHANTAGE** : trois adolescents âgés de douze à quinze ans ont été interpellés à Cochen (Moselle) après avoir exigé 50 millions de francs sous la menace de faire exploser une banque de Morsbach. Joins au téléphone par un correspondant anonyme, les responsables de la banque s'étaient vu réclamer, outre l'argent, une moto, une voiture de sport et deux billets d'avion pour le Mexique. Les gendarmes ont identifié la ligne téléphonique utilisée par les maîtres chanteurs, une cabine d'un collège des environs. Les adolescents comparaitront devant la justice des enfants.

■ **JUSTICE** : le président (RPR) du conseil général des Alpes-de-Haute-Provence et ancien maire de Digne-les-Bains, Pierre Rinaldi, a été condamné, vendredi 6 juin, à trois ans de prison avec sursis et à trois ans d'interdiction des droits civiques, civils et familiaux par le tribunal correctionnel de Nice. Agé de soixante-trois ans, M. Rinaldi a été reconnu coupable de recel, faux et usage et complicité de détournement de fonds publics. Il lui était notamment reproché des transferts de fonds injustifiés, de 1987 à 1988, pour un montant de 1,4 million de francs.

■ **HLM DE PARIS** : François Cloulin, l'ancien numéro deux de l'Office HLM de Paris, mis en examen dans le dossier instruit par le juge Eric Halpéto à Créteil (Val-de-Marne), et son avocat, M. Jean-Marc Fedida, se sont étonnés, vendredi 6 juin, de l'« étrange inaction » du procureur de la République Michel Barreau, « qui n'a opposé que du mutisme à la demande du juge », de poursuivre pour « entrave au fonctionnement de la justice » le directeur central des renseignements généraux, Yves Bertrand.

■ **TERRORISME** : Hiltch Ramirez Sanchez, dit « Carlos », sera jugé du 12 au 19 décembre par la cour d'assises de Paris pour les « homicides volontaires » de deux policiers de la direction de la surveillance du territoire (DST) à Paris, en juin 1975. « Carlos », condamné par contumace à la prison à perpétuité en 1992 pour ces faits, est aussi accusé d'avoir tué, le même jour, Michel Moubarkal, l'un de ses proches, qui avait livré son adresse aux policiers.

## Un bras de fer entre le parquet et le juge

L'INSTRUCTION menée par le juge N'Guyen est loin de laisser indifférent le parquet de Paris. Elle a même été l'objet d'une bataille constante entre un ministère public enclin à déclencher l'action publique et un magistrat qui joue dangereusement avec les règles du code de procédures pénales pour sortir de sa saisine initiale. A ce jour, cette dernière porte exclusivement sur les faits de proxénétisme aggravé dont sont accusés Annika Brumark, Jean-Pierre Bourgeois et Nazihabduatif Al Ladki. Mais sur la base des déclarations M. Al Ladki et de nombreux éléments découverts en cours d'enquête, les policiers ont mis au jour des faits susceptibles d'être qualifiés pénalement.

Pourtant, « par souci d'efficacité, explique-t-on, et parce que des personnes impliquées sont actuellement en détention », le parquet semble vouloir circonscire cette affaire aux personnes mises en examen avant les révélations de ce proxénète repent. Le 3 février 1997, le parquet a répondu par la négative à la demande d'un réquisitoire supplétif pour vio-

leces sexuelles commises à l'encontre de deux femmes majeures de nationalité française, par ailleurs parties civiles dans le cadre de la première information judiciaire. De même, dans le cas du docteur Alain Meyer, mis en examen par le juge pour « complicité de proxénétisme aggravé », le parquet a refusé d'étendre la saisine du magistrat au motif que les jeunes femmes examinées par le médecin n'étaient pas celles recrutées par le duo Brumark-Bourgeois.

### DEMANDES DE RÉQUISITOIRE SUPPLÉTIF

Le parquet n'est pas davantage curieux s'agissant du cas d'une jeune mineure suédoise de seize ans qui a déposé plainte pour « violences sexuelles » après avoir été conduite contre son gré, par Jean-Pierre Bourgeois, sur le yacht d'un riche homme d'affaires. Fort d'indices concordants, le juge a demandé à deux reprises, au cours du mois de février, un réquisitoire supplétif pour « viol aggravé ». Le parquet a reconnu la nécessité d'intégrer le témoignage de cette victime dans la procédure mais

n'a délivré un réquisitoire supplétif que sous le chef de « proxénétisme aggravé ». En clair, on ne retient que la présence de cette jeune fille dans le réseau Brumark-Bourgeois et l'on nie, pénalement, l'éventualité du viol. C'est sur cette base, que la chambre d'accusation a ordonné, mardi 3 juin, à la suite d'une réitérée liberté, la libération immédiate de William Kazan que le juge avait placé en détention quatre jours plus tôt en dehors de toute saisine.

Ancien magistrat et directeur de la gendarmerie, Jean-Pierre Cocard, président de l'Equipe d'action contre le proxénétisme, partie civile dans cette affaire, indique, pour sa part, qu'il « ne peut y avoir deux poids deux mesures en matière de lutte contre le proxénétisme, à savoir une justice pour les petits proxénètes et une autre pour la prostitution de luxe ». Rappelant que son association bénéficie du droit d'engager l'action publique, il affirme qu'il utilisera cette possibilité « s'il s'avère que la lumière doit être faite ».

J. Fol.

Jacques Follorou

### VENTES

#### APPARTEMENTS

**4<sup>e</sup> arrond.**  
QUAI DE BETHUNE-  
ST-LOUIS 80 m<sup>2</sup>, occupé  
77 ans, SANS LOYER  
1 350 000 F - 01-42-65-07-57

**6<sup>e</sup> arrond.**  
NOTRE-DAME DES CH.  
Gd 3 p., s'ajardin, balcon  
terrasse, parking  
FLEURUS 01-45-44-22-36

RASPAIL FLEURUS, très  
beau 7 p., 190 m<sup>2</sup> env.  
4 300 000 F  
FLEURUS 01-45-44-22-36

PL. ST-SULPICE (pié)  
6-7 p., 180 m<sup>2</sup>, 2 asc., service  
LITRE 01-45-44-44-45

Carrefour CROIX-ROUGE  
5 p., 138 m<sup>2</sup> XVII<sup>e</sup> raffiné  
LITRE 01-45-44-44-45

**9<sup>e</sup> arrond.**  
Au cœur de ST-GEORGES,  
donnant sur jardin  
APPT D'EXCEPTION  
Platond av. vue en pierre  
Très belle hauteur, RARE  
Tél. : 01-48-78-08-02

**CADET**  
5 poss 155 m<sup>2</sup> et cit  
Imm. p. de l., type Haussmann.  
Clair, calme. 2<sup>e</sup> ét. asc.  
Prix : 2 400 000 F  
JP GAILLARD - 01-47-00-85-70

**10<sup>e</sup> arrond.**  
**R. D'HAUTEVILLE**  
DERNIERS 3 PIÈCES  
A partir de  
**13 000 F/m<sup>2</sup>**  
Tél. : 01-49-76-12-94

**11<sup>e</sup> arrond.**  
PPTAIRE vd beaux appts  
**REFAITS A NEUF**  
- 2 p., 56 m<sup>2</sup>, 757 000 F  
- 2 p., 57 m<sup>2</sup>, 759 000 F  
- 2 p., 54 m<sup>2</sup>, 805 000 F  
- 3 p., 65 m<sup>2</sup>, 943 000 F

**53, av. PARMENTIER**  
Villas mercredi et jeudi  
de 11 à 13 h et de 14 à 19 h  
SEPIEGE 01-48-06-22-96

**12<sup>e</sup> arrond.**  
**PRÈS DAUMESNIL**  
Immeuble 1967  
2 ET 3 PIÈCES  
à partir de  
**13 800 F/m<sup>2</sup>**  
Tél. : 01-44-74-80-80

**14<sup>e</sup> arrond.**  
**OBSERVATOIRE**  
Superbe duplex 6 p. + serv.  
6 300 000 F - 01-44-07-07-07

**AV. RENÉ-COTY**  
Immeuble de standing  
STUDIO - 600 000 F  
Tél. : 01-45-21-04-17

**18<sup>e</sup> arrond.**  
Haut Montmartre duplex  
80 m<sup>2</sup>, vue panoramique sud,  
terrasse 10 m<sup>2</sup>, 2 chbres,  
salon, cuis., américaine  
2 750 000 F - 01-42-55-30-84

**Hauts-de-Seine**  
**92**  
**NEUILLY**  
Rue St-James,  
au 1<sup>er</sup> étage  
avec asc., s'ajardin  
dans imm. moderne  
P. de l., calme,  
plein soleil, composé :  
d'une vaste entrée,  
triple séjour + 3 chbres,  
2 bns, 2 WC,  
2 caves. (env. : 145 m<sup>2</sup>)  
3 600 000 F.  
NOTAIRE 01-41-92-08-80

**LEVALLOIS/NEUILLY**  
Grande 2 pièces  
à partir de  
**650 000 F**  
Tél. : 01-34-80-85-33

**Val-de-Marne**  
**94**  
**VINCENNES**  
Près RER et métro  
Immeuble 1982  
STUDIO et 2 PIÈCES  
A partir de  
**11 500 F/m<sup>2</sup>**  
Tél. : 01-43-74-85-58

**MAISONS**  
**BOUGIVAL**  
Rez-de-jardin, dans un hôtel  
particulier, au cœur d'un parc  
arboré, avec piscine, 250 m<sup>2</sup>.  
Gde récep., libellot avec  
chem., 3 ch., 3 bns, cuis.  
amén.  
2 900 000 F  
**PORTES OUVERTES**  
14 et 15 JUIN  
de 10 h à 16 h  
31, rue du Chemin-de-Fer  
**SOTRACIM**  
01-40-71-71-31  
06-09-66-24-14

**ST-CLOUD BONAPARTE**  
Très bon situé, vue Paris.  
Part. vd gde maison 5/5 ch.,  
rén. S-sol plain-pied, s'aj.  
Jard. arboré, 340 m<sup>2</sup>. Prox.  
gare, écoles, 4,8 MF.  
01-46-02-25-58

**YONNE 115 km Paris**  
Par A 6 dans domaine privé,  
compr. tennis, piscine, golf,  
équit. 60 m<sup>2</sup> hab. + 680 m<sup>2</sup>,  
jard.  
Tél. 01-45-77-28-93.

**VIAGERS**  
FRANÇOIS-H. 2 P.,  
7<sup>e</sup> étage, 55 m<sup>2</sup>, bds, Libr.  
Rente 10 000 F/mois. 1 bds,  
60 ans. Sans bouq. Poss.  
vente. Tél. 01-47-75-41-58

**IMMOBILIÈRES**  
Immeubles Paris-Banlieue  
POUR INVESTISSEUR  
FORTE RENTABILITÉ  
AUGUSTE-THOUARD  
01-47-59-23-93

**BOULOGNE**  
IDEAL INVESTISSEUR  
PAVILLONS-SS-BOIS  
FACE GARE et GALERIE  
COMMERCIALE  
Immeuble neuf  
Cabinet d'Assurance  
loué 73 440 F HT/an  
Rentabilité 10 %  
Prix 720 000 F  
Monsieur BREUGNOT.  
01-49-78-18-88.

### PROPRIÉTÉS

**GOLFE DU MORBIHAN**  
SARZEAU - Morak 1 000 m<sup>2</sup>  
sur 5 000 m<sup>2</sup> clos. Murs en  
pierres, toit ardoise. A rénover.  
Intérieur 2,5 M.F.  
03-21-30-28-88.

### LOCATIONS

**OFFRES**  
12<sup>e</sup> PRÈS BONS 2 p., 43 m<sup>2</sup>,  
REC. ETAT. NEUF. Park.  
3 820 + ch. 01-43-61-88-36.  
11<sup>e</sup> BEAU STUDIO 38 m<sup>2</sup>  
+ TERRASSE 20 m<sup>2</sup>. Stand.  
3 830 + ch. 01-43-61-88-36.

**RÉSIDENCE LIBERTY**  
RUE DES PLANTES  
Studios à partir de 8 800 F  
2 P. à partir de 9 800 F  
3 P. à partir de 13 500 F  
Nos prix s'entendent  
charges et services inclus.  
Tél. du lundi au  
vendredi de 9 h à 17 h  
**01-44-86-46-77.**  
PHENIX IMMOBILIER  
GROUPE DES AGF

2<sup>e</sup> BOURSE RUE VIVIENNE  
appts de caractère rénovés  
80 m<sup>2</sup> - 7 500 F ch. comp.  
100 m<sup>2</sup> - 9 800 F ch. comp.  
Tél. 01-53-83-74-81.

**ILE DE LA JATTE**  
**LEVALLOIS**  
RÉSIDENCE RÉCENTE  
DE BON STANDING  
- Studio 37 m<sup>2</sup>, 5<sup>e</sup> ét., cave,  
park. Loyer 4 295 F ch.  
comp. hon. 2 750 F.  
- 2 P. 58 m<sup>2</sup>, 6<sup>e</sup> ét., cave,  
park. Loyer 6 785 F ch.  
comp. hon. 4 345 F.  
- 3 P., 99 m<sup>2</sup>, 6<sup>e</sup> ét., cave,  
park. Loyer 11 190 F ch.  
comp. hon. 7 165 F.  
Tél. de 10 h à 18 h.  
**01-44-86-45-50**  
PHENIX IMMOBILIER  
GROUPE DES AGF

**VILLE D'AVRAY 4 P 90 m<sup>2</sup>**  
refait neuf cuis., équip.  
s.-de-b., s. d'eau, 2 w.c.,  
park. s/sol, cave, 7 300 F  
ch. comp. 01-83-24-94-88.

REPRODUCTION INTERDITE

## Le Monde

### "Immobilier"

2 rendez-vous dans la semaine  
♦ le lundi (daté mardi),  
♦ le mercredi (daté jeudi)

### Prochaine parution

## MERCREDI 11 JUIN 1997

OFFRE DE LANCEMENT  
contactez nous au  
**01.42.17.39.45 (Professionnels)**  
**01.42.17.39.80 (Particuliers)**









# Lionel Jospin écrit à ses ministres

Paris, le 6 juin 1997.

Le Premier ministre à Mesdames et Messieurs les ministres et secrétaires d'Etat

En se prononçant comme ils l'ont fait les 25 mai et 1<sup>er</sup> juin, nos concitoyens ont donné mandat au gouvernement issu de ces élections de reconquérir l'avenir. Qu'il s'agisse de la politique économique et sociale, de la vie quotidienne, de la construction européenne ou du fonctionnement de notre démocratie, ils lui demandent de sauvegarder un choix de civilisation et un modèle social adaptés aux exigences de notre temps, que ne pourrait garantir le seul recours aux mécanismes du marché.

Tel est le pacte démocratique qui vient d'être conclu avec la nation.

Pour honorer un tel pacte, le gouvernement doit faire preuve d'une efficacité et d'une rigueur d'autant plus grandes que les aspirations auxquelles il doit répondre sont plus fortes.

Il y faudra du temps : il n'y a pas d'ambition sans persévérance. Aussi devrez-vous consacrer chaque instant de votre mandat à vos tâches ministérielles. C'est la raison pour laquelle je vous ai demandé de ne pas cumuler vos fonctions gouvernementales avec d'autres activités publiques ou privées.

Conformément à mes engagements, j'ai aussi voulu former un gouvernement resserré, sans effet d'annonce et composé de ministères aux titres et aux compétences claires, afin que l'action gouvernementale puisse s'engager rapidement et efficacement et que les responsabilités soient clairement déterminées.

Je vous demande également d'adopter - tant dans l'exercice de vos responsabilités que dans vos relations avec vos interlocuteurs et les citoyens - le comportement que les Français exigent désormais de ceux qui ont la charge des affaires publiques.

Ce comportement doit être indiscutable sur le plan de la rigueur morale. Il doit allier lucidité et générosité, sens de l'intérêt général et de l'autorité de l'Etat, ainsi qu'une attention de chaque instant aux attentes et aux préoccupations de nos concitoyens.

Cette éthique commandera en particulier le recrutement de vos collaborateurs et leur comportement.

C'est dans cet esprit que je vous invite à vous conformer aux instructions suivantes.

## 1. La programmation du travail gouvernemental

Dans le cadre de ma déclaration de politique générale, chaque membre du gouvernement sera invité à fixer ses priorités et l'échéancier des principales mesures qu'il aura la responsabilité de préparer jusqu'à la fin de l'année civile en cours.

Chacun de vous dressera la liste détaillée des mesures qu'il propose de prendre dans ce cadre, et plus particulièrement de celles d'entre elles qui relèvent de l'ordre du jour du conseil des ministres (projets de loi et communications). Ces listes seront rassemblées par le secrétariat général du gouvernement qui leur donnera une forme homogène.

Le Parlement sera informé par l'intermédiaire du ministre des relations avec le Parlement du programme législatif établi à l'issue de cette procédure.

## 2. Les conditions de préparation des décisions gouvernementales

Chaque ministre et chaque secrétaire d'Etat a la responsabilité de préparer, dans le domaine d'attributions qui est le sien, les décisions que le gouvernement doit prendre. Les décrets d'attributions, qui assignent à chacun de vous des compétences au sein du gouvernement, seront élaborés dans les prochains jours par le secrétariat général du gouvernement, arbitrés par moi-même ou par mon cabinet, puis délibérés en conseil des ministres. J'ai voulu que ces compétences soient simplement et nettement délimitées afin de tirer de nos administrations le meilleur d'elles-mêmes et d'imprimer une parfaite cohérence à l'action gouvernementale.

Lorsque, pour la préparation de telle ou telle mesure relevant de vos compétences, les attributions d'autres membres du gouvernement sont en cause, il vous appartient d'engager sans attendre avec eux les discussions nécessaires. J'insiste sur la nécessité d'une discussion interministérielle préalable à la saisine éventuelle de mon cabinet.

La préparation des décisions suppose, dans d'assez nombreux cas, qu'une concertation ait lieu avec les représentants des intérêts en cause dans la société. Si le déroulement de cette concertation ne doit pas être la source de retards qui seraient inacceptables dans l'intervention des décisions, vous devrez lui consacrer toute l'attention nécessaire. La qualité du dialogue que les pouvoirs publics entretiennent avec les représentants des diverses composantes de la société est à la fois la marque du respect qu'ils lui portent et un gage de réussite de l'action de l'Etat.

Je ne souhaite pas trancher des divergences portant sur des aspects secondaires de l'activité gouvernementale et vous invite à les régler entre vous. Je n'en devrai pas moins être saisi de tout projet de décision importante, ainsi que de tout projet suscitant des différends interministériels persistants.

Vos propositions seront examinées à l'occasion de réunions interministérielles tenues à l'hôtel Matignon, sous ma présidence lorsque votre présence personnelle sera requise ou, plus fréquemment, sous celle d'un membre de mon cabinet.

Ces réunions sont l'occasion pour tous les ministres intéressés de faire valoir leur point de vue avant qu'une décision soit prise. Il importe donc qu'une grande attention soit portée à leur préparation. Les positions que votre département ministériel défend au cours de ces réunions devront être étayées par un bilan argumenté de leurs avantages et de leurs inconvénients.

Je vous réunirai par ailleurs afin de débattre collectivement des orientations de la politique gouvernementale.

Une discrétion exemplaire doit être observée sur les débats interministériels qui précèdent l'adoption des décisions. Les conditions dans lesquelles les décisions prises doivent être annoncées et commentées seront coordonnées par mon cabinet.

La direction de mon cabinet tiendra avec tous les autres directeurs de cabinet, chaque lundi, une réunion consacrée aux questions générales de coordination ainsi qu'à la communication du gouvernement.

Dans une « circulaire relative à l'organisation du travail gouvernemental », publiée au « Journal officiel » du 7 juin et que nous reproduisons intégralement, le premier ministre indique à son équipe les éléments du « pacte démocratique qui vient d'être conclu avec la nation » : entière disponibilité, rigueur morale, discussion et solidarité interministérielles, respect de la Constitution et des droits du Parlement, impartialité de l'Etat

Tous les membres du gouvernement sont engagés par une décision prise et doivent s'exprimer à son sujet de manière solidaire. Cette règle vaut en particulier lors de l'examen d'un projet de loi au Parlement.

## 3. Les travaux du conseil des ministres

Les projets de loi et certains décrets sont adoptés après délibération du conseil des ministres. De même, des communications des ministres et des secrétaires d'Etat, exposant les décisions gouvernementales ou faisant le point de l'action du gouvernement dans un secteur déterminé, sont présentées au conseil des ministres.

Le conseil des ministres est un temps fort du travail gouvernemental et il fournit l'occasion de faire une présentation réfléchie et cohérente des mesures adoptées par le gouvernement. Le conseil des ministres est en outre le pivot de la planification du travail gouvernemental.

C'est au porte-parole du gouvernement qu'incombe la responsabilité première de cette présentation.

Un communiqué écrit est par ailleurs préparé par le secrétaire général du gouvernement, sur la base des projets préparés par les ministres rapporteurs des textes et communications inscrits à l'ordre du jour du conseil.

## 4. L'élaboration des textes législatifs et réglementaires

L'initiative des lois et, sauf dans les cas particuliers où il relève du président de la République, le pouvoir réglementaire appartiennent au premier ministre.

Mais il vous revient, dans votre secteur d'attributions, de préparer les avant-projets de loi et les projets de décret. Cette préparation emprunte les procédures ordinaires du travail gouvernemental. Elle vous impose en particulier de fonder sur une étude d'impact argumentée le choix des mesures envisagées. Cette étude sera réalisée en amont du processus décisionnel et progressivement affinée.

La consultation du Conseil d'Etat est obligatoire dans la préparation de certains textes. Il faut tenir le plus grand compte des avis donnés par celui-ci. Il s'agit d'abord d'assurer le respect du droit. Il s'agit aussi de rendre les textes parfaitement conformes à l'objectif poursuivi et d'assurer leur intelligibilité et leur lisibilité, comme leur correcte insertion dans l'ordonnement juridique.

Dans l'élaboration des projets de loi, vous veillerez au strict respect de la Constitution et de la jurisprudence du Conseil constitutionnel.

Je vous demande à cette fin :

- de faire étudier attentivement par vos services les questions de constitutionnalité que pourrait soulever un texte en cours d'élaboration et de saisir le secrétariat général du gouvernement suffisamment à l'avance pour lui permettre de se livrer également à cette étude ;

- de prévoir un calendrier des travaux préparatoires laissant au Conseil d'Etat le temps de procéder à un examen approfondi du projet. Sauf urgence, la transmission du projet au Conseil d'Etat par les soins du secrétariat général du gouvernement devra précéder d'au moins quatre semaines sa délibération par le conseil des ministres. Vous ne devez pas hésiter à exposer au Conseil d'Etat les questions de constitutionnalité que vous avez rencontrées au cours de l'élaboration du projet qui lui est soumis ;

- de tenir informé le secrétariat général du gouvernement des amendements présentés au cours des débats parlementaires et susceptibles de poser des questions de constitutionnalité, afin d'organiser, en tant que de besoin, des réunions interministérielles destinées à prévenir tout risque contentieux.

En outre, je vous invite, dans le cadre de vos responsabilités législatives, à vous garder de deux périls :

- a) La durée de vie des textes est en constant raccourcissement parce que, préparés et débattus avec une hâte excessive, les imperfections qu'ils contiennent imposent des rectifications.

S'agissant des lois, vous vous efforcerez donc de laisser au Parlement le temps de débattre.

Sauf urgence avérée, vous devrez prévoir des délais d'examen par le Parlement sensiblement plus importants que ceux qui ont été observés au cours des années passées. J'ai donné en ce sens des instructions particulières au ministre des relations avec le Parlement ;

- b) Nos concitoyens sont justement irrités par le nombre et la complexité des règles que l'Etat leur impose, ainsi que par la difficulté d'y avoir accès.

Le resserrement du lien social et la sauvegarde de l'intérêt général justifient l'adoption de nouvelles règles ou la modification des règles existantes. La production de normes juridiques n'en doit pas moins éviter certaines dérives : dispositions nouvelles se superposant, sans s'y insérer de façon claire, aux dispositions existantes ; textes obscurs suscitant toutes sortes de difficultés d'interprétation et d'application ; procédures inutilement complexes portant en germe des développements contentieux ; ambiguïtés volontaires engendrées par une pratique mal maîtrisée de la concertation ; dispositions sans contenu normatif n'ayant leur place que dans les exposés des motifs ou les débats ; recours à un langage codé connu des seuls initiés dominant à l'administration et à quelques spécialistes un monopole d'interprétation.

## 5. Le fonctionnement des départements ministériels

Sauf exception, les administrations déconcentrées sont placées sous l'autorité du préfet. Celui-ci représente, au plan local, le gouvernement et chacun des ministres. Il lui appartient, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1998, de prendre, dans la généralité des cas, les décisions administratives individuelles.

Il est indispensable que votre action tire parti de la connaissance des réalités locales dont dispose le préfet et de sa capacité à traduire concrètement sur le terrain les décisions du gouvernement.

## 6. Les nominations aux emplois publics

L'Etat doit être impartial.

En conséquence, le gouvernement doit faire une stricte application de l'article 6 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, en ne prenant en considération, dans les nominations auxquelles il procède, que les talents et les compétences des intéressés.

Les nominations aux plus hauts emplois publics sont faites par décret du président de la République, le plus souvent pris en conseil des ministres. Dans la préparation de ces nominations, vos propositions doivent m'être adressées au plus tard le jeudi précédant le conseil des ministres, lorsque la nomination doit être délibérée en conseil des ministres.

## 7. La participation des membres du gouvernement aux travaux du Parlement

Les membres du gouvernement doivent donner la priorité à leur participation aux travaux du Parlement, qu'il s'agisse de défendre la position du gouvernement dans les discussions conduisant au vote des lois ou de répondre aux questions des députés et des sénateurs.

1. Présenter un projet de loi au Parlement constitue une responsabilité éminente d'un membre du gouvernement.

L'expérience montre clairement que le débat parlementaire contribue de façon décisive à l'élaboration de la loi. Aussi la qualité d'un texte est-elle indissolublement liée au bon déroulement des travaux parlementaires, ce qui impose un dialogue constant avec le Parlement et exclut toute précipitation.

Votre participation à ces travaux exprimera la position qui, eu égard à l'évolution du débat, est la plus conforme à l'esprit des délibérations interministérielles préalables au dépôt du texte.

Les ministres chargés de soutenir la discussion des projets de loi sont désignés dans le décret de dépôt du projet devant le Parlement. Mais seul le ministre chargé des relations avec le Parlement est habilité à agir pour la mise en œuvre des prérogatives du gouvernement relatives à la programmation des travaux de chacune des deux assemblées. C'est donc à lui qu'il aura lieu de faire part de vos souhaits sur ce sujet.

Les autres prérogatives du gouvernement dans la procédure d'élaboration des lois relèvent normalement du premier ministre. Il vous revient toutefois d'exercer, au nom du gouvernement, le droit de déposer et de défendre des amendements. Mon cabinet doit être saisi pour décision de la position à adopter lorsque l'exercice du droit d'amendement, y compris à l'initiative des parlementaires, peut conduire à revenir sur une disposition importante d'un projet de loi ou sur un arbitrage que j'aurais rendu dans la mise au point de ce projet ou à introduire dans le texte en discussion des dispositions dont la conformité à la Constitution pourrait être contestée.

A ce dernier titre, il convient de veiller, avec le concours du secrétariat général du gouvernement, à tous les stades de la procédure parlementaire, aux exigences du respect de la Constitution :

2. La participation des membres du gouvernement aux séances de questions, à l'Assemblée nationale comme au Sénat, constitue une obligation, ces séances représentant un temps fort dans les relations entre le gouvernement et le Parlement.

Par ailleurs, les membres du Parlement se plaignent des délais trop importants mis pour répondre à leurs questions écrites, qui constituent une modalité importante de l'exercice par le Parlement du contrôle de l'activité gouvernementale. Un délai d'un mois est donné aux ministres pour répondre à ces questions ; la faculté vous est offerte de différer votre réponse d'un délai supplémentaire d'un mois, mais il ne doit pas en être fait un usage excessif.

## 8. Conseil économique et social

Le Conseil économique et social est consulté par le gouvernement sur des questions de caractère économique et social ou sur les projets de loi de programme de caractère économique et social dans les conditions prévues par l'article 70 de la Constitution.

Les demandes d'avis ainsi soumises au Conseil économique et social sont présentées par le premier ministre.

La participation des ministres aux séances plénières du Conseil économique et social constitue pour eux une obligation lorsque l'ordre du jour comprend des sujets relevant de leurs attributions.

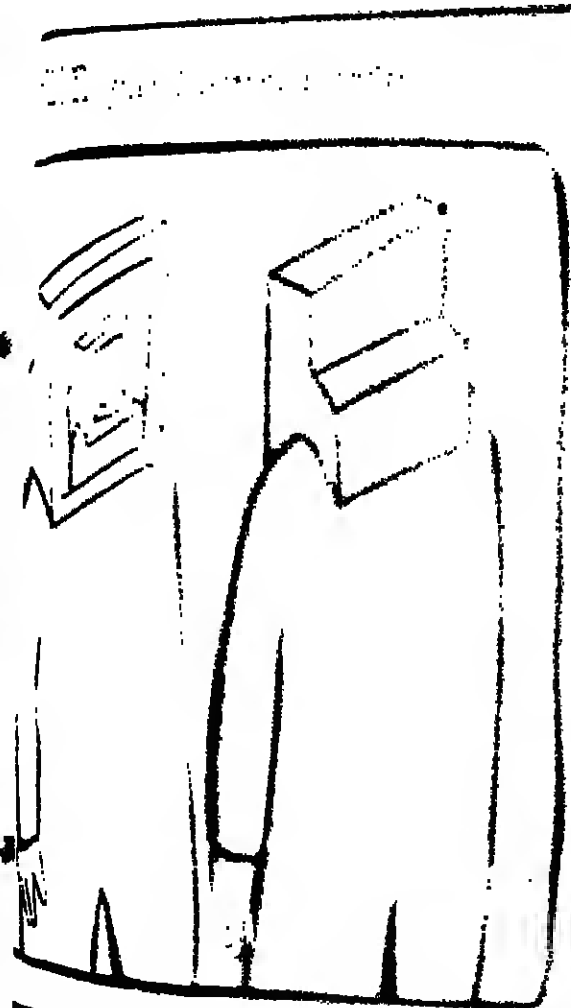
## 9. Publication au « Journal officiel »

Le secrétariat général du gouvernement assure la publication de tous les textes émanant des ministères. Préablement à leur publication, les textes font l'objet d'un ultime examen par ses soins et par le cabinet du premier ministre.

Ces règles méthodologiques peuvent vous paraître formelles. Elles n'en sont pas moins indispensables à la réussite de l'action du gouvernement.

Lionel Jospin

... nouvelle fois... gouvern...



socialisme  
de l'Europe  
l'Etat-nation



# ses ministres

## Une nouvelle fois, « gouverner autrement »

**GOUVERNER AUTREMENT :** tous les premiers ministres de ces dernières années en ont rêvé, ayant compris depuis longtemps que la superbe dans laquelle s'enferment trop souvent les hommes de pouvoir n'est plus supportable.

Pour Lionel Jospin, qui a fondé son entreprise depuis cinq ans sur l'affirmation d'une éthique et d'une pratique « citoyenne » du pouvoir, c'est encore plus important que pour ses prédécesseurs. C'est pourquoi, trois jours après la nomination de ses ministres, il a tenu à leur envoyer une circulaire sur « l'organisation du travail gouvernemental » et, s'inspirant d'une démarche semblable de Michel Rocard, il a fait publier ce texte au Journal officiel, le 7 juin.

Par ce geste, M. Jospin démontre qu'il tient compte de l'une des principales raisons de l'échec d'Alain Juppé et qu'il mesure l'étroitesse de sa marge de manœuvre économique et financière. Faute de pouvoir réduire rapidement le chômage ou augmenter brutalement les salaires, il doit démontrer que son équipe sera à l'écoute des aspirations des Français, que ses ministres sauront dialoguer avec leurs concitoyens — au lieu de leur imposer des solutions toutes

prêtes —, que les membres de son gouvernement ne formeront plus le « gang des R 25 », mais se comporteront en femmes et en hommes comme les autres.

Le constat n'est pas nouveau. La conclusion à en tirer n'est plus. Edouard Balladur, en 1993, Jacques Chirac, en 1995, les avaient déjà faits leurs. Le premier ministre de la deuxième cohabitation n'avait pas publié la circulaire qu'il avait adressée à ses ministres, mais il les avait tous réunis, au lendemain même de leur nomination, pour leur faire part de ses directives : solidarité, esprit d'équipe, réduction du train de vie de l'État, tout particulièrement des crédits de fonctionnement des cabinets ministériels.

Vrai « patron » de l'ancienne majorité gouvernementale, M. Chirac n'avait pas laissé à son premier ministre le soin de fixer la ligne de conduite. Dès la première réunion du nouveau conseil des ministres, le 20 mai 1995, le président de la République avait fait part de ses consignes en une intervention dont le texte avait été rendu public : il fallait changer « d'état d'esprit et de comportement » ; la « madestie » devait donc être la règle ; le protocole devait être simplifié, le Groupe-

ment de liaisons aériennes ministérielles (GLAM) supprimé ; les « responsables politiques » étaient invités à se comporter comme des « citoyens exemplaires » ; les cabinets ministériels seraient allégés.

**DES CONSIGNES DE BON SENS**

A en juger par le résultat de la dissolution de l'Assemblée nationale, la majorité des électeurs n'a pas été convaincue que ces directives ont été suivies d'effet. Le nouveau chef du gouvernement ne peut donc ignorer qu'il court, comme son prédécesseur, le risque de décevoir sur ce plan aussi. C'est pourquoi au début de sa circulaire, il souligne l'importance de l'enjeu : pour traduire dans les faits le « choix de civilisation », il faudra, certes, du « temps », mais surtout de l'« efficacité » et de la « rigueur ».

Bien des consignes de M. Jospin ne sont que de bon sens. Elles ne sont souvent, d'ailleurs, que la reprise, parfois mot pour mot, de celles qui figuraient dans la circulaire de M. Rocard du 25 mai 1983.

Ainsi en est-il du strict respect de la Constitution. Il en est de même pour la volonté de mettre fin à l'inflation législative et à une rédaction des textes qui les rend abstrus aux non-spécialistes : depuis des années, chacun est conscient de cette dérive, mais la complexité des sociétés modernes sert trop souvent d'alibi à des administrations qui n'ont pas forcément intérêt à y mettre fin.

Le respect des droits du Parlement ne devrait pas, non plus, devoir être rappelé. M. Jospin le fait, pourtant, après bien d'autres. C'est que les ministres, quels qu'ils soient, ont trop souvent tendance à voir dans les débats à l'Assemblée nationale et au Sénat une gêne, qui vient contrecarrer le savant équilibre auquel ils sont parvenus, dans la mise au point d'un projet de loi, après de délicates négociations avec les représentants des intérêts concernés et de difficiles arbitrages avec les autres départements ministériels. Le premier ministre, il est vrai, insiste, dans le même temps, sur la nécessité « concertation » avec les syndicats et les associations, mais sans reprendre la formule rocardienne de la « société civile », à laquelle il n'a jamais prêté beaucoup de sens.

Le rappel de l'impartialité de l'État fait aussi partie des leitmotivs de tout nouveau pouvoir. Après l'actuel président de la République, en mai 1995, le nouveau premier ministre l'entend à son tour en citant, comme M. Rocard, la Déclaration des droits de

l'homme, qui proclame que les nominations ne peuvent prendre en compte que « les talents et les compétences ». Là encore, seule la démonstration par les faits permettra de vérifier si ce précepte est, pour une fois, respecté.

Le climat politique et les « affaires » conduisent M. Jospin à être, en revanche, beaucoup plus précis que ses prédécesseurs dans ses consignes sur le « comportement » des ministres et de leurs collaborateurs. « Indiscutable sur le plan de la rigueur morale », un ministre doit démontrer une « attention de chaque instant aux attentes et aux préoccupations de nos concitoyens ». C'est là l'« éthique » dont M. Jospin s'est fait une image et dont l'oubli avait coûté cher aux socialistes, puis à la droite.

La particularité de la méthode Jospin est ailleurs. Dans un savant dosage de concertation et d'antirrité, le premier ministre assure qu'il réunira les membres de son gouvernement « pour débattre collectivement ». Il rappelle l'importance du travail du conseil des ministres, alors même qu'il est présidé par le chef de l'État. Les ministres sont priés de résoudre entre eux, le plus souvent possible, les conflits qui pourraient surgir, mais, à chaque étape de l'élaboration des textes et dans la préparation de chaque décision importante, ils devront avertir Matignon.

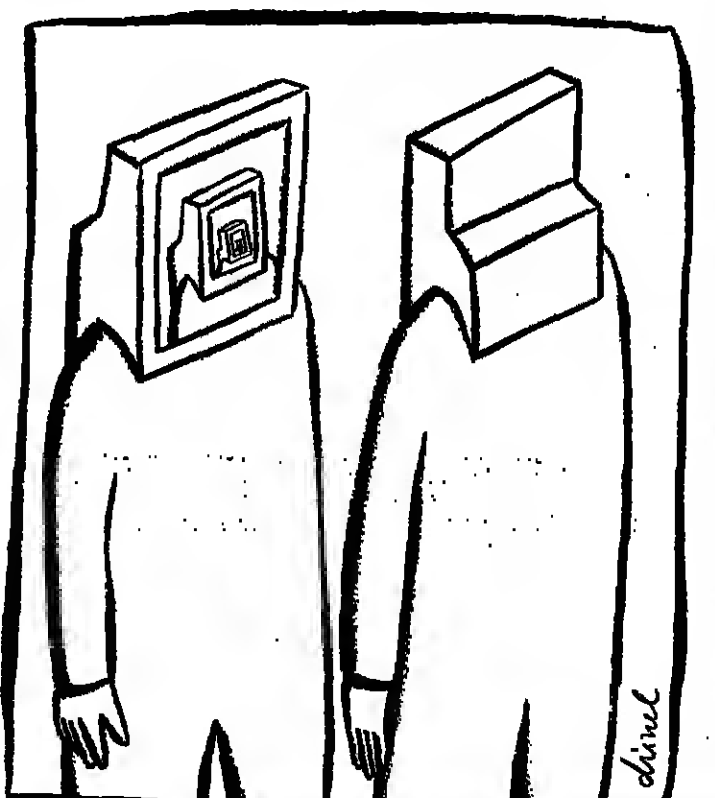
**LA RÈGLE DU SILENCE**

Le cabinet du premier ministre coordonnera, en outre, la communication des membres du gouvernement, comme cela était le cas du temps de M. Balladur. Les ministres sont fermement invités, aussi, à faire preuve de solidarité et à une « discrétion exemplaire » sur les discussions dans les comités interministériels. L'époque est révolue où Pierre Mauroy, alors chef du gouvernement — dans un article intitulé « Gouverner autrement », publié dans *Le Monde* daté 19-20 avril 1992 — plaçait pour le droit des ministres de participer au débat public avant qu'une décision ne soit prise. La règle du silence vaut pour les ministres socialistes, mais aussi pour ceux des partis alliés au PS.

La cohabitation et l'existence d'une majorité composite à l'Assemblée nationale imposent une telle discipline. Comme l'ordonne l'article 21 de la Constitution, le premier ministre entend bien être celui qui « dirige l'action du gouvernement ».

Thierry Brétier

### Réflexion par Lionel Portier



## Les socialismes entre l'Europe et l'Etat-nation

Suite de la première page

On est loin de la vision d'un Jacques Delors dont le Livre blanc de 1993 proposait de véritables actions communes pour faire jouer les possibilités du marché intérieur en faveur de l'emploi, et qui a regretté publiquement vendredi que la démarche britannique continue de privilégier la coopération sur l'intégration.

Lors de son intervention, Lionel Jospin a donné à Tony Blair une réplique presque caricaturale en ramenant sa défense de la solidarité à celle du modèle français du service public. Le premier ministre français, qui a exigé de ses collègues qu'ils prennent en compte dans la définition de leurs politiques, notamment concernant l'Union monétaire, les promesses qu'il a faites pendant sa campagne électorale, a interrogé une partie de l'assistance en se lançant dans une apologie en règle de l'Etat-nation « Les Etats nationaux restent le cadre de référence, l'Etat national est le lieu de la démocratie (...), le cadre de la solidarité. Cela veut dire qu'un a des devoirs vis-à-vis des autres. Si on raisonne en termes de marché, de réseaux, on n'a pas ces devoirs. Les décisions y sont prises sans référence aux réalités nationales », a-t-il souligné lors du point de presse qu'il a tenu avant de quitter Malmø.

MM. Blair et Jospin se sont attelés, à la clôture des travaux, une

réplique de Massimo D'Alema, l'homme-clé de la coalition de l'Olivier, qui gouverne actuellement en Italie. Appelant la gauche à se rassembler sous la bannière des socialistes pour assumer un rôle de guide en Europe, M. D'Alema a plaidé pour des changements radicaux, notamment sur le plan institutionnel, pour insuffler de la vie dans l'Union européenne, raisonner les craintes des gens et surmonter les égoïsmes nationaux. « Il ne faut pas éveiller des illusions en donnant le sentiment qu'on peut se reposer derrière les frontières nationales », a-t-il averti, en plaçant pour une Europe forte, capable de tenir sa place dans le monde. « Après la victoire des socialistes en Grande-Bretagne et en France, si on devait voir l'Europe s'effriter, ce serait une erreur historique », a-t-il encore ajouté.

**ADAPTATION DU MODÈLE SOCIAL**

Dans leurs différences, les partis socialistes se sont malgré tout entendus sur les termes d'une déclaration énonçant quelques lignes directrices pour leur action future. D'abord, ils confirment leur soutien à l'introduction d'une monnaie unique, comme prévu en 1999, « selon les termes définis dans l'article 104 et ses subdivisions du traité de Maastricht ». Ils souhaitent que le plus grand nombre possible d'Etats en fasse partie. La stabilité monétaire, de même que la coordination économique et sociale au niveau européen, doivent servir à la croissance et à l'emploi. Les socialistes estiment également nécessaire d'améliorer la qualité du travail en investissant davantage dans la recherche et l'éducation, en utilisant les nouvelles technologies, en rendant la vie professionnelle plus

souple, en réaménageant le temps de travail avec l'accord des partenaires sociaux. « Nous voulons promouvoir un nouveau modèle socio-économique (...) qui soit suffisamment souple pour consolider la position de l'Europe dans le monde, sans toutefois porter préjudice à nos normes sociales et environnementales », énonce la déclaration.

Entre le modèle blairiste, qui se réclame encore tout juste de la gauche, et la défense par Lionel Jospin du rôle de l'Etat dans l'organisation de la solidarité, les débats n'ont fait apparaître une volonté assez générale de préserver un modèle social européen basé sur la solidarité, mais en adaptant le fonctionnement de l'Etat-providence pour le rendre plus efficace et financable dans un contexte mondial plus concurrentiel. Cette adaptation n'exclut pas des interventions étatiques, qui pourraient d'ailleurs être menées au niveau européen, à condition qu'elles soient soigneusement ciblées. Les propositions, contenues dans le livre blanc publié par la Commission européenne, en 1993, sous la présidence de Jacques Delors, de financer au niveau européen des travaux d'infrastructure, des actions en faveur de la recherche, de l'éducation, trouvent parmi les socialistes un écho favorable.

Mais l'heure n'est plus au « tout-Etat » et à la défense du service public à la française ne fait pas recette à l'heure où la plupart des gouvernements de gauche cherchent précisément, là où cela n'a pas encore été suffisamment fait, comme en Autriche et en Italie, à dégager l'Etat des tâches qui ne paraissent plus lui incomber directement. L'heure est à la responsabilité de l'individu, à souligner le premier ministre danois,

## Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05  
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F  
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90  
Internet : <http://www.lemonde.fr>

EDITORIAL

## Helmut Kohl en difficulté

**L**e monde s'écroulerait-il autour de lui, Helmut Kohl ne changerait pas d'un iota son discours sur la monnaie unique : l'introduction de l'euro doit respecter et les critères de convergence et le calendrier. Malgré les difficultés qui s'accumulent, le chancelier s'en tient à ce langage visant à rassurer ses compatriotes sur sa fermeté et ses partenaires sur son engagement européen.

Sa situation devient pourtant de plus en plus difficile. A l'extérieur, le résultat des élections françaises risquent de remettre en cause les modalités arrêtées pour la marche vers l'union monétaire. La victoire de la gauche a tempéré l'admiration exprimée par Helmut Kohl à Jacques Chirac au lendemain de la dissolution.

Ce contre-temps intervient à un moment où la coalition composée des chrétiens-démocrates et des libéraux est elle-même fragilisée. Le ministre des finances, Theo Walger s'est rendu célèbre par son interprétation stricte du traité de Maastricht : « 3 % [de déficit public], ça veut dire 3000 % ». Or il ne sait pas comment combler les trous qu'il découvre pratiquement tous les jours dans le budget de l'Etat. Il manquera cette année 10 milliards de Deutschmarks (33 milliards de francs) dans les caisses publiques pour que l'Allemagne respecte le critère des 3 % de déficit par rapport au PNB. Les raisons en sont simples ; la croissance plus faible que prévu a réduit les rentrées fiscales et l'augmentation du chômage

a fait exploser les dépenses sociales.

Le budget de 1998 paraît encore plus difficile à boucler. Ayant échoué à convaincre la Bundesbank qu'une réévaluation du stock d'or était une pratique parfaitement conforme à l'orthodoxie financière, le gouvernement de Bonn a dû chercher d'autres moyens. Pour 1997, il a renoncé à augmenter les impôts car les libéraux y sont totalement opposés. Aussi va-t-il couper dans les budgets sociaux et accélérer les privatisations, une voie exactement inverse de celle qu'annonce le nouveau gouvernement français. Pour l'année prochaine, si le ministre des finances n'exclut pas une hausse de certaines taxes, le gouvernement voudrait surtout mener à bien sa réforme fiscale, bloquée par l'opposition social-démocrate majoritaire à la Chambre des États. Mais cette réforme ne résoudra pas tous les problèmes ; en allégeant la pression fiscale, elle risque au contraire d'accroître les déficits publics.

1998 est en Allemagne une année électorale. Le renouvellement du Bundestag doit avoir lieu l'automne, six mois après que la liste des premiers pays qualifiés pour l'euro aura été arrêtée. Déjà proclamé « chancelier de l'unité allemande », Helmut Kohl voudrait couronner sa vie politique par un titre de chancelier de l'unité européenne. Il aura de plus en plus de mal à convaincre ses compatriotes, dont l'hostilité à l'euro a tendance à se muer en euroscepticisme général.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE

Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani  
Directeur : Jean-Marie Colombani / Dominique Auby, directeur général ; Noël-Jean Rogerson, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Robert Flémet  
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhoteau, Robert Solé  
Rédacteurs en chef : Jean-François Besset, Bruno de Camas, Pierre Georges, Laurent Gribbenet, Erik Izraelovitch, Michel Kaiman, Bernard Le Gendre  
Directeur adjoint : Dominique Raynaud  
Rédacteur en chef technique : Eric Anin  
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Mémoires / Thomas Bernuzzi

Directeur exécutif : Eric Faltoux / directeur délégué : Anne Chaussebourg  
Conseiller de la direction : Alain Rollat / directeur des relations internationales : Daniel Jernet  
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Cornu, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Berni, Michel (1964-1969), Jacques Fauriol (1969-1972), André Laurens (1972-1975), André Fontaine (1975-1978), Jacques Lecaillon (1978-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1894.  
Capital social : 961 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert Berni-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs.  
Le Monde Presse, Kina Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

## IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

### La plus grande gare de Paris

L'ESPLANADE des Invalides, que les tonalités disparates d'une fête foraine arrachent parfois à sa majestueuse torpéur, est aujourd'hui un des centres les plus tumultueux, les plus envahis de la capitale. Il a suffi, pour opérer cette métamorphose, que les trains cessent de rouler. L'esplanade est devenue la plus grande gare de Paris, la tête de ligne des trafics aérien et routier. Toutes les voitures réquisitionnées par le ministère des transports ou mises à la disposition du public par le syndicat des transporteurs routiers viennent prendre là des voyageurs pour les principales directions.

Les conducteurs pénètrent dans la gare des Invalides. Là, des ingénieurs du service routier enregistrent leur offre, leur indiquent un point de stationnement, en attendant de diriger sur leurs véhicules une clientèle qui ne manque pas. Parallèlement, il y a de nombreux cars venus de province, et qui repartent remplis de voyageurs.

Le spectacle ne manque ni de couleur ni d'imprévu. Des cars de luxe, étincelants et racés, aux longues lignes aérodynamiques, faits pour les riches touristes et les noces extasiées, y voisinent familièrement avec de simples camions bâchés affectés d'ordinaire au transport des marchandises. Un camion de maraîcher démarre pour l'Auvergne, bourré de passagers silencieux, aux mines sombres, qui se demandent sans doute quand ils arriveront. Le chauffeur, un optimiste, les rassure : « D'ici vingt-quatre heures, sauf imprévu... » Un imprévu qui peut durer facilement deux jours. (10 juin 1947)

## Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC ou 06-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur Compuserve : GO LEMONDE  
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 06-36-68-03-78

0531 71141



Paul Romer, professeur à l'université Stanford (Californie)

# « Le truc, c'est d'apprendre à gérer le changement, à ne pas en avoir peur »

L'économiste américain veut convaincre qu'une « nouvelle croissance » est à l'œuvre dans le monde, qui nécessite un subtil mariage entre le marché et l'Etat

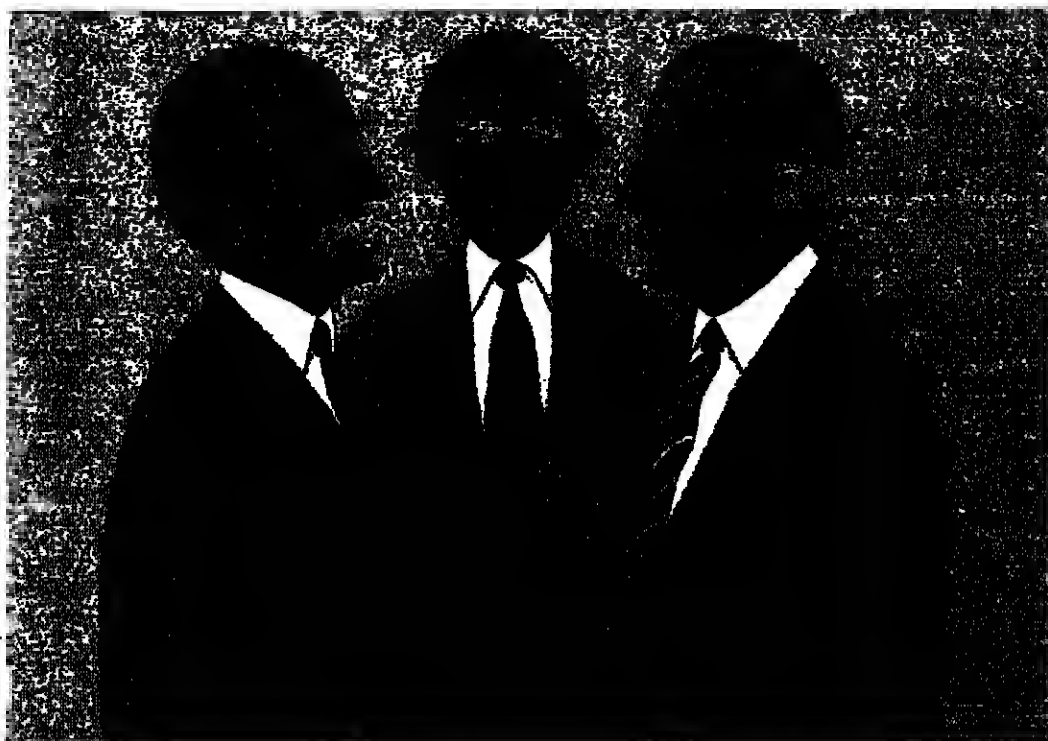
« Vous travaillez depuis quinze ans sur les différences entre l'économie d'aujourd'hui, celle de l'information, dont le savoir et la technologie sont le moteur, et l'économie classique, ou économie physique. Ces différences sont, selon vous, à l'origine d'une nouvelle forme de croissance. Qu'y a-t-il de nouveau ?

« Le savoir et les idées ont toujours été essentiels à l'activité économique. Ce qui est nouveau, c'est que la proportion de l'économie qui est consacrée à la production d'idées est en hausse constante. Cela implique une autre approche de la croissance.

« Aujourd'hui, on a réalisé que l'on pouvait appliquer les outils économiques à la production d'idées. Jusqu'ici, on disait : il est essentiel de continuer à trouver de nouvelles idées, de nouvelles recettes pour accommoder les ingrédients existants afin d'accroître leur valeur, mais on n'utilisait les outils économiques que pour l'étape de l'exécution des recettes : le capital humain, le capital physique, etc. Ce que je fais - avec d'autres -, c'est travailler sur l'étape antérieure : sur le pouvoir du monopole, sur la recherche publique, sur l'organisation de l'économie, dans le but de savoir comment accélérer le processus de découverte de nouvelles recettes. Le savoir alimente le savoir, c'est-à-dire que plus nous apprenons, plus nous sommes capables de découvrir de nouvelles choses. Et contrairement aux ressources physiques, le nombre de choses à découvrir est illimité.

« Quels effets cela a-t-il sur l'économie ?

« L'économie physique est caractérisée par la loi des rendements décroissants, à cause de la rareté des matières premières. L'économie des idées, elle, entraîne des rendements croissants : développer un logiciel coûte cher en recherche, en essais, etc. Mais la production ne coûte presque rien ; le coût baisse à chaque unité,



DESIR SELON

ce qui est une forme de rendement croissant.

« Comment l'industrie de la haute technologie vit-elle cette croissance ?

« S'il suffisait de fabriquer, toujours plus, la même chose pour avoir de la croissance, le monde n'aurait guère besoin de changer. Chaque entreprise ou magasin vendrait 10 % de plus tous les ans et personne ne ferait faillite. Mais ce n'est pas comme ça que cela se passe. Lorsque l'on découvre de nouvelles formules pour utiliser des ressources rares, cela implique des changements dans la manière dont nous travaillons : la croissance est toujours associée au changement. Or tout le monde aime la croissance, mais personne n'aime le changement. C'est le défi, je crois, auquel nous sommes tous confrontés aujourd'hui dans le monde.

« Prenez Digital Electronics.

Voilà une entreprise qui a grandi très rapidement, qui a fait des milliards de dollars dans le secteur des micro-ordinateurs. Mais on a trouvé une méthode légèrement différente d'accueillir le silicium et le cuivre, les industries du logiciel et du matériel se sont réorganisées, et Digital a dû licencier beaucoup de monde. Grâce à ces procédés, j'ai un outil informatique bien plus puissant aujourd'hui sur mon bureau. Mais cela veut dire que plein de gens ont perdu leur emploi chez Digital et chez IBM, et que d'autres gens ont trouvé un emploi chez Microsoft ou chez Intel. Et puis un jour quelqu'un viendra et prendra la place de Microsoft car, comme toutes les grandes institutions, Microsoft aura du mal à rester à la pointe du changement.

« L'un des signes de la vigueur de l'économie américaine est la facilité avec laquelle se créent les petites entreprises, les start-ups, en particulier dans la haute technologie. Quel rôle y jouent les idées ?

« C'est justement ce qui caractérise les start-ups. Un bon programmeur, quel qu'il soit, a une bonne idée sur le moyen de construire un nouvel accès à Internet, par exemple, ou qui conçoit une nouvelle application d'un produit pharmaceutique, tous ces gens peuvent démarrer une entreprise avec beaucoup moins d'argent qu'il n'en fallait pour une usine sidérurgique ou automobile. Et le capital-risque est là pour ça.

« Ce qui est intéressant aussi, c'est le nombre de gens qui créent une start-up et échouent. En Europe, me dit-on, la faillite est quelque chose de honteux, qui vous marque à jamais. Ici, dans la Silicon Valley, la plupart des start-ups se cassent la figure mais personne ne vous regarde de travers : c'est presque un motif de fierté. Car les gens ici ont appris à vivre le changement. Ils changent d'emploi, d'entreprise ; les entreprises naissent et meurent. Quand l'entreprise meurt, les gens vont dans une autre. Ils savent qu'ils ont du talent, alors ils vont travailler ailleurs que l'entreprise meure ou pas ne les inquiète pas vraiment. Vous créez une entreprise, vous embauchez, ça ne marche pas, vous licenciez ; les salariés vont travailler ailleurs et vous n'avez pas l'entreprise sur le dos pour le reste de vos jours. C'est une région où l'on a parfaitement assimilé l'idée selon laquelle la croissance et le changement vont de pair. Le truc, c'est d'apprendre à gérer le changement, à s'assurer contre le changement, mais ne pas en avoir peur ni le laisser vous paralyser.

« Vous pensez à l'Europe ?

« Oui, mais aussi à l'est des Etats-Unis, où l'on a un peu moins confiance dans l'avenir qu'en Californie. L'un des grands défis pour ces régions et pour l'Europe est de convaincre les gens que l'on peut surfer sur la crête de la vague, l'accompagner et, tous, en bénéficier. Mais cela demande du travail, comme pour un athlète, on ne peut pas se laisser aller.

« L'Etat a-t-il un rôle à jouer dans la production des idées comme moteur économique ?

« Absolument. Aux Etats-Unis, le département de la défense a décidé dans les années 50 qu'il voulait créer une discipline académique, la science informatique. Il est allé voir quelques universités, Berkeley, Stanford, Carnegie Mellon, le MIT... et y a financé l'effort de chercheurs et d'enseignants. Sans cela, ces gens, qui ont fini par créer l'Internet, se seraient mis aux maths ou à la physique. L'Etat a donc un rôle crucial à jouer en formant les générateurs d'idées du futur. Mais ce n'est là, malheureusement, qu'une pièce du puzzle. Il faut aussi avoir la ressource humaine, un secteur privé qui offre des débouchés et, dans le meilleur des cas, la possibilité de créer sa propre entreprise.

« Nous avons parlé du processus de créations de nouvelles entreprises comme l'une des forces de l'économie américaine. Elles donnent une grande souplesse au système : s'il s'avère subitement que la technologie prend la voie du World Wide Web, tout un tas de nouvelles entreprises peuvent aussitôt s'engager dans cette voie. Il y a cinq ans, personne ne pouvait prédire ce qui se passerait avec Internet ; même Microsoft s'est trompé, mais a pu redresser la barre. Avoir une multitude d'entreprises sur le marché assure une grande diversité.

« La recherche publique pêche souvent par manque de diversité. En France, par exemple, les pouvoirs publics ont regardé le Minitel et se sont dit : c'est là-dessus qu'il faut miser - et, à l'époque, c'était sans doute un très bon pari. Mais il est si difficile de prévoir en la matière qu'il aurait été plus sage de prendre cent paris différents pour pouvoir être présent sur celui qui réussirait. La bonne stratégie de recherche et développement est celle qui encourage la diversité. L'autre faiblesse du secteur public, c'est que, non content de mettre tous ses œufs dans le même panier, il s'y accroche parce qu'il y a investi tellement d'argent qu'il ne peut pas lâcher : nous appelons ça « l'erreur Concorde ». La loi du profit, elle, vous oblige à abandonner vos erreurs.

« Vous avez évoqué les succès de la croissance américaine. Elle a aussi des revers, comme les inégalités et la faible hausse de la productivité.

« La productivité est la grande

énigme. Les statistiques disent que notre économie a ralenti depuis les années 70, mais le problème pourrait bien provenir des statistiques plutôt que de l'économie : de plus en plus d'indices nous disent que l'on ne mesure peut-être pas la croissance correctement, qu'elle pourrait être aussi forte que dans les années 50 et 60. Ce qui est indéniable, c'est que les inégalités se sont aggravées aux Etats-Unis et nous savons en partie pourquoi : le changement technologique profite aux gens les plus instruits, les mieux formés, mais handicape ceux qui ne le sont pas.

« L'un des défis de nos sociétés, c'est de continuer à élever le niveau d'éducation de manière à ce que tout le monde puisse bénéficier du changement technologique. On peut aussi, en formant un maximum de gens, faire en sorte que les non-instruits soient de moins en moins nombreux, afin de pouvoir augmenter leurs salaires. Au Japon et en Europe, le ralentissement de la croissance était prévisible, il est intervenu à mesure que ces pays rattrapaient l'avance technologique des Etats-Unis. Chez nous, on avait l'habitude de dire que ce ralentissement dénotait un dysfonctionnement de l'économie, mais on est en train de s'apercevoir que c'est faux.

« Pourquoi ?

« Prenons l'exemple d'un magasin discount qui vend les chemises 20 % moins cher. Cette forme nouvelle de vente au détail permet aux gens à bas revenus de s'acheter des chemises qu'ils ne pouvaient s'offrir et donc d'améliorer leur niveau de vie, ou de consacrer une partie de leur revenu à autre chose qu'à des chemises. Or nos instruments statistiques continuent de mesurer le coût des chemises dans les magasins traditionnels. Nous avons surestimé la hausse des prix et sous-estimé celle du niveau de vie réel.

« Que répondez-vous à ceux qu'inquiète la mondialisation ?

« Il faut distinguer deux choses. D'abord, il faut convaincre les gens que l'avenir va apporter une amélioration du niveau de vie, comme cela s'est fait dans le passé. Aujourd'hui, aux Etats-Unis, même les plus pauvres vivent mieux qu'avant. Et, dans ce contexte, il faut convaincre les Européens et les Américains que le fait que les Chinois ou les Indiens soient plus riches ne leur portera pas préjudice. C'est là que la différence entre les ressources physiques finies et les idées est fondamentale : si notre richesse, aux Etats-Unis, provenait de notre bois ou de notre uranium, l'enrichissement des autres se ferait à notre détriment. Mais si nous avons des idées sur la façon de vendre des chemises moins chères, de faire de nouveaux médicaments, de la meilleure nourriture, des voitures qui polluent moins, alors le reste du monde peut utiliser ces idées sans que cela ne nous ôte quoi que ce soit. Nous pouvons même gagner de l'argent en vendant ce savoir. Et, un jour, les gens en Malaisie, en Chine et en Inde se mettront à inventer des batteries qui durent plus longtemps et de nouveaux médicaments, et cela profitera à tout le monde.

« Ça, c'est la vision optimiste. Y a-t-il une vision pessimiste ?

« Certains gouvernements européens ont fait des promesses qu'ils ne pourront pas tenir. Avec le rythme de croissance des années 50, 60 et 70, c'était facile. Or, même si l'avenir s'annonce meilleur, il ne sera pas autant qu'on l'a promis. Accepter cela en Europe va être douloureux. Nous voulons tous des sociétés justes où chacun puisse vivre décemment, et il est important que nous y œuvrions, mais il faut être réaliste et promettre des choses qui sont à notre portée. Donc, à court terme, il va y avoir des heurts et des souffrances au moment d'équilibrer les budgets, de résoudre les questions des dépenses publiques ou de l'aide sociale. Ce que je crains, c'est que les gens mélangent tout : qu'ils associent aux idées, au savoir et à la mondialisation les douleurs du passage à l'euro ou à l'équilibre budgétaire. Ce serait dommage.

« En fin de compte, il convient de replacer les abus sexuels dans la maltraitance en général. Il serait en effet dommage que la médiatisation des affaires de pédophilie masque les autres formes de maltraitance et empêche de les prévenir, car elles ont des conséquences tout aussi graves.

Propos recueillis par Michèle Aulagnon

Propos recueillis par Sylvie Kauffmann

## « Le théoricien le plus influent des années 80 »

C'EST L'ECONOMISTE qui a remis la croissance à la mode, et ses travaux sur « la théorie de la nouvelle croissance », qu'il a commencés voilà quinze ans, fascinent les Américains au point qu'inévitablement, son nom circule pour l'un des prochains prix Nobel de l'économie. A quarante et un ans, Paul Romer est déjà qualifié par l'un de ses éminents et très médiatiques collègues, Paul Krugman, du Massachusetts Institute of Technology (MIT), de « théoricien le plus influent des années 80 » et classé par Time Magazine parmi les personnalités les plus importantes de l'année.

Fils de Roy Romer, gouverneur démocrate du Colorado, Paul Romer est passé par les universités les plus prestigieuses, Chicago, MIT, Berkeley. Il enseigne aujourd'hui à la Graduate School of Business de l'université Stanford, à Palo Alto (Californie).



PAUL ROMER

tombée dans l'estime des Américains « aussi bas que les météorologues, pour s'être aussi souvent trompée ».

S. K.

nie), où il reçoit avec cette simplicité directe des Américains sous un tableau couvert de formules d'algèbre, dans un bureau donnant sur la verdure du campus. Il a un poste d'observation rêvé sur la Silicon Valley, laboratoire naturel dont le dynamisme et la capacité d'adaptation au changement ne cessent de l'émerveiller : « J'ai sous les yeux, dit-il, l'économie du futur. La Silicon Valley le lui rend bien et apprécie son optimisme ; le magazine des fous du multimédia, Wired, a consacré un long article en 1996 à cet « économiste de l'ère technologique », « héros improbable », qui redonne ses lettres de noblesse à une profession tombée dans l'estime des Américains « aussi bas que les météorologues, pour s'être aussi souvent trompée ».

Marceline Gabel, secrétaire générale de la grande cause nationale 1997 « Protection de l'enfance maltraitée »

## « Il y a aujourd'hui un risque réel de psychose au sujet des affaires de pédophilie »

CETTE FEMME engagée dans la lutte contre la maltraitance craint que la polarisation sur les abus sexuels ne masque l'ensemble des mauvais traitements dont sont victimes les enfants.

« La révélation récente d'affaires de pédophilie a créé un électrochoc dans l'opinion. Leur nombre et leur ampleur donnent le sentiment d'une multiplication des affaires d'abus sexuels. Est-ce le cas ?

« Il est exact que les événements paraissent s'accélérer, et cela donne le sentiment qu'il y a de plus en plus d'affaires d'abus sexuels. Cela est faux pourtant. Il s'agit d'une mise au jour de faits qui étaient sérieusement cachés. Leur révélation n'a été rendue possible que par la conjonction de plusieurs éléments. D'abord, il y a eu le congrès de Stockholm sur l'exploitation sexuelle des enfants, en août 1996, où l'on a évoqué la situation des enfants du Sud-Est asiatique. Puis l'affaire Dutroux a montré que des pays occidentaux, la Belgique en particulier, étaient concernés. Ensuite seulement, les affaires ont été révélées en France. Nous sommes au début de ce pro-

cessus, et cela n'est sans doute pas près de s'arrêter.

« N'y a-t-il pas un risque d'une psychose dans la population ?

« On peut comprendre qu'un sentiment de peur s'installe quand on découvre que le pédophile, c'est M. Tout-le-Monde, y compris quelqu'un de très établi dans sa ville ou son village. Mais l'émergence d'affaires d'abus sexuels sur les enfants comporte un risque réel de psychose dans le grand public et la mise en place d'une chasse aux sorcières.

« On assiste déjà au développement de telles attitudes. Des parents prennent des temps partiels pour accompagner leurs enfants à l'école. Des familles annulent leur réservation de colonie de vacances ou retirent leurs enfants des clubs de sport parce que l'on dit que c'est dans ces lieux que les pédophiles choisissent leurs victimes. Il serait dramatique de laisser se développer de telles attitudes. On risque de sombrer dans le modèle américain. Aux Etats-Unis, un adulte ne peut pas rester seul dans une pièce avec un enfant.

« Le danger est réel. On entend en France des associations ou des

individus qui réclament le rétablissement de la peine de mort. D'autres demandent une castration physique pour les auteurs d'abus sexuels. Déjà, on envisage une « castration chimique », qui est en fait un traitement médical qui ne peut être mis en œuvre que dans certains cas très particuliers. Il faut faire attention aux termes que l'on emploie et rester vigilant. Pour éviter ces dérives, il faut montrer que l'on peut protéger les enfants, qu'il existe une place pour une responsabilité citoyenne et familiale sans tomber dans des excès qui, de toute façon, ne résoudre rien du tout. Car la violence et les pulsions sexuelles habiteront l'homme jusqu'au bout du monde.

« Quand j'avais préparé, en 1989, la première campagne sur les abus sexuels en France, j'étais parvenu à éviter ces dérives. Pourtant, l'émotion était alors à son comble puisque, durant l'été, cinq petites filles avaient été violées et assassinées. Mais, cette fois, le risque de dérapage est plus grand parce que les choses s'accroissent et que l'on met en question des notables. Les agresseurs ne sont

plus des marginaux, ce sont des gens qui ont des postes importants et qui ont été en quelque sorte protégés jusque-là. A Cosne-sur-Loire, le choc a concerné l'instituteur, pas les victimes.

« Quelle attitude préconisez-vous pour éviter de tels dérapages ?

« D'abord, il est important que chacun prenne ses responsabilités. Après les premières affaires de pédophilie impliquant des enseignants, le ministre de l'Éducation nationale a immédiatement publié une circulaire sur le signalement des mauvais traitements. Ce texte réglementaire était prêt depuis longtemps. Sa publication montre une évolution irréversible. Je crois que plus un seul enseignant mis en examen ne pourra, dès le lendemain, retourner dans sa classe ou dans une autre.

« Ensuite, dans le cadre de la grande cause nationale lancée cette année, il y a cette idée nouvelle et forte que la famille et l'environnement peuvent être des facteurs de protection des enfants. « Si tout le monde bouge, ça bougera », tel est le slogan. Auparavant, la famille, le voisinage, le village intervenaient dans cette préven-

tion. Puis les citoyens ont transféré cette charge aux professionnels. Les abus sexuels illustrent bien ce glissement puisque le programme de prévention se fait à l'école. Il faut dire aux familles qu'elles peuvent parler de la sexualité et des abus sexuels aux enfants, et leur apprendre à respecter leur corps et leurs émotions, les aider à se situer dans les générations de la famille. Alors, s'il arrive quelque chose à l'enfant, ce dernier pourra en parler naturellement. Et on ne se retrouvera pas avec trente ans de silence, comme ces familles de Cosne-sur-Loire où les enfants ont probablement dit des choses mais où les parents n'ont pas su décoder leurs messages.

« Enfin, il convient de replacer les abus sexuels dans la maltraitance en général. Il serait en effet dommage que la médiatisation des affaires de pédophilie masque les autres formes de maltraitance et empêche de les prévenir, car elles ont des conséquences tout aussi graves.

onner un sens

VOUS SAVEZ ?  
CE QUE LA BRAVO ET LA BRAVA  
EN PLUS

**AUTORADIO.**  
**AIRBAG FIAT®**  
**CONDUCTEUR.**  
**ANTIVOL FIAT CO**  
**DIRECTION ASSIST**  
**SIÈGE CONDUCTE**  
**ET VOLANT RÉGLA**  
**EN HAUTEUR.**

FIAT BRAVO A PARTIR DE



051 7 1749

# Donner un sens au 1 % culturel

par Emmanuel Wallon

P OUR sûr, il est urgent de rendre à l'Etat les moyens d'une action significative dans le domaine culturel. Tant pis si cela chagrime les marchés et même si cela désempare l'Académie. L'été dernier en région et cette année jusqu'à la fin de la campagne électorale, les socialistes, Lionel Jospin en tête, ont appelé à Jacques Chirac sa promesse de porter les crédits du ministère de la culture à 1 % des dépenses de la nation, avec une rigueur telle qu'on s'imaginait pas qu'il se déroberait à la première difficulté. Avant hier le budget culturel à la ville de Strasbourg à un niveau inférieur en France, Catherine Trautmann aura certainement à cœur d'honorer cet engagement.

Ce n'est pas 1 %, mais plus symbolique, la revendication formulée par la Fédération nationale des centres culturels communaux dès 1963, amplifiée par la gauche entière en 1969 et reprise ensuite avec insistance, doit s'entendre en dehors des crédits de l'architecture, des dotations des établissements autonomes comme l'Institut national de l'audiovisuel ou la Cité des sciences et de l'industrie, et de la production musicale de Radio-France, récemment ratifiée.

Sans ces ajouts, à structure constante, les services du ministère ne comptent que pour 0,79 % des monnaies inscrites à la loi de finances de 1997, compte non tenu des restrictions survenues entre-temps. Unissant leurs voix à celles des professionnels, les socialistes, les communistes et leurs alliés ont d'ailleurs réclamé le respect des vœux de l'Assemblée, contre les coups plus ou moins avoués et les pils dits provisoires que Mitterrand et Bérégovoy ont imposés, depuis 1993 à un cabinet trop timide et à un ministre trop prudent pour sortir de leur réserve.

Outre des crédits, c'est donc une crédibilité qu'il s'agit de reconquérir. La fiabilité des engagements de la Rue de Valois, comme celle des directeurs régionaux des affaires culturelles (DRAC), a beaucoup souffert des retraits furtifs, des annulations sans préavis, des annonces sans suite, des conférences de presse inconsistantes qui ont tenu lieu de politique deux ans durant d'éprouver leur sens critique. Ce que leurs responsables demandent pour redoubler d'efforts ? Des contrats en bonne et due forme, qui leur offrent des garanties de liberté et d'échange de véritables clauses de responsabilité.

Cette fragilité, mais aussi cette implication dans la cité, il faudra les ménager au moment de franchir une nouvelle étape de la décentralisation et de la déconcentration. A ceux qui craignent de nouveaux chambardements, on doit d'abord montrer l'effet vertueux d'une clarification des compétences, l'utilité de règles d'attribution et de procédures intelligibles. On voit mal

comment l'actuel système de financements croisés, qui laisse en réalité une charge excessive aux communes, pourrait tenir sans un renfort des régions. Il serait normal qu'elles contribuent aux principaux organismes de formation et de diffusion, dès lors que leur rayonnement le justifie.

Mais l'Etat reste le principal garant du service public. Pour défendre la notion de risque artistique, les normes de qualité professionnelle et, surtout, l'impératif démocratique qui en constitue le socle, il ne peut se contenter d'exercer un magistère moral ou un contrôle technique. Il doit payer sa place dans les tours de table. Ces temps-ci, la perspective d'une déconcentration accrue du ministère a polarisé l'attention. D'aucuns y

## AU COURRIER DU « MONDE »

### LE PLAN SOCIAL DE PEUGEOT

Vous avez publié dans *Le Monde* daté du 4 juin un éditorial, page 25, « La faute de Peugeot », contenant au sujet de notre plan social des allégations contre lesquelles nous souhai- tons réagir.

Plusieurs éléments doivent, en effet, être portés à la connaissance de vos lecteurs pour rétablir les faits dans leur exactitude. L'annonce d'un éventuel plan social chez Peugeot qui vous « choque » avait été faite depuis longtemps, puisque je l'avais moi-même évoqué, début mars, lors du Salon de Genève.

Devaient une interprétation trop rapide de certains, j'ai précisé, le 17 avril dernier, ce pré-sentaient les résultats 1996 du groupe, que les mesures d'ajustement structurel qui seraient proposées s'inscriraient dans le prolongement et dans le même esprit que les plans sociaux précédents, cela ne signifiant en aucune façon qu'il s'agissait du même nombre de suppressions d'emplois que dans le plan 1996-1997.

Je me permets de souligner, enfin, qu'il s'agit de mesures acceptées par notre personnel, basées uniquement sur le volontariat et sans aucun licenciement sec, et vous rappelle, par ailleurs, que notre groupe a recruté, en 1996, trois mille jeunes de moins de trente ans.

Le vrai problème, aujourd'hui, est de savoir si l'on souhaite conserver une industrie automobile française compétitive, à la veille de l'ouverture totale aux constructeurs japonais du marché automobile européen.

Dans la concurrence internationale exacerbée que le secteur automobile subit, c'est par une recherche permanente de maîtrise des coûts, de préparation de l'avenir et de conquête de nouveaux marchés que nous y parviendrons. C'est à ce prix que nous conserverons des emplois en France.

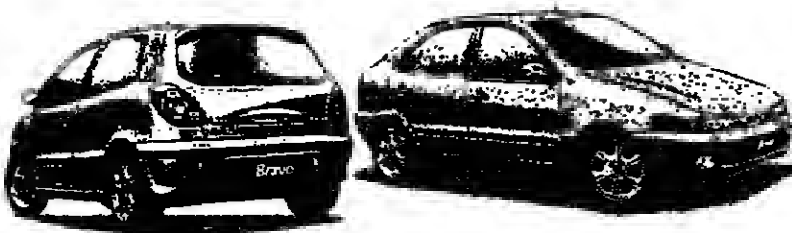
Jacques Calvet, Paris

Emmanuel Wallon est maître de conférences à l'université Paris-X.

VOUS SAVIEZ  
CE QUE LA BRAVO ET LA BRAVA ONT  
EN PLUS.

**AUTORADIO.  
AIRBAG FIAT®  
CONDUCTEUR.  
ANTIVOL FIAT CODE.  
DIRECTION ASSISTÉE.  
SIÈGE CONDUCTEUR  
ET VOLANT RÉGLABLES  
EN HAUTEUR.**

**FIAT BRAVO À PARTIR DE 65 500 F. FIAT BRAVA À PARTIR DE 69 700 F.**



Gamme Fiat Bravo : 11 versions, 6 motorisations dont deux nouveaux Turbo Diesel, TD 75 et TD 100. De 5 à 11 CV. A partir de 65 500 F, version présentée Fiat Bravo 1.9 TD 100 GT : 94 200 F. Gamme Fiat Brava : 11 versions, 5 motorisations dont les deux Turbo Diesel TD 75 et TD 100 économiques et performants. De 5 à

9 CV. A partir de 69 700 F, version présentée Fiat Brava 1.6 16v ELX : 89 300 F. Prix hors options au 02.01.97. A déduction faite de la reprise ou de la remise de 10 000 F pour l'achat d'une Bravo ou Brava neuve (hors Séries Limitées) immatriculée avant le 30 juin. Offre réservée aux particuliers dans la limite des stocks disponibles.

**LA PASSION NOUS ANIME. FIAT**



DISPARITIONS

# Jacques Canetti

Le découvreur de Brassens et de Brel

LE PRODUCTEUR et directeur artistique Jacques Canetti est mort samedi 7 juin, à Suresnes (Hauts-de-Seine). Il était âgé de quatre-vingt-huit ans.

Jacques Canetti savait découvrir avant tout le monde les vrais talents. Une intuition infallible qui permit à Jacques Brel, Serge Gainsbourg, Jacques Higelin, Félix Leclerc, Raymond Devos, Georges Brassens et nombre de grands noms de la chanson française ou du music-hall de prendre leur envol. Frère du Prix Nobel de littérature Elias Canetti, « il mériterait la même consécration dans le domaine de la chanson », déclare en lui rendant hommage Guy Béart, qui lui attribue une importance fondamentale dans le démarrage de sa carrière.

Né à Roustchouk, en Bulgarie, le 30 mai 1909, Jacques Canetti fait ses études à HEC, à Paris, puis entre dans le monde du disque en 1931, chez Polydor. Il persuade Marlene Dietrich de faire son premier disque en français, dirige les séances d'enregistrement du *Quatuor* de Ravel et de la *Suite lyrique* d'Alban Berg par le Quatuor Gallinier. Mais c'est surtout le jazz qui le passionne alors. Il devient dans ce domaine le correspondant de l'hebdomadaire anglais *Melody Maker* et organise les premières tournées jazz Hot dans les villes universitaires, faisant venir pour la première fois en France Louis Armstrong, Cab Calloway, Duke Ellington. Sa rencontre déterminante avec la chanson date de 1936, époque à laquelle il devient directeur artistique et anime un radiocrochet, « Le Music-hall des jeunes », à Radio-Cité.

Parmi les candidats qui vont se distinguer dans cette confrontation amicale figurent Agnès Capri, Charles Trepoet, Edith Piaf, Lu-

cienne Delyle. Autant de noms qui vont définitivement donner le goût de la chanson à Jacques Canetti et l'envie de s'engager passionnément pour elle. Pendant la seconde guerre mondiale, il part pour Alger, devient directeur des programmes de Radio-France Alger, met sur pied un théâtre de chansonniers avec Françoise Rosay et Pierre Dac qu'il fait tourner en Afrique du Nord.

## LES TROIS-BAUDETS

A la Libération, il est nommé directeur artistique chez Polydor, puis crée, en 1947, le Théâtre des Trois Baudets, où une kyrielle de chanteurs et d'humoristes vont goûter aux premiers frissons du trac et des bravos. Un tremplin d'où s'élanceront Georges Brassens, Jacques Brel, Guy Béart, Serge Gainsbourg, Francis Leclerc, Félix Leclerc, Juliette Gréco, Fernand Raynaud, Francis Blanche... Une foule d'artistes, depuis lors entrés dans l'histoire de la chanson et du music-hall.

« Quand on fait l'inventaire des gens à qui il a ouvert la porte, c'est formidable », souligne Pierre Barouh, créateur du label Saravah. Tous les auteurs-compositeurs-interprètes qui vont donner à la chanson française ses lettres de noblesse à partir de 1950 passent par son caharet. En 1951, il commence à constituer avec eux un catalogue de référence pour les disques Philips. Parallèlement, il fait tourner dans le monde de nombreux artistes, y compris ceux qu'il n'a pas lancés, tels Maurice Chevalier ou Yves Montand. En 1963, il fonde les Jacques Canetti, enregistre sous ce label les premiers albums de Jeanne Moreau, Jacques Higelin, Simoë Signoret et Serge Reggiani, qu'il persuade de venir à la chanson en interprétant Boris Vian. Si, pen-

dant trente ans, il démontre une aptitude remarquable à détecter les talents et à devenir (« il ne se trompait jamais », souligne Suzanne Langlois, à qui il donna sa chance quand elle avait douze ans), il semble avoir du mal à reconnaître les atouts de la nouvelle chanson française à partir des années 70. Toujours tenace quand il croyait en quelqu'un, ce dédaigneur de talents « qui ne prenait pas les artistes pour des produits » (Cora Valucière) était aussi un homme gai, continuant volontiers à fréquenter le monde du spectacle et de la chanson. Ses souvenirs sont rassemblés dans un livre autobiographique paru en 1978 (*On cherche une femme aimant la musique*, Ed. Calmann-Lévy). Deux compilations récentes regroupent ses découvertes d'hier (*Premiers succès*, vol. 1 (*chanson*) et vol. 2 (*rire*), distrib. Musidisc).

Ses obsèques auront lieu au cimetière du Père-Lachaise, le vendredi 13 juin, à 10 heures.

Patrick Labesse

# Clémence Ramnoux

Une femme libre

AVEC Clémence Ramnoux, c'est une grande figure, méconnue, de la pensée française qui vient de disparaître, mardi 27 mai, à l'âge de quatre-vingt-onze ans. Cette femme indéchiffrable, philosophe de formation, exploratrice de nouveaux champs du savoir, a laissé un souvenir marquant à ceux qui l'ont connue et, surtout, à ses élèves. Parmi eux, Luc Brisson, auteur de nombreux ouvrages consacrés à la philosophie et à la religion grecques, évoque avec émotion un dialogue et une amitié de près de trente ans avec cette femme de tête, qui fut toujours restée libre, dans sa pensée comme dans sa vie, et qui, plus que tout, respectait la liberté des autres.

Née en 1905 à Langels (Indre-et-Loire), Clémence Ramnoux entre à l'École normale supérieure en 1927. Elle y devient l'amie de Simone Pétrement, historienne du gnosticisme et irremplaçable biographe de Simone Weil, et de Simone Weil elle-même. Agrégée de philosophie en 1931, elle enseigne

la philosophie au lycée jusqu'en 1958, date à laquelle elle rejoint l'Université, après avoir soutenu sa thèse de doctorat d'Etat. Professeur à l'université d'Alger de 1958 à 1963, elle enseigne ensuite à Poitiers (1963-1965), avant d'être nommée à Nanterre, où elle termine sa carrière de professeur.

Au commencement était Héraclite, Héraclite l'obscur, sujet de sa thèse principale publiée en 1959: *Héraclite ou l'Homme entre les choses et les mots*. La thèse complémentaire, qui la fera connaître au-delà du cercle des études présocratiques, porte sur *La Nuit et les Enfants de la Nuit* (1959), ouvrage dans lequel elle s'interroge sur le couple jour-nuit dans le culte, les théogonies chez les poètes, en particulier dans la *Theogonie* d'Hésiode. En partant de la pensée d'Héraclite, elle évolue en permanence parmi les contraires qui s'opposent tout en se conciliant dans une unité supérieure. Clémence Ramnoux montre le déclin d'une parole magico-religieuse, d'une sorte de « sagesse inscrite en généalogies », qui se lit chez Hésiode. Du Chaos, de la Bécasse primordiale procèderaient deux mères antithétiques: Nuit et Terre; Nuit, orientée vers le mal et mère d'une redoutable lignée de forces malveillantes, à commencer par le Sommeil et la Mort, n'en demeure pas moins la mère du jour, tandis que Gala - la Terre - est aussi associée à la mort.

La diversité de ses approches et de ses centres d'intérêt - études grecques, philosophie, histoire des religions - porte la marque avouée de son maître Gaston Bachelard et de son ami Georges Dumézil. Avec la même méthode, elle donnera divers prolongements à son enquête sur les lignées des dieux dans *Mythologie ou la Famille olympique*, en 1962 (un livre trop peu cité, mais qui a nourri la réflexion de bien des spécialistes de la mythologie grecque), tout en poursuivant son travail sur les présocratiques (*Etudes présocratiques*, 1970 et 1983; *Parménide et ses successeurs immédiats*, 1979).

Clémence Ramnoux excédait dans l'art de « passer les frontières ». Pluridisciplinaire avant l'heure, dans un esprit assez proche de celui de Foucault, de sa su mobiliser des disciplines comme la phénoménologie, l'histoire de la philosophie ancienne, la sociologie des religions, l'anthropologie, l'écologie et, surtout, la psychanalyse.

D'une rare honnêteté, ce professeur discret et courageux avait montré, dans des situations difficiles (de la guerre d'Algérie à l'antenne de mai 68), d'une fermeté d'esprit et d'une géométrie qui ont laissé à ses proches l'image d'une femme peu ordinaire.

Il est difficile de mesurer sa portée, tant l'œuvre est foisonnante et hors des sentiers battus. L'importance que Nicole Loraux lui a accordée dans ses travaux en dit assez long sur la fécondité d'une œuvre que Paul Ricoeur et Maurice Blanchot ont saluée en son temps.

Hélène Monsré

## JOURNAL OFFICIEL

Au journal officiel du vendredi 6 juin est publié:

● Justice: un arrêté portant nomination du directeur du cabinet du garde des sceaux, ministre de la justice, Elisabeth Guigou. Il s'agit de Christian Vigouroux, conseiller d'Etat et président de l'Association des membres et anciens membres du Conseil d'Etat.

## Séminaires

### COLLÈGE INTERNATIONAL DE PHILOSOPHIE

● Séminaires: Luc Bachelard et Florence Bagel: « Rencontre philosophie-archéologie 3. De l'image à une esthétique générale ». 12 et 26 juin, 18 h 30-20 h 30, salle RC3, université Paris-VII, 2 place Jussieu, Paris.

Jean-Marc Besse et Philipp Nys: « Dispositifs spatiaux et thématiques des représentations: carte, ardon, paysage ». 12, 19 et 26 juin, 18 heures-20 heures, salle 2, Ehes, 105, boulevard Raspail, Paris.

Richard Shusterman: « L'art populaire: questions, théories, enjeux ». 10 et 12 juin, 18 heures-20 heures, amphithéâtre, carré des sciences 1, rue Descartes, Paris.

Dans le cadre du séminaire de B. Cassin, J.-F. Courine et A. De Libera: « Ce que les philosophes disent de leur langue », la conférence de Konstantin Sigov: « L'hétérogénéité dans: Peirce, Solov'ev, Badiou » sera disponible sur bande au Collège international de philosophie, 1, rue Descartes, à Paris, partir du 16 juin.

Guy Lardreau: « La méditation II ». 14 juin, 14 h 30-16 h 30, salle Delatour, USC, 18, rue de Varenne, Paris.

Catherine Audard: « Citoyenneté et individualité morale. Enquête sur les concepts moraux de la démocratie ». 13 juin, 18 heures-20 heures, Carol Gould, amphithéâtre, carré des sciences 1, rue Descartes, Paris.

Journée d'étude: « Autour de l'œuvre de Bernard Groethuyzen », sous la responsabilité de Nuccio Ottino, avec M. de Gaudillac, J.-T. Desaut, R. Bode, P. Michon et P. Savary. 16 juin, 9 h 15-19 heures, salle des commissions, la Sorbonne, 46, rue Saint-Jacques, Paris.

● Le dialogue philosophique à l'âge classique, sous la responsabilité de Frédéric Casetta et Pierre-François Moreau, avec P.-F. Moreau, D. Maingueau, J. Lagrèze, F. Cussetta, F. Brûlé, C. Glotin, C. Daffa. 14 juin, 9 h 30-18 h 30, amphithéâtre des sciences 1, rue Descartes, Paris.

L'accès à toutes les activités du Collège est libre et gratuit (sauf le coût des places disponibles). Renseignements sur sales, répondeur: 01-44-41-46-85. Autrerenseignements: 01-44-41-46-30.

## THÈSES

Tarif Étudiants  
65 F la ligne H.T.

## AU CARNET DU « MONDE »

### Naissances

Gabrielle et le docteur Jean GORODICHE annoncent avec joie, après

Raphaëlle, deux ans et demi.

Pauline et Charlotte, neuf mois.

chez Natacha.

et Hélène, un an.

chez Gabrielle.

la naissance de Rebecca.

chez Hélène.

Un bouquet d'arrière-petites-filles.

108, quai Saint-Pierre, 13200 Arles.

Ondine et Jean-Loup BOMSEL, Ariette et Michel ROMAND, sont heureux d'annoncer la naissance de

Zoé Belleville.

le 27 mai 1997, chez

Nicolas, Anaïs et Hector.

108, rue du Faubourg-du-Temple, 75011 Paris.

### Décès

- Son épouse, Son fils, Sa belle-fille, Ses petits-enfants, Sa famille, Ses amis, font part du décès de

M. Pierre BOUVIER.

le 4 juin 1997, à Tours, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

27, rue Croix-Pasquier, 37100 Tours.

8, rue du Chemin-Vert, 75011 Paris.

- Les familles Husquin, Clavier, Stroclin, Lebar, Bartel, Pinck, Causse, Promeyrat, Walter, Debonis, Sprangers, Beuzart, Baillieux, Labarre, Aiger, Gardes, Lecouture,

ont la profonde douleur de faire part du décès de

Hélène CLAVIER, née RUSQUIN, 1912-1997,

survenue le 5 juin 1997.

« Mon âme bénit l'éternel et n'oublie aucun de ses bienfaits. » Épouse 103.

Clavier-Pinck, 812, avenue du Père-Prévoist, 34090 Montpellier.

Paul Henri Clavier, 26, rue de Reims, 67000 Strasbourg.

- M. Bernard Bachelier, directeur général, et le personnel du Cirad, ont le regret de faire part du décès de

Jean-Marc DUBOIS, ancien directeur du département forestier du Cirad.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 12 juin, à 10 h 30, en l'église Saint-Saturnin, grande rue Charles-de-Gaulle, à Nogent-sur-Marne.

Ni fleurs ni couronnes.

Ils présentent leurs sincères condoléances à M<sup>me</sup> Dubois et à ses enfants.

« Avec Celui que nous aimons Nous avons cessé de parler Et ce n'est pas le silence. » (Ronsard Chant).

Bruno HANOUN est parti pour un pays qui n'existe pas (?) ou dont on ne sait rien (?). Nous le retrouverons mardi 10 juin 1997, à 12 h 15, au funérarium du Père-Lachaise.

Entrée côté place Gambetta.

Familles Hanoun, Merand, Horreard, Toutes ses amies, Et tous ses amis.

- Mathieu Ruch, son fils, Olga Ruch, sa mère, Michèle Bouysy-Ruch, Sa famille et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Gerhard RUCH, survenue à Paris, le 28 mai 1997.

Les obsèques ont eu lieu le mardi 10 juin, au cimetière de Schœnan (Forêt-Nature).

le monde. En marge de ce travail dans le domaine du théâtre, Jacques Scherer a soutenu en 1947 une thèse sur « L'Expression littéraire dans l'œuvre de Mallarmé » et a édité les fragments du *Libre de Mallarmé*, chez Gallimard, en 1957 (reprints et complétés en 1978). Son dernier essai, *Dramaturgies du vrai-faux* (PUF), est paru en 1994.

■ MAGDA GABOR, sœur des actrices américaines Zsa Zsa et Eva Gabor - disparue en juillet 1995 -, est morte vendredi 6 juin à l'âge de soixante-dix-huit ans des suites d'une insuffisance rénale. Contrairement à ses sœurs, Magda n'avait fait que quelques apparitions à la télévision et au cinéma.

- M. et M<sup>me</sup> Xavier Voillemot et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Dominique Voillemot et leurs enfants,

M. et M<sup>me</sup> Bruno Voillemot et leurs enfants, M<sup>me</sup> Christine Voillemot, ont la tristesse de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Jacques VOILLEMOT, née Madeleine BION,

survenue le 6 juin 1997, à Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 10 juin, à 9 heures, en l'église Saint-Sulpice, place Saint-Sulpice, à Paris-6<sup>e</sup>.

- Suite au décès de la très regrettée

M<sup>me</sup> Marie LAHAM,

la famille recevra les condoléances au domicile de son fils, le docteur Edouard Laham, les samedi 22 et dimanche 23 juin, à partir de 15 heures.

1, rue Pajou, 75016 Paris.

- Une messe sera célébrée le samedi 14 juin 1997, à 10 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly (Hauts-de-Seine), chapelle Haute, boulevard Jean-Mermoz, à l'attention de

M<sup>me</sup> Henri LAFUMA,

décédée le 27 mai.

Anniversaires de décès

- Orn. Colomb-Béchar, Viry-Châtillon.

Souvenez-vous de

Elie Daniel AMAR, 1<sup>er</sup> avril 1921-10 juin 1992.

Conférences

- Conférence-débat: « Le pelage de saut méditerranéen » pour les délinquants sévères.

Vendredi 13 juin, à 20 h 15, à l'École nationale de la magistrature, 8, rue Chanoine, 75004 Paris.

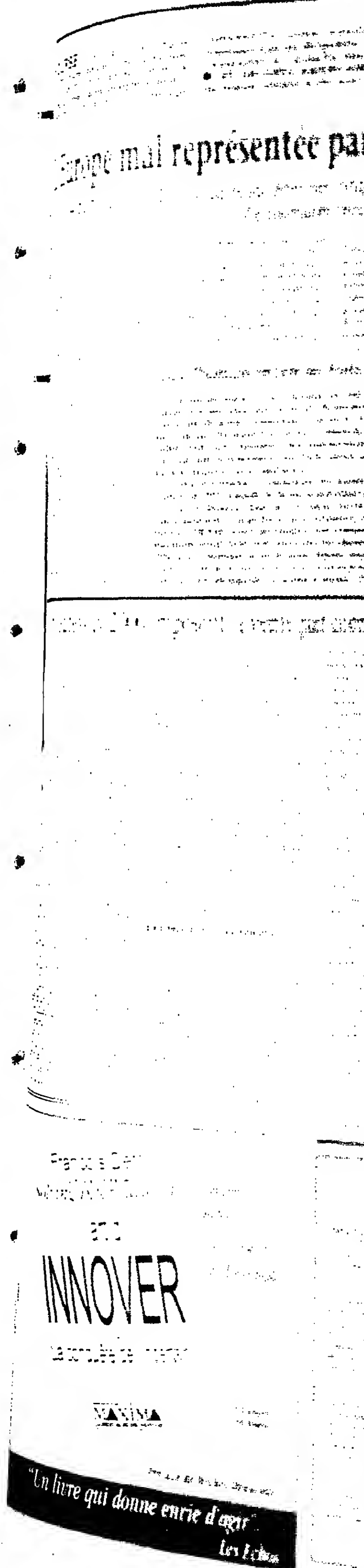
(organisée par Arnpex Ile-de-France).

Soutenances de thèse

« L'art littéraire dans les miracles de Notre Dame de Guaitier de Coici » Thèse de doctorat nouveau régime soutenue par Jean-Louis Baudet.

Le jury sera composé de MM, les professeurs: Philippe Ménard (président), Michel Zink, Claude Thomasset, Gérard Gros, Bernard Guidot.

Sorbonne (Paris-IV), 14 juin, 14 heures, amphithéâtre Milne-Edwards.





# ENTREPRISES

LE MONDE / MARDI 10 JUIN 1997

**BOURSE** Qu'est-ce qui distingue les meilleures entreprises du monde face à leurs concurrents ? Selon la banque américaine Morgan Stanley, c'est tout simplement « l'avantage

compétitif », arme redoutable à condition que les dirigeants sachent l'exploiter à l'échelle mondiale. LES GROUPE AMERICAINS sont les mieux rompus à cet exercice qui

consiste à disposer de capitaux, de marchés et de marques très internationales. Sur les quarante entreprises sélectionnées, vingt-trois sont américaines, dix européennes, trois

japonaises et quatre sont originaires de pays émergents. CE PALMARÈS reflète aussi l'avantage compétitif de l'économie américaine dans son ensemble, et le fait que, selon

les auteurs de cette étude, Wall Street dispose encore d'un potentiel de hausse. ■ SGS-THOMSON, société franco-italienne, est la seule à défendre les couleurs de l'Hexagone.

## L'Europe mal représentée parmi les quarante « meilleures » entreprises du monde

A partir des 2 000 principales sociétés des cinq continents, la banque Morgan Stanley a choisi les plus prometteuses pour l'investisseur. Ce palmarès récompense les valeurs les plus sûres et en majorité américaines

**POURQUOI** le « globalisation » chère aux patrons américains sert-elle aujourd'hui de mot d'ordre à toutes les grandes entreprises ? L'étude que la banque américaine Morgan Stanley vient de publier, sous le titre « The competitive edge » (l'avantage compétitif), apporte un éclairage à cette question. En passant au crible près de 2 000 groupes industriels et de services dans le monde, les 150 analystes de l'établissement ont identifié 238 compagnies bénéficiant d'un « avantage compétitif », avant de désigner les quarante « meilleures » vues sous l'angle de l'investisseur. C'est-à-dire en fonction de son potentiel d'appréciation en bourse.

Le degré de « globalisation » apparaît comme un critère décisif dans ce palmarès, à savoir : internationalisation des capitaux, des implantations et des marchés, taille mondiale, avancée technologique, marques réputées sous toutes les latitudes. C'est pourquoi — difficile de s'en étonner — les États-Unis, inventeurs de l'entreprise multinationale, dominent le tableau. Et leur écrasante supériorité

s'est encore renforcée depuis octobre 1996, date de publication de la première étude de ce genre par Morgan Stanley. Sur les quarante entreprises aujourd'hui sélectionnées, vingt-trois sont américaines, dix européennes, trois japonaises et quatre sont originaires de pays émergents.

Cette situation reflète bien sûr

l'avantage compétitif de l'économie américaine dans son ensemble, et le fait que selon les auteurs de cette étude, Wall Street dispose encore d'un potentiel de hausse, tandis que les entreprises européennes sont en moins grand nombre. Conséquence, aux yeux des auteurs, des incertitudes sur la construction de l'Union monétaire

et de la relative lenteur des restructurations en cours sur le Vieux continent. Mais, quel que soit le poids de leur environnement économique, c'est à leurs mérites propres que les entreprises américaines doivent leur présence massive parmi les « quarante meilleures ». IBM, prototype de la multinationale américaine, n'y figure d'ailleurs pas. Ces groupes, estiment les analystes de Morgan Stanley, disposent d'avantages compétitifs suffisants pour ne pas être affectés par la baisse du dollar. Boeing, par exemple, est incontournable : l'européen Airbus n'aligne aucun concurrent face au B 747, son modèle le plus rentable.

### AVANCÉE TECHNOLOGIQUE

La banque américaine salue aussi la supériorité d'un Intel qui a su, grâce à son avance technologique, conquérir des positions commerciales tout aussi enviables, sans rival véritable, ou de Federal Express, qui a su établir une logistique sans faille. Elle souligne la valeur boursière que représente désormais la notoriété d'une marque

que certains ont su façonner en véritables artistes : Coca-Cola bien sûr, mais aussi Sony, Procter and Gamble, ou encore Gillette.

De ce concert de louanges, qui finalement s'adresse à la qualité des dirigeants, seuls quelques groupes européens obtiennent des retombées. Le choix de Morgan Stanley est à vrai dire peu surprenant. Le groupe helvético-suédois Asea-Brown Boveri a été abondamment présenté comme un modèle de décentralisation du management, l'allemand BMW est sans conteste « la » réussite européenne du moment dans le secteur déprimé de l'automobile, et British Airways incarne devant ses voisins du vieux continent, grâce à une privatisation venue très tôt, une stratégie systématique de réduction des coûts.

De ce paysage, quelques « nomades » du palmarès d'octobre 1996 ont disparu, tels Kodak et McDonald's, dont Morgan Stanley redoute une détérioration de la rentabilité, ou encore Disney, British Petroleum, Pfizer, DuPont et Singapore Airlines, qui seraient désormais à leur juste prix sur les mar-

chés et ne disposent plus d'un potentiel important de hausse. Ils font ainsi place à Schlumberger ou à Time Warner.

Font leur apparition parmi les vedettes « inattendues » de l'étude le japonais Fuji, le britannique Grand Met, l'américain Manpower et le suisse Novartis, qui recueille ainsi les fruits d'une stratégie de concentration industrielle. Autant de nouveaux venus qui chassent l'allemand Hoechst, le japonais Shin-Etsu Chemical, ou le français Technip.

Non que ces entreprises soient devenues mauvaises. Mais dans la jungle des marchés boursiers, seuls survivent les plus forts. Morgan Stanley le proclame dans son étude : « Nous continuons à penser que les compagnies qui peuvent conserver un avantage compétitif valent plus que leurs concurrentes plus faibles ». Un dollar investi dans une telle société rapportera plus qu'ailleurs. Et l'actionnaire risque moins de perdre sa mise.

Eric Leser et Anne-Marie Rocco

### SGS-Thomson récolte les fruits de sa différenciation

Qui aurait parié, à sa création en 1987, que SGS-Thomson serait classé, dix ans plus tard, dans les 40 meilleures firmes mondiales ? Le fabricant de semi-conducteurs, né de la fusion de certaines activités du français Thomson-CSF et de l'italien SGS, était déficitaire, sa taille faible, son outil industriel surdimensionné et redondant, et la structure de son actionnariat (un 50/50 entre groupes publics français et italiens) inspirait peu confiance.

Restructurations et injection de fonds publics (2,5 milliards de francs en 1992) aidant, la firme a redressé la tête, faisant, fin 1994, son entrée en Bourse. Son succès tient surtout à son positionnement : elle a délaissé le marché à forts volumes, mais très cyclique, des mémoires DRAM, pour privilégier les composants développés spécifiquement pour différents secteurs ou clients, à plus fortes marges. En 1996, SGS-Thomson a été la seule firme, avec l'américaine Intel, à voir croître son activité, alors que l'ensemble du marché des semi-conducteurs plongeait. Le début d'année 1997 est plus difficile.

## Dell et Gateway 2000 imposent la vente par correspondance d'ordinateurs personnels

**MARDI 3 JUIN**, les actions des fabricants américains d'ordinateurs personnels Dell Computer et Gateway 2000 ont été chahutées à la Bourse de New York, accusant un léger recul. Elles avaient déjà connu un repli fin mai. Ces baisses tiennent avant tout aux craintes des milieux financiers de voir se ralentir la croissance des achats d'ordinateurs par les entreprises aux États-Unis. Une perspective amplifiée par les récentes prévisions de tassement de résultats de sociétés comme Intel. Pour ce qui est des performances de Dell et Gateway 2000, les financiers n'ont pas vraiment de quoi se plaindre !

Fin mai, l'action Dell valait deux fois plus qu'un an plus tôt, sa capitalisation dépassant les 18 milliards de dollars (104 milliards de francs). Sur cette période, le constructeur d'Austin (Texas), créé en 1984, s'est hissé au quatrième rang mondial des fabricants de PC. Il revendique une hausse annuelle « de plus de 40 % » de ses ventes « sur huit des neuf dernières années ». Fin février 1997, terme de son dernier exercice, il affichait un chiffre d'affaires de 7,76 milliards de dollars (+ 47 %) et un bénéfice net de 518 millions de dollars (+ 91 %).

Le tableau n'est pas moins brillant pour Gateway 2000. Cette société, créée en 1985 à Sioux City (Dakota du Sud), a clos l'exercice

1996 sur un chiffre d'affaires de 5,03 milliards de dollars et sur un bénéfice net de 250 millions de dollars, contre respectivement 1,1 milliard et 70 millions cinq ans plus tôt. Elle est valorisée à 4,7 milliards de dollars en Bourse.

Présentés comme les valeurs montantes de l'informatique, les deux groupes ont un point commun : avoir bâti leur succès sur la vente sans intermédiaires, par correspondance et par téléphone. Leur réussite suscite des vocations. Compaq et IBM, respectivement premier et deuxième fabricant mondial de PC, ont récemment annoncé des initiatives visant à mettre en place des méthodes similaires. Les analystes considèrent qu'il faudra six mois à un an à Compaq et IBM pour négocier ce virage.

### BAS PRIX ET STOCKS RÉDUITS

Si les deux premiers groupes mondiaux sont prêts à imiter ces deux pionniers, c'est que la vente directe procure deux avantages importants : l'absence d'intermédiaires et la fabrication de machines à la commande. Le premier élément est synonyme d'élimination des marges que prélèvent distributeurs et autres revendeurs ou intégrateurs. Il contribue à abaisser le prix de vente.

Le second élément est synonyme de stocks réduits (de composants,

sous-ensembles et produits finis), donc de coûts d'exploitation plus faibles : Dell revendique douze jours de stocks seulement. Cela se traduit aussi par une plus grande réactivité : la mise sur le marché des dernières innovations techniques est quasi immédiate. De plus, lorsque les nouvelles générations de PC sont commercialisées, le fabricant ne se retrouve pas avec un stock de produits d'ancienne génération à écouler en procédant à des coupes dans les prix, donc en sacrifiant les marges.

Vente directe et fabrication à la commande supposent toutefois de bien anticiper les évolutions de la demande (pour passer les commandes de composants notamment), mais aussi de bien maîtriser les achats et l'approvisionnement. Que, sur l'un ou l'autre de ces deux sujets, le constructeur dérape, et il risque gros : les stocks de machines gonflent, des ventes sont perdues, mais les coûts d'exploitation ne peuvent être réduits suffisamment rapidement. C'est ce qui s'est passé en 1992 chez Dell, qui a accusé des pertes.

Si Dell et Gateway 2000 devaient poursuivre leur croissance, ils ne tarderaient pas à supplanter Compaq et IBM. Avant d'en arriver là, certains analystes font valoir qu'il leur faudra élargir leurs marchés : Dell ne vend qu'aux entre-

prises et très peu aux particuliers, secteur qui a pourtant offert ces dernières années des taux de croissance très forts. A l'inverse, Gateway 2000 est presque apaisé du grand public et n'a commencé que récemment à s'intéresser aux entreprises.

L'entrée récente de Dell sur le marché des serveurs suscite par ailleurs des interrogations. Certains experts considèrent qu'il faut passer par des intégrateurs pour vendre ces ordinateurs haut de gamme sur lesquels fonctionnent les programmes-clés d'une entreprise. « Pourquoi prendre un risque en s'aventurant sur ce marché, qui réclame un haut niveau de service et de support ? », s'interrogeait récemment le mensuel *Informatic Magazine*. Dell a commencé à s'appuyer sur des partenaires pour ces serveurs, qui représentent 6 % de ses ventes d'ordinateurs.

Plus largement, certains analystes voient des limites à la vente directe elle-même. Ils relèvent que, dans les autres secteurs de l'économie, elle excède rarement 20 % d'un marché et qu'au-delà, pour continuer à croître, il faut diversifier et multiplier les partenariats. Dans le cas de PC, la vente directe représenterait 17 % du marché cette année. Le seuil est donc proche.

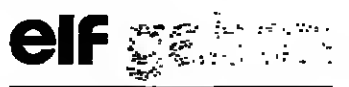
Philippe Le Coru

### Des multinationales « exemplaires »

Sur les quarante « meilleures » entreprises du monde, selon Morgan Stanley, vingt-trois sont considérées comme des vainqueurs « évidents » et dix-sept comme des gagnants « inattendus ».

■ Dans la première catégorie figurent les groupes les plus efficaces du moment : Asea Brown Boveri (électromécanique, helvético-suédois), Broken Hill Prop. (mines et hydrocarbures, australien), BMW (automobile, allemand), Boeing (aérospatial et défense, américain), British Airways (transport aérien, britannique), Caterpillar (machines de chantier, américain), Cisco (informatique, américain), Citicorp (banque, américaine), Coca-Cola (agroalimentaire, américaine), Emerson Electric (équipements industriels, américain), Federal Express (messagerie, américain), General Electric (finance, médias et construction électrique, américain), General Re (assurance, américaine), Gillette (cosmétique, américaine), Intel (microprocesseurs, américain), Johnson and Johnson (pharmacie, américaine), Microsoft (informatique, américaine), Procter & Gamble (consommation, américaine), Samsung (électronique, sud-coréen), Schlumberger (énergie, américaine), Sony (électronique, japonais), Time Warner (médias, américain) et Unilever (consommation, anglo-néerlandais).

■ La liste des « inattendus » regroupe des entreprises moins connues : AES Corp (production d'énergie, américaine), Asia Pulp and Paper (papier, singapourien), Avon (cosmétiques, américaine), Coca-Cola Enterprises (embouteillage, américain), Dresser Industries (énergie, américaine), Fuji (photographie, japonais), Grand Met (agroalimentaire, britannique), Manpower (travail temporaire, américain), Mattel (jouets, américain), Novartis (pharmacie, suisse), Pöbong (acier, sud-coréen), Praxair (chimie, américaine), Sandvik (outillage, suédois), Sealed Air (emballage, américain), SGS Thomson (composants électroniques, franco-italien), Swiss Re (assurance, suisse) et Tokyo Electron (électronique, japonais).



L'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires d'Eif Gabon s'est réunie le jeudi 5 juin 1997 à Libreville.

- Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1996 qui font apparaître un bénéfice de 135,9 millions de US dollars et a fixé le dividende net de cet exercice à 30,00 US dollars par action. Compte tenu de l'acompte de 8,25 US dollars par action déjà versé en décembre 1996, le solde à payer s'élève à 21,75 US dollars par action.

- Par ailleurs, dans le cadre de la liquidation de CPIH qui donnera lieu à un versement exceptionnel et non récurrent de 72,89 US dollars par action, l'Assemblée Générale Ordinaire a approuvé la distribution d'un dividende de 38,16 US dollars par action par prélèvement sur les fonds de réserves, ce montant correspondant à une fraction de l'acompte sur la liquidation de CPIH, le solde de cet acompte, soit 34,73 US dollars par action, faisant par ailleurs l'objet d'un acompte sur dividende 1997 décidé par le Conseil d'Administration du 16 mai 1997.

Le Conseil d'Administration réuni à l'issue de l'Assemblée Générale a décidé de mettre en paiement à compter du 17 juin 1997, en francs français (ou contre valeur en francs CFA) sur la base du cours indicatif du dollar US de la Banque de France du 5 juin 1997 soit 5,8294 francs français pour un US dollar, les 3 dividendes mentionnés ci-dessus dont le montant total s'élève à 94,64 US dollars par action soit 551,69 francs français au cours précité.

Le paiement sera effectué auprès des établissements suivants :  
Au Gabon : Union Gabonaise de Banque  
En France : Crédit Lyonnais, Banque Nationale de Paris, Banque Paribas, Crédit Commercial de France, Crédit Industriel et Commercial, Crédit du Nord, Société Générale.

François Dert  
avec une équipe de  
Solving International

Concret,  
riche  
de conseils  
et d'exemples.

l'art d'  
**INNOVER**  
ou  
La conquête de l'incertain

212 pages  
148 francs

**MAXIMA**  
L'éditeur de l'avenir

Préface de Michel Drancourt

"Un livre qui donne envie d'agir".  
Les Echos.

RECOMMANDÉ PAR LE MINISTRE DE LA CONSTRUCTION

**GFC**

RESULTAT 1996 SATISFAISANT - PROGRESSION DU DIVIDENDE

L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires s'est tenue le 4 juin 1997 sous la présidence de Mademoiselle Eliane SERMONDADAZ.

**RESULTAT 1996 ET DISTRIBUTION**

Les comptes de l'exercice 1996 et les résolutions présentées ont été approuvés.

La bénéfice net consolidé s'est établi à F. 193.555.000. La distribution d'un dividende unitaire de 18 F assorti d'un avoir fiscal de 8,50 F, soit une distribution unitaire globale de 26,50 F en augmentation de 2,70 % sur celui de l'exercice précédent, a été décidée. Ce dividende sera mis en paiement le 25 juillet 1997.

**ACTIVITÉ DES PREMIERS MOIS DE 1997**

L'activité se déroule de manière satisfaisante. Le taux d'occupation des immeubles d'habitation à fin avril 1997 est de 97,64 %, et celui des surfaces commerciales est de 92,45 %. Les opérations d'arbitrage au sein du patrimoine se poursuivent. A fin avril 1997, 117 appartements ont été cédés. Dans le cadre de la politique de recentrage des actifs immobiliers sur Paris et l'ouest parisien, le Conseil a décidé la cession de 842 appartements.

**PERSPECTIVES**

Compte tenu des données actuelles, les perspectives sont bonnes. L'intégration de la Société FONCINA s'effectue selon les prévisions et aura une incidence favorable sur les résultats du GFC.

Communication financière : Tour Franklin  
92042 PARIS LA DEFENSE CEDEX - tél. : 01 49 01 13 64



## La troisième tranche de privatisation du pétrolier italien ENI bientôt lancée

LE TRÉSOR italien a annoncé, samedi 7 juin, la mise en vente de 12,5 % de son capital à partir du 1<sup>er</sup> juillet. Il s'agit de la troisième tranche de privatisation du groupe pétrolier public italien. Un milliard d'actions seront mises sur le marché, mais l'Etat restera l'actionnaire majoritaire en conservant 54,6 % du capital. Le prix des actions offertes à l'offre publique de vente sera fixé le 21 juin. Lors des deux premières tranches de la privatisation en novembre 1995 et octobre 1996, le Trésor avait cédé sur le marché 31 % des ses parts pour environ 15 200 milliards de lires (51,3 milliards de francs). L'ENI a terminé l'année 1996 avec un bénéfice net consolidé de 4 450 milliards de lires (14,5 milliards de francs), contre 4 327 milliards l'année précédente. Le chiffre d'affaires, réalisé essentiellement dans le pétrole et le gaz, a progressé de 1,3 % à 57 650 milliards de lires. Bien que les résultats du groupe aient été décevants au premier trimestre 1997, l'ENI a prévu un résultat en amélioration pour l'année entière.

### DÉPÊCHES

■ **SNCF-AIR FRANCE**: M. Jean-Claude Gayssot, le nouveau ministre communiste de l'équipement, des transports et du logement, a indiqué, dimanche 8 juin, qu'il souhaitait reprendre la discussion et la concertation sur le dossier de la réforme de la SNCF ainsi que sur l'avenir de la compagnie Air France.

■ **JAPON**: l'investissement étranger direct au Japon, par tradition très faible, a doublé en valeur au cours de l'année fiscale échue fin mars, à la faveur de quelques grosses opérations, comme l'augmentation de la participation de Ford dans le constructeur automobile Mazda. Le montant des investissements consentis par les entreprises étrangères a bondi d'une année sur l'autre de 369,7 milliards de yens à 770,7 milliards de yens (36 milliards de francs), a annoncé, vendredi 6 juin, le ministère des finances. Le principal investisseur étranger reste les Etats-Unis, suivis par Singapour, les Pays-Bas, l'Allemagne et la Grande-Bretagne, la France se situant au dixième rang.

■ **DEUTSCHE TELEKOM**: le ministre allemand des finances, Theo Waigel, a déclaré, dimanche 8 juin, qu'un placement auprès de l'Institut de crédit pour la reconstruction (KfW) des actions détenues par l'Etat dans Deutsche Telekom (74 %) serait « parfaitement approprié ».

■ **RAFFINERIE AU VIETNAM**: trois compagnies vietnamiennes se sont associées à une firme thaïlandaise pour construire les infrastructures de la première raffinerie pétrolière du pays, a annoncé, dimanche 8 juin, la presse locale. L'investissement est estimé à 1,3 milliard de dollars, sur un site à la fois dépourvu d'infrastructures et éloigné des grands marchés de production et de consommation énergétiques.

■ **INDONÉSIE**: un plan de restructuration du secteur bancaire public est à l'étude, selon la presse locale. Il prévoirait plusieurs fusions parmi les sept banques publiques indonésiennes (Bank Negara Indonesia, Bank Rakyat Indonesia, Bank Dagang Negara, Bank Exim, Bank Bumi Daya, Bank Pembangunan Indonesia and Bank Tabungan Negara) pour donner naissance à quatre établissements, les banques les plus faibles se rapprochant des plus solides.

■ **BANKAMERICA**: la troisième banque commerciale américaine serait sur le point d'acheter une banque d'investissement, la firme Robertson Stephens, basée à San Francisco, pour un montant de 600 millions de dollars (3,5 milliards de francs), selon le *San Francisco Chronicle* du 7 juin. Robertson Stephens, qui emploie 500 personnes, se classe au treizième rang des émetteurs d'actions aux Etats-Unis.

## La vente aux enchères de champs pétrolifères au Venezuela remporte un nouveau succès

Les offres des petites et moyennes compagnies, plus agressives, ont surpassé celles des majors

L'apertura, la politique d'ouverture aux investissements étrangers décidée au début de la décennie par le Venezuela, après vingt ans de na-

tionalisation de l'industrie pétrolière, s'est concrétisée par une nouvelle mise aux enchères de champs d'hydrocarbures. Celle-ci a été un

succès: le montant total des offres s'est élevé à 2,17 milliards de dollars. Seuls deux blocs n'ont pas trouvé preneur.

### SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant

Caracas a été la semaine dernière le théâtre d'une véritable ruée vers l'or noir, témoignant du succès de la politique d'ouverture aux investissements étrangers inaugurée par les autorités véné-

zuéliennes au début des années 90. Luis Giusti, le patron de Petroleos de Venezuela SA (PDVSA), espérait récolter 1 milliard de dollars pour la « troisième ronde » d'adjudications de champs pétroliers qui s'est tenue dans un grand hôtel de Caracas. Au cinquième et dernier jour des enchères, Juan Szabo, le directeur de l'exploration et de la production de PDVSA, annonçait triomphalement que le montant des offres déposées par 91 compagnies, vénézuéliennes et étrangères, atteignait 2,17 milliards de dollars (12,5 milliards de francs). Seuls deux blocs n'ont pas trouvé preneur.

L'adjudication portait sur vingt champs « matures » ou « marginaux » dont l'exploitation, en déclin, peut être relancée par l'utilisation de techniques de récupération sophistiquées. Selon plusieurs experts, la production de ces blocs, actuellement de 67 000 barils par jour, pourrait être portée à plus de 500 000 barils/jour au cours des prochaines années.

Plusieurs représentants de grandes compagnies pétrolières internationales venus participer aux enchères comparent le Venezuela à l'Arabie saoudite. Le souci d'être présent dans le pays qui dispose des plus importantes réserves d'or noir du monde occidental - 72 milliards de barils de réserves prouvées - et qui figure au premier rang des fournisseurs des Etats-

Unis explique le montant inattendu de certaines enchères.

Cette « troisième ronde » a mis en évidence l'audace, voire l'agressivité, de petites et moyennes compagnies, dont les offres ont surpassé celles des « majors » qui dominaient sans partage le monde du pétrole il y a encore quelques années. Seuls trois blocs ont été acquis par des poids lourds de l'in-

Les deux compagnies françaises, Elf et Total, qui avaient obtenu des permis lors de précédentes adjudications, ont cette fois visé trop bas et n'ont rien obtenu

dustrie, les américains Chevron, Phillips, ARCO et le norvégien Statoil.

Les deux compagnies françaises, Elf et Total, qui avaient obtenu des permis lors de précédentes adjudications, ont cette fois visé trop bas et n'ont rien obtenu. Associée à la compagnie américaine Amoco, Total convoitait plusieurs blocs dans l'est du Venezuela. Le premier, Boqueron, considéré comme l'un des plus prometteurs, a été emporté par un consortium formé par Union Texas (Etats-Unis) et Preussag (Allemagne).

Le permis d'Onado est revenu à la Compagnia General de Combustibles-CGC (Argentine) et Camanah (Canada), et Caracoles, un champ situé dans l'Etat d'Anzoategui, a été attribué à la Corporation pétrolière nationale chinoise (CNPC). La compagnie nationale

Repsol, qui a fait une offre de 330 millions de dollars, très supérieure aux 32 millions proposés par l'association Elf-YPF (Argentine).

L'autre grande surprise a été causée par la britannique Lasmio, qui a présenté l'offre la plus élevée des cinq journées d'enchères, 453 millions de dollars, pour le bloc Dacion, dont la production actuelle n'est que de 12 500 barils/jour. La compagnie a annoncé son intention d'investir 750 millions de dollars supplémentaires pour augmenter la production de Dacion à 90 000 barils/jour d'ici trois ou quatre ans.

Cinq des vingt permis étaient réservés aux investisseurs vénézuéliens et ont rapporté plus de 280 millions de dollars. Spécialisée dans l'agro-alimentaire et les boissons, la société Polar va se diversifier dans la production pétrolière

après avoir remporté deux permis en association avec Ineletra et la compagnie américaine Atlantic Richfield Co. (ARCO.)

Montré du doigt comme le principal pays dépassant les quotas de production fixés par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), dont il est membre fondateur, le Venezuela continue d'augmenter sa capacité de production. Selon une enquête réalisée par Bloomberg auprès de compagnies et d'analystes pétroliers, le Venezuela a produit en moyenne 3,17 millions de barils/jour le mois dernier, excédant de plus de 800 000 barils/jour son quota.

Selon les experts de PDVSA et des compagnies étrangères qui viennent de participer à la « troisième ronde », les dix-huit champs adjugés la semaine dernière pourraient augmenter la capacité de production vénézuélienne de 500 000 à 600 000 barils/jour dans les trois ou quatre ans qui viennent.

Anticipant une forte augmentation de la demande de pétrole dans les prochaines années, particulièrement aux Etats-Unis et au Brésil, le Venezuela entend doubler sa capacité de production pour arriver à 6,3 millions de barils/jour en 2006. Pour atteindre cet objectif, PDVSA prévoit d'investir 65 milliards de dollars en dix ans. Grâce à l'apertura, la politique d'ouverture aux investissements étrangers qui a mis fin à vingt ans de nationalisation totale de l'industrie pétrolière, les partenaires internationaux devraient apporter un peu plus du quart de cette somme.

Jean-Michel Caroit

## Cinq syndicats appellent les postiers à faire grève

MÊME si La Poste ne fait pas partie de ses dossiers prioritaires, le nouveau gouvernement - et plus précisément Christian Pignatelli, secrétaire d'Etat en charge de l'Industrie - va prochainement devoir se pencher sur l'avenir de cette entreprise publique.

L'appel à la grève lancé par les syndicats CFDT, CGT, CFTC, FO et SUD-PTT pour le mardi 10 juin, simultanément à la journée d'action de la Confédération européenne des syndicats, fera figure d'avertissement, même si, en privé, certains syndicalistes ne prévoient pas une très forte mobilisation.

Au départ les syndicats pensaient organiser une manifestation spécifique à Paris avant de rejoindre le cortège « européen ». Mais, officiellement pour des raisons de calendrier interne, Force ouvrière n'appelle plus les postiers à manifester mais se contente de les appeler à cesser le travail.

Conséquence: la CFDT, peu désireuse de se retrouver dans la rue aux côtés de la CGT et de SUD-PTT, a abandonné l'idée d'une manifestation spécifique. Les cégétistes ne devraient donc participer qu'au défilé européen. Conclusion: il n'y aura pas de manifestation des postiers à Paris.

Pour les syndicats, l'arrivée d'un gouvernement de gauche au pouvoir change la donne. Leur principale revendication porte sur les baisses constantes d'effectifs et sur le recours sans cesse accru à des contractuels. Fin

mal, SUD-PTT a publié le contenu d'une note de la direction de la communication, en date du 20 février. Selon cette note, La Poste a employé en moyenne 317 214 personnes en 1996 (319 198 en 1995).

### L'AVENIR DES 17 000 BUREAUX EN SUSPENS

Compte tenu des temps partiels, la force de travail, en équivalents temps plein, a été de 282 529 en 1996 contre 285 279 l'année précédente. « Nous ne recommandons pas de faire apparaître un sous-total fonctionnaires et contractuels, car nous avons à communiquer sur le nombre de postiers, quel que soit leur statut », précise la note. Selon SUD, il y aurait à La Poste 62 000 contractuels qui représenteraient « plus ou moins 30 000 équivalents temps plein ».

Pour les syndicats, la situation de l'emploi pourrait néanmoins s'améliorer car La Poste devrait bénéficier d'une partie des 350 000 emplois que le gouvernement s'est engagé à créer dans le secteur public. Mais d'autres dossiers lourds sont en suspens, en particulier l'avenir des 17 000 bureaux de poste. Edouard Balladur avait décidé de n'en fermer aucun. Il est peu vraisemblable qu'un gouvernement de gauche revienne sur cette décision confirmée par Alain Juppé. Se pose désormais la question de l'utilisation optimale de ce réseau.

Frédéric Lemaitre

## Les entreprises moyennes sont les plus touchées par les faillites

A PREMIÈRE VUE, la situation semblerait s'améliorer pour les PME. Sur les cinq premiers mois de 1997, les défaillances d'entreprises se sont élevées à 26 969, selon les statistiques de la SFAC (Société française d'assurance-crédit). Comparé à la même période de 1996, le nombre de faillites d'entreprises est en recul de 4,5 %. « Cette amélioration est un peu en trompe l'œil, compte tenu du faible nombre de sociétés créées ces dernières années. Cette crise de la création explique en grande partie la baisse de la mortalité », constate Philippe Chalmé, économiste à la SFAC.

Si les défaillances des très jeunes sociétés diminuent, les faillites des grosses PME, elles, se maintiennent à haut niveau. Depuis le début de l'année, 51 entreprises réalisant plus de 100 millions de chiffre d'affaires ont fait faillite. En 1996, elles étaient déjà 120 à avoir déposé leur bilan. Auparavant, leurs fail-

lites ne dépassaient pas la centaine.

Cette hausse traduit le malaise grandissant des PME. A l'écart des courants porteurs de l'économie, comme le redressement du dollar et la hausse des exportations, les PME, à l'inverse des grands groupes, continuent à subir les pesanteurs du marché intérieur et la faiblesse de la consommation. Souvent placées en situation de dépendance à l'égard de donneurs d'ordres, elles ne voient aussi aucun relâchement dans les contraintes qui leur sont imposées.

Autre phénomène, plus inquiétant: les PME travaillant dans des secteurs traditionnels - BTP, agro-alimentaire, textile - ne sont plus les seules touchées. Depuis le début de l'année, de grosses entreprises comme Interdiscount (distribution électronique), King Line computer (grossiste en matériel informatique), Akai (matériel électro-

nique), GigaStorage (informatique), ont été mises en redressement judiciaire. Créées pour la plupart dans les années 80, ces sociétés, réalisant autour d'un milliard de chiffre d'affaires et employant plusieurs centaines de salariés chacune, étaient toutes sur des marchés supposés porteurs comme l'électronique ou l'informatique.

Est-ce une crise de croissance dans des secteurs en train de se restructurer? Ou le signe d'un mal plus profond, ces entreprises ne parvenant pas à atteindre une taille critique face aux grands groupes? Après avoir perdu une grande partie de sa base industrielle centenaire, la France est en train de voir disparaître une part de ses PME supposées incarner son avenir économique. C'est dans ces grosses PME, pourtant, que repose l'essentiel des emplois présents et futurs.

Martine Orange

**MERCER**  
Management Consulting

*Nous aidons les grands groupes internationaux à croître et nous les accompagnons dans la mise en œuvre du changement.*

*Pour faire face à la croissance de notre activité en France, nous emménageons dans de nouveaux bureaux:*

**28, avenue Victor Hugo - 75116 Paris**  
**Tél: 01 45 02 30 00 - Fax: 01 45 02 30 01**

Boston - Chicago - Hong Kong - Londres - Madrid - Montréal - Munich - New York  
Paris - San Francisco - Toronto - Washington - Zurich



# Les champs pétrolifères ont un nouveau succès

Les investisseurs ont surclassé les autres secteurs. Les actions des sociétés pétrolières ont enregistré une hausse de 2,57 milliards de dollars, soit 1,1% de plus que les autres secteurs.

Les actions des sociétés pétrolières ont enregistré une hausse de 2,57 milliards de dollars, soit 1,1% de plus que les autres secteurs.

Les actions des sociétés pétrolières ont enregistré une hausse de 2,57 milliards de dollars, soit 1,1% de plus que les autres secteurs.

Les actions des sociétés pétrolières ont enregistré une hausse de 2,57 milliards de dollars, soit 1,1% de plus que les autres secteurs.

Les actions des sociétés pétrolières ont enregistré une hausse de 2,57 milliards de dollars, soit 1,1% de plus que les autres secteurs.

Les actions des sociétés pétrolières ont enregistré une hausse de 2,57 milliards de dollars, soit 1,1% de plus que les autres secteurs.

Les actions des sociétés pétrolières ont enregistré une hausse de 2,57 milliards de dollars, soit 1,1% de plus que les autres secteurs.

## RÈGLEMENT MENSUEL

LUNDI 9 JUIN  
Liquidation : 23 juin  
Taux de report : 3,63  
Cours relevés à 12h30

VALEURS  
FRANÇAISES

B.N.P. (T.P.)	990
C.L. Lyons (T.P.)	990
Renard (T.P.)	1000
Shaw (T.P.)	1010
Saint Gobain (T.P.)	1020
Thomson S.A. (T.P.)	1030
Accor	1040
CCF. Ass. Gen. France	1050
Al. Liquide	1060
Alcan Alsthom	1070
Asme	1080
Ball Inverisy	1090
Banque (Cie)	1100
Bazas H&C	1110
Bertrand Flaur	1120
BIC	1130
BSI	1140
B.P.	1150
Boulere Techno	1160
Bongrain	1170
Bouguies	1180
Bouguies Offis	1190
Carrel	1200
Cap Gemini	1210
Carpenter Lorraine	1220
Cas	1230
Casling Guidcard	1240
Casling Guidcard	1250
Casling Guidcard	1260
Casling Guidcard	1270
Casling Guidcard	1280
Casling Guidcard	1290
Casling Guidcard	1300
Casling Guidcard	1310
Casling Guidcard	1320
Casling Guidcard	1330
Casling Guidcard	1340
Casling Guidcard	1350
Casling Guidcard	1360
Casling Guidcard	1370
Casling Guidcard	1380
Casling Guidcard	1390
Casling Guidcard	1400
Casling Guidcard	1410
Casling Guidcard	1420
Casling Guidcard	1430
Casling Guidcard	1440
Casling Guidcard	1450
Casling Guidcard	1460
Casling Guidcard	1470
Casling Guidcard	1480
Casling Guidcard	1490
Casling Guidcard	1500
Casling Guidcard	1510
Casling Guidcard	1520
Casling Guidcard	1530
Casling Guidcard	1540
Casling Guidcard	1550
Casling Guidcard	1560
Casling Guidcard	1570
Casling Guidcard	1580
Casling Guidcard	1590
Casling Guidcard	1600
Casling Guidcard	1610
Casling Guidcard	1620
Casling Guidcard	1630
Casling Guidcard	1640
Casling Guidcard	1650
Casling Guidcard	1660
Casling Guidcard	1670
Casling Guidcard	1680
Casling Guidcard	1690
Casling Guidcard	1700
Casling Guidcard	1710
Casling Guidcard	1720
Casling Guidcard	1730
Casling Guidcard	1740
Casling Guidcard	1750
Casling Guidcard	1760
Casling Guidcard	1770
Casling Guidcard	1780
Casling Guidcard	1790
Casling Guidcard	1800
Casling Guidcard	1810
Casling Guidcard	1820
Casling Guidcard	1830
Casling Guidcard	1840
Casling Guidcard	1850
Casling Guidcard	1860
Casling Guidcard	1870
Casling Guidcard	1880
Casling Guidcard	1890
Casling Guidcard	1900
Casling Guidcard	1910
Casling Guidcard	1920
Casling Guidcard	1930
Casling Guidcard	1940
Casling Guidcard	1950
Casling Guidcard	1960
Casling Guidcard	1970
Casling Guidcard	1980
Casling Guidcard	1990
Casling Guidcard	2000
Casling Guidcard	2010
Casling Guidcard	2020
Casling Guidcard	2030
Casling Guidcard	2040
Casling Guidcard	2050
Casling Guidcard	2060
Casling Guidcard	2070
Casling Guidcard	2080
Casling Guidcard	2090
Casling Guidcard	2100
Casling Guidcard	2110
Casling Guidcard	2120
Casling Guidcard	2130
Casling Guidcard	2140
Casling Guidcard	2150
Casling Guidcard	2160
Casling Guidcard	2170
Casling Guidcard	2180
Casling Guidcard	2190
Casling Guidcard	2200
Casling Guidcard	2210
Casling Guidcard	2220
Casling Guidcard	2230
Casling Guidcard	2240
Casling Guidcard	2250
Casling Guidcard	2260
Casling Guidcard	2270
Casling Guidcard	2280
Casling Guidcard	2290
Casling Guidcard	2300
Casling Guidcard	2310
Casling Guidcard	2320
Casling Guidcard	2330
Casling Guidcard	2340
Casling Guidcard	2350
Casling Guidcard	2360
Casling Guidcard	2370
Casling Guidcard	2380
Casling Guidcard	2390
Casling Guidcard	2400
Casling Guidcard	2410
Casling Guidcard	2420
Casling Guidcard	2430
Casling Guidcard	2440
Casling Guidcard	2450
Casling Guidcard	2460
Casling Guidcard	2470
Casling Guidcard	2480
Casling Guidcard	2490
Casling Guidcard	2500
Casling Guidcard	2510
Casling Guidcard	2520
Casling Guidcard	2530
Casling Guidcard	2540
Casling Guidcard	2550
Casling Guidcard	2560
Casling Guidcard	2570
Casling Guidcard	2580
Casling Guidcard	2590
Casling Guidcard	2600
Casling Guidcard	2610
Casling Guidcard	2620
Casling Guidcard	2630
Casling Guidcard	2640
Casling Guidcard	2650
Casling Guidcard	2660
Casling Guidcard	2670
Casling Guidcard	2680
Casling Guidcard	2690
Casling Guidcard	2700
Casling Guidcard	2710
Casling Guidcard	2720
Casling Guidcard	2730
Casling Guidcard	2740
Casling Guidcard	2750
Casling Guidcard	2760
Casling Guidcard	2770
Casling Guidcard	2780
Casling Guidcard	2790
Casling Guidcard	2800
Casling Guidcard	2810
Casling Guidcard	2820
Casling Guidcard	2830
Casling Guidcard	2840
Casling Guidcard	2850
Casling Guidcard	2860
Casling Guidcard	2870
Casling Guidcard	2880
Casling Guidcard	2890
Casling Guidcard	2900
Casling Guidcard	2910
Casling Guidcard	2920
Casling Guidcard	2930
Casling Guidcard	2940
Casling Guidcard	2950
Casling Guidcard	2960
Casling Guidcard	2970
Casling Guidcard	2980
Casling Guidcard	2990
Casling Guidcard	3000
Casling Guidcard	3010
Casling Guidcard	3020
Casling Guidcard	3030
Casling Guidcard	3040
Casling Guidcard	3050
Casling Guidcard	3060
Casling Guidcard	3070
Casling Guidcard	3080
Casling Guidcard	3090
Casling Guidcard	3100
Casling Guidcard	3110
Casling Guidcard	3120
Casling Guidcard	3130
Casling Guidcard	3140
Casling Guidcard	3150
Casling Guidcard	3160
Casling Guidcard	3170
Casling Guidcard	3180
Casling Guidcard	3190
Casling Guidcard	3200
Casling Guidcard	3210
Casling Guidcard	3220
Casling Guidcard	3230
Casling Guidcard	3240
Casling Guidcard	3250
Casling Guidcard	3260
Casling Guidcard	3270
Casling Guidcard	3280
Casling Guidcard	3290
Casling Guidcard	3300
Casling Guidcard	3310
Casling Guidcard	3320
Casling Guidcard	3330
Casling Guidcard	3340
Casling Guidcard	3350
Casling Guidcard	3360
Casling Guidcard	3370
Casling Guidcard	3380
Casling Guidcard	3390
Casling Guidcard	3400
Casling Guidcard	3410
Casling Guidcard	3420
Casling Guidcard	3430
Casling Guidcard	3440
Casling Guidcard	3450
Casling Guidcard	3460
Casling Guidcard	3470
Casling Guidcard	3480
Casling Guidcard	3490
Casling Guidcard	3500
Casling Guidcard	3510
Casling Guidcard	3520
Casling Guidcard	3530
Casling Guidcard	3540
Casling Guidcard	3550
Casling Guidcard	3560
Casling Guidcard	3570
Casling Guidcard	3580
Casling Guidcard	3590
Casling Guidcard	3600
Casling Guidcard	3610
Casling Guidcard	3620
Casling Guidcard	3630
Casling Guidcard	3640
Casling Guidcard	3650
Casling Guidcard	3660
Casling Guidcard	3670
Casling Guidcard	3680
Casling Guidcard	3690
Casling Guidcard	3700
Casling Guidcard	3710
Casling Guidcard	3720
Casling Guidcard	3730
Casling Guidcard	3740
Casling Guidcard	3750
Casling Guidcard	3760
Casling Guidcard	3770
Casling Guidcard	3780
Casling Guidcard	3790
Casling Guidcard	3800
Casling Guidcard	3810
Casling Guidcard	3820
Casling Guidcard	3830
Casling Guidcard	3840
Casling Guidcard	3850
Casling Guidcard	3860
Casling Guidcard	3870
Casling Guidcard	3880
Casling Guidcard	3890
Casling Guidcard	3900
Casling Guidcard	3910
Casling Guidcard	3920
Casling Guidcard	3930
Casling Guidcard	3940
Casling Guidcard	3950
Casling Guidcard	3960
Casling Guidcard	3970
Casling Guidcard	3980
Casling Guidcard	3990
Casling Guidcard	4000
Casling Guidcard	4010
Casling Guidcard	4020
Casling Guidcard	4030
Casling Guidcard	4040
Casling Guidcard	4050
Casling Guidcard	4060
Casling Guidcard	4070
Casling Guidcard	4080
Casling Guidcard	4090
Casling Guidcard	4100
Casling Guidcard	4110
Casling Guidcard	4120
Casling Guidcard	4130
Casling Guidcard	4140
Casling Guidcard	4150
Casling Guidcard	4160
Casling Guidcard	4170
Casling Guidcard	4180
Casling Guidcard	4190
Casling Guidcard	4200
Casling Guidcard	4210
Casling Guidcard	4220
Casling Guidcard	4230
Casling Guidcard	4240
Casling Guidcard	4250
Casling Guidcard	4260
Casling Guidcard	4270
Casling Guidcard	4280
Casling Guidcard	4290
Casling Guidcard	4300
Casling Guidcard	4310
Casling Guidcard	4320
Casling Guidcard	4330
Casling Guidcard	4340
Casling Guidcard	4350
Casling Guidcard	4360
Casling Guidcard	4370
Casling Guidcard	4380
Casling Guidcard	4390
Casling Guidcard	4400
Casling Guidcard	4410
Casling Guidcard	4420
Casling Guidcard	4430
Casling Guidcard	4440
Casling Guidcard	4450
Casling Guidcard	4460
Casling Guidcard	4470
Casling Guidcard	4480
Casling Guidcard	4490
Casling Guidcard	4500
Casling Guidcard	4510
Casling Guidcard	4520
Casling Guidcard	4530
Casling Guidcard	4540
Casling Guidcard	4550
Casling Guidcard	4560
Casling Guidcard	4570
Casling Guidcard	4580
Casling Guidcard	4590
Casling Guidcard	4600
Casling Guidcard	4610
Casling Guidcard	4620
Casling Guidcard	4630
Casling Guidcard	4640
Casling Guidcard	4650
Casling Guidcard	4660
Casling Guidcard	4670
Casling Guidcard	4680
Casling Guidcard	4690
Casling Guidcard	4700
Casling Guidcard	4710
Casling Guidcard	4720
Casling Guidcard	4730
Casling Guidcard	4740
Casling Guidcard	4750
Casling Guidcard	4760
Casling Guidcard	4770
Casling Guidcard	4780
Casling Guidcard	4790
Casling Guidcard	4800
Casling Guidcard	4810
Casling Guidcard	4820
Casling Guidcard	4830
Casling Guidcard	4840
Casling Guidcard	4850
Casling Guidcard	4860
Casling Guidcard	4870
Casling Guidcard	4880
Casling Guidcard	4890
Casling Guidcard	4900
Casling Guidcard	4910
Casling Guidcard	4920
Casling Guidcard	4930
Casling Guidcard	4940
Casling Guidcard	4950
Casling Guidcard	4960
Casling Guidcard	4970
Casling Guidcard	4980
Casling Guidcard	4990
Casling Guidcard	5000
Casling Guidcard	5010
Casling Guidcard	5020
Casling Guidcard	5030
Casling Guidcard	5040
Casling Guidcard	5050
Casling Guidcard	5060
Casling Guidcard	5070
Casling Guidcard	5080
Casling Guidcard	5090
Casling Guidcard	5100
Casling Guidcard	5110
Casling Guidcard	5120
Casling Guidcard	5130
Casling Guidcard	5140
Casling Guidcard	5150
Casling Guidcard	5160
Casling Guidcard	5170
Casling Guidcard	5180
Casling Guidcard	5190
Casling Guidcard	5200
Casling Guidcard	5210
Casling Guidcard	5220
Casling Guidcard	5230
Casling Guidcard	5240
Casling Guidcard	5250
Casling Guidcard	5260
Casling Guidcard	5270
Casling Guidcard	5280
Casling Guidcard	5290
Casling Guidcard	5300
Casling Guidcard	5310
Casling Guidcard	5320
Casling Guidcard	5330
Casling Guidcard	5340
Casling Guidcard	5350
Casling Guidcard	5360
Casling Guidcard	5370
Casling Guidcard	5380
Casling Guidcard	5390
Casling Guidcard	5400
Casling Guidcard	5410
Casling Guidcard	5420
Casling Guidcard	5430
Casling Guidcard	5440
Casling Guidcard	5450
Casling Guidcard	5460
Casling Guidcard	5470
Casling Guidcard	5480
Casling Guidcard	5490
Casling Guidcard	5500
Casling Guidcard	5510
Casling Guidcard	5520
Casling Guidcard	5530
Casling Guidcard	5540
Casling Guidcard	5550
Casling Guidcard	5560
Casling Guidcard	5570
Casling Guidcard	5580
Casling Guidcard	5590
Casling Guidcard	5600
Casling Guidcard	5610
Casling Guidcard	5620
Casling Guidcard	5630
Casling Guidcard	5640
Casling Guidcard	5650
Casling Guidcard	5660
Casling Guidcard	5670
Casling Guidcard	5680
Casling Guidcard	5690
Casling Guidcard	5700
Casling Guidcard	5710
Casling Guidcard	5720
Casling Guidcard	5730
Casling Guidcard	5740
Casling Guidcard	5750
Casling Guidcard	5760
Casling Guidcard	5770
Casling Guidcard	5780
Casling Guidcard	5790
Casling Guidcard	5800
Casling Guidcard	5810
Casling Guidcard	5820
Casling Guidcard	5830
Casling Guidcard	5840
Casling Guidcard	5850
Casling Guidcard	5860
Casling Guidcard	5870
Casling Guidcard	5880
Casling Guidcard	5890
Casling Guidcard	5900
Casling Guidcard	5910
Casling Guidcard	5920
Casling Guidcard	5930
Casling Guidcard	5940
Casling Guidcard	5950
Casling Guidcard	5960
Casling Guidcard	5970
Casling Guidcard	5980
Casling Guidcard	5990
Casling Guidcard	6000
Casling Guidcard	6010
Casling Guidcard	6020
Casling Guidcard	6030
Casling Guidcard	6040
Casling Guidcard	6050
Casling Guidcard	6060
Casling Guidcard	6070
Casling Guidcard	6080
Casling Guidcard	6090
Casling Guidcard	6100
Casling Guidcard	6110
Casling Guidcard	6120
Casling Guidcard	6130
Casling Guidcard	6140
Casling Guidcard	6150
Casling Guidcard	6160
Casling Guidcard	6170
Casling Guidcard	6180
Casling Guidcard	6190
Casling Guidcard	6200
Casling Guidcard	6210
Casling Guidcard	6220
Casling Guidcard	6230
Casling Guidcard	6240
Casling Guidcard	6250
Casling Guidcard	6260
Casling Guidcard	6270
Casling Guidcard	6280
Casling Guidcard	6290
Casling Guidcard	6300
Casling Guidcard	6310
Casling Guidcard	6320
Casling Guidcard	6330
Casling Guidcard	6340
Casling Guidcard	6350
Casling Guidcard	6360
Casling Guidcard	6370
Casling Guidcard	6380
Casling Guidcard	6390
Casling Guidcard	6400
Casling Guidcard	6410
Casling Guidcard	6420
Casling Guidcard	6430
Casling Guidcard	6440
Casling Guidcard	6450
Casling Guidcard	6460
Casling Guidcard	6470
Casling Guidcard	6480
Casling Guidcard	6490
Casling Guidcard	6500
Casling Guidcard	6510
Casling Guidcard	6520
Casling Guidcard	6530
Casling Guidcard	6540
Casling Guidcard	6550
Casling Guidcard	6560
Casling Guidcard	6570
Casling Guidcard	6580
Casling Guidcard	6590
Casling Guidcard	6



**TENNIS** Pour la première fois dans l'histoire du tennis, un Brésilien s'est imposé en finale d'un tournoi du Grand Chelem: Gustavo Kuerten a gagné, dimanche 8 juin, les Interna-

tionaux de France à Roland-Garros en battant les trois derniers champions, Thomas Muster en seizièmes de finale, Evgueni Kafelnikov en quarts de finale et Sergi Bruguera en finale.

● SEULS DEUX JOUEURS avant lui avaient réussi pareille performance sans être classés tête de série: Marcel Bernard (1946) et Mats Wilander (1982). ● CETTE PERFORMANCE de-

vrait permettre au jeune Brésilien, qui avait débuté le tournoi à la 66<sup>e</sup> place mondiale, d'entrer dans les vingt premiers mondiaux. ● SURPRISE ÉGALEMENT dans le tournoi féminin, où la

Croate Iva Majoli a dominé la Suisse Martina Hingis, numérotée mondiale, usée par son match contre Monica Seles et sa défaite en demi-finales du double.

## Gustavo Kuerten, endiable, danse autour de Sergi Bruguera

Deux joueurs avaient gagné les Internationaux sans être classés tête de série, Marcel Bernard et Mats Wilander. Au terme d'une quinzaine où il a battu les trois derniers champions de Roland-Garros, le jeune Brésilien sera le troisième dans ce cas

**DIMANCHE 8 JUIN**, sur le central de Roland-Garros, soufflait un bon vent. Un vent à faire craindre à Sergi Bruguera de ne pouvoir contrôler la balle. Un vent qui gênerait n'importe quel joueur de tennis. Surtout un grand joueur. Mais Gustavo «Guga» Kuerten n'est pas de ceux que le moindre détail contrarie. Pas une fois il n'a froissé ses sourcils broussailleux en signe d'agacement. «Je vis sur une île très verte à Florianópolis dans l'Etat de Santa Catarina, dans le Sud Brésilien», a-t-il déclaré après coup.

Le jeune homme a vingt ans et des cheveux longs châtain emmêlés, qu'il discipline d'un bandana ou d'une casquette vissée à l'envers. De la 66<sup>e</sup> place mondiale, il s'est offert un bond fulgurant dans le Top 20. Après une nette (6-3, 6-4, 6-2) et rapide (1 h 50) victoire sur l'Espagnol nº 19 mondial, souriant aux anges, il jette sa raquette sur son sac avec la satisfaction que procure le travail bien fait. La veille, Pelé lui a envoyé un fax d'encouragement. Dans la tribune des joueurs, aux côtés de ses proches, Rai, venu en guest star, est «fier d'être brésilien».

Sa spontanéité et sa simplicité ont ravivé au rang de mauvais prétextes et de oisifs réchichissements la métiolosité et les manies de certains de ses pairs (tension de la raquette, limites du terrain qu'on se garde de fouler, etc.). «Guga» a gagné les Internationaux de France au début, sans être précédé du qualificatif de génie. Si Filip Dewulf, sa victime en demi-finale, était l'invité-surprise du dernier carré, avec son statut de qualifié et son rang de

122<sup>e</sup> mondial, «Guga», lui, a réellement conquis son titre. Il a déblayé de ses favoris un tableau mis à mal par la défaite au premier tour de Jim Courier, par l'inattendue déroute des stars espagnoles, par la gastro-entérite du numéro un mondial, Pete Sampras. Sans compter les forfaits en série qui avaient précédé le début du tournoi. Parmi ses souffre-douleur, les trois derniers vainqueurs de Roland-Garros dans le désordre: Thomas Muster au troisième tour (1995), Evgueni Kafelnikov en quarts de finale (1996) et Sergi Bruguera en finale (1993 et 1994). Sans compter le nº 20 mondial, l'Ukrainien Andreï Medvedev, à l'énorme potentiel, en huitièmes de finale.

### UNE AISANCE NATURELLE

S'il ne s'attendait pas à son triomphe, «Guga» s'est prêté au jeu auquel le contraint sa nouvelle gloire avec une aisance plus naturelle que celle des meilleurs professionnels. Pour ne pas bousculer les repères habituels des médias, il a servi, sans malice, le cliché de la superstition. Obligé, il a dit avoir gardé la barbe naissante avec laquelle il a remporté le tournoi Challenger de Curitiba à la mi-mai. «Dieu est peut-être brésilien», a-t-il aussi plaisanté après avoir remporté la demi-finale, avant de prétendre en dans «avoir embrassé le filet deux fois avant la finale» pour que les balles «let» (heurant la bande du filet) lui soient favorables. Gustavo ne songe pas encore à s'agacer de ce fonctionnement cooventu. Il ne disputait dimanche que son 49<sup>e</sup> match professionnel. Il n'avait connu la vic-

toire qu'en tournois Satellite – le «sésame» du circuit – et Challenger – deuxième division de l'ATP Tour.

Il continue sincèrement, naïvement. Les 3 668 000 francs empochés? «Je vais les mettre sur un compte en banque, dit-il. J'ai tout ce dont j'ai besoin, j'utilise un peu la voiture de ma mère – une grosse Chevrolet du genre Jeep. Ma vie est parfaite, comme avant le tournoi.» D'un coup, les chroniqueurs nostalgiques des sympathiques stars australiennes des années 60 rajouaient. Ils croient retrouver l'atmosphère de l'époque des Rod Laver, Ken Rosewall et Lew Hoad: le temps où le tennis était une affaire confidentielle, une histoire de rivalités de court réglée entre gentlemen puis simplement, mais co-

pousement, célébrée à la bière. Le monde amodonné du tennis ne songera pas à reprocher à Kuerten sa décontraction tant elle est baignée de bonnes manières. Comme celle de déléster ses chaussures de la terre battue du central avant de fouler le tapis déroulé en son honneur. Ou celle de simuler une prostration devant Bjorn Borg, six fois vainqueur à la Porte d'Auteuil (1974, 1975, 1978 à 1981), et chargé, avec Guillermo Vilas (vainqueur en 1977 et finaliste en 1978, 1979 et 1982), de lui décerner la Coupe des Mousquetaires. C'est juré, il honore tous les engagements pas préalablement, quand d'autres prétendaient cette victoire pour modifier leur emploi du temps. Pour dédier le petit tournoi sur terre battue de Bologne, qui débutait lundi 9 juin, ou faire la nique à Wimbledon et à son gazon si ingrat avec les

as de la terre battue (du 23 juin au 6 juillet).

Gustavo Kuerten répond favorablement et sans distinction à toutes les requêtes. Il n'a pas non plus le cœur de refouler les fans. Instinctivement, il a innové en apparaissant, dimanche, flanqué de son coach, Larri Passos, du capitaine de Coupe Davis, Paulo Cleto, et de Guillermo Vilas sur le perron d'une issue de secours, pour les saluer, sous le contrôle d'une bonne dizaine d'agents de sécurité imposés par l'organisation du tournoi. Maladroïtement, il a débouché quelques bouteilles de champagne pour les associer à sa joie en les aspergeant, façon Grand Prix de formule 1.

### SPORT DE RICHES

Le tennis avait besoin d'un «Guga». Il ne se dérobe pas, comme s'il sentait confusément que son couronnement français suscite de grands espoirs pour le tennis brésilien et latino-américain en général. Ancien numéro un brésilien, à la retraite des raquettes depuis 1993, Casio Mota se prend à rêver: «Le Brésil est resté un pays pauvre où le tennis est un sport de riches (seulement 150 000 licenciés environ pour 165 millions d'habitants). La victoire de Guga peut tout changer. Les jeunes qui jouent déjà vont comprendre qu'ils ont leurs chances, même sans les structures énormes qui existent dans d'autres pays comme les États-Unis ou la France; les autres auront envie de s'y mettre. Peut-être verra-t-on enfin s'ouvrir des courts publics?»

Patricia Jolly



Le troisième joueur non tête de série à remporter le tournoi de Roland-Garros

### Justine Hénin championne juniors

Elle dit: «C'est ma plus belle victoire pour le moment», mais Justine Hénin ne veut pas brûler les étapes: «Je le dirai à chaque tournoi que je gagnerai.» Dimanche 8 juin, cette Belge de quinze ans est devenue championne juniors des Internationaux de France de Roland-Garros en battant la joueuse du Zimbabwe Cara Black (4-6, 6-4, 6-4). Blondinette aux aires volontaires, Justine a ce don manquant le tennis féminin: un tennis d'attaque servi par un revers lifté immense et une couverture têtue à la volée. Promis, elle ne changera pas sa nature en retenant sur le circuit professionnel. D'ailleurs, Justine ne veut pas y entrer avant deux ans. Car il y a les études, «c'est essentiel, poursuit-elle. En sports, je sais qu'il y a toujours un danger. Je pourrais être blessée». Bonne élève dans un collège de Mons, Justine Hénin avait un examen de géographie, lundi. Elle comptait en être dispensée.

### LE PALMARÈS DES INTERNATIONAUX DE FRANCE

**Finale simple messieurs**  
G. Kuerten (Bré.) b. S. Bruguera (Esp., nº 10) 6-3, 6-2, 6-4.  
**Finale simple dames**  
I. Majoli (Cro.) b. M. Hingis (Sui., nº 1) 6-2, 6-2.  
**Finale double messieurs**  
Y. Kafelnikov-D. Vankov (Rus.-Pép. tch., nº 4) b. T. Woodbridge-M. Woodhouse (Aus., nº 1) 7-6 (14/12), 4-6, 6-3.  
**Finale double dames**  
G. Fernandez-M. Zvereva (E-U.) b. M. J. Fernandez-L. Raymond (E-U.) 6-2, 6-3.  
**Finale double mixte**  
R. Hirschi-M. Bhupathi (Ind.) b. L. Raymond-P. Galbraith (E-U.) 6-4, 6-4.  
**Finale juniors garçons**  
D. Elner (Aut.) b. L. Home (Par.) 6-4, 6-4.  
**Finale juniors filles**  
J. Hénin (Bel.) b. C. Black (Zim.) 4-6, 6-4, 6-4.  
**Finale double juniors garçons**  
J. de Almeida-H. Home (Moz.-Par.) b. A. Di Pasquale-J. Jorjani (Fra.) 6-4, 2-6, 7-5.  
**Finale double juniors filles**  
C. Black-L. Seljman (Zim.-Kaz.) b. M. Malozovic-K. Szabo (Slo.) 6-0, 5-7, 7-5.

## Centenaire, le tournoi féminin résiste à la logique

LA CROATE Iva Majoli, dix-neuf ans, s'est donc imposée dans cette finale du centenaire en faisant un pied de nez à la logique. Son adversaire, la Suisse Martina Hingis, seize ans et huit mois, était épuisée par la débâcle d'efforts consentis pendant la quinzaine au sortir d'un mois de convalescence. L'engrenage de cette défaite s'est enclenché jeudi, lors de la demi-finale épique contre Monica Seles. Devant la volonté de l'ancienne championne, la gamine a eu secrètement peur face à une joueuse qui non seulement lui résistait mais en plus l'attaquait. «C'est la première fois que j'ai dû jouer en me défendant», a-t-elle avoué après avoir gagné l'une des rencontres les plus périlleuses de sa jeune carrière.

Après la frousse jeudi, la fatigue et le dépit vendredi. Avec Arantxa Sanchez-Vicario, Martina Hingis a disputé une demi-finale du double féminin contre Gigi Fernandez et Natasha Zvereva. La bagarre a duré deux heures et demie et s'est soldée par une défaite de dix jeux à huit au troisième set. Martina avait joué en pensant à la finale et la place de numéro un mondiale en double qu'elle pourrait ajouter à son palmarès. Elle a dû convenir qu'il ne lui

suffisait pas de vouloir pour pouvoir. Samedi ne pouvait plus être qu'un jour sans pour la jeune prodige sans autres ressources.

Ainsi va le tournoi féminin, comme à son habitude, initiatique et capricieux. Roland-Garros rêvait d'une finale entre Martina Hingis et Steffi Graf. Il a eu une finale botteuse qui avait le mérite d'être dense au terme d'une quinzaine plus dense que les années précédentes. Dépassé le duel des deux meilleures joueuses du monde en finale: les joueuses ont réservé des matches spectaculaires, parfois somptueux. Il y a eu le premier match de l'Américaine Venus Williams contre la Japonaise Naoko Sawamatsu. A quinze ans, la première faisait son apparition dans un tournoi du Grand Chelem, et la Japonaise, suffisamment expérimentée, ne s'est pas laissé intimider. Une partie pleine et adouciée en trois sets. Quand Nathalie Tauziat bat Venus, c'est devant le public du central navi.

Il y a encore les spectacles des invitées françaises: le beau match «perdu» d'Emilie Loit contre Conchita Martinez, l'élimination de Sabine Appelmann par Caroline Denbin au premier tour. Au premier

tour, l'incroyable détermination de Nathalie Dechy face à Patricia Hy-Boulais finalement sapée, onze jeux à neuf dans le dernier set. La belle partie d'Amélie Mauresmo au deuxième tour devant Steffi Graf. Et les autres. La finmousse et le

### Iva Majoli n'a pas fait de détail

Le salut de quelques anciennes championnes, un lâcher de balloons, et la finale du centenaire peut commencer. Martina Hingis y est attendue en vainqueur, mais c'est Iva Majoli qui prend le commandement des opérations. La Croate, très concentrée, blanchit les lignes de ses coups droits et trouve des angles impossibles avec son revers. Très vite, Martina Hingis est dépassée. De coups droits en revers gagnant, la numéro un mondiale galope et ne peut régier son jeu. Menée trois jeux à deux dans le deuxième set, elle s'absente aux toilettes pendant cinq bonnes minutes. Deux jeux plus tard, alors qu'Iva Majoli, au jeu toujours intrinsèque, mène cinq jeux à deux, Martina se fait masser les cuisses. Peine perdue, un revers sort du court et Iva Majoli est championne de Roland-Garros.

Jeu encore trop tendre d'Anna Kournikova, platement battue par Martina Hingis au troisième tour. Celle-ci avait été accrochée par une courageuse petite italienne, Gloria Pizzichini, cœur et vaillance, au deuxième tour, en une rencontre éperdue d'émotion. Et pour une fois, tant d'atouts. Pour les belles images,

part entière dans les trois tournois anglo-saxons du Grand Chelem. Paris vient de découvrir qu'il ne fallait plus le comparer avec le tennis masculin. Les femmes frappent et servent plus fort qu'avant, sont sûrement mieux entraînées mais ne parviennent jamais au niveau brutal et endurant du tennis masculin.

Bénédicte Mathieu

## Jours de gloire pour une Croatie en pleine campagne électorale

### ZAGREB ET VUKOVAR

de notre envoyé spécial

«Jeu, set et match, Iva Majoli!» Une Zagrebaise bat la numéro un du tennis mondial à Paris, Zagreb exulte. Le lendemain, dimanche 8 juin, loin des terres battues de Roland-Garros, le président Franjo Tudjman offre à la population une seconde raison d'être satisfaite: il arrive dans la ville détruite de Vukovar, «symbole de la souffrance croate», à bord de son «train de la paix». Cette fois, la guerre paraît finie. Les Serbes, qui avaient assiégé et conquis Vukovar en 1991, sont vaincus. Ils commencent à rendre la Slavonie orientale aux Croates. Le voyage de M. Tudjman déclenche un «our» de soulagement, la victoire d'Iva Majoli, des cris de joie, c'est la fin d'une époque en Croatie.

Le train présidentiel arrive dans une gare qui offre toujours le visage de la guerre.

Nommé en 1990 puis élu en 1992 à la tête de l'Etat croate, le président va brigrer, le 15 juin, un second mandat. L'arrivée du «train de la paix» à Vukovar n'est donc pas un hasard. M. Tudjman était déterminé à sceller la victoire finale avant l'échéance électorale. Il est venu accompagné d'un millier d'invités, des ministres, des officiers, des ambassadeurs, des prêtres, des Miss Croates, des chanteuses, des sportifs. Chaque quette la cerise sur le gâteau. Ma Majoli sera-t-elle revenue de Paris pour partager ces heures de bonheur patriotique, à la gloire du vieux président nationaliste?

Dans le train de la victoire, point d'Iva. On murmure que la nouvelle star de la raquette aurait peut-être apprécié d'être inscrite sans être consultée sur les listes de soutien au président. Car M. Tudjman même une campagne électorale à son image, autoritaire. La télévision d'Etat est à son service

exclusif, l'armée est prise de faire voter ses jets pendant les meetings, et peu de personnalités résistent à une invitation du chef de l'Etat.

### CHAUD ET FROID

A Vukovar, Franjo Tudjman a, conformément à ses habitudes, soufflé le chaud et le froid. Il a appelé à «la paix et la réconciliation» pour satisfaire les diplomates. Puis il a affirmé qu'il était «hors de question que 150 000 à 200 000 Serbes vivent à nouveau en Croatie». Devant des émissaires onusiens un peu nerveux, il a ajouté vouloir «achever la réintégration pacifique de la Slavonie orientale sans forces étrangères». «Nous n'avons plus besoin d'eux!», s'est-il exclamé.

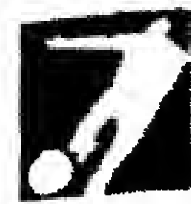
Puis le train croate est reparti. Embusqués le long des voies, des hommes ont jeté des cailloux dans les fenêtres, en brandis-

sant le poing avec trois doigts levés, signe de reconnaissance des ultranationalistes serbes. Dans le train, les commandos de M. Tudjman, crânes rasés, vêtus de costumes civils pour l'occasion, masquaient à peine leur envie d'en découdre.

Vukovar, la ville fantôme, ravagée, reste serbe pour quelque temps encore. Franjo Tudjman est ravi d'avoir pu célébrer «sa» victoire, lui qui se présente en «Père de la nation», qui s'identifie au pays. A Zagreb, le soir, le journal *Vecernji List* affiche la photo d'une jeune femme souriante qui embrasse une coupe rutilante. Le titre, «Iva, la reine de Roland-Garros», couvre la «une». «Je suis ravie de la victoire de Majoli, dit une femme. Le seul problème est que Tudjman va encore trouver un moyen de s'approprier ce succès.»

Rémy Ourdian

En Angola, la C



Les Bleus de



## Polémique autour des ballons du Mondial 1998

Sergi Bruguera

Bernard et Mats Wilander

Président sera le troisième dans la liste



## siste à la logique

Le tennis a toujours été un sport de logique. Les joueurs doivent être capables de lire le jeu de leur adversaire, d'anticiper ses coups, et de réagir en conséquence. C'est cette logique qui a permis à des joueurs comme Sergi Bruguera de briser des records et de devenir des champions du monde.

## campagne électorale

La campagne électorale est une période cruciale pour les candidats. Ils doivent convaincre les électeurs de leur programme et de leur capacité à mener le pays. C'est une tâche ardue qui nécessite une grande stratégie et une communication efficace.

# En Angola, la Coupe du monde de football fait oublier la guerre

Malgré vingt ans de guerre civile, le pays n'a jamais abandonné l'organisation du championnat national et l'entretien d'une sélection qui reste en course pour le Mondial 1998

L'équipe d'Angola a fait match nul avec le Cameroun (1-1), dimanche 8 juin, à Luanda, dans le groupe 4 de la zone Afrique, qualificatif pour la Coupe du monde 1998. Les Angolais, deuxième de leur poule,

doivent désormais escompter un faux pas du Cameroun, le 17 août, lors de la dernière journée, pour espérer se qualifier. Le parcours honorable de la formation nationale fait un peu oublier au pays les ravages de vingt ans de guerre civile.

Les bons résultats sont notamment dus au retour dans l'effectif d'exilés évoluant au Portugal. Mais ils traduisent également la bonne tenue du football en Angola même.

Le régime communiste a toujours trouvé intérêt à entretenir des équipes dépendant de l'armée, de la police ou d'entreprises d'Etat qui forment l'ossature du championnat.

LUANDA

de notre envoyé spécial

Luanda, parnasse Saint-Dominique. Coincé entre l'école et l'église, le « stade » n'est qu'une parcelle seicheuse et bosselée, entourée de murs décrépis. Les lignes tracées à la chaux se voient à peine, emportées par la poussière de ce début de saison sèche. En guise de poteaux de corner, des bâtons surmontés de chiffres rouges élimés. C'est dans ce décor délabré qu'a lieu le choc du championnat angolais de deuxième division entre l'Inter de Luanda et Sécil Maritime, en tête de leur groupe.

Les acteurs n'en perdent pas pour autant leur prestance et leur professionnalisme. A 15 heures tapantes, comme prévu, les trois arbitres font leur apparition dans une tenue impeccable à laquelle la Fédération internationale (FIFA) ne trouverait rien à redire. Sous les vivats d'une foule de supporters agglutinés au bord des lignes de touche, les joueurs entrent superbement équipés, à l'unisson d'une organisation irréprochable malgré la précarité des lieux.

Dans un pays ruiné par vingt ans de guerre civile, le football angolais, à l'image de son championnat, détonne sur le délabrement ambiant par son bon fonctionnement.

ment et ses résultats. Deux ans et demi après la fin du conflit, le pays est entièrement à reconstruire et demeure divisé entre zones contrôlées par le gouvernement et territoires sous domination de l'ex-rébellion. Pourtant, l'équipe nationale, symbole de l'unité, réalise un parcours remarquable dans les qualifications pour la Coupe du monde 1998.

Les « antipodes noirs », comme on les surnomme, disputent la première place de leur groupe au Cameroun, une des équipes phares du continent africain. Les Angolais ont arraché le nul (0-0) chez leurs rivaux et comptaient seulement deux points de retard sur leurs adversaires avant le match retour, dimanche 8 juin, à Luanda. Cette fois, ce sont les Camerounais qui ont tenu l'Angola en échec (1-1). Deux points séparent toujours les deux équipes et tout se jouera le 17 août lors de Togo-Angola et de Zimbabwe-Cameroun.

Les clubs, eux aussi, n'ont pas à rougir de leurs résultats face à leurs voisins africains. Le Primeiro de Agosto s'est ainsi qualifié pour la phase finale de la Ligue des champions locale en infligeant un sévère 5-0 aux Ivoiriens de l'Africa Sport d'Abidjan, une référence sur le continent. L'autre grand club angolais, le Petro de Luanda, disputera, lui, les quarts de finale de la Coupe d'Afrique.

Les bons résultats du football an-

golais s'expliquent en grande partie par le retour à la paix. C'est le cas du moins pour l'équipe nationale. « Si la sélection angolaise réussit aussi bien, c'est parce que les joueurs qui évoluent dans le championnat portugais jouent pour nous depuis la fin de la guerre civile », affirme Victor Barros, le secrétaire général de la fédération. Sur les onze titulaires du moment, sept sont

de ses dix millions d'habitants, est l'un des rares pays de cette partie du continent africain à être capable d'organiser un championnat comportant deux divisions. La compétition, qui se déroule de février à novembre, oppose une trentaine d'équipes. Les joueurs angolais sont des semi-professionnels, liés à leurs clubs par des contrats et pouvant gagner jusqu'à 1 000 dollars par

samment fait pour être structuré, lui aussi, en deux divisions.

Cette situation paradoxale d'un football en pleine santé dans un pays qui sort ravagé d'une longue guerre civile ne serait pas possible sans la volonté politique et l'appui matériel du régime communiste en place à Luanda, qui y trouve son intérêt. « Le sport a toujours été le seul divertissement offert à la population pour se distraire et le seul motif d'engagement pour la jeunesse », explique M. Barros. Voilà pourquoi le régime de Luanda a sponsorisé la plupart des équipes. Aujourd'hui encore, sur quatorze clubs de première division, onze appartiennent à l'armée, la police, des entreprises publiques ou des provinces.

Pour cause de concurrence du basket-ball - lui aussi très performant et populaire - mais surtout pour cause de misère, seuls les grands matches, comme cet Angola-Cameroun, remplissent les stades. L'équipe nationale, elle-même, n'est pas épargnée par les soucis matériels. Le stage de préparation effectué en Afrique du Sud avant la rencontre contre le Cameroun a été payé grâce à une avance sur la vente des billets, confiée à une société privée. Et quelques jours avant le match, la fédération ne disposait toujours pas de l'argent nécessaire pour payer les indemnités des joueurs.

Frédéric Chambon

## Le Nigeria, le Maroc et la Tunisie qualifiés

Nigeria, Maroc et Tunisie : la zone Afrique a désigné les trois premiers pays à obtenir leur ticket pour la Coupe du monde 1998, hormis la France et le Brésil, qualifiés d'office. Le Nigeria (groupe 1) a dominé le Kenya (3-0), samedi 7 juin, à Lagos, et obtient la deuxième qualification de son histoire, après 1994. Le Maroc (groupe 5) a battu le Ghana (1-0), le même jour, à Casablanca, et jouera pour la quatrième fois une phase finale (1970, 1986, 1994). La Tunisie, auteur d'un match nul (0-0), dimanche, au Caire face à l'Égypte, se retrouve pour la deuxième fois de son histoire après 1978. A noter que le Nigeria et le Maroc sont entraînés par des Français, respectivement Philippe Troussier et Henri Michel. La Tunisie est dirigée par un Franco-Polonais, Henri Kasperczak (Le Monde du 29 avril). Reste vingt-sept places à pourvoir pour le Mondial 98.

## Inscrits dans le championnat du Portugal, l'ancienne puissance coloniale.

Les performances des clubs, elles, ne doivent rien à la présence d'une « légion étrangère ». Elles représentent, avant tout, le fruit de la richesse et de la rigueur du football angolais, un des mieux structurés en Afrique noire malgré les ravages de deux décennies de conflit interne. L'Angola fort

mois, soit vingt fois le salaire moyen d'un fonctionnaire. Plusieurs clubs disposent d'écoles de football pour les plus jeunes, et les statuts rendent obligatoire l'existence d'équipes juniors et cadets pour les formations évoluant en première division. L'Angola est aussi à la pointe du continent pour le football féminin puisqu'il dispose de son domaine d'un championnat suffi-

## Brésil-Italie, spectacles de choix

la marque. Du grand art. Et la victoire du football tourné vers l'offensive sur le *catenaccio* en vigueur à l'époque du côté italien.

Douze ans après Mexico, un nouveau Brésil-Italie va faire parler de lui en phase finale de Coupe du monde. Cette fois, sur la pelouse du stade Sarria à Barcelone, le talent offensif des Scorpions, Falcao et Zico, trois joueurs qui feront les beaux jours de la Serie A italienne quelques mois plus tard, va se heurter au réalisme de la Squadra dirigée par Enzo Bearzot et de l'état de grâce de Paolo Rossi, auteur d'un triplé. L'Italie l'emporte 3-2 et sera sacrée championne du monde quelques jours plus tard. Une fois de plus, les talents exceptionnels présents sur la pelouse ont offert au monde entier un spectacle de choix.

## « A L'ITALIENNE »

Le 17 juillet 1994, le talent n'a pas disparu mais la Selecao de Carlos Alberto Pereira a troqué le foot-samba pour un réalisme défensif « à l'italienne ». Comme en face on ne change pas les bonnes habitudes, le spectacle est absent d'une finale tendue à l'extrême. Seule l'épreuve des

tirs au but désignera le Brésil vainqueur. Mais la preuve est faite qu'italiens et Brésiliens sont, avec les inévitables Allemands, toujours présents aux grands rendez-vous. A sa virtuosité technique, le Brésil a ajouté une présence physique impressionnante. Et l'Italie, la frilosité des années 60 a laissé place à une attitude plus « ouverte ».

Lorsque l'on possède des joueurs aussi créatifs que Paolo Maldini, Roberto Donadoni ou Roberto Baggio, autant laisser un minimum de liberté à ses troupes. Dimanche 8 juin 1997 à Lyon, la Selecao et la Squadra Azzurra ont donc offert un nouveau spectacle de premier ordre. Le réservoir de talents brésiliens en attaque semble décidément inépuisable. On connaissait Romario et Ronaldo, on a découvert un jeune prodige de dix-neuf ans, Denilson. Lors de cette folle soirée, tout ce que le football peut offrir de beau a été au rendez-vous : des buts, une multitude d'occasions nettes, des gestes défensifs haut de gamme, des prouesses techniques. Ce curieux Tournoi de France a paradoxalement été sacré l'Angleterre de Glenn Hoddle, mais dans un an, lorsque les choses sérieuses débiteront sur le sol

français, Italiens et Brésiliens seront inévitablement au rendez-vous de la gloire.

Alain Constant

## Six buts amicaux

● 7 : Christian Vieri, lancé sur la gauche, par Demetrio Albertini, centre au deuxième poteau. Tête plongeante d'Alessandro Del Piero. Le gardien brésilien Taffarel est battu. Italie 1-Brésil 0.  
● 24 : coup franc de Demetrio Albertini à trente mètres des buts brésiliens. Son tir est dévié de la tête par Aldair. Italie 2-Brésil 0.  
● 35 : corner de Roberto Carlos, qui « s'appuie » sur Romario et tire. Gianluca Pagliuca est pris à contre-pied par Attilio Lombardo, qui détoune la balle dans ses buts. Italie 2-Brésil 1.  
● 62 : Filippo Inzaghi entre dans la surface brésilienne, où Aldair le déséquilibre. Penalty. Alessandro Del Piero le transforme. Italie 3-Brésil 1.  
● 71 : Roberto Carlos sert Ronaldo, qui échappe à Fabio Cannavaro puis à Alessandro Costacurta, dribble Gianluca Pagliuca et marque. Italie 3-Brésil 2.  
● 86 : Romario, dans la surface, récupère un tir contré, évite Attilio Lombardo, Fabio Cannavaro et, enfin, Gianluca Pagliuca. Italie 3-Brésil 3.

SQUADRA Azzurra ou Selecao? Calcio à l'italienne ou futebol do Brasil? Que l'on choisisse l'un ou l'autre, une évidence s'impose : les face-à-face entre les deux sont, depuis près d'un demi-siècle, ce qui se fait de mieux sur la planète football. Le formidable festival offert dimanche 8 juin sur la pelouse du stade de Gerland par les hommes de Mario Zagallo et Cesare Maldini à l'occasion du Tournoi de France s'a fait que confirmer le talent exceptionnel de ces deux équipes qui, ce n'est pas un hasard, disputaient il y a trois ans la finale de la Coupe du monde dans la fournaise du Rose Bowl de Pasadena (Etats-Unis).

Dimanche soir, à Lyon, neuf joueurs ayant disputé cette finale tendue, très épuisante pour les nerfs, étaient encore titulaires : Taffarel, Cafu, Mauro Silva, Dunga, Romario côté brésilien, Pagliuca, Albertini, Maldini et Dino Baggio pour la Squadra. Entre le 0-0 de Californie et les six buts de Lyon, il y avait aussi toute la différence entre un match à enjeu et un « amical ». Mais quelle que soit la compétition, les rencontres opposant deux pays ayant remporté sept Coupes du monde sur quinze ne laissent jamais indifférents. Cela

faisait quarante-neuf ans que joueurs italiens et brésiliens ne s'étaient pas affrontés sur le sol français. A l'époque, le 16 juin 1958, l'affiche avait déjà fait tourner les têtes et chavirer les cœurs.

## DU GRAND ART

Au Stade-Vélodrome de Marseille, en demi-finale de la troisième Coupe du monde de l'histoire, la Squadra l'avait emporté 2-1 grâce à des buts signés Culauso et Meazza, Rome ayant sauvé l'honneur d'une Selecao bourrée de talents et victime d'un péché d'orgueil. Mais dans la mémoire collective de millions d'amateurs, c'est un autre Brésil-Italie qui reste inoubliable : celui de 1970 et du Mondial mexicain.

Cent huit mille spectateurs massés au Stade aztèque pour la finale, celle du sacre d'un certain Edson do Nascimento, plus connu sous le surnom de Pelé. Quatre buts à un pour les coéquipiers de Carlos Alberto à l'issue d'un spectacle grandiose. Comme cette détente stupéfiante de Pelé qui s'élève plus haut que les colosses italiens pour ouvrir le score. Ou comme cette merveille de passe « aveugle » du roi Pelé qui permet à Carlos Alberto de clôturer

## Les Bleus déçoivent le public du Tournoi de France

### MONTPELLIER

de notre envoyé spécial

Il faut féliciter et remercier les supporters anglais. Au nom de la confrérie des débauchés de boissons alcoolisées du centre-ville de Montpellier, mais également en celui des organisateurs du Tournoi de France, préluce au Mondial 1998. En effet, n'était la douce folie de ces centaines d'Anglais qui avaient envahi les terrasses de la place de la Comédie, samedi 7 juin, rien ne permettait d'imaginer qu'une grande partie de football, un France-Angleterre certes amical, était sur le point d'être jouée en la coin.

France 98. Une grande fête, se prépare », proclament, en vain, les affiches annonçant l'événement.

Pour 400 livres sterling, quel-

rencontre qualificative pour la Coupe du monde. Paradoxalement, ce sont donc ces « fous de foot », ceux-là mêmes qui avaient été la honte de l'Europe sportive à la triste époque du boogalisme, qui ont sorti l'étape héraultaise de l'épreuve de la torpeur.

Scandés par un millier de personnes, les « Football's comin' home » et les « Rule Britannio » résonnaient souvent plus fort que les pâles encouragements adressés aux Bleus. Car pour les supporters français, ce tournoi semble relever du superflu. Aux yeux du public, il s'apparente à une série de matches en trop, disputés par des héros épuisés - « l'espère que je ne jouerai pas contre l'Angleterre », avait avoué sans détour Zinedine Zidane après le match d'ouverture contre le Brésil.

De fait, les matches de l'équipe

de France se déroulent devant des publics apparemment blasés. Ainsi, à l'heure du coup d'envoi de France-Angleterre, le stade rénové de La Mosson n'était rempli qu'à deux tiers (23 000 spectateurs environ). Cette mauvaise surprise venait confirmer les inquiétudes exprimées la veille par le libéro français, Laurent Blanc : « Je me pose quelques questions. Soit on vend le football dans notre pays ? Le public français est-il vraiment concerné par la Coupe du monde ? »

Ces états d'âme, les joueurs de Glenn Hoddle ne les connaissent pas. Les Anglais sont fatigués, eux aussi. Ils avaient même été nombreux à dénoncer à l'avance la participation au tournoi. Au mois de mai, il n'y avait guère que Paul Gascoigne, en quête de rachat, à réclamer une sélection : lui qui fuit habituellement la presse était apparu le torse nu

trionphant à la « une » des tabloïds anglais, afin de démontrer qu'il avait retrouvé un semblant de forme. Mais puisqu'il fallait bien honorer la parole donnée, les joueurs anglais ont finalement traversé la Manche sans arrière-pensées.

« Notre engagement à 100 % montre l'importance que nous accordons à cet événement », assure le milieu de terrain Graham Le Saux. « C'est bon pour la confiance du groupe », ajoute Alan Shearer. Le but qu'il a inscrit à cinq minutes de la fin sur un ballon relâché par Fabien Barthez a donné la victoire (1-0) à l'Angleterre et lui a offert la première place du tournoi. Toujours inefficace en attaque, l'équipe de France d'Aimé Jacquet reste, elle, en proie aux mêmes doutes. Son public aussi.

Eric Collier

**O.T.S.E.**

Stages d'anglais ou d'allemand cet été

Angleterre - Irlande - Allemagne - USA

Paris, Dublin, Newbury, Heidelberg

400 Pour toutes les classes

500 Cours d'été de 8 à 16 ans

600 Vie dans une famille d'accueil

700 Programme d'activités culturelles

800 Voyages organisés

900 Toutes les dates juin-juillet-août

Bordeaux 05 57 42 34 12

Lille 03 20 40 26 38

Lyon 04 78 24 62 75

Paris 01 44 19 66 66

Rennes 02 99 29 78 44

21 rue Théophraste Renaudier

75015 Paris



# Avec Karl Malone, les Utah Jazz tiennent tête aux Chicago Bulls

Grâce à leur joueur-vedette, les basketteurs de Salt Lake City ont égalisé 2 matches partout en finale du championnat professionnel américain

Les Utah Jazz ont remporté, dimanche 8 juin, dans leur salle du Delta Center de Salt Lake City (Utah), leur deuxième victoire consécutive (78-73) face aux Chicago Bulls pour revenir à 2-2 en finale du

championnat américain de basket-ball professionnel (NBA) qui se dispute en sept rencontres. Cette partie a été dominée par la grande vedette de l'équipe, Karl Malone, trente-trois ans, membre

des Dream Teams des Jeux Olympiques de Barcelone (1992) et Atlanta (1996), auteur de vingt-trois points et de dix rebonds, tandis que Michael Jordan, dans un mauvais jour, n'a pas su transcender

les Bulls. Les deux formations devaient s'affronter mercredi 11 juin, à Salt Lake City, avant de disputer les deux derniers matches à Chicago, vendredi 13 et dimanche 15 juin.



BASKET

A VINGT ANS, Karl Malone ignore encore que l'Utah n'était pas une ville, mais un Etat, et que son équipe de basket, les Jazz, habitait quelque part dans un faubourg de Salt Lake City. A bientôt trente-quatre ans, il ne jure plus que par ce coin de terre gelé tout l'hiver et pelé au printemps, posé comme une injure au bon sens entre les premières pentes des Rocheuses et le désert du Nevada. Arrivé sans crive un matin du mois de juin 1985, il n'en est plus jamais parti. Et il ne le fera pas, dit-il souvent dans un sourire, même sous la torture.

« Ma mère n'a jamais eu de voiture, raconte-t-il. Au moins jusqu'au jour où j'ai pu lui en offrir une. » A Salt Lake City, il découvre une ville blanche à 92 %, monnaie à 40 %, et a écrit un jour le magazine américain Sports Illustrated, « plaidie et tranquille à 100 % ». « A mon premier séjour, se souvient Malone, j'ai mis trois jours avant de croquer un Noir dans la rue. » Aujourd'hui, il se sert toujours d'une même réponse pour éluder les questions raciales : « J'ai trouvé dans cette ville et dans cette équipe des gens

qui me respectent en tant que joueur tout autant que comme être humain. » Aujourd'hui marié et père de famille, Malone semble appartenir tout autant au décor de l'Utah que la statue de Brigham Young, le premier leader mormon. Il a récemment fait bâtir sur les hauteurs de Salt Lake City la maison de ses rêves, un mélange plutôt curieux de salle de sport et de musée à la gloire de ses idoles. Il aime s'y enfermer dans les derniers moments qui précèdent un match. Et il n'est pas rare de le voir rejoindre à moto le Delta Center, la salle des

Jazz, sur l'une de ses trois Harley, en s'offrant un détour. « J'ai pris l'habitude de ces virées en solitaire, raconte-t-il. J'aime m'immerger de l'ambiance de la ville et de ses environs. Tout cela fait partie de ma concentration. » Ces derniers mois, Malone a semblé trouver dans le calme de cette existence l'aura perdue la force de freiner l'usure du temps. Pour sa douzième saison en NBA, il s'est mis au défi de poursuivre une progression qui l'avait pourtant déjà mené à deux médailles d'or olympiques avec la Dream Team, en 1992 puis 1996.

Au début de l'été, il a abruti son corps et ses muscles d'un entraînement poussé jusqu'à l'excès, dans la chaleur étouffante de son ranch de l'Arkansas, seul le plus souvent. Il a perdu du poids, encore gagné en puissance et travaillé son endurance. Un effort récompensé par une moyenne de 27,4 points par match réussie en saison régulière et, plus tard, par le titre de MVP, le meilleur joueur de la NBA, attaché à Jordan au terme du vote le plus serré de l'histoire.

Ces finales NBA 1996-1997, Malone les a entamées au petit trot. Il s'est laissé chahuter par Jordan et Scottie Pippen lors des deux premières rencontres, jouées dans l'ambiance hostile du United Center de Chicago. Le retour au pays a réveillé sa dignité. Vendredi 6 juin, Malone a marqué vingt-sept des points de la victoire des Jazz, la première face aux Bulls (104-93). Dimanche, il a souvent pris le match à son compte et réussi l'avant-dernier panier, celui du KO, avant de quitter le terrain dans les bras de Jerry Sloan, son entraîneur depuis près de dix ans. Le public a chanté son nom, Malone a répondu d'un sourire.

Alain Mercier

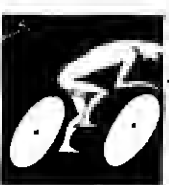
## Michael Jordan dans un mauvais jour

Le score « à l'europeenne » reflète l'intensité du match. Dans cette finale au contenu, la suprématie sur le basket professionnel américain se joue à l'arraché. Pour leur quatrième rencontre, les équipes d'Utah et de Chicago n'ont pas voulu céder trop de ces points qui se paient cher en fin de partie. Dimanche 8 juin, à Salt Lake City, les Jazz ont obtenu une victoire difficile (78-73) sur les Bulls. Ils sont revenus à la hauteur des tenants du titre à quarante-quatre secondes de la fin.

C'est sur un raté de Michael Jordan, pour une fois dans un mauvais jour avec « seulement » vingt-deux points à son actif, que les Jazz réussissent à prendre l'avantage. Pour la première fois de sa histoire en NBA, l'équipe de l'Utah réussissait à revenir à égalité dans la finale, après avoir perdu ses deux premiers matches sur terrain adverse. Les Jazz ont encore un match à jouer à domicile, mercredi 11 juin, avant de reprendre le chemin de Chicago, pour le sixième match, et, éventuellement, pour le septième match décisif, programmé dimanche 15 juin.

## La belle revanche d'Ivan Gotti dans le Tour d'Italie

SA MÈRE, Alma, l'a jugé co bonne santé, quoiqu'un peu amargé. Son épouse, Francesca, a trouvé que ce nouveau maillot rose lui allait bien. Les deux femmes n'ont



CYCLISME

pas vu de grosses différences, à trois semaines d'intervalle. Après ceot heures à vélo à travers l'Italie, Ivan Gotti leur est revenu le même ou presque. Simplement, leur amour a conquis quelques cœurs supplémentaires au long de son périple. Cinquante-buit millions, au dernier recensement. Un coureur italien de vingt-huit ans a remporté le Giro, dimanche 8 juin, à Milan. La péninsule en chavire de plaisir, qui se demandait si elle redeviendrait un jour maîtresse chez elle. Cinq ans que des vagues successives de barbares, d'origine espagnole, suisse ou russe, déferlaient sur ses routes, ne laissant aux autochtones qu'accès et doutes. L'anonyme Franco Chiccioli, vainqueur en 1991, s'estompait de plus en plus dans la brume des souvenirs.

C'était encore le temps où le Tour d'Italie s'offrait au premier venu. Le parcours, affadi sans vergogne, laissait croire que le pays comptait plus de descentes que de montées. Les coureurs locaux y triomphaient sans gloire. Ces dernières années, les organisateurs s'étaient attachés à muscler une course devenue indigne des époques oagères décrites par Dino Buzzati. Le Giro n'a depuis accouché que de vainqueurs de premier plan : Miguel Indurain, Evgeni Berzine, Tony Rominger, Pavel Tonkov.

L'bonne retiennue du Tour d'Italie rehausse la performance de Gotti. Sa frêle silhouette, son humilité l'avaient codonné à un injuste silence dans le peloton. Professionnel depuis 1991, le coureur était arrivé plusieurs fois sur le devant de l'actualité, mais il avait toujours semblé que c'était là pur hasard.

SCEPTOSME Le public français l'avait découvert en 1995. Après la chute de Laurent Jalabert dans l'étape du Havre, il s'était retrouvé en jaune. Sur le podium, il avait semblé dé-

guisé avec un maillot trop grand. Le surcoût, son coéquipier Bjarne Riis le lui raissait. On oublia celui qui terminait cinquième à Paris.

Il ne se trouva jamais personne pour croire en ce coureur tombé dans le cyclisme par atavisme familial.

L'enfant est né à San Pellegrino Terme, la ville de l'eau qui pique, au-dessus de Bergame, non loin de Sondrio, le village de Felice Gimondi. Son père s'appelait Gino, son

oncle Fausto. Un de ses aïeux, Giovanni, avait remporté Milan-Turin en 1935. De quoi vous mettre en selle. A une époque où le cyclisme juge la valeur d'un coureur en fonction de sa puissance calculée en watts, ses airs effarés (60 kilos pour 1,73 m) ont loogement suscité le scepticisme des directeurs sportifs.

Équipier de Gianni Bugno, puis de Berzine, il se vit refuser les responsabilités. Mais le gentil Ivan se lassait de convoquer en moatage

des chefs de file à la dérive. Lui savait qu'il pouvait être où son regard le portait, quelques lacs plus haut, avec les premiers. Solitaire, troisième du classement de l'Union cycliste internationale (UCI) en 1995, cet treote et unième en 1996, sa carrière épousait les trajectoires déclinantes de ses leaders. Au début de la saison, Gotti signait dans l'équipe Saeco. Une gageure. La formation vit pour Mario Cipollini, le cadreur du sprint. Le Bergamasque semblait avoir trouvé une ombre plus épaisse encore. Jusqu'à cette quatorzième étape escarpée, entre Racconigi et Breuil Cervinia, où il s'impose détaché. Le Russe Tonkov et le Français Luc Leblanc, favoris, retrouvent devant eux au classement général ce bout d'homme qu'ils avaient négligé. A Milan, Berzine se retrouve relégué à quarante minutes. Bugno à près de trois heures.

Et Cipollini s'est fait garde du corps, jouant de son imposante carcasse pour protéger son leader. Ce retournement des rôles n'est pas la plus mince revanche de Gotti.

Benoît Hopquin

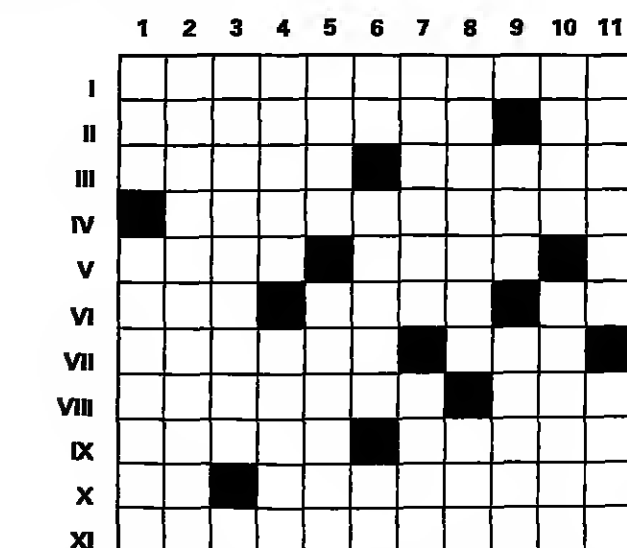
## Une première pour les cycles Cannondale

Avec la victoire de l'italien Ivan Gotti dans le Giro, la marque américaine de cycles Cannondale, qui a fait ses preuves sur le circuit VTT avec l'équipe Volvo de Fiodor Tinkler Juarez, signe son premier grand succès sur route. Au début de la saison, la firme de Bedford (Pennsylvanie) avait annoncé à grand renfort de publicité - manière générique de *Reservoir Dogs* - que « le Saeco pro cycling team ne gagnera plus sur des cadres italiens, mais sur des Cannondale ». L'événement méritait bien cette débauche puisqu'il est rare de voir une équipe de la péninsule échapper aux cadres italiens (De Rosa, Colnago, Pimarello, Bianchi et autres Coppi). Le succès de Gotti, acquis, de plus, dans la patrie même de la bicyclette, est une bonne surprise pour Cannondale, qui avait misé sur Mario Cipollini, alias le « Roi lion », ou « Mario le Magnifique », le sprinter le plus branché du peloton, à l'auteur de plusieurs arrivées victorieuses depuis le début de la saison.

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 97119

3615 LE MONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



### HORizontalement

I. Que l'on ne trouve pas co série. - II. Au-dessus du fût. Pour taire l'identité. - III. Lancée dans les affaires. Où il ne peut y avoir de doute. - IV. Pour se jeter à l'eau. - V. Leurs queues ne se portent plus beaucoup. Mis en beauté. - VI. Liaison francienne. Donne un coup de maio au poète. Saint normand. - VII. Mettre en place. Fait tristement le plein en période de vacances. - VIII. Restes d'oiseaux. Retourné, retourné. -

IX. Pris pour le grand départ dans la vie. La force lui vient de sa suralimentation. - X. Le thulium. Lancer des fleurs. - XI. Sortent peu, deux fois l'an, pas plus.

### VERTICALEMENT

1. Appel. Travaillent plus souvent en régions qu'à Paris. - 2. L'art et la manière de oe pas faire dans la dentelle. - 3. A Paris, il ne reste que les jardins. - 4. Sonde pour tout savoir. A consommer avec modération. - 5. Ouverture à

l'anglais. Se développent en rames. - 6. Négation. Se trompe. Note. - 7. Sur la Loire. Au-dessus du lot. - 8. Feux sur toute la ligne. Bien attaché. - 9. Crié sous le coup. Se tient à l'ombre. - 10. Bête de somme. A l'horizontal sur l'écu. - 11. Soo *Edipe* est contemporain. Fleur ou dieu en désordre.

Philippe Dupuis

### SOLUTION DU N° 97118

#### HORizontalement

I. Pomiculteur. - II. Aragon. Isle. - III. Ri. Nulsette. - IV. Egres (Serge). Tr. Il. - V. Niée. Pacôme. - VI. TNT. Pète-sec. - VII. Ha. Copule. - VIII. Elitiste. Di. - IX. Sir. Si. Togo. - X. Etamons. BSN. - XI. Seigneuries.

#### VERTICALEMENT

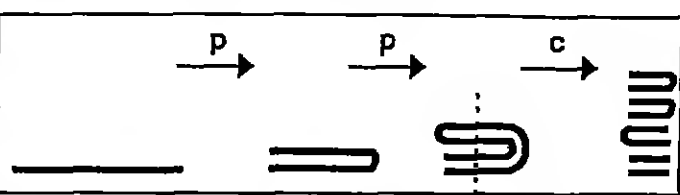
1. Parenthèses. - 2. Originalité. - 3. Ma. Ret. Ital. - 4. Ignée. Ct. MG. - 5. Cous. Poison. - 6. Unl. Pepsioe. - 7. Statut. Su. - 8. Tiercelet. - 9. Est. Osc. Obl. - 10. Ultime. DGSE. - 11. Réélections.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 87 437. Imprimeur du Monde 12, rue M. Gutenberg 94002 Ivry cedex. 21 bis, rue Claude-Bernard - BP 218 75226 PARIS CEDEX 05. Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26. PRINTED IN FRANCE

## AFFAIRE DE LOGIQUE

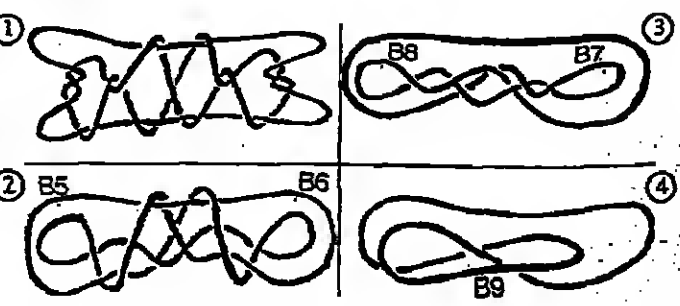
PROBLÈME N° 21

## Découper des petits papiers



Solution du problème n° 20 paru dans Le Monde du 3 juin.

Noeud avec le titre *Le Monde* : il se forme deux noeuds (sur le M et sur le O, pas sur le D). Echelle de Jacob : 1. Dégager les boucles B1 et B2 de sous l'échelle en les faisant passer au-dessus. 2. Dégager les boucles B3 et B4 de sur l'échelle en les faisant passer au-dessous. 3. Dégager B5 et B6. 4. « Déborder » B7 et B8. Il suffit alors de tirer sur B9.



Elisabeth Busser et Gilles Cohen © POLE 1997











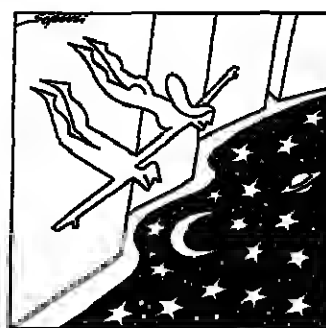




# Dans la jungle des villes

Reprise à Rennes de « Play Brecht, play villes » avec de jeunes comédiens qui osent l'essentiel

AU MOIS de mars, Matthias Langhoff présentait au Théâtre national de Bretagne *Play Brecht, play villes* : spectacle né d'un atelier que le metteur en scène avait mené pendant huit semaines avec les élèves de l'école affiliée au théâtre. Cette école a le grand mérite de réunir un petit groupe d'apprentis comédiens qui suivent une formation de trois ans, travaillent avec de nombreux intervenants, et - ce qui est essentiel - vivent la vie du théâtre au jour le jour. Fin juin, les quinze élèves de la promotion 1994-1997 seront « d'ici » dans la jungle du métier. D'ici là, ils présentent *Le Balcan*, de Jean Genet, mis en scène par le directeur de



l'école, Jean-Paul Wenzel (jusqu'au 18 juin, entrée libre), et reprennent *Play Brecht, play villes* (Le Monde du 29 mars). Construit autour de *Dans la jungle des villes* et d'autres textes de Bertolt Brecht, le spectacle se donne dans les combles du théâtre. C'est une déambulation, violente et sensible, dans le monde des mégapoles tueses - Chicago hier, Moscou aujourd'hui - avec des comédiens qui osent l'essentiel : « Regarder la vie dans le blanc de l'œil. »

Théâtre national de Bretagne, 1, rue Saint-Hélène, 35 Rennes. 20 h 30, les 9, 11 et 13 juin. Tél. : 02-99-31-12-31. 40 F.

## UNE SOIRÉE À PARIS

Orchestra of the Age of Enlightenment loin de se gausser de l'interprétation sur instruments anciens, le chef d'orchestre britannique Simon Rattle aime retirer la musique classique et du premier romantisme. Schubert : *Symphonie n° 10*. Mozart : *Concerto pour clarinette et orchestre KV 622*. Haydn : *Symphonie n° 102*. Anthony Pay (clarinette). *Châtelet, 1, place du Châtelet, Paris 1<sup>er</sup>. M<sup>e</sup> Châtelet. 20 heures, le 10, 11, 12, 13 et 14 juin. De 70 F à 230 F.*

Castor et Pollux Trille production de la version de chambre de l'opéra de Jean-Philippe Rameau, dans une version coupée - notamment de ses chœurs. La mise en scène sublime l'opposition entre l'amour et la fraternité. Les chanteurs sont excellents et Cyrille Gerstenhaber proche du sublime en Télémaque. Christophe Einhorn (Castor), Jérôme Corréas (Pollux), Cyrille Gerstenhaber (Télémaque), Ensemble instrumental XVII-21, Jean-Christophe Frisch (direction), Christian Gaugneron (mise en scène). *Nôctis (77). La Ferme du Bulson, allée de la Ferme. 20 h 30, les 10 et 11. Tél. : 01-64-62-77-77. 120 F.*

Noces de sang, de Federico García Lorca Les élèves de troisième année du Conservatoire national supérieur

d'art dramatique de Paris, sous la direction de Margarita Mladenova et Ivan Dobtchev, présentent *Noces de sang*, de Federico García Lorca, dans le cadre d'un atelier-spectacle qui marque l'aboutissement de leurs études. Centre de formation professionnelle des techniciens du spectacle, 92, avenue Gollini, 93-Bognolet. M<sup>e</sup> Gollini. 19 h 30, du 9 au 13 juin. Tél. : 01-53-24-90-16. Entrée libre, sur réservation.

Iness Mèzel Bathia et Malika Messaoudi forment un séduisant duo vocal à la douceur fluide et gracieuse. Entourées de musiciens, elles mènent la langue kabyle sur des chemins buissonniers où souffle l'esprit du jazz. Concert unique à l'Espace Héralut pour présenter leur premier album *Uness Mèzel/Auvidis*. *Espace Héralut, 8, rue de la Harpe, Paris 5<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Saint-Michel. 20 h 30, le 10. Tél. : 01-43-29-86-51. 80 F.*

Mano Solo Rimeur pas frimeur, il met du rouge dans le noir et fait jaillir des scintillements d'une bécasse. Chanteur vibrant, écroulé de douceur, Mano Solo revient s'exposer sous le feu des projecteurs, et c'est un bonheur que de le retrouver. *Eldorado, 4, boulevard de Strasbourg, Paris 10<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Strasbourg-Saint-Denis. 20 h 30, les 9, 10 et 11. 80 F. Tél. : 01-42-33-07-54.*

## CINÉMA

**NOUVEAUX FILMS**

**AMNA KARENINE**  
Film britannique de Bernard Rose, avec Sophie Marceau, Sean Bean, Alfred Molina, Milla Jovovich, James Fox (1 h 45).  
VO : Gaumont les Halles, dolby, 1<sup>er</sup> (01-40-39-99-00) (+); Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2<sup>e</sup> (01-47-70-33-88) (+); 14-Juillet Odéon, dolby, 6<sup>e</sup> (+); Gaumont Champs-Élysées, dolby, 8<sup>e</sup> (01-43-59-04-57) (+); 14-Juillet Bastille, dolby, 11<sup>e</sup> (+); Gaumont Grand Écran Italie, dolby, 13<sup>e</sup> (01-45-80-77-00) (+); Gaumont Parnasse, dolby, 14<sup>e</sup> (+); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15<sup>e</sup> (+); 14-Juillet Saint-Sauveur, dolby, 19<sup>e</sup> (+).

**ÉTOILE DU SOIR**  
Film américain de Robert Harling, avec Shirley MacLaine, Bill Paxton, Juliette Lewis, Miranda Richardson, Ben Johnson, Scott Wolf (2 h 09).  
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1<sup>er</sup> (01-47-70-33-88) (+); Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2<sup>e</sup> (01-47-70-33-88) (+); 14-Juillet Haute-faillie, dolby, 6<sup>e</sup> (+); UGC George-V, 8<sup>e</sup>.

**GRINDLOCK** (\*)  
Film américain de Vondie Curtis Hall, avec Tim Roth, Tupac Shakur, Thandie Newton, Wendie Curtis Hall, Tom Towles, Charles Fleischer (1 h 31).  
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1<sup>er</sup> (01-43-29-86-51) (+); Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2<sup>e</sup> (01-43-29-86-51) (+); 14-Juillet Odéon, dolby, 6<sup>e</sup> (+); Gaumont Champs-Élysées, dolby, 8<sup>e</sup> (01-43-59-04-57) (+); UGC George-V, 8<sup>e</sup> (01-43-59-04-57) (+); Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2<sup>e</sup> (01-47-70-33-88) (+); 14-Juillet Haute-faillie, dolby, 6<sup>e</sup> (+); UGC George-V, 8<sup>e</sup>.

**HELLRAISER 4** (\*)  
Film américain de Kevin Yacher, avec Bruce Ramsay, Valentina Vargas, Doug Bradley, Charlotte Chatton, Adam Scott, Kim Myers (1 h 30).  
VF : Rex, dolby, 2<sup>e</sup> (01-39-17-10-00).  
MADAME JACQUES  
SUR LA CROISSETTE  
Film français d'Emmanuel Finkiel (38 mn).  
Action Christine, 6<sup>e</sup> (01-43-29-11-30).  
MICHAËL  
Film américain de Nora Ephron, avec John Travolta, William Hurt, Andie MacDowell, Bob Odenkirk, Robert Pastorelli, Jean Stapleton (1 h 45).  
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1<sup>er</sup>; UGC Odéon, dolby, 6<sup>e</sup>; Gaumont

Marignan, dolby, 8<sup>e</sup> (+); UGC George-V, THX, dolby, 8<sup>e</sup>; Gaumont Opéra Français, dolby, 9<sup>e</sup> (01-47-10-33-88) (+); Biewend Montparnasse, dolby, 15<sup>e</sup> (01-33-17-10-00) (+).  
**TOMKA**  
Film français de Jean-Hughes Anglade, avec Jean-Hughes Anglade, Pamela Sola, Alessandro Haber, Wu Hai, Marisa Berenson (1 h 50).  
UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1<sup>er</sup>; UGC Odéon, dolby, 6<sup>e</sup>; UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup>; UGC Normandie, dolby, 8<sup>e</sup>; UGC Opéra, dolby, 9<sup>e</sup>; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup>; UGC Gobelins, 13<sup>e</sup>; Mistral, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) (+); Gaumont Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (01-48-28-42-27) (+); Pathe Wepler, dolby, 18<sup>e</sup> (+); Le Gambetta, dolby, 20<sup>e</sup> (01-46-36-10-96) (+).  
**UN PRISONNIER DE LA TERRE**  
Film américano-soviétique de John Berry, avec Sam Waterston, Alexander Popov, Alexander Gorbachev (2 h 09).  
VO : Espace Saint-Michel, dolby, 5<sup>e</sup> (01-44-07-20-49); Elysées Lincoln, dolby, 8<sup>e</sup> (01-43-59-36-14); Sept. Parnassiens, dolby, 14<sup>e</sup> (01-43-20-32-20).  
**LA VIE DE JESUS**  
Film français de Bruno Dumont, avec David Douche, Marjorie Cottrell, Kader Chataoui, Geneviève Cottrell, Sébastien Delbaere, Sébastien Bailleul (1 h 38).  
UGC Ciné-cité les Halles, 1<sup>er</sup>; Saint-André-des-Arts II, 6<sup>e</sup> (01-43-26-30-23); UGC Rotonde, 6<sup>e</sup>; UGC George-V, 8<sup>e</sup>; 14-Juillet Bastille, 11<sup>e</sup> (+); Le Cinéma des cinéastes, 15<sup>e</sup> (01-53-42-40-20) (+).  
**VOYAGE AU CÉLEST DU MONDE**  
Film franco-portugais de Manoel de Oliveira, avec Marcello Mastroianni, Jean-Yves Gautier, Leonor Silveira, Diogo Dória, Isabel de Castro, Isabel Ruth (1 h 33).  
VO : Gaumont les Halles, dolby, 1<sup>er</sup> (01-40-39-99-00) (+); Gaumont Opéra 1, dolby, 2<sup>e</sup> (01-43-12-91-40) (+); Laflin, 4<sup>e</sup> (01-42-78-47-86); Europa Panthéon (ex-Réfect Panthéon), 5<sup>e</sup> (01-43-54-15-04); La Paquette, 7<sup>e</sup> (+); Le Balzac, 8<sup>e</sup> (01-45-61-10-50); Eclair, 13<sup>e</sup> (01-47-07-28-04) (+).  
(\*) Films interdits aux moins de 12 ans. (+) Réservation au 01-40-30-20-10.

**TOUS LES FILMS PARIS/PROVINCE**

**3615 LE MONDE**

ou tél. : 08-36-68-03-78 (223 F/mn)

## MUSIQUE

Une sélection de concerts classique, jazz, rock, chanson et musique du monde à Paris et en Ile-de-France

### CLASSIQUE

#### LUNDI 9 JUIN

Salomé de Strauss. Catherine Malfitano (Salomé), Anja Silja (Hérodiade), Kenneth Riegel (Hérode), Robert Hale (Jochanaan), Robin Leggate (Narraboth), Annette Markert (le page d'Hérodiade), Orchestre de Paris, Semyon Bychkov (direction), Luc Bondy (mise en scène), Lucinda Childs (chorégraphie). *Châtelet, 1, place du Châtelet, Paris 1<sup>er</sup>. M<sup>e</sup> Châtelet. 19 h 30, les 9 et 12. 70 heures, le 15. Tél. : 01-40-28-28-40. De 70 F à 570 F.*

Madama Butterfly de Puccini. Paula Delligatti (M<sup>me</sup> Butterfly), Franco Farina (Pinkerton), Peter Colemann-Wright (Sharpless), Sylvie Brunet (Suzuki), Chœur et orchestre de l'Opéra de Paris, Maurizio Benini (direction), Robert Wilson (mise en scène), Suzushi Hanayagi (chorégraphie). *Opéra-Bastille, place de la Bastille, Paris 1<sup>er</sup>. M<sup>e</sup> Bastille. 19 h 30, les 9, 12, 16, 20 et 23, jusqu'au 6 juillet. Tél. : 01-44-73-13-00. De 60 F à 610 F.*

#### MARDI 10 JUIN

Maurizio Pollini (piano) Beethoven : *Sonates pour piano op. 109, op. 110 et op. 111*. *Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Ternes. 20 h 30, le 10. Tél. : 01-45-61-53-00. De 130 F à 400 F.*

Orchestre des Champs-Élysées Mozart : *Don Giovanni*, ouverture, Concerto pour piano et orchestre KV 491, *Symphonie n° 40*, Andreas Staier (piano), Philippe Herreweghe (direction).

Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Alma-Marceau. 20 h 30, le 10. Tél. : 01-49-52-50-50. De 60 F à 290 F.

Volante de Tchaïkovski : version de concert. Marina Chagoutch (Violon), Vladimir Galuskin (Violoncelle), Dmitri Ivorovskiy (Robert, duc de Bourgogne), Mikhail Kit (le roi René), Nicolas Putilin (Ibn-Hakia), Chœur et orchestre de Kirov de Saint-Petersbourg, Valery Gergiev (direction).

Saint-Denis (93). Basilique, 1, rue de la Légion-d'Honneur, M<sup>e</sup> Saint-Denis-Basile. 20 h 30, le 10. Tél. : 01-49-13-06-07. De 100 F à 250 F.

Christophe Rousset (clavier) Œuvres de Bach et Marcin. *Vincennes (94). Châtelet, M<sup>e</sup> Châtelet-de-Vincennes. 20 h 30, le 10. Tél. : 01-44-42-98-100 F.*

MERCREDI 11 JUIN

Marijana Lipovsek (mezzo-soprano), Anthony Spiri (piano) Œuvres de Schubert et Berg. *Auditorium du Louvre, accès par la pyramide, Paris 1<sup>er</sup>. M<sup>e</sup> Louvre, Palais-Royal. 20 heures, le 11. Tél. : 01-40-20-32-29. 130 F.*

Carmen de Bizet. Béatrice Burley, Valérie Maréchal (Carmen), Christian Lara, Laurent Chauvroux (don José), Patrick Méroni, Jean-Sébastien Bou (Escamille), Marie-Paule Dorzi, Fabienne Chayon (Yvonne), Orchestre Colonne, Didier Lucchesi, Dominique Trottet (direction), Olivier Desbordes (mise en scène).

Mogador, 25, rue de Mogador, Paris 9<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Trinité, Chausée-d'Antin, Havre-Gaumartin. 20 h 30, les 11, 12, 13 et 14. 150 F. Tél. : 01-53-32-32-00. Location Fnac, Virgin. De 100 F à 260 F.

JEUDI 12 JUIN

Ensemble Wild Art Haydn : *Quintette pour vents*. Mozart : *Adagio et Allegro KV 594*, Nielsen : *Quintette pour vents*. Berio : *Opus Nuo*.

Auditorium du Louvre, accès par la pyramide, Paris 1<sup>er</sup>. M<sup>e</sup> Louvre, Palais-Royal. 12 h 30, le 12. Tél. : 01-40-20-32-29. 60 F.

Solistes de l'Ensemble Intercontemporain

Orchestre : *Albuc*. Bouquet : *Zwischen*. *Création. Centre : Madrigals, Book 1*. Rebois : *De rien*. Catherine Estourelle (soprano).

Centre Georges-Pompidou, rue Rambuteau, Paris 4<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Rambuteau. 18 h 30, le 12. Tél. : 01-44-78-13-15. 90 F.

Solistes du Philharmonique de Radio-France

Bruch : *Rhapsodie pour clarinette, alto et piano*, extraits. Girsud : *Envoûtements*. Schumann : *Quintette pour piano et cordes*. Robert Fontaine (clarinette), Guy Comenale, Runko Tsukahara (violon), Christophe Gaugué (alto), Daniel Radici (violoncelle), Catherine Coumout (piano).

Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris 16<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Passy. 19 heures, le 12. Tél. : 01-42-30-15-16. Entrée libre.

Frédéric Chlu (piano) Prokofiev : *Contes de la vieille grand-mère*, *Lieutenant Kijé*, *Pièces en fantaisie pour piano*, *Études pour piano op. 2*. Chopin : *Rondo op. 1*, *Études pour piano op. 10*.

Cité de la Musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Porte-de-Pantin. 20 heures, le 12. Tél. : 01-44-94-44-34. De 100 F à 160 F.

Jean-Claude Penetier (piano) Schumann : *Sonates pour piano Op 935 et Op 960*.

Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Alma-Marceau. 20 h 30, le 12. Tél. : 01-49-52-50-50. De 60 F à 290 F.

Orchestre national de France Mahler : *Symphonie n° 2 « Résurrection »*. Inese Galante (soprano), Nathalie Stutzmann (contralto), Chœur de Radio-France, Myung-whun Chung (direction).

Saint-Denis (93). Basilique, 1, rue de la Légion-d'Honneur. M<sup>e</sup> Saint-Denis-Basile. 20 h 30, les 12 et 13. Tél. : 01-48-13-06-07. De 100 F à 250 F.

VENREDI 13 JUIN

Orchestre philharmonique de Radio-France Bartok : *Concerto pour piano et orchestre n° 3*. Mahler : *Symphonie n° 5*. Shigeo Neriki (piano), Yutaka Sado (direction).

Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Ternes. 20 heures, le 13. Tél. : 01-45-61-53-00. De 70 F à 175 F.

Ensemble instrumental John Holloway Œuvres de Bach, David Moroney, Olivier Baumont (clavier).

Auvers-sur-Oise (95). Église Notre-Dame, place de l'Église. 20 h 45, le 13. Tél. : 01-30-36-77-77. De 160 F à 220 F.

SAMEDI 14 JUIN

Orchestre de Paris Kodaly : *Dances de Galante*. Dvorak : *Symphonie n° 7*. David Stern (direction).

Châtelet, 1, place du Châtelet, Paris 1<sup>er</sup>. M<sup>e</sup> Châtelet. 11 heures, le 14. Tél. : 01-40-28-28-40. 30 F.

Régis Pasquier (violin) Paganini : *Caprices pour violon seul*. Wagner : *Wendensack Liedes*. Brahms : *Sérénade op. 11*. Michèle De Young (chant), Bernard Haitink (direction).

Cité de la Musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Porte-de-Pantin. 20 heures, le 14; 16 h 30, le 15. Tél. : 01-44-94-44-34. De 140 F à 200 F.

Joseph-Louis (piano) Œuvres de Vivaldi, Bellini, Donizetti, Fauré, Gounod, Mozart, Heggie, Holby, Barber, Copland, Nin, Oubradors et Gustinovino.

Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Alma-Marceau. 20 h 30, le 14. Tél. : 01-49-52-50-50. De 60 F à 290 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Alma-Marceau. 20 h 30, le 14. Tél. : 01-49-52-50-50. De 60 F à 290 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Alma-Marceau. 20 h 30, le 14. Tél. : 01-49-52-50-50. De 60 F à 290 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Alma-Marceau. 20 h 30, le 14. Tél. : 01-49-52-50-50. De 60 F à 290 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Alma-Marceau. 20 h 30, le 14. Tél. : 01-49-52-50-50. De 60 F à 290 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Alma-Marceau. 20 h 30, le 14. Tél. : 01-49-52-50-50. De 60 F à 290 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Alma-Marceau. 20 h 30, le 14. Tél. : 01-49-52-50-50. De 60 F à 290 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Alma-Marceau. 20 h 30, le 14. Tél. : 01-49-52-50-50. De 60 F à 290 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Alma-Marceau. 20 h 30, le 14. Tél. : 01-49-52-50-50. De 60 F à 290 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Alma-Marceau. 20 h 30, le 14. Tél. : 01-49-52-50-50. De 60 F à 290 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Alma-Marceau. 20 h 30, le 14. Tél. : 01-49-52-50-50. De 60 F à 290 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Alma-Marceau. 20 h 30, le 14. Tél. : 01-49-52-50-50. De 60 F à 290 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Alma-Marceau. 20 h 30, le 14. Tél. : 01-49-52-50-50. De 60 F à 290 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Alma-Marceau. 20 h 30, le 14. Tél. : 01-49-52-50-50. De 60 F à 290 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Alma-Marceau. 20 h 30, le 14. Tél. : 01-49-52-50-50. De 60 F à 290 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Alma-Marceau. 20 h 30, le 14. Tél. : 01-49-52-50-50. De 60 F à 290 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Alma-Marceau. 20 h 30, le 14. Tél. : 01-49-52-50-50. De 60 F à 290 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Alma-Marceau. 20 h 30, le 14. Tél. : 01-49-52-50-50. De 60 F à 290 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Alma-Marceau. 20 h 30, le 14. Tél. : 01-49-52-50-50. De 60 F à 290 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Alma-Marceau. 20 h 30, le 14. Tél. : 01-49-52-50-50. De 60 F à 290 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Alma-Marceau. 20 h 30, le 14. Tél. : 01-49-52-50-50. De 60 F à 290 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Alma-Marceau. 20 h 30, le 14. Tél. : 01-49-52-50-50. De 60 F à 290 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Alma-Marceau. 20 h 30, le 14. Tél. : 01-49-52-50-50. De 60 F à 290 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Alma-Marceau. 20 h 30, le 14. Tél. : 01-49-52-50-50. De 60 F à 290 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Alma-Marceau. 20 h 30, le 14. Tél. : 01-49-52-50-50. De 60 F à 290 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Alma-Marceau. 20 h 30, le 14. Tél. : 01-49-52-50-50. De 60 F à 290 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Alma-Marceau. 20 h 30, le 14. Tél. : 01-49-52-50-50. De 60 F à 290 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Alma-Marceau. 20 h 30, le 14. Tél. : 01-49-52-50-50. De 60 F à 290 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Alma-Marceau. 20 h 30, le 14. Tél. : 01-49-52-50-50. De 60 F à 290 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Alma-Marceau. 20 h 30, le 14. Tél. : 01-49-52-50-50. De 60 F à 290 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Alma-Marceau. 20 h 30, le 14. Tél. : 01-49-52-50-50. De 60 F à 290 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Alma-Marceau. 20 h 30, le 14. Tél. : 01-49-52-50-50. De 60 F à 290 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Alma-Marceau. 20 h 30, le 14. Tél. : 01-49-52-50-50. De 60 F à 290 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Alma-Marceau. 20 h 30, le 14. Tél. : 01-49-52-50-50. De 60 F à 290 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Alma-Marceau. 20 h 30, le 14. Tél. : 01-49-52-50-50. De 60 F à 290 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Alma-Marceau. 20 h 30, le 14. Tél. : 01-49-52-50-50. De 60 F à 290 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Alma-Marceau.



# COMMUNICATION

LE MONDE / MARDI 10 JUIN 1997

**STRATÉGIE** Le groupe formé par BDDP et GGT (Boulet-Dru-Dupuy-Petit et Gold Greenlees Trott), fruit du rachat du quatrième groupe publicitaire français par le réseau

britannique, doit améliorer ses performances afin d'éviter une nouvelle OPA. **LES ACTIONNAIRES** institutionnels français peuvent, en effet, se retirer à partir d'août et

mettre sur le marché 20 % du capital de la nouvelle entité. **LES DEUX RÉSEAUX** vont donc réunir certaines de leurs agences sous la bannière unique de BDDP. Les pre-

mières approches ont été effectuées dans le domaine du marketing commercial. La plus forte concentration aura lieu en Grande-Bretagne. Aux États-Unis, les deux réseaux de-

vraient être conservés, compte tenu de l'étendue du territoire et de son poids publicitaire. **LA QUESTION** des centrales d'achats d'espaces reste à trancher.

## Le publicitaire GGT accélère sa réorganisation pour éviter une OPA

Le groupe issu de la fusion de l'anglais Gold Greenlees Trott et du français Boulet-Dru-Dupuy-Petit (BDDP) amorce sa restructuration cet été, afin d'améliorer ses performances et éloigner la menace d'un nouveau rachat

**L'ÉTÉ SERA CHAUD** pour le groupe Gold Greenlees Trott (GGT), propriétaire depuis l'automne 1996 du quatrième groupe publicitaire français, Boulet-Dru-Dupuy-Petit (BDDP). Il lui faut ouvrir d'urgence un vaste chantier de réorganisation du groupe afin d'éviter une OPA.

Le risque est sérieux. Lors du rachat de BDDP par GGT, les actionnaires institutionnels français - qui détiennent 20 % du nouveau groupe - ont obtenu un accord contractuel les autorisant à vendre leurs parts à partir de fin août. Si aucun de ces actionnaires (BNP, Caisse des dépôts, etc.) ne se dit « pressé » d'échanger ses actions contre des liquidités, leur participation dans GGT reste étroitement liée aux perspectives de développement du groupe et donc à ses performances. Un désengagement massif, « possible à tout moment », selon l'un d'eux, pourrait provoquer l'effondrement du titre GGT coté à la Bourse de Londres depuis fin mars, et concrétiser cette menace d'OPA.

Les candidats au rachat ne manquent pas. Déjà, plusieurs groupes publicitaires d'origine anglo-saxonne - comme Cordiant Plc, holding des réseaux Saatchi et Saatchi et Bates, ou WPP holding des réseaux J. Walter Thompson et Ogilvy & Mather - avaient manifesté, l'an dernier, leur intérêt



pour BDDP, alors à la recherche d'un repère. Les négociations n'avaient pas abouti, en raison d'un prix de vente trop élevé et de conflits d'intérêts entre les clients de BDDP et ceux gérés par les acquéreurs potentiels.

WPP n'aurait pas abandonné la partie. Selon des sources proches du dossier, Martin Sorrell, son patron, cherche toujours à renforcer sa position en France. En juillet 1996, WPP avait mis sur la table

quelque 550 millions de francs pour BDDP avant de se rétracter. L'offre, jamais confirmée officiellement par le groupe, ne recueillait pas les suffrages des managers-fondateurs de BDDP, qui pensaient « y perdre leur âme ». Mais BDDP dont le poids reste déterminant dans le nouvel ensemble GGT (il représente plus de deux tiers de la marge brute), continuait à susciter sa convoitise.

Pour éviter que la nouvelle vie

de GGT ne tourne court, l'état-major du groupe a donc entrepris, à pas feutrés, de refondre son organisation, qui relève pour l'instant d'un compromis « d'une situation anormale », de l'aveu même de certains directeurs. Influencé par des experts financiers qui estiment que le cours de l'action - 226 pence (près de 21 francs) le 5 juin, contre un prix initial de 220 pence - est « encore loin de refléter la valeur de l'entreprise », Michael Greenlees, président de GGT, envisage « sereinement et sans échéance précise », une nouvelle répartition des agences GGT et BDDP en Europe comme aux États-Unis.

### REVOLUTION DE PALAIS

Plutôt que de poursuivre le développement parallèle des deux réseaux publicitaires, la stratégie serait plutôt à l'unification du réseau international sous la bannière unique de BDDP. En fait, la démission, le 6 mai, de Jan Hall, directeur général chargé du développement européen de GGT, a donné un coup d'arrêt au développement de l'enseigne britannique sur le Vieux Continent. D'autant que Jan Hall ne sera pas remplacé. Ses responsabilités, « redondantes », selon Michael Greenlees, seront confiées à Rod Wright, directeur de BDDP pour l'Europe, mais basé à Paris.

Cette petite révolution de palais élargit les attributions de la direction de BDDP dont la taille du réseau est le double de celui créé en 1980 par GGT - 1,3 milliard de francs de chiffre d'affaires en 1996, contre 496 millions de francs environ. A terme, GGT devrait être réduit au rôle de holding.

commerciale (marketing direct, promotion des ventes, etc.). En Grande-Bretagne, les agences Op-Don One (GGT) et Téquila (BDDP) ont fusionné pour donner naissance à Téquila UK, sixième agence de marketing opérationnel du marché britannique. Une agence Téquila devrait aussi voir le

### Quel patron pour le groupe ?

Si « aucun signe visible de mécontentement » ne vient, pour l'heure, perturber les projets de développement de GGT (Gold Greenlees Trott), certains investisseurs britanniques s'interrogent sur la capacité des dirigeants de BDDP (Boulet-Dru-Dupuy-Petit), à Paris, à travailler avec ceux de GGT, à Londres. « Il faudrait, pour les rassurer, que l'équipe française, constituée de publicitaires, ne se lance pas dans des acquisitions dépeçables, mais laisse plutôt Michael Greenlees, président de GGT, gérer l'ensemble », commente un analyste financier de la City. La réputation de bon gestionnaire de Michael Greenlees n'est plus à faire. Il aura réussi à éviter à GGT la chute du début des années 90 fatale aux groupes publicitaires (dont BDDP) lancés dans des opérations d'acquisitions à tout va. Il semble disposé à prêter une oreille attentive aux fondateurs de BDDP, encore propriétaires de 5 % du groupe GGT. D'autant que leur engagement dans le groupe, renégocié au moment du rachat, leur garantirait plus de « liberté »...

Le coup d'envoi à l'unification a déjà été donné dans le secteur du marketing opérationnel. C'est Téquila, filiale de BDDP encore accréditée de ses récentes performances, qui prend progressivement sous son aile les différentes agences du groupe spécialisées dans la communication

jour aux États-Unis, sans doute à New York.

Pour la publicité, la réorganisation est pragmatique. En Grande-Bretagne, il est question de rapprocher les agences de publicité DST/BDDP et GGT (UK), ce qui serait « une suite logique ». En Europe continentale (Espagne, Italie, Suisse et France), GGT pourrait céder ses participations minoritaires plutôt que de tenter de les rapprocher à tout prix. Aux États-Unis, les agences GGT (Atlanta, Minneapolis et Austin) et celles de BDDP (Wells Rich Green, WRC) devraient rester en l'état. « Les fusionner ne présenterait aucun sens », confie un responsable du groupe. Un fait serait toutefois établi : « une suite logique » à venir serait effectuée sous l'enseigne BDDP.

Enfin, en matière d'achat d'espace, le comité stratégique « réfléchit à une stratégie commune », afin d'accroître le pouvoir de négociation du groupe. Pour l'heure, GGT travaille avec CIA Medianet, en Grande-Bretagne, également utilisée par BDDP en Asie. En revanche, BDDP travaille en Europe avec The Media Partnership (TMP). Et Advantmedia aux États-Unis. Le choix entre ces deux réseaux ne semble pas encore fait.

Yves-Marie Labé

Florence Amalou

## La publicité sur la Toile séduit progressivement annonceurs et internautes

### MONTREAL

de notre envoyé spécial

La publicité sur la Web reste un continent relativement vierge. Internet pose encore des problèmes de mesure d'audience et de définition des outils de commercialisation (à la page vue, au clic, au téléchargement, etc.). Et les prévisions sur son potentiel diffèrent. Selon Patrick Robin, président de la régie française Régie on line (ROL), le chiffre d'affaires publicitaire du Web américain devrait atteindre 650 millions de dollars en 1997 (environ 4,3 milliards de francs) et 4,5 milliards de dollars en 2000. Des chiffres qui peuvent sembler optimistes, le cabinet américain Cowles-Simba Information évoquant, de son côté, un volume de 2,5 milliards de dollars de chiffres d'affaires publicitaires à la même date. En France, 5 millions de francs de chiffre d'affaires ont été réalisés sur la Toile en 1995, et on table selon ROL sur 580 millions

en 2000, « les budgets des plans médias commençant à intégrer le Web ».

D'autres indications ont été fournies au troisième Marché international des informateurs et du multimédia (MIM), de Montréal, qui a accueilli, fin mai, quelque 8 600 personnes, soit presque le double de l'année précédente. Ainsi, le profil des annonceurs diffère selon le pays. Aux États-Unis, la publicité sur la Toile est « captive » puisque parmi les dix premiers annonceurs figurent sept sites, dont ceux de Microsoft ou d'AT&T. A contrario, « le marché est plus audacieux » en France, selon Patrick Robin. Des annonceurs « éloignés d'Internet » comme Aérospatiale, Opel, PolyGram ou Chanel y ont franchi le pas.

Jean Gaudreault, directeur général de Cossette Interactif, a toutefois expliqué que, même au Québec où le multimédia est une réalité entrepreneuriale, les pro-

fessionnels avaient encore « peu de connaissances de ce média ». Il a regretté « les tabous qui font que les sites éprouvent encore une certaine gêne à communiquer sur leur nombre de visiteurs ». Les atouts d'Internet existent pourtant, comme les adresses qui courent électronique, E-Mail, qui constituent un fichier potentiel. En outre, les annonceurs disposent, grâce aux enquêtes mensuelles du Réseau interuniversitaires scientifiques québécois (RISQ), d'un portrait des internautes (âge, sexe, revenus, services les plus fréquentés, etc.).

### DYNAMISME QUÉBÉCOIS

Une enquête du Bureau de la statistique du Québec (BSQ) atteste, pour sa part, du dynamisme du multimédia au Québec : 51 % des entreprises québécoises ont moins de trois ans ; leur chiffre d'affaires est de 3,3 milliards de francs en 1996 ; elles emploient 8 700 salariés, et veulent créer

1 855 nouveaux emplois d'ici dix-huit mois.

Quant au commerce électronique sur la Toile, il émerge progressivement. « On sait peu qu'il est possible de faire son épicerie sur Internet, ce n'est pas dans les mœurs. Les consommateurs ont encore le besoin de toucher le produit », explique Louis Brouillette, président d'Images Coast to Coast. Selon une enquête Omnibus-Internet de l'Institut d'opinion Recherche, 3 % des Montréalais branchés sur Internet y feraient des achats.

Comme aux États-Unis, ce sont les sites spécialisés ou à fort contenu technologique qui attirent le plus grand nombre d'internautes (livres, informatique, CD et cassettes vidéo...), en attendant la grande distribution. Le cybermarché des magasins IGA attire déjà 7 000 consommateurs actifs ; 28 % de ses produits sont vendus sur Internet et les achats ont progressé de 500 % en 1996.

Les sites doivent relever certains défis (convivialité, sécurisation, mise à jour en continu, formation des personnels), le consommateur qui choisit le Web s'attendant à y « trouver des plus-values » et à y être « traité de façon spéciale ».

Plus officiellement, le ministre québécois de la culture Louise Beaudoin et son homologue chargé de l'économie et des finances, Bernard Landry, ont annoncé au MIM de nouvelles mesures en faveur du développement du multimédia au Québec (bonification et élargissement du crédit d'impôt, aides aux salaires), saluées par la puissante Association des producteurs multimédia du Québec (APMQ).

## DANSE

• Julia Kristeva, La passion de dire • Sylvain Auroux, Je comprends vos • Françoise Atlan, Phonétiquement correct - Entretien avec Ivan Fouquet • Nicolas Truong/Marc Dupuis, L'éthique du verbe - Entretien avec le philosophe Paul Ricoeur • Alain Rey, Le « véca » ambigü du langage • Patrick Champagne, Communication, piège à « ça » • Alain Garrigou, Qui ne dit mot consent • Joëlle Gardes-Tamine, La régie libératrice • Roger Pol-Droët, La voix à suivre • Francis Marmande, L'air du temps • Pascal Bouchard, La voix de son maître • Nicolas Truong, ENA, le grand écart • Michel Neyraud, Dites 33 • Luc Cédelle, Souffrir en soi • Bernadette Brémond, Le sexe des mots • Olivier Dutreuil, Assez d'actes, des

### UNE NOUVELLE FORMULE QUI DONNE À RÉFLÉCHIR

Et aussi : • Michel Serres, L'émergence de grands récits • Jean-Michel Gailard, Le baccalauréat : entre ambitions et illusions • Hervé Hamon, Lettre ouverte à ceux qui se taisent • Macha Séry, Le renouveau du conte • Le militantisme en débat, avec Christophe Aguiton, Dan Franck et Albert Jacquard...

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

## Mme Trautmann remet en cause l'exclusivité de TPS

LE PROJET DE LOI sur l'audiovisuel, dont la navette entre le Sénat et l'Assemblée nationale avait été interrompue par la dissolution, devrait être remanié sur plusieurs points. Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication, a notamment précisé, dimanche 8 juin au cours du Grand Jury RTL-Le Monde, qu'il faudra revoir la clause d'exclusivité de TPS (Télévision par satellite) qui interdit au bouquet numérique concurrent CanalSatellite de reprendre la diffusion des chaînes publiques. Le précédent projet de loi prévoyait une exclusivité de trois ans.

Mme Trautmann a également estimé nécessaire de revenir sur le principe de la « deuxième coupure » publicitaire pendant la diffusion des films à la télévision, jugeant qu'il faut que les films soient vus dans les meilleures conditions possibles. Le nouveau ministre a souhaité modifier le seuil de concentration défini par la loi Carignon (qui autorise un même opérateur à détenir jusqu'à 49 % du capital d'une chaîne privée) et a plaidé pour une nouvelle loi « qui tienne la route », car il faut éviter de revenir sans cesse devant le législatif pour pouvoir « gérer harmonieusement » les relations entre audiovisuel public et privé.

**COMMUNICATION** : Jean-Marie Messier, PDG de la Générale des eaux, signe dans un entretien à La Tribune, lundi 9 juin, la création d'un comité « Communication 2000 » qu'il animera avec Pierre Dauzier, PDG de Havas, afin d'accélérer les synergies entre communication et télécommunications. L'objectif est de donner au consommateur une interface unique en termes de décodeurs et de facturation, notamment pour le multimédia et l'accès à Internet. M. Messier a aussi annoncé son intention de « normaliser les relations entre Havas et la CLT (Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion) », pour que « Havas devienne un vrai partenaire d'Audiotex, et non piégé dans une filiale non cotée. Ceci implique un accord à moyen et long terme ».

Oracle vous donne l'opportunité d'associer vos talents de consultant au service clients.

Rendez-vous dans le cahier «Le Monde Economie»

ORACLE®  
Enabling the Information Age™

TACLES

LEMONDE



Canal Plus propose une série animée adaptée des aventures du pirate né de l'imagination des auteurs de bande dessinée, Jean-Michel Charlier et Victor Hubinon

leur gouvernement il faudra se souvenir qu'ils n'avaient rien demandé et qu'ils avaient même dit qu'ils n'étaient pas prêts... Avec les baladuristes : « A la folle, que nous trouvions le moyen de faire la synthèse... je devrai mettre de l'eau dans mon vin... Avec les électeurs du Front national : « Ils n'adhèrent pas, dans leur grande majorité, à la politique de l'indulgence ; ils utilisent ce vote comme un vecteur de leurs angoisses et de leur volonté de rejet... » On l'a même vu très aimable avec Alain Juppé : « Il est premier ministre dans des conditions extrêmement difficiles, mais je ne doute pas qu'il se retrouvera très rapidement en position de faire passer les lois, qu'il ait tout le soutien des députés, qu'il ait tout le soutien des sénateurs, qu'il ait le soutien des citoyens, qu'il ait le soutien de son mouvement et de son parti... »

**DIMANCHE SOIR,** à 7 sur 7. Anne Stanciar reçoit devant Philippe Séguin. Pourquoi Philippe Séguin ? Pourquoi lui ? On l'attend d'ici le concert des vipères.

La perversion ! Elle voulait se dédouaner au lendemain de la nomination de Stéphane Kalinowski, de l'argent à la tête du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie... La maligne ! Elle se donnait le beau rôle ou interrogeait le plus emblématique des vaincus après avoir annoncé l'arrêt de son émission pour fausse convenance personnelle et vraie raison politique : ce prétexte d'arbitraire lui évitait surtout d'avoir à cuisiner ses copains socialistes sur leurs promesses électorales... La coqueline ! En accueillant, dès ce dimanche, le président déchu de l'Assemblée dissoute, après avoir proclamé *urbi et orbi* qu'il serait aussi l'invité de son dernier « 7 sur 7 », le 6 juillet, elle désarmait d'avance le porte-drapeau de la nouvelle opposition... La garce ! Etc. On ne peut rien contre les langues de vipère...

On peut néanmoins se demander ce que Philippe Séguin était venu faire chez Anne Sinclair. Pourquoi avait-il accepté son invitation ? On est fondé à se poser la question, car, de toute évidence, tout emhémé, qu'il soit, le maire d'Epinal n'avait pas grand-chose de nouveau à ajouter à tout ce qu'il avait déjà dit depuis une semaine. Il semblait d'ailleurs ce plus être lui-même. La preuve, il était gentil avec tout le monde !

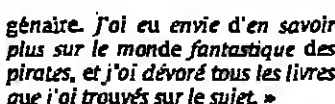
Avec les socialistes : « Quand on portera le premier lingeux sur

Sauf à lui faire injure, en mettant sa présence à « 7 sur 7 » sur le compte du vulgaire besoin de paraître propre aux hommes politiques ordinaires, ou sauf à croire qu'il était lui-même affecté par le « vertige » qui, selon lui, trouble en ce moment les Français, il faut croire que M. Séguin avait une autre raison d'être là. A notre avis, il était là, simplement, pour le plaisir. Pour le plaisir de s'entendre dire « *Je vous taquine...* » par « *le* » Smicral. Pour le plaisir d'un court passage avec le bleu du ciel et d'une brève caresse d'un sourire qui auront, pendant près de trois législatures, chaque dimanche soir, donné la parole aux différents visages de la République avec élégance, intelligence et, surtout, en les respectant. Un plaisir déjà nostalgique.

**LES AMATEURS** de BD sont gâtés : après « Blake et Mortimer », la série animée adaptée des albums d'Edgar P. Jacobs diffuse sur Canal+ une nouvelle aventure depuis le 9 avril, ce sont les célèbres aventures de Barbe-Rouge que la chaîne cryptée propose aux jeunes téléspectateurs du lundi au vendredi en fin d'après-midi à partir du 9 juin. Vingt-six épisodes de vingt-six minutes qui vont nous faire découvrir sur toutes les mers du monde à bord du *Faucon-Noir*, grâce à Jean Cubaud, réalisateur et auteur du dessin animé inspiré de l'histoire originale.

Imagées par les dessinateurs belges Jean-Michel Charlier et Victor Hubinon (tous deux décédés), les aventures du filhustier Barbe-Rouge et de son fils adoptif Eric, apparues en 1959 dans le premier numéro de l'hebdomadaire *Pilote*, tiennent le lecteur en haleine pendant plus de vingt-cinq ans ! Dargaud a publié en six tomes l'intégrale des planches signées par les deux créateurs.

De 1959 à 1962, Radio-Luxembourg a diffusé une adaptation radiophonique de la BD, mais personne ne s'était encore aventuré à porter Barbe-Rouge à l'écran. Jean Cauhaud, spécialiste du film d'animation et auteur, notamment, de la série télévisée traitée des *Histoires du Père Castor* (actuellement diffusée sur la chaîne câblée Télétooo et surnuméro 33), s'est jeté à l'eau. « J'avais lu Barbe-Rouge il y a longtemps, explique ce quinquagénaire, et j'ai voulu faire un film



de la technique d'animation en trois dimensions. « Adopter une bande dessinée réaliste est extrêmement difficile », explique Françoise Reymond, directrice des achats de programmes et des émissions pour la jeunesse de la chaîne cryptée. « Contrairement à ce que l'on imagine, c'est plus compliqué que de partir d'un roman. Pour parvenir à restituer l'atmosphère de l'œuvre originale, les contraintes sont énormes ».

**CRÉATION FRANÇAISE**  
Coproducte par Canal Plus  
TF1, la RAI, Meduex et Victory  
Carrere, la série « Barbe-Rouge »  
est une création française, comme

l'étaient « Les Jules... chienne de vie », la série de Picha diffusée du 14 avril au 16 mai dans la case animation quotidienne de 17 h 50 dévolue aux programmes jeunesse (le programme est introduit par un mini-magazine sur l'actualité du dessin animé de trois minutes qu'il eût fait pas manquer). Soumise depuis janvier 1996 aux quotas de production et de diffusion, la chaîne cryptée s'efforce de privilégier, en semaine, le dessin animé français, le week-end, avec « Décode pas, Bunny » et « Ca cartoon », étant ouvert aux produits américains.

Trois nouvelles séries françaises seront diffusées à partir de la rentrée : «SDS Bont du monde», vingt-six épisodes produits par les Films de la Perrine, «Le Prince d'Atlantis», l'essu des studios Atlantis, et «Lopo Alberto», produit par les Armateurs et Animation Studio. La chaîne, qui jusqu'à présent, pratiquait essentiellement une politique de préachat, investit de plus en plus dans des coproductions - «Blake et Mortimer», «Donkey Kong», contribuant ainsi à stimuler la création. L'audience n'est pas toujours au rendez-vous : avec les fictions pour adolescents programmées à la même heure sur TF1, France 2 et M6, Canal Plus doit faire face à une rude concurrence.

**Sylvie Kerviel**

★ « Barbe-Rouge », Canal Plus, du lundi au vendredi à 17 h 50.

## Radio

**France-C**  
20.30 **Le Grand**  
1961 - 1963  
en France [ ]  
21.30 **Fiction : l**  
des poète  
Chimères, d  
Nerval.  
22.40 **Toit ouiv**  
Bondy ; Exp  
la Fondation  
0.05 **On jour**  
Orison Heck (L  
Chris-Anel, 0.48 L

**France-M**  
20.30 Concert.  
la salle Berli  
pour le Petit  
Eric-Ericson  
l'Orchestre de  
Radio suède  
Segerstam ;  
Sandström.

**22.30 Musique**  
de D'Adams

**2899774**  
meure ■ ■  
Devile  
2487852

**George Sarno**  
et la musique

**22-40** Les Soirées  
Schimol, ouvertures  
Préludes op. 28, c.  
piano; La Fuite en  
soprano; C.  
de Mozart; C.  
violoncelle, de Post  
orchestre BWV 101  
Les Nuits de Radio

George Sans  
et la musique

22.00 Les Soirées  
Schmoll, ouverture  
Fénelon op. 28, 4  
piano: La Flûte et  
de Mozart; C  
violoncelle, de l'  
orchestre BWV 10  
Les Nuits de Radio

Magazine.

de 1998.

des zones.

Magazine.

de 1997. Ken  
Edson

905107

Chânes  
d'inform  
CNN

Information en  
séries: 22.00 et  
News Today. 20.30  
World News. 21.00  
King Live. 22.30 in  
Sport. 0.00 World  
line. 2.15 American

Euronews

avec, en solrte : 1  
 20,45, 21,45, 22,45  
 20,20, 21,20, 22,20  
 20,09, 20,39, 21,09  
 22,39, 23,09 Euro  
 21,50, 22,50 Sport  
 Comment 23,45 C  
 zoom 0,45 Sports  
 Collection.

**LCI**  
 journaux toutes  
 avec, en solrte : 1  
 20,45, 21,45, 22,45  
 20,20, 21,20, 22,20  
 20,09, 20,39, 21,09  
 22,39, 23,09 Euro  
 21,50, 22,50 Sport  
 Comment 23,45 C  
 zoom 0,45 Sports  
 Collection.

Journalistes  
 pianiste,  
 basse  
 et  
 ts.  
 verbe-  
 sers de  
 582650644  
 ilson  
 ncon  
 rre  
 992  
 508163010  
 symboles :  
 Le Monde Télévision-Radio-Télé-  
 k.  
 requier :  
 tel ou classique.  
 Spécial pour les sourds et les mal-

322  
 995  
 508163010

Monde, 21.37 et 22.37  
 de l'Economie, 21.37  
 Talk cultural, 0.15 L

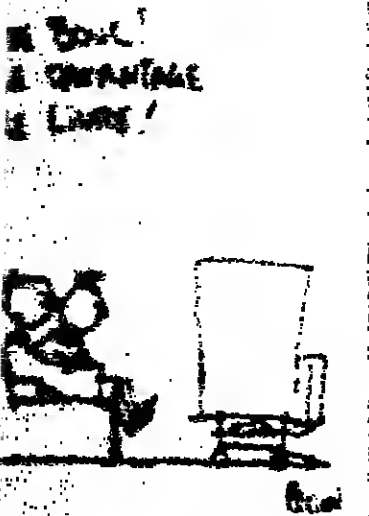
symboles :  
 Le Monde Télévision-Radio-Télévision  
 k.  
 requier.  
 te ou classique.  
 Spécial pour les sourds et les malentendants

100



# ir » avec Barbe-Rouge

Des aventures du pirate né de l'imagination  
Michel Charlier et Victor Hugo



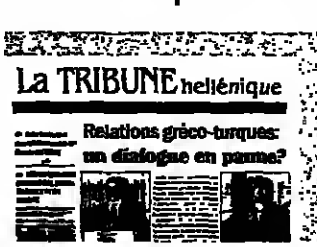
Barbe-Rouge, le héros de l'imaginaire, est de retour. Les aventures du pirate né de l'imagination de Michel Charlier et Victor Hugo reviennent en librairie. Cette fois-ci, c'est sous le titre de "Barbe-Rouge" que les éditions du Seuil ont réédité les aventures de ce célèbre pirate. Le premier tome, "Barbe-Rouge et le trésor du roi", est paru en 1996. Il raconte l'histoire d'un jeune garçon qui découvre un trésor caché dans une grotte. Le deuxième tome, "Barbe-Rouge et le trésor du roi", est paru en 1997. Il raconte l'histoire d'un jeune garçon qui découvre un trésor caché dans une grotte.

## Le français, de nouveau langue vivante en Grèce

Deux publications, « La Tribune hellénique » et « Athènes », viennent de voir le jour à Athènes pour répondre à la demande d'un lectorat francophone de plus en plus nombreux

QUINZE ANS APRÈS la disparition du dernier journal en langue française, *Le Messager d'Athènes*, deux publications en français, *La Tribune hellénique* et *Athènes* viennent d'être lancées dans la capitale grecque. *La Tribune hellénique*, un bimensuel, tire à 3 000 exemplaires. Son éditeur, la maison Kurier, publie également un hebdomadaire en polonais pour les soixante-dix Polonais vivant en Grèce, et un mensuel en espagnol. « Athènes, assure Théodore Bénakis, le directeur, est devenu, ces dernières années, une capitale multiculturelle où l'on peut trouver une vingtaine de journaux ou revues en anglais, allemand, russe, arménien... Aucune en français. » Pour l'éditeur, *La Tribune hellénique* « se veut une réponse de la francophonie à l'invasion anglaise ». Et, affirme-t-il, nous pou-

voient parler actuellement d'un retour du français sur la place d'Athènes. La francophonie en Grèce regroupe actuellement quelque quinze mille personnes comprenant la communauté française, de dix mille membres, les Belges, les Suisses, les Libanais, les Maghrébins et environ trois mille Grecs. « Informer le public francophone sur la Grèce, sa situation politique, économique et sociale, est notre premier objectif, affirme M. Bénakis, mais nous souhaitons aussi que notre revue serve à faciliter la vie des francophones dans ce pays. » Autour d'une équipe fixe de cinq personnes, *La Tribune hellénique* s'est adjoint la collaboration de trois journalistes grecs francophones, connus et estimés, spécialistes des affaires étrangères et européennes.



Athènes est d'un tout autre genre. Résolument culturelle, la revue mensuelle a reçu d'emblée le soutien de la Grèce officielle. Lancée en grande pompe au ministère grec des affaires étrangères, Athènes a fait l'objet d'un discours de présentation du ministre de la culture, Evangelos Venizelos, devant un parterre d'ambassadeurs francophones. Les trois promoteurs de la publication, de 64 pages tirée à 5 000

exemplaires, Emmanuel Adely, le rédacteur en chef, Catherine Velissaris, la directrice du Centre de traduction littéraire de l'Institut français d'Athènes, et l'éditrice grecque Magda Kodzia, se sont donné pour but de « renforcer l'image qu'ont la France et la Grèce l'une de l'autre ». La revue, rédigée par six permanents, a reçu le soutien du Haut Conseil de la francophonie et de plusieurs banques et entreprises françaises. Il s'agit, pour ses créateurs, de proposer « une publication centrée sur l'actualité culturelle des deux pays, qui, autour d'un thème, ouvrira ses colonnes à des personnalités françaises et grecques du monde des arts, de la peinture, de la littérature ». Athènes prévoit donc, chaque mois, l'interview d'un penseur français ou grec « mor-

qué par la culture de l'autre », le portrait d'un artiste, l'étude d'un mythe ou d'un symbole, actuellement la terre, le feu, l'air, l'eau et plus tard, les Sept Merveilles du monde, indique Emmanuel Adely. Il s'agit ainsi de « faire découvrir des aspects inattendus des deux pays, de poser un regard historique, d'être un lieu de débat permanent qui illustre la vitalité de leur dialogue ». Athènes se veut « un outil de connaissance auprès de la communauté française en Grèce, un guide pratique auprès des touristes francophones qui s'élèvent à près de 1,5 million par an, un instrument de communication pour la communauté grecque d'Europe ». Et plus tard, qui sait ? « un objet de collection ».

Didier Kunz

### EN VUE

■ Les trois cents policiers qui, vendredi 6 juin, ont procédé à l'arrestation, près de Palerme, du chef mafieux sanguinaire Pietro Aglieri, ont découvert à son domicile un petit autel décoré d'images votives sur sa table et, à son chevet, les œuvres de Kierkegaard et « une introduction à la pensée d'Edith Stein », la cathédrale d'origine juive morte à Auschwitz en 1942. Aglieri traverse une crise mystique.

■ Les étudiants de Cambridge, en période d'examen, sont perturbés par les touristes qui se promènent en bateau sous les fenêtres de l'université. « Hier, un groupe de jeunes Françaises a décidé de débarquer. Elles se sont déshabillées et ont piqué une tête. Le problème, c'est qu'elles se trouvaient au beau milieu du collège, où des gens tentaient d'étudier. C'était extrêmement dérangeant », a assuré au Times Richard Robinson, troublé. On salue donc les onze sautins du temple de Neasden, dans la banlieue de Londres : pour éviter toute tentation luxueuse, les moines hindous sont restés en prière, les yeux baissés, pendant la visite, vendredi 6 juin, de la princesse Diana, pieds nus.

■ Une heure après avoir présenté à la presse sa nouvelle brigade cycliste équipée de VTT flamboyants, et « domé » le départ de la première mission, le chef de la sécurité de la police de Bâle a dû se rendre au chevet d'un de ses hommes, hospitalisé pour une fracture du crâne. Le policier René Tschanz, fonceur sur son nouvel engin, d'avait pas eu le temps de porter d'une voiture brusquement ouverte sur son passage. Ses seize collègues ont été incités à la prudence.

### DANS LA PRESSE

LCI  
Pierre Luc Séguillon  
■ Dominique Strauss-Kahn et le gouvernement engagé aujourd'hui une partie européenne particulièrement délicate. Il leur faut trouver le moyen de respecter, à la fois, les engagements pris à l'égard de notre partenaire allemand et les promesses faites aux électeurs de la gauche. Aux seconds, Lionel Jospin a juré qu'il n'aurait plus avant dans l'édification de l'Union monétaire européenne qu'à quatre conditions : l'adhésion de l'Italie et de l'Espagne,

un primat accordé à l'emploi, un gouvernement économique européen et un euro qui ne soit pas surevalué par rapport au dollar. Avec l'Allemagne d'Helmut Kohl, la France de François Mitterrand puis celle de Jacques Chirac ont édifié, au prix de durs efforts mal supportés et pas toujours compris par leurs peuples respectifs, l'infrastructure d'un édifice économique et monétaire commun. Les deux pays sont intimement liés par cet objectif. Mais il suffirait d'un grain de sable pour que toute cette mécanique s'effondre. De part et d'autre du Rhin, beaucoup le souhaitent, à commencer par les opinions publiques.

LIBÉRATION  
Stephen Smith  
■ Trois semaines après la chute de Kinsbasa, Brazzaville s'embrase. Pour les tenants de la « théorie des dominos », qui voient, désormais, les pays d'Afrique francophone tomber un à un, le rapprochement entre ces deux événements est aussi évident que le face-à-face des deux capitales, de part et d'autre du grand fleuve. Mais s'il est vrai que des réfugiés butés du Rwanda, des dignitaires de l'ancien régime de Mobutu et des armées d'une soldatesque impayée qui a préféré veiller ses fusils plutôt

que de s'en servir n'ont traversé le fleuve Congo, ce ne sont pas les flammèches d'en face qui ont mis le feu à Brazzaville. Actuellement, la suite de la grande bataille d'Afrique centrale se joue dans le nord-est de l'Angola, où le gouvernement de Luanda cherche à en finir, une fois pour toutes, avec l'Opposition armée de l'Unita (Union pour l'indépendance totale de l'Angola), le mouvement de Jonas Savimbi.

### FRANCE-INTER

Dominique Bromberger  
■ Le feu de forêt qui a pris à l'est du Zaïre et qui a parcouru ce pays

jusqu'à la chute de Kinshasa pourrait bien se transformer en incendie menaçant beaucoup de régimes installés en Afrique équatoriale et occidentale. Dès que la rébellion a commencé à s'étendre au cours de l'hiver, les responsables français se sont inquiétés pour les pays de la région, à commencer par le Congo et la République centrafricaine. C'est, peut-être, ce qui les a amenés à soutenir jusqu'au bout le gouvernement épuisé et chancelant du maréchal Mobutu en pensant qu'il s'agissait là d'un verrou dont l'ouverture laisserait le champ libre à tous les débordements.

### Canal - Radio

France-Culture  
20.05 Meteo Place.  
20.10 Les Vacances de l'Amour.  
20.15 L'Appel du large.  
20.20 L'Or à l'appel.  
20.25 Journal, l'image du jour, le résultat des courses, météo.

MON NOM EST PERSONNE  
Film de Tinto Brass.  
Avec Henry Fondy, Jean Martin.  
20.25 L'Appel du large.  
20.30 L'Or à l'appel.  
20.35 Journal, l'image du jour, le résultat des courses, météo.

LE MONDE DE LÉA  
Magazine présenté par Paul Amar.  
0.55 et 1.15, 2.15, 2.55, 3.55, 4.40 TF 1 nuit.

REPORTAGES  
Les Indes du Rio Bravo.  
20.25 L'Appel du large.  
20.30 L'Or à l'appel.  
20.35 Journal, l'image du jour, le résultat des courses, météo.

LE MONDE DE LÉA  
Magazine présenté par Paul Amar.  
0.55 et 1.15, 2.15, 2.55, 3.55, 4.40 TF 1 nuit.

REPORTAGES  
Les Indes du Rio Bravo.  
20.25 L'Appel du large.  
20.30 L'Or à l'appel.  
20.35 Journal, l'image du jour, le résultat des courses, météo.

LE MONDE DE LÉA  
Magazine présenté par Paul Amar.  
0.55 et 1.15, 2.15, 2.55, 3.55, 4.40 TF 1 nuit.

REPORTAGES  
Les Indes du Rio Bravo.  
20.25 L'Appel du large.  
20.30 L'Or à l'appel.  
20.35 Journal, l'image du jour, le résultat des courses, météo.

LE MONDE DE LÉA  
Magazine présenté par Paul Amar.  
0.55 et 1.15, 2.15, 2.55, 3.55, 4.40 TF 1 nuit.

REPORTAGES  
Les Indes du Rio Bravo.  
20.25 L'Appel du large.  
20.30 L'Or à l'appel.  
20.35 Journal, l'image du jour, le résultat des courses, météo.

LE MONDE DE LÉA  
Magazine présenté par Paul Amar.  
0.55 et 1.15, 2.15, 2.55, 3.55, 4.40 TF 1 nuit.

REPORTAGES  
Les Indes du Rio Bravo.  
20.25 L'Appel du large.  
20.30 L'Or à l'appel.  
20.35 Journal, l'image du jour, le résultat des courses, météo.

LE MONDE DE LÉA  
Magazine présenté par Paul Amar.  
0.55 et 1.15, 2.15, 2.55, 3.55, 4.40 TF 1 nuit.

REPORTAGES  
Les Indes du Rio Bravo.  
20.25 L'Appel du large.  
20.30 L'Or à l'appel.  
20.35 Journal, l'image du jour, le résultat des courses, météo.

LE MONDE DE LÉA  
Magazine présenté par Paul Amar.  
0.55 et 1.15, 2.15, 2.55, 3.55, 4.40 TF 1 nuit.

REPORTAGES  
Les Indes du Rio Bravo.  
20.25 L'Appel du large.  
20.30 L'Or à l'appel.  
20.35 Journal, l'image du jour, le résultat des courses, météo.

### TF 1

17.05 Meteo Place.  
17.10 Les Vacances de l'Amour.  
17.15 L'Appel du large.  
17.20 L'Or à l'appel.  
17.25 Journal, l'image du jour, le résultat des courses, météo.

MON NOM EST PERSONNE  
Film de Tinto Brass.  
Avec Henry Fondy, Jean Martin.  
20.25 L'Appel du large.  
20.30 L'Or à l'appel.  
20.35 Journal, l'image du jour, le résultat des courses, météo.

LE MONDE DE LÉA  
Magazine présenté par Paul Amar.  
0.55 et 1.15, 2.15, 2.55, 3.55, 4.40 TF 1 nuit.

REPORTAGES  
Les Indes du Rio Bravo.  
20.25 L'Appel du large.  
20.30 L'Or à l'appel.  
20.35 Journal, l'image du jour, le résultat des courses, météo.

LE MONDE DE LÉA  
Magazine présenté par Paul Amar.  
0.55 et 1.15, 2.15, 2.55, 3.55, 4.40 TF 1 nuit.

REPORTAGES  
Les Indes du Rio Bravo.  
20.25 L'Appel du large.  
20.30 L'Or à l'appel.  
20.35 Journal, l'image du jour, le résultat des courses, météo.

LE MONDE DE LÉA  
Magazine présenté par Paul Amar.  
0.55 et 1.15, 2.15, 2.55, 3.55, 4.40 TF 1 nuit.

REPORTAGES  
Les Indes du Rio Bravo.  
20.25 L'Appel du large.  
20.30 L'Or à l'appel.  
20.35 Journal, l'image du jour, le résultat des courses, météo.

LE MONDE DE LÉA  
Magazine présenté par Paul Amar.  
0.55 et 1.15, 2.15, 2.55, 3.55, 4.40 TF 1 nuit.

REPORTAGES  
Les Indes du Rio Bravo.  
20.25 L'Appel du large.  
20.30 L'Or à l'appel.  
20.35 Journal, l'image du jour, le résultat des courses, météo.

LE MONDE DE LÉA  
Magazine présenté par Paul Amar.  
0.55 et 1.15, 2.15, 2.55, 3.55, 4.40 TF 1 nuit.

REPORTAGES  
Les Indes du Rio Bravo.  
20.25 L'Appel du large.  
20.30 L'Or à l'appel.  
20.35 Journal, l'image du jour, le résultat des courses, météo.

LE MONDE DE LÉA  
Magazine présenté par Paul Amar.  
0.55 et 1.15, 2.15, 2.55, 3.55, 4.40 TF 1 nuit.

REPORTAGES  
Les Indes du Rio Bravo.  
20.25 L'Appel du large.  
20.30 L'Or à l'appel.  
20.35 Journal, l'image du jour, le résultat des courses, météo.

LE MONDE DE LÉA  
Magazine présenté par Paul Amar.  
0.55 et 1.15, 2.15, 2.55, 3.55, 4.40 TF 1 nuit.

REPORTAGES  
Les Indes du Rio Bravo.  
20.25 L'Appel du large.  
20.30 L'Or à l'appel.  
20.35 Journal, l'image du jour, le résultat des courses, météo.

### France 2

16.35 Des chiffres et des lettres.  
17.10 Le Prince de Bel Air.  
17.15 Les Vacances de l'Amour.  
17.20 L'Appel du large.  
17.25 Journal, l'image du jour, le résultat des courses, météo.

MON NOM EST PERSONNE  
Film de Tinto Brass.  
Avec Henry Fondy, Jean Martin.  
20.25 L'Appel du large.  
20.30 L'Or à l'appel.  
20.35 Journal, l'image du jour, le résultat des courses, météo.

LE MONDE DE LÉA  
Magazine présenté par Paul Amar.  
0.55 et 1.15, 2.15, 2.55, 3.55, 4.40 TF 1 nuit.

REPORTAGES  
Les Indes du Rio Bravo.  
20.25 L'Appel du large.  
20.30 L'Or à l'appel.  
20.35 Journal, l'image du jour, le résultat des courses, météo.

LE MONDE DE LÉA  
Magazine présenté par Paul Amar.  
0.55 et 1.15, 2.15, 2.55, 3.55, 4.40 TF 1 nuit.

REPORTAGES  
Les Indes du Rio Bravo.  
20.25 L'Appel du large.  
20.30 L'Or à l'appel.  
20.35 Journal, l'image du jour, le résultat des courses, météo.

LE MONDE DE LÉA  
Magazine présenté par Paul Amar.  
0.55 et 1.15, 2.15, 2.55, 3.55, 4.40 TF 1 nuit.

REPORTAGES  
Les Indes du Rio Bravo.  
20.25 L'Appel du large.  
20.30 L'Or à l'appel.  
20.35 Journal, l'image du jour, le résultat des courses, météo.

LE MONDE DE LÉA  
Magazine présenté par Paul Amar.  
0.55 et 1.15, 2.15, 2.55, 3.55, 4.40 TF 1 nuit.

REPORTAGES  
Les Indes du Rio Bravo.  
20.25 L'Appel du large.  
20.30 L'Or à l'appel.  
20.35 Journal, l'image du jour, le résultat des courses, météo.

LE MONDE DE LÉA  
Magazine présenté par Paul Amar.  
0.55 et 1.15, 2.15, 2.55, 3.55, 4.40 TF 1 nuit.

REPORTAGES  
Les Indes du Rio Bravo.  
20.25 L'Appel du large.  
20.30 L'Or à l'appel.  
20.35 Journal, l'image du jour, le résultat des courses, météo.

LE MONDE DE LÉA  
Magazine présenté par Paul Amar.  
0.55 et 1.15, 2.15, 2.55, 3.55, 4.40 TF 1 nuit.

REPORTAGES  
Les Indes du Rio Bravo.  
20.25 L'Appel du large.  
20.30 L'Or à l'appel.  
20.35 Journal, l'image du jour, le résultat des courses, météo.

LE MONDE DE LÉA  
Magazine présenté par Paul Amar.  
0.55 et 1.15, 2.15, 2.55, 3.55, 4.40 TF 1 nuit.

REPORTAGES  
Les Indes du Rio Bravo.  
20.25 L'Appel du large.  
20.30 L'Or à l'appel.  
20.35 Journal, l'image du jour, le résultat des courses, météo.

### France 3

18.20 Questions pour un champion.  
18.47 et 19.15 Un jour, une nuit.  
18.55 Le 19-20.  
19.20 L'Appel du large.  
19.25 Journal, l'image du jour, le résultat des courses, météo.

MON NOM EST PERSONNE  
Film de Tinto Brass.  
Avec Henry Fondy, Jean Martin.  
20.25 L'Appel du large.  
20.30 L'Or à l'appel.  
20.35 Journal, l'image du jour, le résultat des courses, météo.

LE MONDE DE LÉA  
Magazine présenté par Paul Amar.  
0.55 et 1.15, 2.15, 2.55, 3.55, 4.40 TF 1 nuit.

REPORTAGES  
Les Indes du Rio Bravo.  
20.25 L'Appel du large.  
20.30 L'Or à l'appel.  
20.35 Journal, l'image du jour, le résultat des courses, météo.

LE MONDE DE LÉA  
Magazine présenté par Paul Amar.  
0.55 et 1.15, 2.15, 2.55, 3.55, 4.40 TF 1 nuit.

REPORTAGES  
Les Indes du Rio Bravo.  
20.25 L'Appel du large.  
20.30 L'Or à l'appel.  
20.35 Journal, l'image du jour, le résultat des courses, météo.

LE MONDE DE LÉA  
Magazine présenté par Paul Amar.  
0.55 et 1.15, 2.15, 2.55, 3.55, 4.40 TF 1 nuit.

REPORTAGES  
Les Indes du Rio Bravo.  
20.25 L'Appel du large.  
20.30 L'Or à l'appel.  
20.35 Journal, l'image du jour, le résultat des courses, météo.

LE MONDE DE LÉA  
Magazine présenté par Paul Amar.  
0.55 et 1.15, 2.15, 2.55, 3.55, 4.40 TF 1 nuit.

REPORTAGES  
Les Indes du Rio Bravo.  
20.25 L'Appel du large.  
20.30 L'Or à l'appel.  
20.35 Journal, l'image du jour, le résultat des courses, météo.

LE MONDE DE LÉA  
Magazine présenté par Paul Amar.  
0.55 et 1.15, 2.15, 2.55, 3.55, 4.40 TF 1 nuit.

REPORTAGES  
Les Indes du Rio Bravo.  
20.25 L'Appel du large.  
20.30 L'Or à l'appel.  
20.35 Journal, l'image du jour, le résultat des courses, météo.

LE MONDE DE LÉA  
Magazine présenté par Paul Amar.  
0.55 et 1.15, 2.15, 2.55, 3.55, 4.40 TF 1 nuit.

REPORTAGES  
Les Indes du Rio Bravo.  
20.25 L'Appel du large.  
20.30 L'Or à l'appel.  
20.35 Journal, l'image du jour, le résultat des courses, météo.

LE MONDE DE LÉA  
Magazine présenté par Paul Amar.  
0.55 et 1.15, 2.15, 2.55, 3.55, 4.40 TF 1 nuit.

REPORTAGES  
Les Indes du Rio Bravo.  
20.25 L'Appel du large.  
20.30 L'Or à l'appel.  
20.35 Journal, l'image du jour, le résultat des courses, météo.

### La Cinquième

18.25 Le Monde des animaux : les secrets de la jungle.  
18.47 et 19.15 Un jour, une nuit.  
18.55 Le 19-20.  
19.20 L'Appel du large.  
19.25 Journal, l'image du jour, le résultat des courses, météo.

MON NOM EST PERSONNE  
Film de Tinto Brass.  
Avec Henry Fondy, Jean Martin.  
20.25 L'Appel du large.  
20.30 L'Or à l'appel.  
20.35 Journal, l'image du jour, le résultat des courses, météo.

LE MONDE DE LÉA  
Magazine présenté par Paul Amar.  
0.55 et 1.15, 2.15, 2.55, 3.55, 4.40 TF 1 nuit.

REPORTAGES  
Les Indes du Rio Bravo.  
20.25 L'Appel du large.  
20.30 L'Or à l'appel.  
20.35 Journal, l'image du jour, le résultat des courses, météo.

LE MONDE DE LÉA  
Magazine présenté par Paul Amar.  
0.55 et 1.15, 2.15, 2.55, 3.55, 4.40 TF 1 nuit.

REPORTAGES  
Les Indes du Rio Bravo.  
20.25 L'Appel du large.  
20.30 L'Or à l'appel.  
20.35 Journal, l'image du jour, le résultat des courses, météo.

LE MONDE DE LÉA  
Magazine présenté par Paul Amar.  
0.55 et 1.15, 2.15, 2.55, 3.55, 4.40 TF 1 nuit.

REPORTAGES  
Les Indes du Rio Bravo.  
20.25 L'Appel du large.  
20.30 L'Or à l'appel.  
20.35 Journal, l'image du jour, le résultat des courses, météo.

LE MONDE DE LÉA  
Magazine présenté par Paul Amar.  
0.55 et 1.15, 2.15, 2.55, 3.55, 4.40 TF 1 nuit.

REPORTAGES  
Les Indes du Rio Bravo.  
20.25 L'Appel du large.  
20.30 L'Or à l'appel.  
20.35 Journal, l'image du jour, le résultat des courses, météo.

LE MONDE DE LÉA  
Magazine présenté par Paul Amar.  
0.55 et 1.15, 2.15, 2.55, 3.55, 4.40 TF 1 nuit.

REPORTAGES  
Les Indes du Rio Bravo.  
20.25 L'Appel du large.  
20.30 L'Or à l'appel.  
20.35 Journal, l'image du jour, le résultat des courses, météo.

LE MONDE DE LÉA  
Magazine présenté par Paul Amar.  
0.55 et 1.15, 2.15, 2.55, 3.55, 4.40 TF 1 nuit.

REPORTAGES  
Les Indes du Rio Bravo.  
20.25 L'Appel du large.  
20.30 L'Or à l'appel.  
20.35 Journal, l'image du jour, le résultat des courses, météo.

LE MONDE DE LÉA  
Magazine présenté par Paul Amar.  
0.55 et 1.15, 2.15, 2.55, 3.55, 4.40 TF 1 nuit.

REPORTAGES  
Les Indes du Rio Bravo.  
20.25 L'Appel du large.  
20.30 L'Or à l'appel.  
20.35 Journal, l'image du jour, le résultat des courses, météo.

### M 6

16.00 University Hospital.  
17.05 Mister Biz (rediff.).  
17.30 La Légende de la cité perdue. Série.  
18.00 Highlander. Série.  
18.55 Le Magicien. Série.  
19.54 56 minutes d'information.  
20.00 Notre belle famille. La solution de facilité.

MON NOM EST PERSONNE  
Film de Tinto Brass.  
Avec Henry Fondy, Jean Martin.  
20.25 L'Appel du large.  
20.30 L'Or à l'appel.  
20.35 Journal, l'image du jour, le résultat des courses, météo.

LE MONDE DE LÉA  
Magazine présenté par Paul Amar.  
0.55 et 1.15, 2.15, 2.55, 3.55, 4.40 TF 1 nuit.

REPORTAGES  
Les Indes du Rio Bravo.  
20.25 L'Appel du large.  
20.30 L'Or à l'appel.  
20.35 Journal, l'image du jour, le résultat des courses, météo.

LE MONDE DE LÉA  
Magazine présenté par Paul Amar.  
0.55 et 1.15, 2.15, 2.55, 3.55, 4.40 TF 1 nuit.

REPORTAGES  
Les Indes du Rio Bravo.  
20.25 L'Appel du large.  
20.30 L'Or à l'appel.  
20.35 Journal, l'image du jour, le résultat des courses, météo.

LE MONDE DE LÉA  
Magazine présenté par Paul Amar.  
0.55 et 1.15, 2.15, 2.55, 3.55, 4.40 TF 1 nuit.

REPORTAGES  
Les Indes du Rio Bravo.  
20.25 L'Appel du large.  
20.30 L'Or à l'appel.  
20.35 Journal, l'image du jour, le résultat des courses, météo.

LE MONDE DE LÉA  
Magazine présenté par Paul Amar.  
0.55 et 1.15, 2.15, 2.55, 3.55, 4.40 TF 1 nuit.

REPORTAGES  
Les Indes du Rio Bravo.  
20.25 L'Appel du large.  
20.30 L'Or à l'appel.  
20.35 Journal, l'image du jour, le résultat des courses, météo.

LE MONDE DE LÉA  
Magazine présenté par Paul Amar.  
0.55 et 1.15, 2.15, 2.55, 3.55, 4.40 TF 1 nuit.

REPORTAGES  
Les Indes du Rio Bravo.  
20.25 L'Appel du large.  
20.30 L'Or à l'appel.  
20.35 Journal, l'image du jour, le résultat des courses, météo.

LE MONDE DE LÉA  
Magazine présenté par Paul Amar.  
0.55 et 1.15, 2.15, 2.55, 3.55, 4.40 TF 1 nuit.

REPORTAGES  
Les Indes du Rio Bravo.  
20.25 L'Appel du large.  
20.30 L'Or à l'appel.  
20.35 Journal, l'image du jour, le résultat des courses, météo.

LE MONDE DE LÉA  
Magazine présenté par Paul Amar.  
0.55 et 1.15, 2.15, 2.55, 3.55, 4.40 TF 1 nuit.

REPORTAGES  
Les Indes du Rio Bravo.  
20.25 L'Appel du large.  
20.30 L'Or à l'appel.  
20.35 Journal, l'image du jour, le résultat des courses, météo.



صكنا من الامل

## Même motif...

par Pierre Georges

NE SERAIT-CE PAS un peu obsessionnel ? La chasse aux infidèles qui bat son plein dans les armées américaines pourrait faire une nouvelle victime. Et pas n'importe laquelle. Ni plus ni moins que l'officier supérieur considéré comme le favori au poste de chef d'état-major interarmes.

Le général de l'armée de l'air Joseph Ralston est désormais dans le collimateur. Son crime ? Une relation extra-conjugale, il y a treize ans. Suivant, à l'époque, des cours au National War College, cet officier avait eu une aventure avec une civile, employée de la CIA. Il avait, selon les manuels et codes de bonne conduite et moeurs militaires, « fraternisé » dans un déplorable élan « d'inconduite sexuelle ».

Et voici que cette affaire qu'il et elle avaient probablement oubliée, car la mémoire amoureuse use volontiers de la prescription, refait surface. Gros titres, ouverture des journaux télévisés. La presse américaine vogue en pleine actualité : le général Ralston a couché ! ... en 1983 !

L'affaire, révélée au départ par un ami qui, lui voulant du bien, en informa le *New York Times*, n'a pas été contestée par le général Ralston. Il a simplement indiqué, pour sa défense, qu'à l'époque il vivait séparé de son épouse. Il n'empêche ! Il faut, comme l'on dit, contre la morale et contre le règlement. Et peut-être, dans ces conditions, lui confier la direction des armées, dans l'honneur et la fidélité ?

Toute la question est là. Ou toute l'absurdité de la question. Depuis des mois, en effet, l'armée, les armées américaines ne cessent de pratiquer la chasse aux sorcières. Entre l'amoureux

sement et le militairement correct. En quelques semaines sont ainsi allés au tapis, comme abattus par la défense anti-écarts : un amiral, trois généraux, et cette femme, le lieutenant Kelly Flint, rayée des cadres pour ses transports amoureux. La morale peut donc inscrire bon nombre de croix sur son fuselage. Et en prévoir d'autres, car, tant qu'il y aura des hommes...

Bien évidemment, dans cette affaire comme dans les précédentes, le puritanisme prend l'aimable visage du règlement-règlement. On connaît l'argumentaire. Ce n'est pas parce qu'elles sont immorales que ces passions et passades sont réprouvées, dénoncées et punies publiquement. Mais parce qu'elles sont l'expression d'une entorse au code des armées, la preuve d'un mensonge, la trahison du vœu de fidélité prononcé à l'entrée dans cet ordre-là.

L'armée n'ayant pas vocation à être le couvent des oiseaux, tout cela est absurde, bien sûr. Mais d'une absurdité logique et galonnée. La preuve : alors que le secrétaire d'Etat à la Défense, William Cohen, effrayé par la tournure des événements, dénonce cette « frénésie de dénonciations » et déplore le fait de voir ainsi « détruite les gens sans nécessité » sur les bûchers de la morale publique, les tenants de la répression des écarts font remarquer deux choses. Primo, ce qui vaut pour un lieutenant vaut pour un général. Irréfutable ! Secundo, en 1995, le général Joseph Ralston lui-même avait contracté un autre général à démissionner pour raisons identiques. Même motif, même punition ! C'est bien connu.

## Rechute à la Bourse de Paris

LA BOURSE DE PARIS, qui avait ouvert en hausse lundi 9 juin, a inversé sa tendance peu avant la mi-journée. Après avoir gagné jusqu'à 1 % au début des échanges, les valeurs françaises perdaient 1,56 % à 2 676,92 points.

Quelques heures plus tôt, la Bourse de Tokyo avait terminé la séance en baisse. L'indice Nikkei des valeurs vedettes avait cédé 1,28 % pour s'inscrire en clôture à 20 223,82 points. Le mouvement de hausse du yen, défavorable aux exportations des entreprises japonaises, avait pesé sur la tendance. La monnaie japonaise a atteint le cours de 111,80 yens pour un dollar, son niveau le plus élevé depuis le mois de novembre 1996. Les opérateurs craignent la résurgence de tensions commerciales entre le Japon et les Etats-Unis.

En France, le contrat notional

du Matif gagnait 30 centimes en début d'après-midi et le franc cédait un peu de terrain face à la monnaie allemande, à 3,3755 francs pour un mark.

Les investisseurs attendent des précisions sur la politique européenne du nouveau gouvernement français à l'occasion du conseil des ministres des finances de l'Union, réuni lundi à Luxembourg.

VALEURS LES PLUS ACTIVES			
SEANCE 12h30	0906 Titres	Capitalisation	en F
Casino Guichard	139443	39233669	50
Saint-Gobain	279221	28579169	9
Elf Aquitaine	333427	21694696	9
Axa	352198	19801532	20
Alcatel Alsthom	226288	18336723	3
Carrefour	37145	14890593	3
Total	241283	137346331	1
Sauv (Cie des)	174388	12773238	3
Société Générale	198873	12348013	3
BANP	302916	113703640	20

## BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

Cours relevés le lundi 9 juin, à 12 h 30 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES			
Tokyo Nikkei	20485,80	-0,01	+4,45
Hong Kong Index	14055,10	-0,95	+9,94
Tokyo Nikkei sur 3 mois			
9 juin	20485,80	-0,01	+4,45
10 juin	20223,82	-1,28	-1,28

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS			
DEVISES	cours	diff %	Actif
Allemagne (100 dm)	337,3600	+0,02	326
Ecu	6,5830	+0,13	-
Euro-Unité (1 usd)	5,8670	+9,64	5,5500
Belgique (100 F)	16,3495	+0,02	15,8200
Pays-Bas (100 f)	299,8700	+0,04	-
Italie (1000 lit)	3,4930	+0,01	3,1700
Danemark (100 kr)	86,6200	-0,02	84,2500
Irlande (100 p)	6,4480	-0,02	6,2500
Cde-Bretagne (1 £)	5,5145	+0,10	5,1000
Grèce (100 drach)	2,1235	+0,14	1,9000
Suède (100 kr)	75,2100	-	70
Suisse (100 F)	401,9900	-0,39	393
Norvège (100 k)	81,5800	+0,31	77,5000
Autriche (100 sch)	47,9330	+0,02	46,4500
Espagne (100 pes)	3,9950	+0,03	3,7000
Portugal (100 esc)	3,3400	-	3
Canada 1 dollar ca	4,2521	+0,41	3,9400
Japon (100 yens)	3,0621	-36,45	4,0000

PARITES DU DOLLAR 0906			
FRANCOFONIE	USD/DM	1,2282	
TOKYO	USD/Yen	115,6600	
LES TAUX DE RÉFÉRENCE			
TAUX 0606	Taux	Taux	Taux
France	3,20	3,75	
Allemagne	2,95	5,83	
Grande-Bretagne	6,15	7,13	
Italie	6,50	7,37	
Japon	0,50	7,75	
Etats-Unis	5,50	5,62	
MATIF			
Échéances 0606	volume	dernier	prix
NOTIONNEL 10 %			
juin 97	123241	129,40	
sept. 97	38114	127,26	
déc. 97	677	96,90	
mars 98	-	-	

Tirage du Monde daté lundi 9 juin 1997 : 598 280 exemplaires

## Le Japon est favorable à une reprise partielle du commerce de l'ivoire

La protection des 580 000 éléphants africains pourrait ainsi être remise en cause

TOKYO

de notre correspondant

Occupant la présidence de la dixième Convention internationale sur le commerce des espèces menacées (Cites), qui a commencé dimanche 8 juin à Harare (Zimbabwe), le Japon est favorable à la reprise limitée du commerce de l'ivoire (totalement interdit depuis 1989) proposée par le Botswana, la Namibie et le Zimbabwe. Les autorités japonaises estiment que « le mouvement de protection est devenu trop émotionnel ». Elles sont favorables également au passage de trois espèces de baleines de la catégorie n°1 « espèces en danger » à la catégorie n°2 « espèces menacées » qui est l'objet d'une protection moins stricte.

Le Botswana, la Namibie et le Zimbabwe (où vivent 175 000 des 580 000 éléphants d'Afrique) veulent obtenir la permission de vendre l'ivoire provenant d'éléphants morts naturellement ou tués parce qu'ils constituaient un danger pour les populations. S'ils obtiennent cet assouplissement de l'interdiction du commerce de

l'ivoire, ils espèrent pouvoir en vendre une centaine de tonnes aux Japonais.

Les pays favorables au maintien de l'interdiction, dont les Etats-Unis, font valoir qu'une levée, même partielle, de l'interdiction du commerce de l'ivoire risque d'encourager le trafic. Elle entraînerait le déclassement de l'éléphant d'Afrique vers la catégorie « espèce menacée », ce qui pourrait provoquer un nouveau déclin de l'espèce. Les délégués des 138 pays réunis dans le cadre de la Cites n'ignorent pas que les éléphants d'Afrique étaient 2,5 millions au début des années 70 et

qu'ils ont été décimés par la chasse à l'ivoire.

Le Japon était jusqu'en 1990 le premier pays importateur d'ivoire. En 1984, année record, il a importé 510 tonnes, et, en 1988, à la veille de l'interdiction, 134 tonnes. On estime qu'il a en stock une centaine de tonnes, soit pour quatre ou cinq ans de production.

« COLONIALISME ÉCOLOGIQUE »

L'ivoire est utilisé pour la fabrication des sceaux personnels (qui tiennent lieu de signature), d'instruments de musique, des figurines et des baguettes. Selon l'association des artisans travaillant

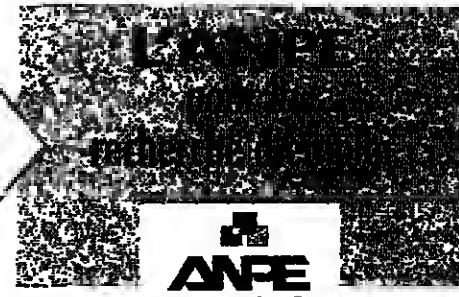
l'ivoire, qui comprend une centaine de membres, la moitié d'entre eux a dû se reconverter depuis l'interdiction de 1989. Contrairement à leurs homologues à l'étranger, les artisans japonais estiment qu'il n'existe aucun produit de substitution. Bien qu'elle ait diminué, la demande en ivoire dans l'archipel reste donc élevée, et encourage un trafic que les autorités ne semblent pas toujours en mesure d'enrayer. Le Botswana a fait état de proposition d'achat illégal de 30 tonnes d'ivoire par des Japonais au prix de 250 à 500 dollars le kilo.

La question s'inscrit aussi dans le cadre des tensions Nord-Sud. Certains pays africains dénoncent ce qu'ils estiment être un « colonialisme écologique » de la part de pays « qui accordent plus de prix à la vie des animaux qu'à celle des populations » et font valoir que les défenseurs des espèces en danger ne contribuent pas suffisamment financièrement aux efforts de protection.

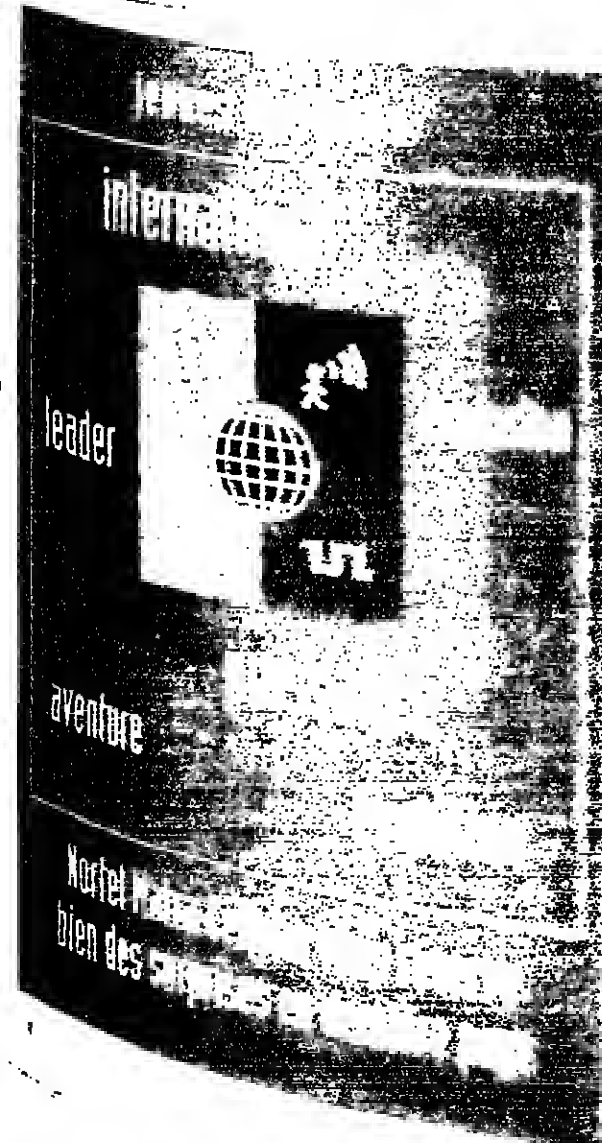
Philippe Pons

Une initiative pour faciliter la vie du demandeur d'emploi

L'ASSEDIC pour l'inscription



Cette amélioration de la qualité de service se mettra en place progressivement d'ici fin 1997





ENQUÊTE

Les PME américaines parient sur l'effet réseau page II

IDÉES

La querelle sur l'or de la Bundesbank page VII

# Le Monde

## ECONOMIE

ENJEUX ET STRATÉGIES

CONJONCTURE

La gauche indienne adopte un budget plus ambitieux page X

ANNONCES



CLASSÉES

pages III, VI, VIII et IX et de la page XI à la page XVI

MARDI 10 JUIN 1997

# Une radiographie de la France

DOSSIER

C'est désormais une tradition. A chaque alternance, ou presque, le nouveau gouvernement, avant toute autre décision, organise ce qu'il est convenu d'appeler un « audit » des finances publiques. Comme ses prédécesseurs, Lionel Jospin va donc se conformer à l'usage : en préalable à toute réforme, il va procéder à une sorte de radiographie de l'état financier de la France.

D'une époque à l'autre, la procédure, certes, ne suit pas toujours le même rituel. En 1988, Jacques Chirac avait demandé à un seul expert, Renaud de La Genière, ex-gouverneur de la Banque de France, de dresser le bilan de la gestion antérieure des socialistes. En 1993, Edouard Balladur, lui, avait installé une commission composée d'une dizaine de personnalités, qui à l'exception de son président, Jean Raynaud, étaient, en réalité, peu averties des questions de finances publiques. Mais, à chaque fois, la tentation est la même : la nouvelle équipe cherche à savoir si la situation financière de la France n'est pas plus délabrée qu'a bien voulu le dire le gouvernement sortant.

Il faut bien admettre que, loo-temps, il y a eu de bonnes raisons à ce système généralisé du « soupçon ». Par décrets d'avance ou arrêtés d'annulation, le gouvernement peut faire ce qu'il veut, en exécution budgétaire. Pis que cela ! La France s'est, durant des années, distinguée de ses voisins par une procédure budgétaire totalement opaque. Plus grave : de nombreux gouvernements, de gauche comme de droite, ont enjolivé les chiffres en ayant recours à des pratiques comptables à la vérité fort peu orthodoxes.

Ainsi, durant les années 80, les socialistes ont fréquemment été critiqués pour avoir recourus à la technique dite de la « débudgétisation » : il s'agissait, à l'époque, de financer

▼ Alternance  
Alors que le gouvernement Jospin s'apprête à procéder à un « audit » des finances publiques, nous avons demandé à différents experts leur diagnostic

des dépenses sans qu'elles affectent l'équilibre général du budget. Plus récemment, Edouard Balladur a pris des décisions importantes, en 1993, comme la suppression du décalage d'un mois de la TVA en faveur des entreprises (95 milliards de francs) ou la reprise par l'Etat des déficits cumulés de la Sécurité sociale (110 milliards), qui ont fortement accentué la dette de l'Etat, mais ne sont pas apparues, officiellement, dans les comptes budgétaires.

Sur le même registre, Alain Juppé a pu prendre en compte, en 1997, la « suite » de France Télécom, à hauteur de 37,5 milliards de francs pour assurer que la France parviendrait bel et bien à abaisser en fin d'année ses déficits à 3 % du produit intérieur brut. La procédure a été acceptée par les statisticiens européens d'Eurostat, mais n'en est pas moins fortement discutée, car si le nouveau gouvernement socialiste ne trouve pas une recette correspondante en 1998, le déficit budgétaire se creusera du même montant.

La pratique de l'audit agit donc comme un révélateur. Pour les gouvernements, c'est une procédure qui a de fortes arrière-pensées politiques : il s'agit de prévenir les électeurs que l'« héritage » est plus « ca-

lamiteux » que prévu, selon le mot fameux de M. Juppé, et que toutes les promesses électorales ne pourront pas forcément être honorées. Mais c'est aussi la preuve que les moeurs budgétaires françaises sont encore, par certains aspects, dignes d'une République bananière. Si le contrôle parlementaire s'effectuait normalement, comme le prévoit la Constitution, songerait-on à faire un audit ?

Logiquement, les socialistes vont donc, à nouveau, éplucher les comptes que leur ont laissés le gouvernement précédent. Pour y faire quelques découvertes ? Même si les statistiques publiques sont, effectivement, obscures, on en a dès à présent une idée assez précise. D'abord, la croissance restait encore faible, les impôts renaissent faiblement dans les caisses de l'Etat. A fin mars, les rentrées de TVA n'étaient en hausse que de 1,5 %, contre une prévision de 5,8 % sur l'ensemble de l'année. Vraisemblablement, le gouvernement devra donc prendre des mesures d'économie s'il ne veut pas que le déficit dérape. De surcroît, pour 1998, il devra trouver un moyen de compenser le manque à gagner lié à la « suite » de France Télécom.

Mais la principale difficulté est ailleurs. Comme l'a relevé une note récente de la direction du budget (Le Monde du 18 avril), le déficit de la Sécurité sociale est sans doute sur une pente proche de 45 milliards de francs, alors qu'initialement l'équilibre était attendu.

Pour les socialistes, l'audit aura donc un double intérêt. Il leur permettra d'imputer à la gestion précédente les difficultés qu'ils pressentent pour les mois à venir. Il les obligera, en outre, à en tirer un autre enseignement : sans forte reprise économique, ils auront, eux aussi, les pires difficultés à tenir leurs promesses.

Laurent Mauduit

Lire la suite du dossier pages IV et V

CHRONIQUE

par Serge Marti

## Les bons côtés de « l'euroconfusion »

Lorsqu'il avait proposé, en novembre 1996, de laisser filer le franc par rapport au mark, de façon à donner un peu d'oxygène à l'économie française, et d'engager une partie de bras de fer avec l'Allemagne pour déterminer au plus vite la parité franc-mark au sein de la future monnaie unique, Valéry Giscard d'Estaing était le premier homme politique pro-euro à oser s'attaquer à ce sujet tabou. Depuis, à droite comme à gauche, les langues se sont déliées et lorsque Lionel Jospin a fait savoir qu'il se réservait le droit, en cas de conquête du pouvoir, de placer les critères de Maastricht « sous réserve d'inventaire », celui qui n'était alors que le chef du Parti socialiste enfonçait une porte déjà ouverte.

A l'approche du sommet franco-allemand du 13 juin, à Poitiers, le rapport de forces est doublement favorable à la France. D'abord, au regard des difficultés de toute sorte que connaît l'Allemagne, à un an de ses propres élections législatives. Ensuite, en raison de la nouvelle donne politique européenne résultant des dernières élections, en Grande-Bretagne comme en France.

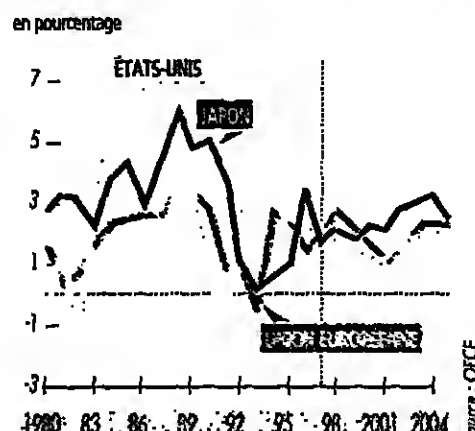
Régulièrement accusé de pratiquer une politique économique restrictive qui s'accompagne d'un chômage record - alors qu'il avait promis de le réduire de moitié d'ici à l'an 2000 -, le chancelier allemand se trouve confronté à un « trou » fiscal de 16 milliards de marks pour cette année et qui devrait doubler en 1998. Pour ramener le déficit budgétaire aux 3 % du produit intérieur brut, Helmut Kohl en a été réduit à exiger de la Bundesbank qu'elle révalue son stock d'or afin d'alimenter, via les bénéfices de la banque centrale, les caisses de l'Etat fédéral. Le laborieux compromis que le gouvernement allemand a été obligé d'accepter après le ferme refus de la Bundesbank de transgresser et son indépendance et ses principes de rigueur financière ne change rien à l'affaire. Non seulement Helmut Kohl et son ministre des finances, Theo Waigel, ont subi un sévère camouflet, mais l'Allemagne a définitivement perdu le magistère qu'elle s'est si longtemps octroyé au titre de l'orthodoxie maastrichtienne.

En effet, après ce tour de passe-passe qui a failli réussir, l'Allemagne serait mal inspirée de continuer à dénoyer les « combinazioni » budgétaires de l'Italie, voire les expédients de la France à propos de la

suite de France Télécom. Autant d'éléments nouveaux qui encouragent les partisans d'une « autre Europe » à donner de la voix. Compte tenu du résultat des derniers scrutins législatifs, treize pays sur quinze sont désormais plus ou moins directement ancrés à gauche. Seules l'Espagne et l'Allemagne continuent à siéger dans le camp conservateur. Pour autant, les neuf chefs de gouvernement socialistes que compte l'Union n'ont la même vision ni de la politique économique ni de l'avenir de la monnaie unique. Il reste que le débat est bel et bien relancé sur l'opportunité d'aménager les critères ou de reporter la date de lancement de l'euro, sans doute la plus mauvaise solution dans l'actuelle « euroconfusion ».

Parallèlement, les pays qui, tels l'Italie, risquent d'être écartés du cercle fondateur de l'euro, ont trouvé auprès de la France un nouvel allié. Enfin, quitte à méconter l'Allemagne, tous conviennent qu'un pacte européen pour l'emploi doit venir doubler, à défaut de le remplacer, le pacte de stabilité et de croissance.

Il y a urgence. En France, l'annonce, pour le premier trimestre 1997, d'une augmentation de 0,2 % seulement du PIB, même si les trois mois suivants permettent d'escompter une hausse supérieure d'un point, n'est guère encourageante. En 1996, l'économie française a encore perdu 60 000 emplois. L'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) estime que le taux de chômage (12,8 % de la population active) restera durablement au-dessus de 11 % si rien n'est fait pour inverser la tendance. De même, l'Allemagne qui compte déjà 4,2 millions de demandeurs d'emploi, n'a guère l'espoir de voir son propre taux baisser en dessous de 9 %. Après avoir étudié la situation de nombreux pays confrontés à ce problème-clé, l'OFCE conclut que les politiques d'austérité budgétaire ont été coûteuses en termes d'activité économique et donc d'emploi. La proposition des socialistes français de créer, sur trois ans, 350 000 emplois dans les services publics a suscité de vives critiques. Mais elle pourrait faire des émules : l'Italie d'envisage-t-elle pas la création de 100 000 emplois publics ?



Taux de croissance du PIB

jeunes diplômés

international

leader

explosion

puissance

aventure

évolution

Nortel Mafra Cellular vous réserve bien des surprises en dernière page

INGENIEURS

Altran vous attend en pages centrales.

ALTRAN

SI VOUS N'AVEZ PAS L'ESPRIT D'ENTREPRISE NE VENEZ PAS A L'ESC PAU !

100% des étudiants de l'ESC PAU auront créé leur entreprise avant l'an 2000.

Le cursus de l'Ecole Supérieure de Commerce de Pau permet aux étudiants de réaliser un projet complet de création d'entreprise dès leur arrivée. Ils effectuent également 9 mois de stages en France ou à l'étranger. Ils peuvent aussi opter pour l'alternance Ecole/Entreprise. Toutes ces expériences sont un véritable tremplin pour l'emploi. Elles développent, entre autres, chez nos étudiants, le goût d'entreprendre, le sens des responsabilités et leur créativité. Autour de qualités indispensables aux dirigeants de l'an 2000.

92% des anciens diplômés de l'ESC PAU ont un emploi ou un statut équivalent.

ESC PAU

l'entreprise qui fait école

3, rue Saint-John Perse - 64000 PAU - Tél. 05 59 92 64 64 - Fax 05 59 92 64 55



## Les PME américaines parient sur l'effet réseau

**CHARLOTTE**  
de notre envoyé spécial  
**M**anuel Zapata et Josh Harris ne se connaissent pas et ne se rencontreront vraisemblablement jamais. Le premier est quinquagénaire, ingénieur et président d'une société de génie industriel qui porte son nom, Zapata Engineering, à Charlotte (Caroline du Nord). Le second a vingt-trois ans et dirige Pseudo Programs Inc., une société de services new-yorkaise qui vend de l'animation clé en main sur Internet. Les deux hommes ne sont pas de la même génération, ne s'habillent pas pareil, habitent dans des endroits différents, mais ont deux points en commun : ils sont tous deux chefs d'entreprise et développent leur affaire selon une même technique : le réseau.

Manuel Zapata a d'abord écrit à toutes les personnes de sa connaissance, en 1988, pour leur annoncer qu'il créait une société. Par l'intermédiaire d'une de ses relations, il entre en contact avec Alltel, un industriel du téléphone qui voit ses derniers investissements tourner au cauchemar. Manuel Zapata propose à Alltel de repartir les problèmes et, surtout, de le faire gratuitement. « Ils étaient tellement contents du rapport que je leur ai remis qu'ils ont insisté pour me payer. J'avais besoin d'argent, mais j'ai tenu bon. Alors ils ont voulu déjeuner avec moi et, au dessert, m'ont proposé d'auditer leurs installations dans trois Etats des Etats-Unis. »

Dix ans après, Manuel Zapata a toujours Alltel comme client ; lequel lui a ouvert d'autres marchés privés et publics. Aujourd'hui, il réalise 50 % de son chiffre d'affaires avec différentes administrations de l'Etat et le reste avec de grandes entreprises privées. « Pour réussir, il faut bâtir un réseau d'alliances. »

Mais il y a un réseau et réseau. « Bon sang, si vous venez ici certains soirs, ça ressemble à la cour des miracles », affirme Josh Harris. Artistes, entraîneurs, professeurs en tous genres... viennent régulièrement promener leurs guêtres dans les couloirs de cet immense loft du bas de Broadway où Pseudo a ses bureaux et studios. Ils y sont bien accueillis. Car pour alimenter l'antenne radiophonique que Pseudo a ouverte sur le Net, pour alimenter son site de conversations et continuer à offrir de l'« entertainment » en permanence à son client, le serveur Prodigy, Pseudo a besoin de renouveler constamment ses voix, ses images,

▼ Régulation  
Le dynamisme des petites structures compense largement les licenciements massifs des grandes entreprises

ses sons, bref... ses talents. N'importe qui peut donc se présenter et, s'il a un brin d'originalité, être diffusé. La moyenne d'âge ne dépasse pas trente ans et le chiffre d'affaires est constitué principalement de recettes publicitaires en provenance de l'Internet. Le réseau est l'une des clés de la réussite d'une petite et moyenne entreprise aux Etats-Unis. Mike Mastromichalis, ancien pilote de B52, est consultant pour les entreprises qui exportent. Il est lui aussi installé en Caroline du Nord, l'une des régions où le taux de croissance est le plus élevé des Etats-Unis. « Comme officier j'étais affecté à la logistique. Alors je suis devenu marchand. » Comment Mike Mastromichalis trouve-t-il ses clients ? « J'appartiens à un tas d'associations professionnelles et d'organisations patronales. C'est là que je les rencontre. »

Le taux d'échec d'une PME frise néanmoins les 80 % au cours de la première année, pour faute de gestion ou crise de trésorerie principalement. A une écrasante majorité, les candidats à la création d'entreprise ignorent le B-A-BA de la gestion. Quant au crédit, inutile de se hercer d'illusions. Les banques américaines aussi se méfient des PME. A une exception près, la Chase Manhattan Bank, qui s'en est fait une spécialité. Mais sans Business Plan ni apport personnel crédible, inutile d'espérer de Frank Vella, vice-président du secteur PME de la Chase à New

York, autre chose qu'un sourire. Les experts américains ont calculé qu'un nouveau business réalisait son premier contrat après quatre mois d'existence en moyenne et qu'il avait un cash-flow positif au bout de huit mois. C'est au bout de dix-huit mois qu'une entreprise peut être considérée comme viable.

Malgré ces obstacles, le nombre des petites entreprises a augmenté de 49 % depuis 1982, et 16 millions d'Américains (soit 13 % des personnes en âge de travailler) « sont engagés dans une quelconque activité entrepreneuriale », selon les statistiques de la Small Business Administration (SBA), une agence fédérale chargée d'aider les PME. Les 22,1 millions de PME existantes (jusqu'à 500 salariés selon les normes américaines) employaient 53 % de la force de travail en 1995. Elles représentaient 47 % de l'ensemble des ventes des produits et services et plus de 50 % du PIB.

### MINORITÉS ETHNIQUES

Pourquoi un tel engouement ? A la base, il y a sans doute la conviction aux Etats-Unis que chacun peut devenir Rockefeller ou Bill Gates. Mais aussi que les grandes entreprises ne créent plus d'emplois. Depuis 1982, les 500 plus grandes entreprises américaines ont supprimé 4,5 millions d'emplois. Aujourd'hui, les cadres jetés dehors cherchent plus de travail : pour éviter le trauma des licenciements à répétition, ils créent leur propre entreprise à partir de leur domicile.

Cette dynamique entrepreneuriale est alimentée par d'autres phénomènes sociologiques. A commencer par l'individualisation propre à toutes les sociétés occidentales. La famille, l'Etat, l'entreprise régulent moins vigoureusement la société qu'autrefois. D'où l'apparition des réseaux comme un des principaux modes de régulation. Les minorités ethniques sont aussi le moteur de cette dynamique. Pour accéder à l'égalité économique et sociale, les

femmes, les Hispaniques ou les Asiatiques ont décidé de faire l'économie de l'expérience salariale et de créer leur entreprise.

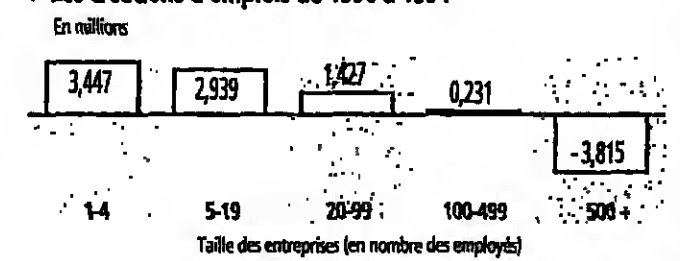
La grande originalité du mouvement entrepreneurial américain vient de là : les femmes, traditionnellement sous-payées dans les grandes entreprises, sont aujourd'hui plus nombreuses que les hommes à créer leur structure. Entre 1987 et 1992, le nombre des PME qu'elles ont créées a augmenté de 43 % par rapport à la période précédente. Le chiffre d'affaires total réalisé par ces entreprises est passé, sur la même période, de 278 à 642 milliards de dollars. Selon une étude menée par la National Foundation for Women Business Owners et Dun and Bradstreet, il y avait, en 1995, environ 7,7 millions d'entreprises créées et dirigées par des femmes et qui employaient 15,5 millions de personnes.

Les Hispaniques viennent juste derrière les femmes : entre 1987 et 1992, le nombre d'entreprises qu'ils ont créées a augmenté de 82,7 %, passant de 422 000 à 777 000 et le chiffre d'affaire a été multiplié par trois sur la même période (72,8 milliards de dollars en 1992 contre 24,7 en 1987). Cette façon de créer son propre emploi a donc compensé les licenciements massifs orchestrés par les grandes entreprises depuis dix ans. En 1995, les PME ont créé 1,25 million d'emplois, soit 75 % de l'ensemble des emplois créés cette année-là. Plus intéressant encore, ce sont les toutes petites entreprises de un à quatre salariés qui ont engendré 35 % des emplois nouveaux pendant que les PME de cinq à vingt salariés étaient à l'origine de 35 autres pour cent.

Bien entendu, ces emplois de PME ne ressemblent pas à ceux offerts par les multinationales. Les jeunes, les personnes âgées, les femmes qui travaillent dans les petites structures le font généralement à temps partiel et à des tarifs qui n'ont rien à voir avec les salaires défendus par les grandes centrales syndicales. Mais le boom de la croissance est tel aujourd'hui aux Etats-Unis en général, et en Caroline du Nord en particulier, que le manque de main-d'œuvre incite les patrons à être plus conciliants. Si l'on croit le département de l'emploi, les salaires sont en hausse lente, mais régulière, depuis 1995. Et sans tensions inflationnistes particulières. L'Amérique vit actuellement son âge d'or. C'est bien la seule chose qu'elle ne sache pas exporter.

Yves Mamou

### ▼ Les créations d'emplois de 1990 à 1994



Source : Small Business Administration

## Le microcrédit, du tiers-monde aux Etats-Unis

**RALEIGH**  
de notre envoyé spécial  
**E**n janvier 1997, Hillary Clinton lançait : « Le microcrédit, une macro-idée », lors du sommet mondial du microcrédit organisé par la Maison Blanche. Un microcrédit consiste à prêter de très petites sommes à des particuliers, pour leur permettre de développer des activités économiques. Avec pour objectif d'augmenter l'emploi et de réduire la pauvreté. Cette idée est née dans le tiers-monde alors qu'au début des années 80, Mohammad Yunus fonda la célèbre Grameen Bank au Bangladesh. Depuis, toutes les grandes institutions financières multilatérales ont développé des programmes de microcrédits.

A leur tour, les Etats-Unis tentent d'appliquer le microcrédit sur leur propre territoire, d'ici l'idée du « sommet mondial » de Washington. Car, s'il continue à afficher une santé économique éclatante, il abrite aussi d'inquiétantes poches de pauvreté, et les inégalités de revenus y sont parmi les plus élevées du monde industriel.

La Caroline du Nord illustre bien le phénomène. Cet Etat du vieux Sud américain, traditionnellement pauvre et agricole, a aujourd'hui sa « Silicon Valley », appelée ici la « Triangle » (Raleigh, Durham, Chapel Hill). Avec ses infrastructures développées, ses bas coûts salariaux, son absence de syndicalisation, la région attire les grands noms de la haute technologie. En quinze ans à peine, le revenu par habitant est passé du 42<sup>e</sup> rang (sur 50 Etats américains) au 33<sup>e</sup>. Le taux de chômage, de 4 %

de la population active, est inférieur à la très basse - moyenne nationale. Mais il masque d'énormes disparités régionales et raciales.

Dans tout l'Etat, de très nombreuses associations et fondations financent le développement de microcrédits. Elles sont gérées par des spécialistes formés, pour la plupart, en Afrique ou en Amérique latine. Des groupes d'emprunteurs consolidés sont créés. Le groupe remplace les cautions traditionnelles, l'octroi de crédits à l'un des membres ne pouvant être consenti que si les performances de tous les autres sont satisfaisantes. Là où, selon un observateur, les banques traditionnelles, « habituées aux gros crédits aux secteurs du tabac ou de l'élevage porcin », détournent le regard, des prêteurs alternatifs prennent le relais.

### ÉTAT GAGNANT

Un soir où toute la ville se passionne pour un match de basket régional, un groupe d'emprunteurs est réuni, à Raleigh, dans les locaux d'une association pour le développement local. L'invité de la soirée est Wade Lucas, un consultant fiscal, venu aider les participants à remplir leurs déclarations d'impôts. « Puis-je déduire mes frais de transport occasionnels par mes activités dans des œuvres de charité ? », l'interroge une femme reconvenue en « conseillère en gérontologie ». « Oui, vous pouvez déduire 31 cents par mille », lui répond M. Lucas. Une jeune femme propose des services de typographie, depuis qu'elle a quitté son emploi pour rester auprès de sa fille, atteinte d'une tumeur au

cerveau. La maladie de Christina a déjà coûté 1 million de dollars en frais médicaux, partiellement pris en charge par les cotisations sociales de son père, électricien. La nouvelle activité de sa mère leur permet d'assurer le complément, et de maintenir la cohésion de la famille, en créant, via un microcrédit, un emploi à domicile.

Les microcrédits ne créent le plus souvent qu'un seul salaire, voire ne servent que de source de revenus complémentaires. Mais de véritables petites entreprises, comme ce garage employant une quinzaine de mécaniciens, voient aussi le jour.

L'Etat américain paraît gagnant sur tous les tableaux en demandant aux citoyens de se prendre davantage en charge, par le biais d'associations et de fondations privées. Les microcrédits ont leur part dans la lutte contre le chômage : le réseau associatif prend en charge une vaste gamme d'activités. Ainsi, l'association Self Help, largement financée par la fondation Ford, aide, entre autres, des handicapés mentaux légers à financer l'achat d'appartements.

« L'Etat participe aux dépenses, mais cela lui coûte moins cher d'aider au placement des modestes mentaux dans des logements particuliers, plutôt que de les maintenir dans des institutions », explique Darlene Deberry, l'une des responsables du programme. Les microcrédits permettent aussi de limiter quelque peu les disparités salariales importantes sur le territoire américain, ou de compenser le fait que les bas salaires classiques sont souvent insuffisants pour vivre. Les critiques ou manques pour pas. Comme

le fait remarquer Andrea Harris, du North Carolina Institute of Minority Economic Development, s'ils permettent de réduire la pauvreté de citoyens individuels, ils n'augmentent pas la richesse économique d'un pays tout entier (en termes d'immobilier, d'entreprises), et donc celle des générations futures. « Les microcrédits attirent, parce qu'il y a de l'argent sur la table. » La preuve en est, selon elle, que « depuis leur lancement, il y a dix ans, le nombre d'entreprises détenues par la communauté noire a beaucoup augmenté, mais pas le volume de leurs ventes ».

Ismael Seregalain, de la Banque mondiale, à Washington, rétorque que dans tous les pays du monde les populations pauvres n'ont pas suffisamment de quoi vivre, et recherchent des sources de revenus additionnelles.

### SECTEUR INFORMEL

Ironiquement, les praticiens du microcrédit se plaignent que leur travail soit souvent plus difficile aux Etats-Unis que dans le tiers-monde. Mitty Owens, de Self Help, rappelle que les mentalités entrepreneuriales sont plus développées dans les pays émergents : « Le secteur informel peut y représenter jusqu'à 50 % ou 70 % de l'activité, alors qu'il ne dépasse pas 10 % ou 15 % aux Etats-Unis. » Les crédits de groupe fonctionnent mieux dans le tiers-monde, où les solidarités sont fortes, au sein de communautés homogènes, que dans une ville américaine, où les emprunteurs sont au départ inconnus les uns pour les autres.

Françoise Lazare

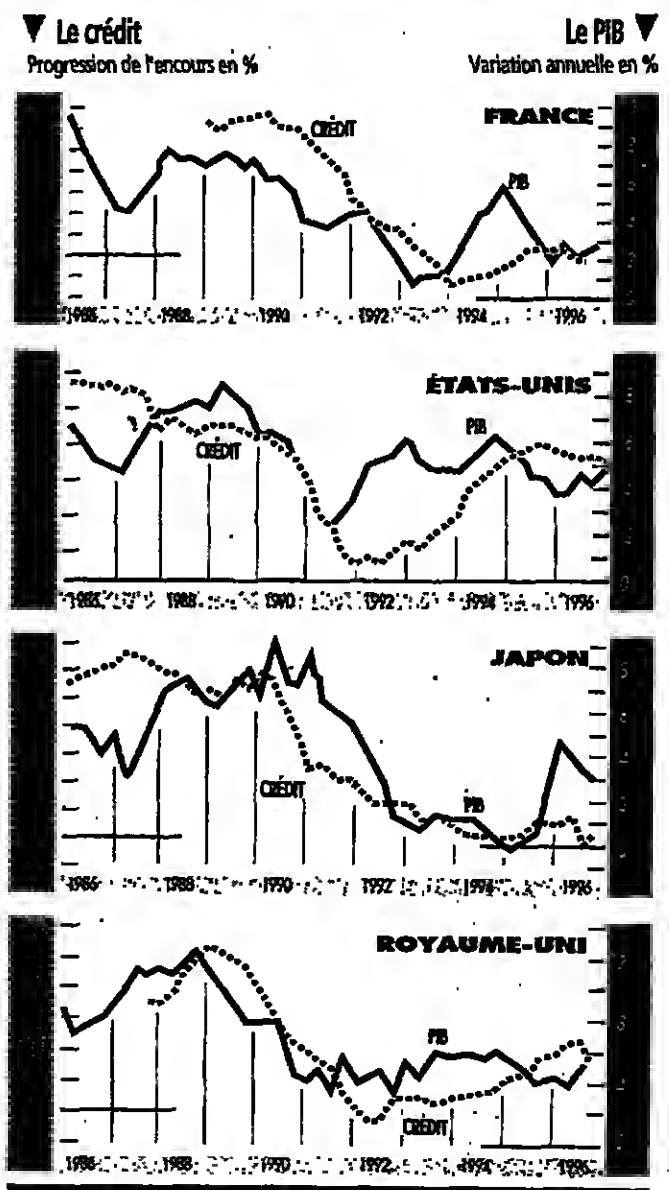
## LA MÉCANIQUE DE L'ÉCONOMIE

### Confiance, crédit, croissance

**L**'étymologie l'indique, le crédit, c'est la confiance : confiance de celui qui demande un crédit, puisqu'il escompte obtenir des revenus futurs suffisants pour honorer ses engagements ; confiance du prêteur vis-à-vis de l'emprunteur. Mais, si l'on peut mesurer le crédit, cette confiance qui le suppose et l'accompagne reste assez mystérieuse ; du coup, le rôle du crédit est sujet à débats. Pourtant, les graphiques ci-dessous paraissent sans équivoque. Ils juxtaposent les variations de l'encours de crédit à l'économie et celles du PIB. On voit que France et Japon connaissent une économie où les encours de crédit, après une baisse, s'accroissent plus. Les agents sont réticents à l'endettement et, cas français, semblent même s'engager dans une dynamique de remboursement de leurs dettes : comme s'ils n'escomptaient plus guère de progression de leur revenu, comme si toute activité nouvelle était davantage jugée à ses risques qu'à ses profits futurs. A contrario, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, après une phase de ralentissement brutal à la fin des années 90, le crédit a retrouvé un rythme soutenu.

Crédit et activité semblent aller de pair, cependant tel n'est pas le sentiment de tous les économistes. Deux écoles s'opposent : l'école néoclassique, pour laquelle ce sont les conditions réelles de l'offre et de la demande qui sont fondamentales ; l'école post-keynésienne, qui défend le rôle de *cash in advance* du crédit ; et, entre les deux, ceux qui assignent un certain rôle au crédit, mais amène et transitoire.

Pour l'école néoclassique, les marchés aplanissent les différences ; peu importe comment les agents se financent, puisque l'information sur la valeur actualisée des futurs profits qu'occasionnera cet investissement est supposée connue de tous. Dès lors, la valeur boursière de la société devra s'accroître exactement du montant de cette valeur actualisée, faute de quoi elle attirera les spéculateurs. Le volume d'engagements financiers en circulation n'a donc pas d'importance, seules comptent la quantité de monnaie et l'économie réelle. Les hypothèses sous-jacentes à ce modèle : parfaite rationalité des agents, parfaite information, parfait fonctionnement des marchés.



Dans une situation intermédiaire sont ceux qui estiment que le crédit joue effectivement un rôle dans le cycle des affaires. Le crédit est un actif spécifique en cela qu'il demande et qu'il transporte une information que les marchés ne peuvent pas traiter. L'analyse d'un projet, l'évaluation de son rendement et de son risque, supposent une analyse spécifique (toujours) et une certaine confidentialité (parfois). Cette tâche incombe généralement au banquier. Aussi, ces théories du « canal du crédit » donnent-elles aux banques un rôle spécifique : elles sont un instrument de la politique monétaire. Ce problème d'une information qui est, en fait, la raison d'être des banques implique en réalité une « défaillance des marchés » : une offre et une demande potentielle ne peuvent se rencontrer, faute d'une garantie satisfaisante sur la possibilité de l'échange. Pour cela, il faut une institution particulière qui va produire cette garantie, moyennant rémunération. La banque est historiquement la première institution de ce type. Cependant, les marchés financiers deviennent aussi, depuis quelques années, des institutions de plus en plus importantes, en complément et parfois en substitution du crédit classique.

C'est sur cette défaillance des marchés que s'appuient les approches post-keynésiennes. Pour elles, les conditions de l'offre et de la demande ont moins d'importance que l'organisation des marchés où elles sont susceptibles de se rencontrer. Le crédit donne à l'activité l'élan dynamique qui lui permet de progresser, puisqu'il correspond à une injection de pouvoir d'achat dans l'économie. Mais ce mécanisme doit être constamment surveillé, car il peut aussi se traduire par plus de prix des biens et services (inflation) ou par plus de prix des actifs (bulle immobilière ou boursière) ; il fait aussi (surtout ?) peser sur les économies l'épée de Damoclès des crises de liquidité.

Pour la plupart des économistes, il y a donc un lien entre activité et crédit, mais il n'est pas simple. La confiance est essentielle, confiance des entrepreneurs dans l'avenir et confiance des banquiers dans les entrepreneurs ; mais il faut y ajouter : confiance dans les banquiers, confiance dans la Banque centrale... et confiance des marchés dans l'organisation que forment banquiers et Banque centrale.

Direction des études économiques et financières du Crédit lyonnais

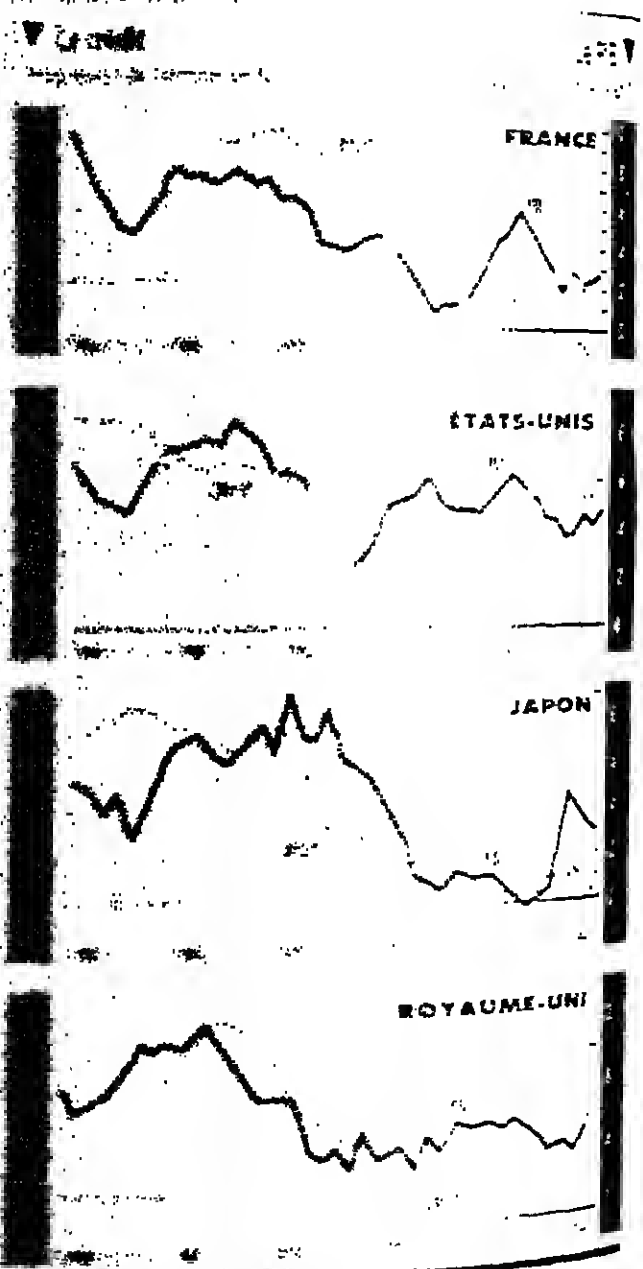




## LA MÉCANIQUE DE L'ÉCONOMIE

### Confiance, crédit, croissance

**L**es banques françaises ont connu une année 1996 marquée par une confiance croissante, un crédit en hausse et une croissance de l'activité. Les banques ont été les bénéficiaires de la confiance des entreprises et des particuliers. Le crédit a augmenté de 10,5 % en 1996, contre 9,5 % en 1995. L'activité bancaire a progressé de 12,5 %, contre 11,5 % en 1995. Les bénéfices ont augmenté de 15 %, contre 10 % en 1995. Les banques ont été les bénéficiaires de la confiance des entreprises et des particuliers. Le crédit a augmenté de 10,5 % en 1996, contre 9,5 % en 1995. L'activité bancaire a progressé de 12,5 %, contre 11,5 % en 1995. Les bénéfices ont augmenté de 15 %, contre 10 % en 1995.



## Spécial "Le Monde des Ingénieurs"



Andersen Consulting est le leader mondial du conseil avec plus de 44 000 collaborateurs dans 47 pays. La très forte croissance que nous prévoyons dans les 5 prochaines années, notamment au niveau de nos activités liées aux systèmes d'information, nous amène à recruter de nouveaux collaborateurs.

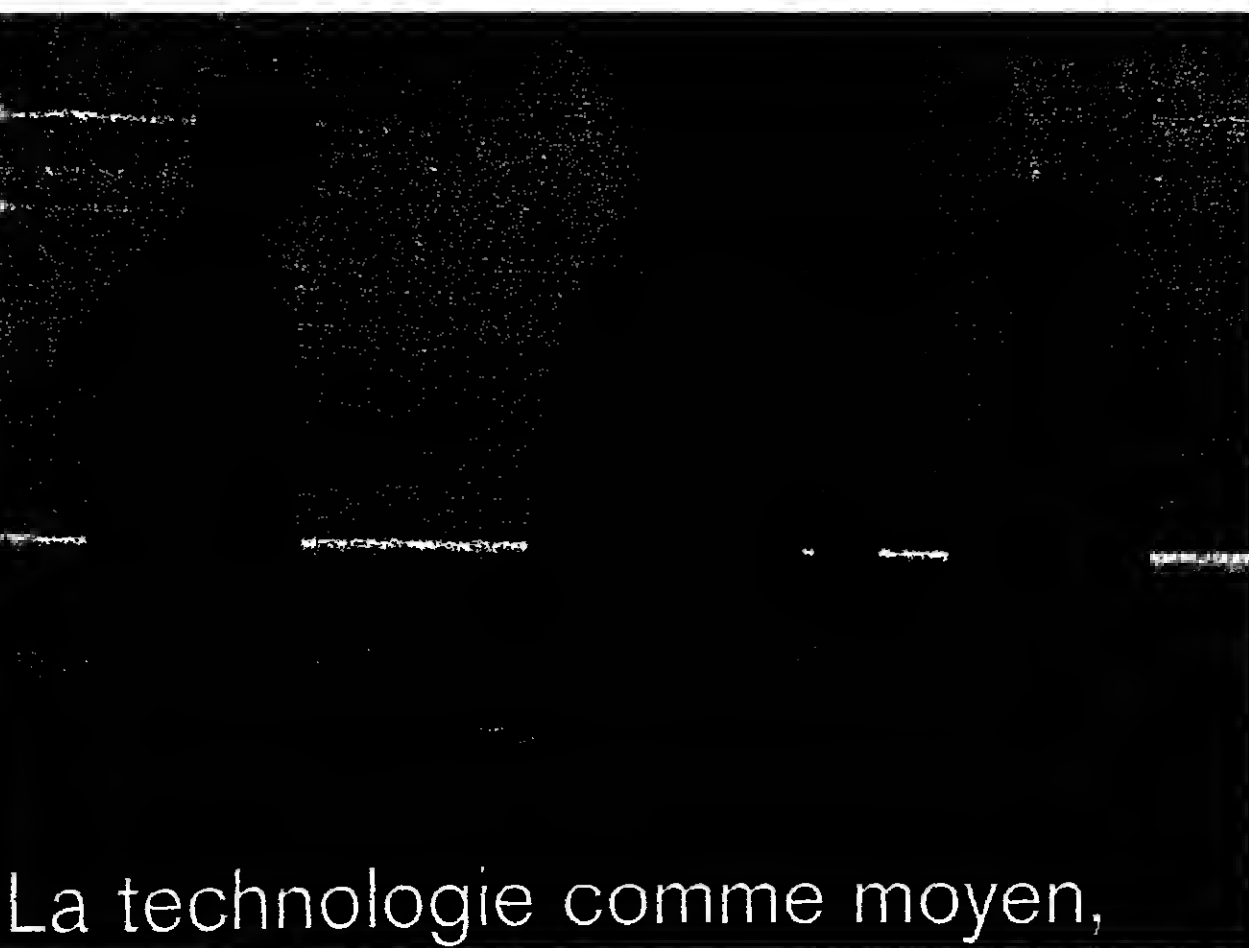
**ANDERSEN  
CONSULTING**

Il y a  
un moment  
où Andersen  
Consulting  
s'impose...

### Consultants juniors

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs, de commerce ou d'un troisième cycle universitaire, la perspective de rejoindre un cabinet de conseil en pleine expansion vous motive. Au sein d'une équipe, vous interviendrez directement chez nos clients - les principaux acteurs du marché - sur des projets à forte dominante technologique. Vous contribuerez à la conception et à la mise en œuvre opérationnelle de solutions globales et innovantes permettant à nos clients d'atteindre leurs objectifs de transformation. Créatif, rigoureux, doté de qualités relationnelles et de fortes capacités d'analyse, capable de vous adapter à des environnements variés, vous possédez tous les atouts pour réussir votre intégration chez Andersen Consulting. Mobile et d'un très bon niveau d'anglais, vous souhaitez donner une envergure internationale à votre carrière. En nous rejoignant, vous bénéficierez de formations personnalisées en France et à l'étranger (en particulier dans notre université privée de Saint-Charles à Chicago). Elles vous permettront dans un premier temps d'acquiescer ou de développer vos compétences techniques et informatiques notamment. Entouré de consultants expérimentés, vous saurez faire évoluer vos compétences. Vos performances alliées à notre forte croissance vous ouvriront de réelles perspectives d'évolution. Nous vous remercions d'adresser sous la réf. JUN/M/06 votre candidature (CV, lettre de motivation et photo) à Andersen Consulting, Service Recrutement Jeunes Diplômés, 55 avenue George V, 75379 Paris Cedex 08.

<http://www.ac.com>



La technologie comme moyen,  
la proximité client pour vocation.

Premier fournisseur mondial de logiciels et de services pour la gestion d'informations, ORACLE est également un acteur de premier plan dans l'offre de logiciels applicatifs. Forts de nos 3 500 partenaires, de nos ressources et de nos compétences indispensables au développement rapide de solutions de gestion adaptées au besoin des clients, nous intervenons dans les domaines de la Finance, de la Production et de la Logistique en environnement UNIX. Avec un chiffre d'affaires de 1,1 milliard de francs et 910 collaborateurs en France, Oracle vous donne les moyens de valoriser vos compétences métiers en vous appuyant sur les technologies les plus innovantes.

### CONSULTANTS FINANCE/PRODUCTION/LOGISTIQUE

Vous êtes l'interlocuteur privilégié des responsables d'entreprise. Vos capacités d'analyse et de conseil alliées à votre parfaite connaissance du métier des utilisateurs vous permettront d'accompagner nos clients grands comptes à tous les stades d'implémentation du projet : formation, mise en œuvre, support... Ces postes sont à pourvoir en France. Certains consultants pourront être amenés à intervenir dans différents pays d'Europe.

### DIRECTEURS DE PROJETS

Vous êtes l'interlocuteur privilégié de nos clients utilisateurs grands comptes. Vos qualités d'écoute alliées à une expérience de conduite de grands projets vous permettront de conseiller au mieux nos clients, de suivre jusqu'au bout le financement des projets et d'accompagner le développement des solutions applicatives les plus adaptées à leurs attentes. Vous justifiez d'une expérience d'environ 15 ans. Ces postes sont à pourvoir à Paris. La mobilité géographique en France est indispensable.

Pour ces différents postes, vous êtes ingénieur de formation ou diplômé de l'enseignement supérieur. Vous avez une réelle expertise dans l'un de nos trois domaines d'application - Finance/Production/Logistique - acquise en société de services, de conseil ou en poste opérationnel en entreprise. Vous avez déjà mis en œuvre des logiciels. La connaissance de l'anglais serait un plus.

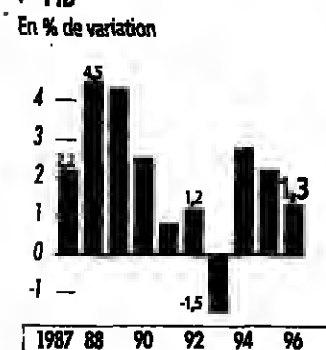
Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence MC09/06 (Consultants) ou MDP09/06 (Directeurs de Projets) à Oracle France, Service Recrutement, 65, rue des Trois Fontaines, 92132 Nanterre Cedex.

**ORACLE®**  
Enabling the Information Age™

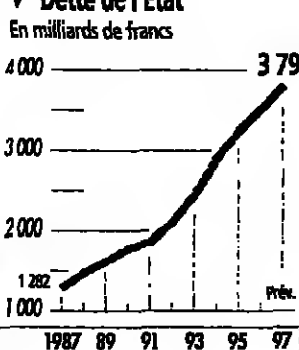


## Une économie endettée, sans inflation mais où le coût du travail reste élevé

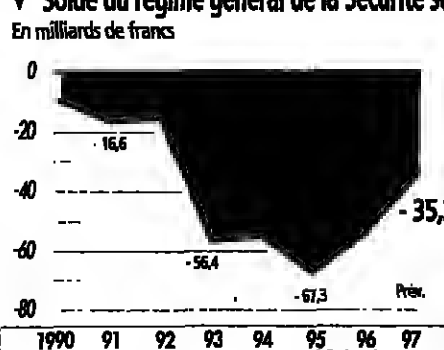
### PIB



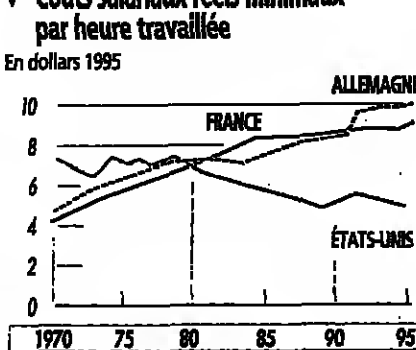
### Dettes de l'Etat



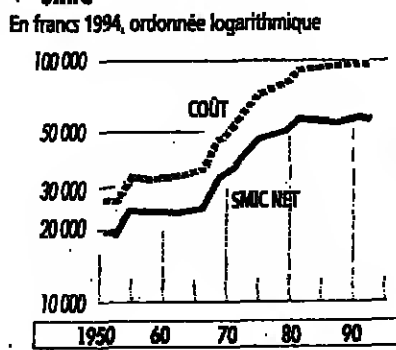
### Solde du régime général de la Sécurité sociale



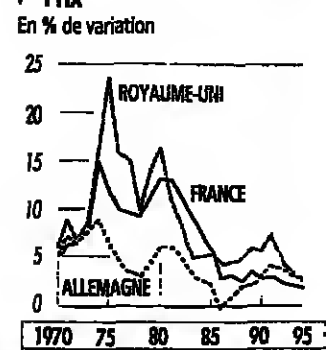
### Coûts salariaux réels minimaux par heure travaillée



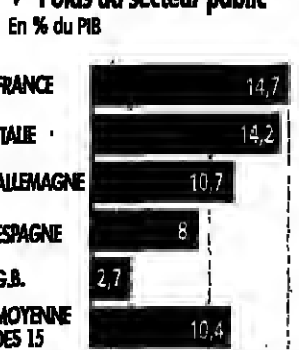
### SMIC



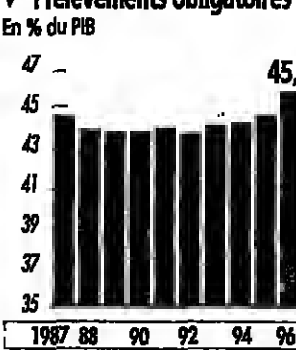
### Prix



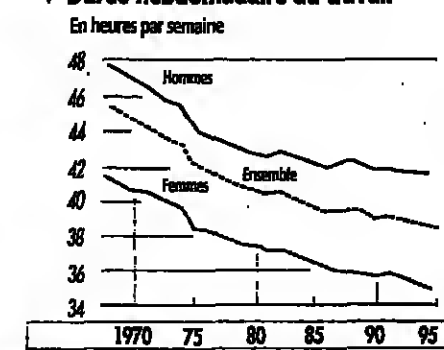
### Poids du secteur public



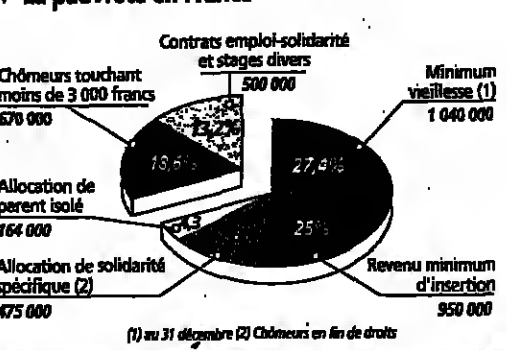
### Prélèvements obligatoires



### Durée hebdomadaire du travail



### La pauvreté en France



# Neuf priorités pour sortir la France de l'anémie

**ÉTATS DES LIEUX.** Procéder à un « audit » des finances publiques, comme l'envisage le nouveau gouvernement, permettra au mieux de dresser un état des lieux comptable

de la France. Mais en aucun cas d'expliquer le malaise qu'exprime ce pays, l'un des plus riches du monde, chaque fois que l'occasion lui en est donnée. Pour prétendre

soigner ce malaise, il vaut mieux ne pas se tromper de diagnostic. **EXPERTISE.** « Le Monde Économique » a demandé à plusieurs observateurs qualifiés, tous situés hors

du champ de la politique nationale, de décrire la réalité française telle qu'ils la voient. **PROPOSITIONS.** Les données démographiques, sociales, politiques ou industrielles

formant la trame complexe de la France permettent à ces experts d'ouvrir des pistes pour les réformes structurelles dont le pays a besoin.

## Pérenniser les gains de pouvoir d'achat Sortir du chômage « par le haut »

**CONSUMMATION.** Les Français ont envie de consommer et ont des besoins à satisfaire. Mais ils butent sur deux écueils : la stagnation de leur pouvoir d'achat et le niveau trop élevé des inquiétudes sur l'avenir. C'est donc à la réduction de ces deux difficultés qu'il faut s'atteler simultanément. Une distribution de pouvoir d'achat perçue comme provisoire engendrerait une épargne de précaution. Il faudra donc convaincre qu'il s'agit d'une amélioration durable, fût-elle lente et progressive. Depuis dix ans, le pouvoir d'achat des classes moyennes salariales a stagné. Seules les professions libérales, certains cadres supérieurs et les retraités, par le rattrapage des générations, ont bénéficié de progrès substantiels. Ce sont les jeunes adultes et les

ménages au milieu du cycle de vie qu'il faut privilégier. On n'a pas le choix : pour entretenir le chômage et préserver, voire améliorer, le pouvoir d'achat individuel : les deux s'imposent. Une réduction du temps de travail sans compensation salariale induirait une sous-consommation temporaire des salariés périalisés. Ces conséquences négatives agiraient plus vite que l'augmentation de la demande résultant des emplois créés. Là encore, mieux vaut agir progressivement en jouant sur la négociation, sur les marges de productivité et sur le calcul des charges.

D'autant plus que la libération du temps libre ou pourra stimuler de nouveaux marchés de loisirs que si les ménages sont solvables. Faut-il réduire les impôts pour relever la consommation ? La baisse de l'impôt sur le revenu ne touche que certaines catégories, une diminution générale de la TVA risquerait d'être absorbée par les commerçants et les industriels. De plus, cet impôt constitue une bonne façon de faire payer les produits importés. Pourquoi alors ne pas utiliser des marges de manœuvre, forcément limitées, pour diminuer la TVA sur les services aux particuliers, y compris les travaux dans le logement ? C'est un secteur à fort potentiel de création d'emplois qui, précisément, bute sur des coûts trop élevés. C'est aussi un besoin pour améliorer le bico-étre de tous.

**TRAVAIL.** Il ne faut pas se tromper de diagnostic. La crise de l'emploi participe d'une vaste métamorphose de la civilisation du travail. Les hommes politiques semblent ignorer cette évidence parce qu'ils sont obéissants – et on les comprend – par l'impératif de proposer des remèdes immédiats au chômage. Tout est en train de changer dans le travail. Son contenu, d'abord, toujours plus abstrait et relationnel. Ses modalités sociales et son organisation, ensuite : les horaires deviennent plus flexibles, le rapport à l'entreprise devient à la fois plus individuel et plus précaire. Le modèle salarial des années 70 – stabilité du contrat de travail, homogénéisation des droits sociaux, chance pour tous de progresser en conservant ses acquis – n'a plus cours. Ce pas-

sage d'une condition salariale relativement unifiée à des situations de travail atomisées se traduit par une précarité croissante pour un grand nombre de gens et par l'affaiblissement des processus d'intégration collective. Pour préparer l'avenir, il est aussi important de donner sens et visage humain à ce nouveau monde du travail que d'inciter à la création d'emploi. La seule façon de sortir du chômage « par le haut », c'est d'inscrire la mobilité et la flexibilité du travail dans une dynamique de progrès social. Deux chantiers s'imposent : la refonte du droit du travail et l'harmonisation des temps individuels et collectifs, par exemple en permettant aux parents d'être libres en même temps que leurs enfants. Il faut réunifier les statuts de travail dans un cadre

souple qui puisse concilier mobilité, pluriactivité, protection des acquis et continuité des droits sociaux. A cet égard, l'idée de « contrat d'activité », esquissée par Jean Boissonnat dans un récent rapport du Plan, ouvre une piste intéressante : ce contrat pourrait lier le travailleur à plusieurs employeurs, publics ou privés, et recouvrir plusieurs types d'activités, non seulement productives, mais aussi de formation ou de responsabilité sociale. Quant au temps de travail, il s'agit moins de le réduire que de le réguler collectivement. L'objectif doit être double : partager l'emploi et permettre à chacun de mener une vie plus diverse et plus équilibrée.

Bernard Perret  
Economiste, auteur de « L'Avenir du travail » (Le Seuil, 1995)

## Maintenir la compétitivité Affronter les conséquences du vieillissement

**INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS.** Pour un grand groupe automobile américain, produire en France ne s'inscrit aucun état d'âme : la combinaison qualité-coûts est excellente, seule déçoit l'évolution du marché. Il y a vingt-cinq ans, Ford décidait de s'implanter avec deux usines, celle de Bordeaux qui fabrique aujourd'hui 20 % des boîtes de vitesse du groupe et celle de Charleville, dans les Ardennes, qui produit des composants thermiques pour environ 10 000 véhicules chaque jour. Aujourd'hui, Ford France c'est 4 750 salariés, dont 3 569 à Bordeaux et 740 à Charleville. En 1995, Ford a décidé d'investir 1,5 milliard de francs à Bordeaux pour en étendre les capacités.

« La direction du groupe hésite entre trois usines pour cet investissement : une aux États-Unis, celle en France, et une dans le reste du monde », explique Claude Brunet, président de Ford France. Bordeaux l'a emporté haut la main. La qualité de travail de la main-d'œuvre française est la meilleure parmi la quinzaine d'usines qui produisent des éléments de transmission dans le groupe. »

Le taux de retour des boîtes de vitesse qui sortent des chaînes bordelaises est infinitésimal, et grande partie grâce à la formation. En 1994, Ford France y consacrait 3 % de sa masse salariale, en 1996 ce pourcentage est monté à 4,2 %.

« Par ailleurs, Bordeaux affiche la meilleure productivité du groupe dans le domaine des transmissions », dit Claude Brunet. Certes, les salaires sont légèrement plus élevés en France qu'aux États-Unis. Mais le niveau de la productivité permet à l'usine de Bordeaux de compenser ce surcoût relatif. »

Pour le président de Ford France, les usines hexagonales présentent aussi l'avantage d'être socialement calmes. « Il n'y a pas eu de grève depuis 1974 », explique-t-il. L'ensemble du personnel et des syndicats ont compris que les efforts de productivité étaient nécessaires pour décrocher de nouveaux marchés et pour survivre. » Seul handicap en France pour Ford : la crise de confiance globale qui affecte la consommation. « Le marché automobile français est aujourd'hui le pire en Europe. »

Le problème n'a pas encore été sérieusement traité. Il est regrettable, notamment, que l'on n'ait pas pris en considération l'idée d'insérer un peu de capitalisation au sein même des systèmes de répartition actuels, afin de franchir le cap particulièrement difficile de 2010.

Henri Léridon  
Chercheur à l'INED

Claude Brunet  
Président de Ford France  
Propos recueillis par  
Virginie Malingre

### Bibliographie

- L'État de la France, La Découverte, 1997, 690 p., 165 F.
- Le Dernier État de la France, Le Monde « Dossiers et documents », mai 1997, 12 F.
- Les Chiffres de l'économie et de la société française 1996-1997, Alternatives économiques, hors-série n° 30, 4<sup>e</sup> trimestre 1996, 50 F.

## Rendre la cité aux politiques

**EUROPE.** Parlementaire européen, italien, et de gauche, Luigi Colajanni voit toutes les raisons de se réjouir de la victoire de Lionel Jospin aux élections françaises. Partant de la « réalité » que « rien ne peut se faire en Europe sans la France », le président des eurodéputés membres du PDS (ex-Parti communiste italien) estime que « l'arrivée de Lionel Jospin à Matignon va aider à démontrer à la Bundesbank la nécessité de regarder l'ensemble de la situation économique et sociale dans toute sa complexité et pas seulement à travers des critères monétaires ».

Certes, M. Colajanni se félicite que le premier ministre français soit favorable à ce que l'Italie fasse partie de la première vague des pays adhérant à l'euro, comme le souhaite le PDS, parti membre de la coalition au pou-

voir à Rome. Mais, pour lui, il faut regarder plus loin : « Jospin veut maintenir l'objectif fondamental de l'Europe, à savoir l'union politique. » Après le succès de Tony Blair, celui de Lionel Jospin est un encouragement supplémentaire pour les deux cent quatorze eurodéputés du groupe socialiste (auquel appartiennent les élus du PDS), le plus nombreux de l'Assemblée de Strasbourg, pour peser de tout leur poids sur la Conférence intergouvernementale (CIG).

« Grâce au gouvernement français, nous avons de bonnes chances de réorienter les discussions au sein de la CIG », dit avec beaucoup de conviction le parlementaire italien. Et d'expliquer qu'il faut conjuguer « absolument la nécessité de finances saines avec celle d'une interven-

tion active des gouvernements dans la politique économique ». A titre d'exemple, il cite le Livre blanc de Jacques Delors, qui demande que les autorités publiques indiquent de nouvelles directions telles que la société de l'information.

« De la sorte, nous pourrions établir des rapports différents dans le système de production et réorganiser le marché du travail », affirme M. Colajanni, car il est indispensable d'avoir une approche fonctionnelle et non pas idéologique. « Il faut revenir aux sources, le gouvernement de la cité doit être assumé par les politiques et pas seulement par les banquiers et les bureaucrates », conclut-il.

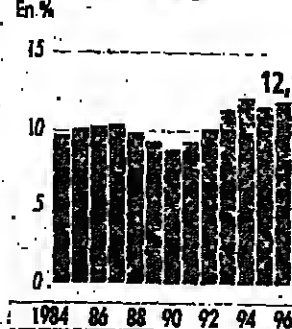
Luigi Colajanni  
Eurodéputé italien  
Propos recueillis par  
Marcel Scotto

Faire é

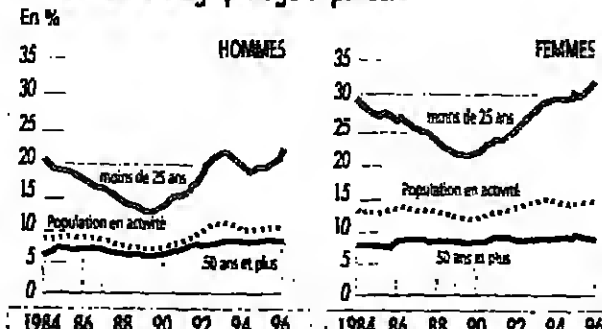


## Un chômage qui perturbe la jeunesse

### ▼ Taux de chômage



### ▼ Taux de chômage par âge et par sexe

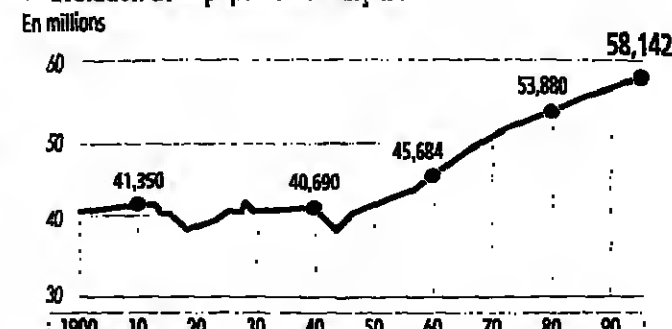


### ▼ Suicide masculin et chômage des jeunes

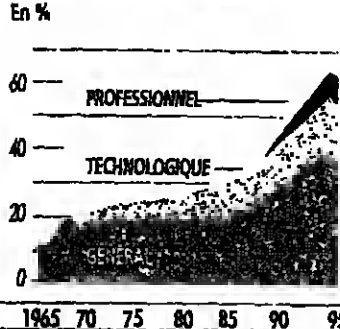


## Une société qui vieillit

### ▼ Évolution de la population française



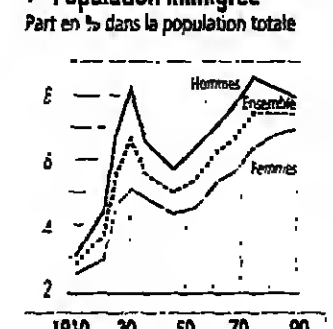
### ▼ Proportion de bacheliers



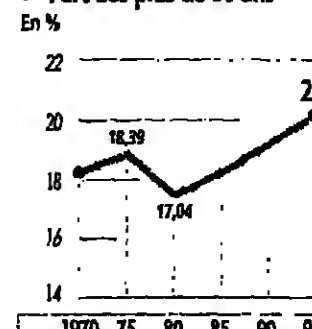
### ▼ Loisirs selon le revenu mensuel

En %	ne partant pas en vacances	Mariages n'ayant pas au spectacle	ayant lu au moins un livre au cours des 3 derniers mois
Moins de 2 200 F	54,3	53,9	36,4
2 200 à 2 800 F	50	56,5	39,7
2 800 à 3 500 F	47,1	52,7	41,6
3 500 à 4 500 F	36,8	47,8	40,9
4 500 à 7 000 F	25,9	38,4	50,9
7 000 à 9 500 F	17,6	34,8	57,6
9 500 à 12 000 F	12,3	25,4	68,4
Plus de 12 000 F	10,4	22,1	70,1
Ensemble	31,4	42,5	49

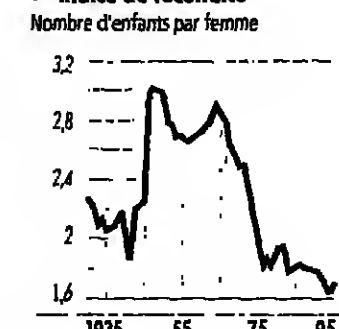
### ▼ Population immigrée



### ▼ Part des plus de 60 ans



### ▼ Indice de fécondité



## La lutte contre l'anémie

Le ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Commerce, Jean-Louis Lévy, a annoncé la mise en place d'un plan de lutte contre l'anémie, visant à améliorer la situation des entreprises et à créer des emplois.

## Le chômage « par le haut »

Le chômage « par le haut » désigne la situation où les emplois les plus qualifiés et les mieux rémunérés sont les premiers à disparaître. Cette situation est particulièrement préoccupante car elle entraîne une déqualification de la main-d'œuvre et une perte de compétences. Les experts soulignent que cette tendance s'aggrave avec le développement des technologies et la mondialisation.

## Les effets du vieillissement

Le vieillissement de la population française a des conséquences importantes sur l'économie et la société. D'une part, il entraîne une augmentation des dépenses de santé et de retraite. D'autre part, il réduit la part de la population active, ce qui peut freiner la croissance économique. Les pouvoirs publics doivent donc anticiper ces effets et mettre en place des politiques adaptées.

## Le rôle des politiques

Les politiques publiques jouent un rôle crucial dans la lutte contre le chômage et le vieillissement. Elles peuvent agir sur la formation, la recherche et développement, et la protection sociale. Une politique cohérente et à long terme est essentielle pour relever ces défis. Les experts appellent à une plus grande coordination entre les différents ministères et à une implication accrue des acteurs privés.

## FORCES ET FAIBLESSES Questions-réponses

**1 Qui avait commandé les précédents audits ?**  
A la demande du premier ministre socialiste de l'époque, Pierre Mauroy, la commission dite Bloch-Lainé, du nom de son président, avait établi un rapport sur l'état de l'économie française à l'issue du mandat de Valéry Giscard d'Estaing. Ce document, rendu public en février 1982 et intitulé « La France en mai 1981 : forces et faiblesses », dressait, à partir de dix-neuf thèmes différents, un bilan nuancé sur l'action du précédent gouvernement. La commission pointait le problème du chômage, lequel frappait 1,8 million de personnes en mai 1981 contre 400 000 en 1974.

Quatre ans plus tard, le rapport sur l'état des finances publiques, commandé cette fois par Edouard Balladur, alors ministre de l'Économie et des Finances, à Renaud de la Genière, ancien gouverneur de la Banque de France et remis en avril 1986, n'avait pas permis de dénoncer la droite à mesure des critiques à l'encontre du dernier premier ministre socialiste de François Mitterrand.

Enfin, au début de la deuxième cohabitation, en 1993, le même Edouard Balladur, promu premier ministre, avait commandé à Jean Raynaud, ancien procureur général près de la Cour des comptes, un « Rapport d'évaluation de la situation sociale, économique et financière de la France ». Pas plus que les précédents rapports, cet audit, rendu public en juin 1993, n'avait permis de véritablement condamner la gestion du pouvoir sortant. En outre, le suicide de Pierre Berégovoy avait contraint la droite à mesurer ses critiques à l'encontre du dernier premier ministre socialiste de François Mitterrand.

**2 Quels sont les points forts de l'économie française ?**  
L'inflation est parfaitement maîtrisée – au point de flôter la déflation dans certains secteurs – avec, en avril 1997, un taux de 0,9 % sur an. Le commerce extérieur est excédentaire de plus de 100 milliards de francs par an depuis 1995, avec un solde industriel qui reste positif malgré une reprise des importations de biens d'équipement. Et la balance des paiements courants (qui intègre les échanges de services et les transferts) a dégagé 105 milliards de francs en 1996. Le franc est solide face aux monnaies européennes, et la hausse du dollar, depuis un an, ne peut que favoriser l'activité des secteurs exportateurs. Les taux d'intérêt sont bas (3,4 à court terme et 5,5 à long terme),

même s'ils restent significatifs en termes réels (inflation déduite). L'activité économique, faible en 1996 (+1,5 %), s'est accélérée en fin d'année, la production industrielle et les perspectives des entreprises sont en hausse. La question est de savoir si, après le redémarrage des exportations et de la consommation (+1,5 % en avril), le moteur de l'investissement va, lui aussi, s'allumer. Les comptes des entreprises sont globalement bons et permettent d'envisager un essor, si la demande est au rendez-vous.

**3 Quels sont les points faibles de l'économie ?**  
Le chômage est évidemment le problème le plus criant. Si l'on excepte la récession de 1988-1990, il n'a cessé de progresser depuis deux décennies en France. Il touche, parmi les actifs, 14,5 % des hommes et 11 % des femmes, 24 % des moins de 25 ans et 10 % des plus de 50 ans, avec un taux moyen de 12,8 % en avril 1997 (12,3 % en mars 1996). Ce chômage s'explique en partie par des tendances démographiques (la hausse de la population active) et sociologiques (il est plus difficile de sortir du chômage en France que dans d'autres pays, alors que les créations d'emplois y sont aussi nombreuses).

Deux interprétations s'affrontent : celle de l'OCDE, qui attribue la persistance du chômage aux rigidités du marché du travail et au niveau relativement élevé des allocations par rapport au salaire minimum (en fait, 30 % des 2,5 millions de chômeurs indemnisés – sur 3,4 millions au total – touchent moins de 5 000 francs par mois) ; et celle des économistes « hétérodoxes » qui attribuent le chômage à un déficit de la demande globale et prônent une relance du pouvoir d'achat.

Deuxième point sombre, les finances publiques. A court terme, la question est de savoir si la France parviendra à limiter à 3 % du PIB son déficit cette année, l'un des cinq critères prévus par le traité de Maastricht pour accéder à la monnaie unique au 1<sup>er</sup> janvier 1999. Le budget 1997 prévoit des recettes de privatisation qui risquent de manquer et une baisse d'environ 1 % des dépenses. Le gouvernement socialiste s'est juré d'éviter tout dérapage, mais ses marges de manœuvre sont des plus réduites, tant dans le budget de l'État que dans les budgets sociaux. Réduire le déficit de la branche santé de la Sécurité sociale, assurer le financement à moyen terme des retraites sans continuer d'alourdir les prélèvements qui sont l'une des causes du chômage : ce sont là les défis à relever.

## Penser autrement le territoire

**■ AMÉNAGEMENT.** Depuis deux décennies, la France n'a cessé de s'adapter « sous contrainte ». Cette logique dans laquelle les changements sont imposés par l'environnement dit « extérieur » s'est accompagnée d'une politique économique restrictive étouffant la consommation par la hausse des impôts et pesant sur l'investissement par l'incertitude qu'elle produit. Au contraire d'autres pays développés, la France a confondu ouverture (interdépendance des nations) et extraversion (dépendance à l'égard des centres de décision étrangers). Le résultat : une dislocation de son économie et de ses territoires, largement responsable de la fracture sociale. Désormais, l'économie produite de la richesse à l'extérieur, de la pauvreté à l'intérieur : on assiste à une chute de l'emploi industriel en France et des créations d'emplois à l'étranger (les effectifs des filiales de groupes français à l'étranger représentent 35 % de leur emploi total, contre 20 % aux États-Unis et 27 % en Allemagne), à un désinvestissement en France (-0,2 % en 1996) et à un fort investissement à l'étranger (+50 % en 1996), le plus fort, sur une décennie, des pays développés à l'exception de la Grande-Bretagne, à une fragilisation du tissu des petites industries sur un marché national étouffé, la moitié des PMI de 500 à

### Trois idées à creuser

« Les quadruples parachutes de nos élites sont aujourd'hui préjudiciables au bon fonctionnement de la société », assure Christian Glacomot, président du collège de gérance de Dresdner Kleinwort Benson. Une mesure d'assainissement me paraît souhaitable : comme en Grande-Bretagne, tout fonctionnaire qui se présente à une élection nationale doit préalablement démissionner.

Sur la sécurité sociale, cet ancien collaborateur de Jacques Delors au ministère des finances, propose que le ticket modérateur soit modulé en fonction des revenus. « C'est la seule façon de freiner les dépenses. Il faut que chacun assume une part de risque sur sa santé qui soit proportionnelle à ses revenus. Le seul reste, bien sûr, à déterminer, mais le plus dur est de faire accepter le principe, car il modifie la nature de l'institution ».

Enfin, en matière d'impôts, « il faudrait supprimer l'impôt fiscal et le remplacer par un prélèvement libératoire sur le revenu des actions. L'impôt fiscal ne favorise pas l'investisseur qui souhaite injecter de l'argent dans l'économie. Le prélèvement libératoire, au contraire, neutraliserait la fiscalité entre actions et obligations, et favoriserait la personne qui investit son argent (actions) plutôt que celle qui le prête (obligations) ».

## Faire évoluer la recherche

**■ TECHNOLOGIE.** La recherche française est l'une des toutes premières du monde, et l'on ne peut que s'en réjouir. Les sommes allouées aux activités de recherche-développement – publiques et privées – placent la France au quatrième rang, derrière les États-Unis, le Japon et l'Allemagne. La capacité scientifique de la France est indéniable : elle repose sur des institutions comme le CNRS, qui assure, avec les universités, la recherche « académique », et les organismes publics spécialisés. Mais le métier de chercheur reste trop souvent confiné dans les disciplines, alors qu'on a de plus en plus besoin de pluridisciplinarité, d'interactivité entre acteurs de l'innovation. Et les organismes de recherche sont trop coupés des dynamiques de la société.

Les pouvoirs publics ont massivement investi dans les « grands programmes technologiques » civils et militaires. Le spatial, l'aéronautique et le nucléaire ne sont pas seulement des fleurons de la technologie et de l'industrie française, ils servent de levier à l'indépendance européenne dans des domaines-clés. Mais le volume présent et futur des marchés – et des emplois – correspondants est, lui, beaucoup moins glorieux. La

1 000 salariés étant aujourd'hui sous contrôle étranger. Pour faire du territoire national un lieu d'innovation et de création d'emplois qualifiés, nous devons changer radicalement de perspective. La conception dominante du développement du territoire en France se limite à attirer, par tous les moyens, les investissements étrangers, à coups d'aides financières et fiscales. Les régions se livrent une concurrence acharnée pour obtenir l'implantation de groupes étrangers, ce qui ne fait qu'accroître le nomadisme des usines (délocalisation) et ne se traduit que par la création de 15 000 à 20 000 emplois par an, une goutte d'eau face à 3,5 millions de chômeurs. Tout au contraire, le territoire doit être considéré comme un acteur actif, capable de conduire une stratégie concertée (entreprises, systèmes de formation et de recherche, acteurs sociaux...), au service de projets de développement communs, incorporant l'investissement étranger comme une ressource complémentaire, source de valeur ajoutée, se combinant avec les autres.

Cette démarche de construction de territoires est systématique dans des pays comme l'Italie ou l'Allemagne, et plusieurs régions françaises telles que Rhône-Alpes ou la Bretagne l'ont adoptée avec succès. En liaison avec un Etat coordinateur, une coopération entre territoires peut alors être mise en œuvre, favorisant le développement d'activités industrielles ou marchandes et d'emplois sur le territoire national. Ce qui suppose, en particulier, une réorientation des aides publiques vers la constitution de tissus locaux, des politiques technologiques régionales ambitieuses et des modes de financement adaptés aux projets des PME. Pour une telle politique, potentiellement porteuse de croissance, il existe des marges de manœuvre.

Jean-Louis Lévy  
Commissariat du Plan

### Aider d'abord les PME

Si l'objectif prioritaire est de créer des emplois, il faut tout d'abord faciliter l'émergence des PME, car ce sont les seules à pouvoir embaucher et réduire le chômage, constate Philippe Sigogne, économiste à l'OFCE. Toutes les formules, comme les chèques emplois, qui déchargent le chef d'entreprise de la complexité des versements aux divers organismes sociaux (Urssaf, caisses de retraite...) doivent être encouragées. Les fonctionnaires ne doivent plus être seulement des corps de contrôle, mais se mettre au service des chefs d'entreprise ; quitte à créer un corps destiné à aider les petits employeurs à remplir les divers formulaires et à s'orienter dans leurs relations avec les administrations.

## 2ème CYCLE

TITRE HOMOLOGUÉ PAR L'ÉTAT NIVEAU II, (MAÎTRISE)

Titulaires de DEUG, BTS, DUT

L'ESAM vous propose une spécialisation en gestion, administration des entreprises et management européen

**RECRUTEMENT JUIN/JUILLET 1997**

ESAM - ÉCOLE SUPÉRIEURE D'ADMINISTRATION ET DE MANAGEMENT  
12, rue Alexandre Parodi  
75010 Paris  
Tél. 01 40 03 15 19

CROUPE ICS

### Le partenariat groupe ACCOR/ESAM

L'entreprise au cœur de la formation :

Les directions des chaînes IBIS, NOVOTEL, MERCURE, SOTTEL, s'impliquent dans une démarche pédagogique innovante : recruter des étudiants en début de cursus. Les accompagner et les former à leur secteur d'activité. Les intégrer 6 mois ou sein d'une unité hôte. L'objectif est de rendre les étudiants opérationnels sur une fonction clairement identifiée par les chaînes : responsable de la gestion administrative et financière auprès du directeur d'un hôtel.

**ACCOR**

DEMANDE DE DOCUMENTATION Adresser ce coupon à ESAM, 12, rue Alexandre Parodi 75010 Paris.

NOM \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Niveau d'études \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code Postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_ Tél. \_\_\_\_\_

Rémi Barré  
Directeur de l'Observatoire des sciences et des techniques



## Spécial "Le Monde des Ingénieurs"

**Ingénieurs informaticiens grandes écoles  
débutants ou confirmés**

**pour développer vos projets**

Au sein du Groupe Océ (17 000 personnes), Océ-Industries crée et développe les fonctions informatiques du Groupe comme les traceurs, les copieurs, les digitaliseurs, les scanners et les imprimantes. Dans ses trois centres de recherche (France, Allemagne, Pays-Bas), 1 500 personnes bénéficient des moyens les plus pointus pour développer de nouvelles technologies. Pour cela, 7 % du CA du Groupe est consacré chaque année à la Recherche et Développement.

Rejoignez notre centre de développement français pour y faire valoir vos compétences et votre talent. Vous pourrez vous passionner pour des projets complexes et ambitieux. Au sein de petites structures de travail réactives, en contact avec le marketing et le commercial, vous pourrez devenir l'un de nos coaches car nous avons imaginé notre organisation autour du principe de coaching : renforcer la performance individuelle de chacun par la formation, l'animation et surtout le partage des ambitions.

Avec Océ-Industries, vos idées iront plus loin, c'est pour cela que c'est bien !

Océ-Industries S.A.  
Direction des ressources humaines  
1, rue Jean Lemoine - 94003 Créteil Cedex

Pour connaître nos opportunités, tournez vite la page. Pour en savoir plus sur Océ, surfez sur nos sites <http://www.oce.fr> et <http://www.oce.com>

**LES MEILLEURES SOLUTIONS POUR COPIER, IMPRIMER, VISUALISER**

**N'attendez pas qu'on soit dans le dictionnaire pour nous rejoindre**

**TEAMLOG**

Le Groupe CAP GEMINI est le leader européen dans le domaine du conseil et des services en informatique et télécommunications. Notre Division TELECOM FRANCE, en forte croissance, développe ses activités de conseil et recherche, sur PARIS-RE, plusieurs :

**CAP GEMINI**

**CONSULTANTS Juniors, Seniors et Managers**

Billing and Customer Care - Call Centers - Internet  
Intelligent Networks - Telecom Network Management

Vous intervenez auprès de nos clients opérateurs de téléphonie (fixe ou mobile), en France, en Europe ou dans le reste du monde. Vous réalisez des missions à forte valeur ajoutée (études préalables, audits, études fonctionnelles, assistance à la maîtrise d'ouvrage...). Vous comprenez le métier et les enjeux du client, vous analysez les besoins, proposez des solutions et les mettez en œuvre. Vous participez également à des actions d'avant-vente et identifiez des opportunités commerciales. En fonction de votre expérience, vous pouvez être amené à encadrer d'autres consultants sur vos missions.

Ingénieur Grande École, vous possédez une expérience (3 à 15 ans) acquise soit en cabinet de conseil ou en SSII, soit au sein d'une grande entreprise du secteur des télécommunications (opérateur ou constructeur). L'anglais courant est indispensable. Vos qualités personnelles seront déterminantes : autonomie, sens de l'écoute et du conseil, fort esprit d'analyse et de synthèse, souci permanent de l'efficacité et du résultat.

Nous vous proposons des missions et des projets passionnants, ainsi que de nombreuses possibilités d'évolution au sein d'un grand Groupe international. Les postes sont basés à Puteaux (92), mais supposent une réelle mobilité géographique.

Pour nous rencontrer rapidement avec notre Conseil, merci d'adresser votre dossier (lettre, CV, rémunération actuelle) à MERCURI URVAL, 14 bis rue Darné, 75378 Paris cedex 08, sous la réf. 59.5319/LM portée sur lettre et enveloppe.

Importante Société Internationale recrute pour son Centre de Recherche de Milan (Italie)

**Physico-Chimiste**

Grâce à une bonne connaissance des matériaux composites élastomériques, de leur élaboration à leur comportement à diverses sollicitations, vous animez un groupe de recherche en développement de matériaux.

Avec une formation de haut niveau (doctorat), vous maîtrisez parfaitement les techniques statistiques informatiques et faites preuve d'un esprit d'analyse et d'innovation. Une expérience industrielle ou de recherche et développement d'au moins 5 années dans ce domaine est nécessaire et vous a permis de développer vos aptitudes au travail en équipes pluridisciplinaires. Réf. PC/LM

**Formulateur en matériaux élastomériques**

Vous êtes chargé de la traduction ainsi que de la formulation des demandes de l'application en caractéristiques physico-chimiques.

De formation universitaire ou école d'ingénieurs, vous possédez de solides connaissances des matières premières, des techniques d'évaluation et de la mise en œuvre de ces matériaux. Une expérience de 10 années dans ce domaine est nécessaire et de préférence dans les secteurs de pointe liés à la compétition, à l'aéronautique ou aux applications extrêmes.

De fréquents déplacements à l'étranger sont à prévoir. Réf. FM/LM

Pour ces deux postes, la pratique courante de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature à notre conseil, Michèle Turchetto, sous la référence choisie. ALEXANDRE TIC, 455 promenade des Anglais, Immeuble Arénice, 06399 Nice Cedex 3.

**ALEXANDRE TIC**  
Certifié ISO 9001

**Statistiques et Informatique, une double expertise pour un Jeune Diplômé Débutant bac+5**

Vous participerez à l'élaboration des tableaux de bord réalisés sur l'ensemble de l'activité et destinés à notre entreprise et à nos partenaires. Vous veillerez à leur diffusion journalière, hebdomadaire ou mensuelle ainsi qu'à leur présentation et assurerez la publication d'analyses spécifiques.

De niveau bac+5 (DESS, DEA...) ou MAGE, vous avez des connaissances statistiques et passion de l'informatique, notamment de la programmation. Vous avez de préférence une connaissance des environnements de bases de données relationnelles et de réseaux.

Vous aurez à concevoir des outils simples d'utilisation et susceptibles d'améliorer la compréhension de vos interlocuteurs. Autonomie, tout en sachant travailler en équipe, vous saurez progresser avec des outils en constante évolution.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV) sous référence 9/06 LM à Josée Berdoin, Cetelem, Service Recrutement, 20, avenue G. Pompidou, 92595 Levallois Perret cedex.

**cetelem**

la querelle sur l'or de la B

Revoir le calendrier de l'eur



## La querelle sur l'or de la Bundesbank

par Christian de Boissieu

**A**vec son plan de réévaluation des réserves de change (or et devises) de la Bundesbank et le transfert prévu d'une fraction des plus-values latentes au Trésor, Theo Waigel, ministre des finances allemand et grand donneur de leçons d'orthodoxie budgétaire, aura singulièrement terni son image, mais aussi ouvert de nouveaux espaces dans le débat sur l'Europe et l'euro. Après de laborieuses tractations, on s'achemine vers une cote mal taillée dans laquelle les plus-values viendraient réduire non pas le déficit allemand de 1997, mais celui de 1998.

L'exactitude et la transparence des comptes publics sont une exigence du débat démocratique. Il est regrettable qu'un peu partout, et pas seulement en France et en Allemagne, la course au 3 % pour le ratio de déficit public ait encouragé des procédés, certains peu orthodoxes, d'autres carrément cosmétiques, pour respecter ce critère de convergence du traité de Maastricht. Que la comptabilité soit imaginative, tant mieux, mais pas au point de travestir la réalité et de fausser les comparaisons.

Les banques centrales à travers le monde ont des pratiques de valorisation de leurs réserves de change fort différentes, s'inspirant de règles de comptabilité privée variées. Si la Bundesbank n'a pas en, jusqu'à présent, pour habitude de valoriser son stock d'or (et de devises) aux prix du marché, la Banque de France, elle, le fait régulièrement. Mais elle stérilise, grâce à un compte spécial, son impact monétaire. De ce fait, l'écart n'est pas si grand entre la France et l'Allemagne, dans un domaine technique qui n'a guère suscité d'harmonisation internationale jusqu'à présent.

Une règle largement admise consiste à poser que la banque centrale ne transfère au Trésor, sous forme de profits qui viennent s'ajouter aux recettes budgétaires, que les plus-values effectives nées des ventes d'or ou de devises. Les plus-values latentes, dues à la réévaluation d'actifs non réalisés, ne sont pas assimilées à des revenus; elles ne sauraient, de ce fait, venir en déduction du déficit public. La proposition Waigel vient modifier les règles communément admises, provoquant la riposte que l'on sait de la part de « Buba ». Elle vient à la fois trop tard, puisque la banque centrale allemande aurait pu décider de réévaluer « à froid » ses réserves, et trop tôt, parce que la mise en place de la Banque centrale européenne (BCE) permettra de préciser et d'harmoniser les règles de comptabilisation et de valorisation dans la zone euro. La seule concession possible à M. Waigel consisterait à traiter les plus-values latentes dans le bilan de la banque centrale comme l'Office statistique des Communautés européennes (Eurostat) a traité les ventes d'or de la Banque nationale de

Belgique ou les recettes de privatisation obtenues ici ou là: comme une opération qui réduit la dette publique, mais pas le déficit public. Une telle interprétation rendrait déjà un fleffé service à nos voisins d'outre-Rhin pour leur ratio de dette publique, légèrement supérieur au seuil de 60 % défini par le traité de Maastricht.

La course au 3 %, telle qu'elle est menée en France, en Allemagne ou en Italie, comporte deux inconvénients. D'abord, elle encourage les procédés cosmétiques pour se rapprocher du seuil fatidique, avec une bioveillance parfois excessive des instances européennes concernées: on soulage les exercices budgétaires 1997 et 1998, au risque de peser indûment sur les exercices ultérieurs et de rendre plus difficile l'application du pacte de stabilité à partir de 1999. Ensuite, elle ramène les pays candidats au seuil de 3 % sans qu'ils aient, les uns et les autres, affronté les défis essentiels que sont la réduction et le redéploiement des dépenses publiques, et la réforme fiscale.

**S'il faut choisir, un dépassement modique par rapport au seuil de Maastricht est préférable au report de l'échéance de 1999**

En l'espèce, le projet Waigel est un substitut à une augmentation des impôts en Allemagne, qui serait assez mal venue au stade actuel du cycle économique. Mais là où le bât blesse, c'est qu'il pourrait retarder l'ajournement nécessaire du côté des dépenses publiques.

Derrière l'habillage comptable se pose une question institutionnelle. On avait déjà compris que, même pour les banques centrales les plus autonomes, l'indépendance est forcément relative. Une banque centrale indépendante a, légitimement, à rendre des comptes aux assemblées parlementaires, et à travers elles, notamment, à l'opinion publique. Y ajouter un objectif de retour de bénéfices vers le Trésor, c'est poser un problème d'« interférence » (terme utilisé dans le communiqué de « Buba » du 28 mai) et de crédibilité. C'est surtout affronter le thème plus général des relations entre pouvoir monétaire et pouvoir politique. On conçoit que la Bundesbank soit d'autant plus réticente qu'elle a déjà dû s'aligner sur les conditions monétaires de l'unification allemande fixées

par M. Kohl. Le passage à l'euro implique de bien articuler le pouvoir monétaire et le pouvoir politique: d'un côté, la crédibilité de la monnaie unique et de la Banque centrale européenne sera capitale pour la réussite de l'opération, de l'autre, l'interprétation de certains critères de convergence et donc la composition du « moyen dur » initial relèveront en partie d'un acte politique. Comment, après l'initiative Waigel, les Allemands pourraient-ils s'opposer à la mise en place d'un gouvernement économique fort, faisant pendant à la BCE indépendante?

Par des voies très différentes, la proposition Waigel et la victoire électorale de M. Jospin rouvrent la discussion sur les marges d'interprétation de certains critères de convergence et donc sur le périmètre de l'euro. Les chances de l'Italie sont accrues, si les socialistes français appliquent les conditions posées par eux pour l'euro, et parce que les Italiens risquent désormais de se prévaloir de ce que l'on peut appeler la « jurisprudence Waigel ». Pour autant, rien n'est tranché.

Le calendrier ou la convergence? Sempiternelle interrogation. Le mieux, bien sûr, serait d'avoir les deux. Mais, s'il faut choisir, un dépassement modique par rapport au seuil de Maastricht est préférable au report de l'échéance de 1999. Car il y a de la crédibilité de l'Europe et de l'Union économique et monétaire, à la fois vis-à-vis des agents internes à la future zone euro qui s'y préparent activement, et vis-à-vis du reste du monde. L'Europe reculera-t-elle au pied du mur, alors que les Américains et les Japonais croient à l'euro (et parfois s'en inquiètent) et que les marchés ont déjà intégré le passage à la monnaie unique? Je persiste à penser qu'il faut se fixer un objectif de déficit public de 3 % pour réaliser peut-être un déficit effectif de 3,2-3,3 % du PIB, et qu'il est préférable d'avoir un déficit réel de 3,3 % plutôt qu'un déficit cosmétique de 3 %.

La discussion en Allemagne entre le gouvernement et la banque centrale se projette aussi sur l'ensemble européen parce qu'elle concerne le rôle d'ancrage exercé par la Bundesbank. Il faudra un peu de recul pour interpréter la démarche de M. Waigel: s'agit-il de faire capoter l'euro, par une démonstration par l'absurde, ou bien de l'imposer à l'issue d'un bras de fer avec la banque centrale? Le sommet européen d'Amsterdam nous fournira dans quelques jours des éléments de réponse, mais il faudra plus de temps pour dissiper le brouillard ambiant. En attendant, le dollar profite de ce brouillard. Une (petite) consolation pour la conjoncture européenne.

Christian de Boissieu est professeur à l'université Paris-I (Panthéon-Sorbonne).

### LIVRES

## Le client est-il roi?

par Jean-Gustave Padioleau

**L'AUDACE ET LE MARCHÉ**  
de Richard S. Tedlow  
Odile Jacob, 429 p., 180 F.

**INVENTION BY DESIGN**  
de Henry Petroski  
Harvard University Press, Cambridge, 242 p., 24,95 dollars

**L'**histoire des entreprises et de la vie des affaires est une discipline dynamique. L'ouvrage de Richard S. Tedlow, *L'Audace et le Marché*, considéré comme un classique aux Etats-Unis, en témoigne. Richard Tedlow est professeur à la Harvard Business School et, pendant des années, il a animé avec brio la *Business History Review*. Le sous-titre de l'édition française, *L'invention du marketing aux Etats-Unis*, risque d'éloigner les lecteurs. A tort, car l'ambition du livre dépasse l'histoire du marketing. Dans la lignée des ouvrages de l'historien Daniel J. Boorstin, Richard Tedlow offre une interprétation de l'exception américaine selon laquelle le phénomène de la consommation de masse - « une construction culturelle et sociale », souligne l'auteur - est devenu, au cours du XX<sup>e</sup> siècle, une composante essentielle de la démocratie en Amérique.

Une perspective d'étude originale est au centre de l'ouvrage. *L'Audace et le Marché* laisse dans l'ombre l'histoire stricte du consommateur ou de la consommation, pour s'intéresser aux entrepreneurs qui, outre-Atlantique, ont créé et organisé les marchés de la consommation de masse. Ces derniers ne sont pas naturels, ils émergent par suite de l'action de « grands hommes du marketing de masse », comme Henry Ford ou Asa Griggs Candler, propriétaire et PDG de Coca Cola de 1891 à 1916.

Cette fabrication des marchés « m'amène, écrit l'auteur, à contester l'idée qui voudrait que la satisfaction du consommateur soit l'alpha et l'oméga du marketing. (...) C'est le client qui dispose, mais c'est l'entreprise qui propose ». « Parmi tous les produits évoqués dans cet ouvrage, ajoutet-il, les boissons non alcoolisées sont assurément les moins nécessaires pour la vie de tout un chacun. (...) Ce n'est pas la demande du marché, en effet, qui a suscité la création des entreprises [fabriquant des soft drinks]. Les choses ont fonctionné en sens inverse. »

Dans ce livre, l'universitaire propose une thèse de l'évolution du marketing. Au cours d'une première période, avant 1880, les marchés consistent en « fragments » géographiques. De 1880 à 1950, le taylorisme, les moyens de transport et de communications favorisent la venue des marchés de masse, l'« unification ». Puis, grâce à l'apparition de la télévision commerciale, les marchés se « segmentent » en fonction de critères socio-économiques ou de styles de vie. La dernière phase se déroule aujourd'hui sous nos yeux, par suite de la révolution des nouvelles technologies, mais, en historien prudent, R. S. Tedlow se garde de lui donner une étiquette.

Cette thèse évolutionniste suscite des débats aux Etats-Unis, auxquels Richard Tedlow répond dans l'édition française. En particulier, l'auteur ne se contente pas de décrire une séquence d'étapes. *L'Audace et le Marché* offre un jeu d'hypothèses susceptibles d'expliquer le passage d'une phase à l'autre, comme celui de la « fragmentation » à l'« unification »: par exemple la recherche du profit, malgré des marges faibles, par le volume des ventes, les avantages compétitifs des innovateurs, etc.

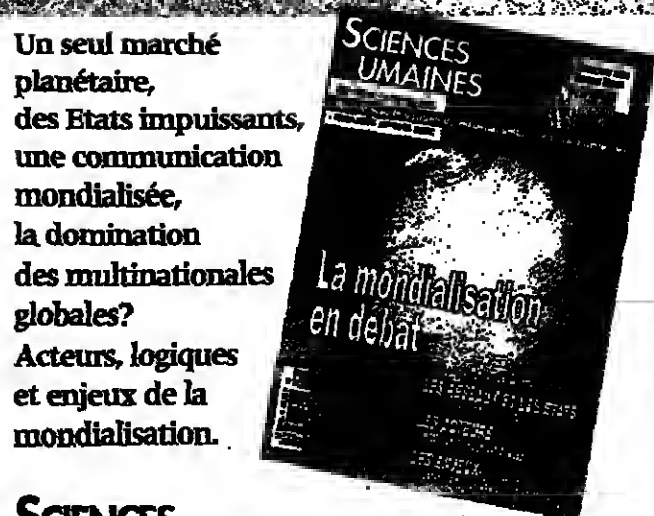
Cette doctrine se soumet à l'épreuve des faits. L'ambition est d'« apporter des preuves » grâce à des études de cas exemplaires. De fait, l'historien nous émeut par des récits, des batailles entre des couples célèbres de la vie des marchés: Coca Cola-Pepsi Cola, Ford-General Motors, Sears-Montgomery Ward (distribution). La saga du marketing devient une guerre de mouvement, une série d'attaques et de contre-attaques. Passionnant.

Cette saga ne doit pas faire oublier le génie des découvreurs d'idées, l'adresse des inventeurs permettant la naissance de nouveaux produits. John Sculley, ancien PDG de Pepsi Cola et d'Apple, aime à le répéter: « Ni Henry Ford ni Steve Jobs n'ont inventé la technologie qui devait leur apporter fortune et renommée ». Henry Petroski, professeur d'histoire des sciences de l'ingénieur à Duke University, auteur d'un best-seller, *The Evolution of Useful Things* (1992), nous le rappelle dans un livre charmant et instructif.

*Invention by Design* conte la découverte et la mise au point, par essais et erreurs, d'objets familiers (canettes en aluminium, crayon de bois, télescope, etc.). L'histoire du trombone, découvert au XIX<sup>e</sup> siècle et dont les Américains et les Norvégiens se disputent la paternité, est un régal. L'épopée de la fermeture éclair, créée par l'inventeur de la machine à coudre en 1851, Elias Howe Jr., n'est pas moins drôle. Ainsi que l'épisode au cours duquel le Suisse George de Mestral révolutionne, en 1948, le « zip » pour mettre fin aux ennuis de son épouse avec la fermeture éclair de sa robe.

Pour sa part, un bel ouvrage tel que *L'Audace et le Marché* risque de froisser les docteurs en gestion soucieux de voir dans le marketing une « science ». Les « grands hommes » des marchés modernes s'apprécient guère l'organisation bureaucratique, ces entrepreneurs sont foncièrement des intuitifs, ils s'entichent de visions, souvent ils deviennent des missionnaires, comme Asa Candler qui clôturait les réunions des forces de vente de Coca Cola sur l'air de *En avant, soldats du Christ*...

### Un seul marché planétaire, des Etats impuissants, une communication mondialisée, la domination des multinationales globales? Acteurs, logiques et enjeux de la mondialisation.



**SCIENCES HUMAINES**  
Le magazine des sciences de l'homme

en kiosque, en librairie et sur commande au 03 66 72 07 00  
38, rue Ranthéaume - BP 256 - 89004 Auxerre Cedex.

## Revoir le calendrier de l'euro?

par Bronwyn Curtis

**D**ans les annales de l'histoire européenne, 1997 n'était pas censé ressembler à cela. La croissance n'aurait pas dû être si atone, ni le chômage si obstinément haut. Et si certains pays avaient dû avoir des problèmes à remplir les critères de Maastricht, il aurait dû s'agir de l'Italie et de l'Espagne, pas de l'Allemagne et de la France... Les perspectives économiques mondiales du Fonds monétaire international apportent un éclairage intéressant: elles prévoient pour pratiquement tous les pays de l'Union européenne des déficits nettement supérieurs à 3 % du PIB. C'est la première fois qu'une grande institution internationale reconnaît la persistance des déficits budgétaires en Europe, car bien des prévisions - notamment celles de la Commission européenne - semblent inspirées par des considérations politiques.

Même au FMI, il y a eu des tentatives de manipulation politique des chiffres, mais la direction est intervenue: pas question de laisser prendre en otage la réputation du Fonds. N'y a-t-il pas là une leçon à méditer pour les gouvernements européens? Puisque l'Union monétaire a toujours été un projet ouvertement politique, pourquoi craindre la vérité? La sélection des pays qui participeront à la monnaie unique se fera sur une évaluation globale de leur convergence, pas sur une unique valeur de référence largement arbitraire. Et comme les Français se plaisent à le souligner, les grandes décisions seront, en fin de compte, prises par deux hommes: le président Jacques Chirac et le chancelier allemand Helmut Kohl.

Quoi qu'il en soit, le choix du FMI de privilégier la crédibilité plutôt que l'opportunité politique met en lumière un problème des plus sérieux. La crédibilité à long terme est le seul véritable atout d'un gouvernement face aux marchés financiers internationaux, et les marchés ont une préférence marquée pour la discipline. On pourrait soutenir que repousser la date de l'Union monétaire afin de démontrer la solidité de la convergence entre les économies renforcerait la crédibilité à long terme du processus. Mais le chancelier Kohl et d'autres hommes politiques rejettent toute idée de délai, comme si l'enjeu était le maintien de la paix en Europe. Cette exagération est révélatrice: elle montre que, vu leurs trajectoires, la dynamique institutionnelle et la crédibilité financière vont inévitablement entrer en collision.

Les hommes politiques, préoccupés par le chômage et la volatilité de l'électorat, donneront à l'évidence plus de poids à la dynamique institutionnelle, pour éviter de briser l'élan vers la monnaie unique. Je vois trois objections à cette attitude: *prima*, les marchés financiers ont une fâcheuse tendance à brouiller les grands desseins institutionnels au plus mauvais moment; *secundo*, la plupart des entreprises européennes sont dramatiquement mal préparées à la monnaie unique; *tertio*, l'Europe n'est peut-être pas forcée d'aller de l'avant, à ce stade, sur le thème « ça passe ou ça casse ».

**Si un pacte de stabilité sévère était en vigueur dès à présent, les marchés financiers n'auraient aucune raison de mettre en doute la détermination des gouvernements européens à faire fonctionner la monnaie unique**

La dynamique institutionnelle a son importance: on n'arrête pas à mi-course un projet aussi lourd que l'Union économique et monétaire (UEM). La crédibilité auprès des marchés aussi à son importance; en fait, elle s'en aura sans doute jamais autant que durant la période initiale de l'UEM. Pourquoi ne pas combiner ces deux considérations? Je suggère que, dès maintenant, les responsables politiques de l'Europe s'accordent irrévocablement sur le passage à la monnaie unique, et fixent les taux de change. Toutefois, le moment précis du démarrage serait renvoyé en attendant que les critères de Maastricht - en particulier, celui du déficit budgétaire - deviennent tenables sur l'ensemble du cycle économique, sans avoir recours à des expédients comptables ou à des mesures extrêmes.

Si l'on s'en tenait à cela, les marchés financiers verraient l'opération comme un renvoi

pur et simple de l'union monétaire et s'inquièteraient de l'éventualité d'un relâchement budgétaire ou d'une révolte de l'électorat. La punition se manifesterait vite sous forme d'une baisse des taux d'intérêt à long terme. Les gouvernements européens seraient donc bien inspirés d'ajouter un engagement supplémentaire à celui de lancer l'UEM dès que les critères seraient remplis sans tricher: renforcer le pacte de stabilité décidé à Dublin, qui prévoit des pénalités pour les pays qui ne respecteraient pas dans le futur les critères de convergence.

Si un pacte de stabilité sévère était en vigueur dès à présent, les marchés financiers n'auraient aucune raison de mettre en doute la détermination des gouvernements européens à faire fonctionner la monnaie unique. Ne serait-elle pas attestée par l'acceptation de payer des amendes sonnantes et trebuchantes? De cette manière, le pacte de stabilité, souvent interprété à tort comme un procédé inventé par l'Allemagne pour éviter les débordements de certains pays, remplirait enfin son véritable rôle. Il apparaîtrait comme une preuve crédible d'autodiscipline.

Autre avantage, plus technique, de cette proposition: le traité de Maastricht n'aurait pas à être modifié. Etant donné le contexte politique et les contraintes de calendrier, ce serait envisageable. Accepter aujourd'hui de faire l'Union monétaire en rendant l'accord effectif dès que les critères de Maastricht pourront être remplis dans des conditions crédibles répondrait tout à fait à l'esprit du traité.

On jugera peut-être que cette proposition serait beaucoup de bruit pour rien. En tant qu'opérateur sur les marchés financiers, j'adopterai un point de vue moins idéologique. Après tout, les préparatifs concrets de passage à l'euro, au niveau des entreprises, sont beaucoup moins avancés qu'ils ne devraient l'être. Pourquoi ne pas faire vertu d'une catastrophe potentielle? La transition vers la monnaie unique sera en tout état de cause longue et coûteuse. Dans le scénario décrit ici, le train ne serait pas arrêté, mais ralenti. Quelle différence? Les marchés financiers perdraient une cible trop facile durant les phases préparatoires de l'Union monétaire.

Bronwyn Curtis est économiste en chef auprès de Nomura International à Londres.

nieurs"

Reproduction interdite

pas qu'on soit

le dictionnaire

nos rejoindre

Paris  
Grenoble  
Rennes  
Nantes  
Lyon

TEAMLOG

CONSULTANTS

unions, Seniors et Managers

Young and Rubicam Corp. - Les Experts Internationaux  
Adigital Networks - Télécom Networks Management

Statistiques et Informatique

double expertise pour un

jeune Diplômé

Débutant bac+5

cetelem



# Spécial "Le Monde des Ingénieurs"

## Ingénieurs informaticiens grandes écoles débutants ou confirmés

pour  
exprimer  
vos  
idées

**Océ Industries**

Ingénieurs diplômés grandes écoles (Centrale, Supélec, ENST, Brest, ENSEEHIT...) débutants ou possédant 2 à 5 années d'expérience, rejoignez les équipes Océ-Industries. Dans un contexte où la priorité est donnée à la créativité, vous rencontrerez des collègues hors du commun en matière de valeurs humaines et professionnelles et en termes d'investissement. Mais surtout, vous allez découvrir, vivre des projets concrets et contribuer vous aussi à l'amélioration permanente des fonctions infographiques des produits du Groupe : traceurs, copieurs, digitaliseurs, scanners, imprimantes.

**Ingénieurs logiciels**, vous interviendrez sur des projets de très grande envergure destinés à introduire des références nouvelles dans le domaine de l'informatique industrielle Temps Réel, les réseaux locaux, les télécom, les traitements graphiques, les développements d'applications ou de drivers Unix/Windows ou la qualité du logiciel et support méthodologique. (Réf. ILM)

**Ingénieurs réseaux et systèmes**, vous prendrez en charge des architectures complexes dans un environnement UNIX/WINDOWS NT (réseaux de WS et PC). Vous interviendrez aussi bien dans la définition, la mise en place de liaisons internationales (liaison LAN-LAN) que dans la sécurisation des accès et des données ou l'intranet et la visioconférence. (Réf. IRSM)

**Coaches**, une expérience en développement vous a permis d'acquérir une parfaite maîtrise technique, vous souhaitez aujourd'hui participer à la stratégie de développement et ses composantes. Vous encadrerez votre équipe de façon autonome. (Réf. COM)

Vous êtes de ceux qui savent faire passer leurs idées et qui sont convaincus que les responsabilités sont liées à la compétence ? Au sein de petites équipes de travail pointues, jeunes et réactives, vous exprimerez votre envie de construire et votre enthousiasme à vivre des projets complexes et ambitieux.

Avec Océ-Industries, vos idées iront plus loin, c'est pour cela que c'est bien ! Une parfaite maîtrise de la langue anglaise et une réelle mobilité sont indispensables.

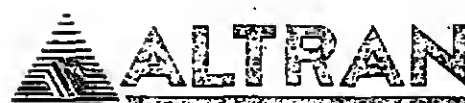
Pour nous rejoindre, déposez votre candidature sur e-mail: annick.dunin@oce.fr, ou bien écrivez sous référence choisie à Annick Dunin - Océ-Industries S.A. - Direction des ressources humaines - 1, rue Jean Lemoine - 94003 Créteil Cedex (à 10 minutes de la gare de Lyon). Découvrez Océ-Industries vous intéresse ? Reportez-vous à la page précédente.



LES MEILLEURES SOLUTIONS POUR COPIER,  
IMPRIMER, VISUALISER



Merci d'adresser votre dossier de  
candidature en indiquant sur l'enveloppe  
la référence choisie à Jean-Michel Martin,  
ALTRAN, 58 boulevard Gouvion St-Cyr,  
75858 Paris Cedex 17.



Les ingénieurs de l'innovation

<http://www.altran.fr>

## Ingénieurs consultants

Leader français de l'ingénierie et du conseil technologique, Altran a réalisé en 1996 une croissance de 15%. Regroupant 3200 consultants dans 8 pays d'Europe, Altran est partenaire de 300 grands groupes et accompagne la progression de leurs projets d'investissement. Ce succès, Altran le doit à ses domaines d'intervention très variés : conseil, conduite de projet, assistance à la maîtrise d'ouvrage, audit et maintenance. Notre fonctionnement décentralisé offre à nos ingénieurs et consultants une dynamique de carrière à la mesure de leurs ambitions.

**INGÉNIEUR D'ETUDE**  
RESEAU - TELECOM  
L'Altran est une entreprise innovante et dynamique. Nous recherchons des ingénieurs d'étude pour rejoindre nos équipes de travail. Vous serez amenés à travailler sur des projets de grande envergure. Vous devrez être capable de travailler en équipe et de communiquer avec les clients. Vous devrez également être capable de gérer des budgets et des délais. Vous devrez enfin être capable de résoudre des problèmes complexes. Si vous êtes intéressé par ce poste, veuillez nous envoyer votre curriculum vitae et votre lettre de motivation à : Altran, 58 boulevard Gouvion St-Cyr, 75858 Paris Cedex 17.

**CONSULTANT EN INFORMATIQUE**  
TELECOM - RESEAU  
L'Altran est une entreprise innovante et dynamique. Nous recherchons des consultants en informatique pour rejoindre nos équipes de travail. Vous serez amenés à travailler sur des projets de grande envergure. Vous devrez être capable de travailler en équipe et de communiquer avec les clients. Vous devrez également être capable de gérer des budgets et des délais. Vous devrez enfin être capable de résoudre des problèmes complexes. Si vous êtes intéressé par ce poste, veuillez nous envoyer votre curriculum vitae et votre lettre de motivation à : Altran, 58 boulevard Gouvion St-Cyr, 75858 Paris Cedex 17.

**RESPONSABLE DE PROJET**  
RESEAU - TELECOM  
L'Altran est une entreprise innovante et dynamique. Nous recherchons des responsables de projet pour rejoindre nos équipes de travail. Vous serez amenés à travailler sur des projets de grande envergure. Vous devrez être capable de travailler en équipe et de communiquer avec les clients. Vous devrez également être capable de gérer des budgets et des délais. Vous devrez enfin être capable de résoudre des problèmes complexes. Si vous êtes intéressé par ce poste, veuillez nous envoyer votre curriculum vitae et votre lettre de motivation à : Altran, 58 boulevard Gouvion St-Cyr, 75858 Paris Cedex 17.

**INGÉNIEUR NOUVELLES TECHNOLOGIES**  
MULTIMEDIA - RESEAU  
L'Altran est une entreprise innovante et dynamique. Nous recherchons des ingénieurs nouvelles technologies pour rejoindre nos équipes de travail. Vous serez amenés à travailler sur des projets de grande envergure. Vous devrez être capable de travailler en équipe et de communiquer avec les clients. Vous devrez également être capable de gérer des budgets et des délais. Vous devrez enfin être capable de résoudre des problèmes complexes. Si vous êtes intéressé par ce poste, veuillez nous envoyer votre curriculum vitae et votre lettre de motivation à : Altran, 58 boulevard Gouvion St-Cyr, 75858 Paris Cedex 17.



La SFAC - 900 personnes plus de 2,4 Milliards de Frs de CA en 1996 - est une des sociétés du groupe EULER, plus de 2200 collaborateurs répartis en Europe et aux USA - 5 Milliards de Frs de CA, numéro 1 mondial sur le marché de la protection et la gestion du compte-clients des entreprises.

Nous recherchons, dans le cadre de schémas directeurs ambitieux des

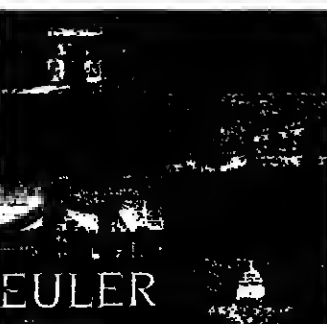
## Responsables de Projets Informatiques

Nous souhaitons rencontrer des candidats de formation Grandes Ecoles d'Ingénieurs ayant nécessairement une expérience de 3 à 5 années de la conduite de projets en environnement méthodologique.

Pour des missions où conception et mise en oeuvre sont étroitement liées, nous recherchons des candidats autonomes, dotés d'excellentes qualités relationnelles, capables de conduire des équipes dans un contexte technique et fonctionnel de haut niveau.

Nous assurons à des candidats ambitieux et performants une évolution motivante au sein de nos Directions en France ou à l'étranger. La pratique de la langue anglaise est nécessaire. Nous n'excluons pas de cette recherche les débutants à fort potentiel.

Merci d'envoyer lettre, CV, prétentions et salaire actuel sous référence EU97 à EL CONSEIL - 67, rue d'Amsterdam - 75008 Paris, qui vous garantit toute confidentialité.



• Deutsche Telekom • France Telecom • Sprint

Avec une implantation commerciale dans plus de 65 pays, des relations privilégiées avec des réseaux de services internationaux, nous faisons à l'échelle du globe. Nous recherchons pour notre Département Marketing un

## Analyste Senior

«Concurrence et marchés»

Professionnel des études marketing dans le secteur des services internationaux de télécommunications, vous avez acquis une expérience de plusieurs années dans ce domaine, acquise au sein d'un opérateur de télécommunications ou d'une société de conseil et d'études.

De formation supérieure commerciale ou technique, niveau Bac + 5 ou équivalent; bilingue anglais, vous maîtrisez les enjeux technologiques, stratégiques et commerciaux des télécommunications. Vous connaissez les principaux produits et services existants et en développement sur ce marché.

Votre expérience et votre capacité d'analyse et de synthèse vous permettent d'identifier les tendances du marché. Dans une optique "produits", vous savez mettre à profit votre sens marketing et votre connaissance des réseaux de télécommunications pour bâtir les outils pertinents à l'intention des forces de vente et des décideurs.

Au sein d'une équipe d'une demi-douzaine de personnes, vous aurez à conduire ou à superviser le développement et la mise en oeuvre du système d'information marketing concurrentiel.

Le poste est basé en proche banlieue parisienne. Des déplacements occasionnels à l'étranger sont à prévoir. Pour ce poste évolutif, nous proposons un salaire motivant de nature à attirer des candidats de haut niveau. Prière d'envoyer votre curriculum vitae, lettre de motivation et photo à GLOBAL ONE.



# Spécial "Le Monde des Ingénieurs"

LE MONDE / MARDI 10 JUIN 1997 / IX

## Ingénieurs Consultants

Le fort développement de nos activités dans le domaine des télécoms et des réseaux nous amène à rechercher des ingénieurs et consultants, grandes écoles, qui souhaitent valoriser leurs compétences en intervenant sur des projets d'envergure auprès des acteurs du monde tertiaire et industriel.

En fonction de votre expérience, nous vous confierons des responsabilités de : conception, réalisation, assistance à maîtrise d'ouvrage, expertise ou conseil.

### INGÉNIEUR D'ÉTUDES TÉLÉPHONIE RÉF. LMDE-444

Le monde des télécommunications et l'essor de ses technologies vous passionnent. Vous souhaitez intervenir dans la conception et/ou le développement de systèmes ou d'appareils de communication. Vous avez une expérience reconnue dans le développement de logiciels embarqués (méthode d'analyse objet) en environnement temps réel. De bonnes connaissances techniques sont requises en téléphonie : maîtrise de l'environnement PABX, réseaux publics (RTC, RNIS...), en communication numérique.

### CONSULTANTS JUNIORS TÉLÉCOMS RÉF. LMDE-445

Vous souhaitez vous impliquer auprès des grands acteurs du monde des télécommunications (opérateurs, constructeurs et utilisateurs) sur les thèmes d'accès réseaux par radio, filaire et boucle locale. Vous avez de bonnes compétences techniques en ingénierie radio, design réseaux, conception systèmes et équipements et en électronique sur des normes internationales : DECT, GSM, CDMA, PMR et satellite : VSAT, GLOBALSTAR...

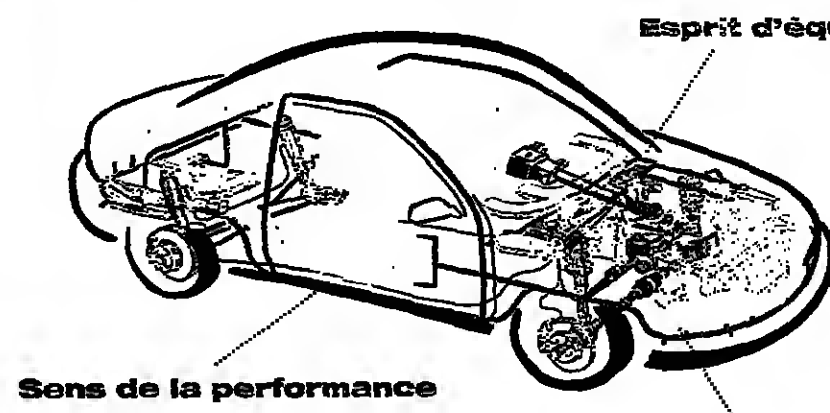
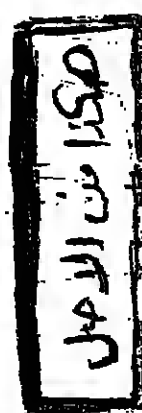
### RESPONSABLE DE PROJET RÉSEAUX RÉF. LMDE-446

Vous intervenez sur les aspects d'architecture, interconnexion, coordination de déploiement et de validation d'équipements, supervision. Vous possédez de bonnes connaissances techniques (3 à 5 ans) en transmission et protocoles (ATM, SDH, RNIS, CCITT 7, FDDI, FRAME RELAY, SNA, TOKEN RING...), équipements (autocommutateurs, PABX, multiplexeurs, routeurs...) et supervision (SNMP, CMIP, HP OPENVIEW...).

### INGÉNIEURS NOUVELLES TECHNOLOGIES MULTIMÉDIA RÉF. LMDE-447

Vous intervenez dans la mise en place de systèmes d'information à forte valeur ajoutée : mise en place d'une informatique décisionnelle, évolution des systèmes d'information vers une architecture ouverte... Vous maîtrisez certaines des technologies suivantes : SCSD/R, C/S Objet, Réseaux locaux, Internet / Intranet (JAVA, HTML...), Groupware / Data warehouse...

## Nous avons beaucoup de points communs.



La sens de la performance fait de nous le plus important et le plus diversifié des équipementiers automobiles du monde (179 000 personnes, 194 usines, 17 centres techniques).

L'innovation technologique et la qualité sont à la base de notre vaste gamme de solutions. Le goût de l'initiative nous permet de répondre à toutes les exigences européennes en matière de systèmes, de modules et de composants. Si ces valeurs vous motivent, si l'esprit d'équipe et la mobilité sont aussi vos points forts, mettons notre avenir en commun.

Dans le cadre de nouveaux projets, nous développons de manière très importante nos activités systèmes de direction. Face à ces nouveaux défis technologiques, nous recherchons pour notre Centre Technique parisien :

au développement et à la validation des produits. Ingénieur mécanicien/hydraulicien, électronicien, vous avez impérativement une expérience de 3 à 5 années dans un poste similaire dans le secteur automobile. Vous maîtrisez parfaitement l'anglais et l'allemand ou l'italien. Réf. PRO/LM

### Chefs de Projets Logistiques

Sous la responsabilité du Directeur Logistique Européen, vous êtes chargé de concevoir et de mettre en place des systèmes de livraison en séquences après de nos clients européens incluant des activités d'assemblage décentralisées. A ce titre, vous participez à la définition des projets, êtes en charge de définir les choix logistiques et la politique d'approvisionnement et coordonnez les projets dans leur ensemble en liaison avec les usines du groupe.

Vous assurez également l'interface client dans un souci d'optimisation du coût, de la qualité et du service rendu.

De formation supérieure, vous avez une solide expérience en logistique, gestion de production, approvisionnement dans l'automobile. Vous avez prouvé vos capacités à gérer des projets complexes au sein d'une structure matricielle.

Anglais indispensable, italien, allemand ou espagnol fortement appréciés. Réf. LOG/LM

### Ingénieurs Achats/Développement Fournisseur

Au sein d'une équipe européenne, vous avez la responsabilité de rechercher, évaluer et développer nos fournisseurs.

Intermédiaire permanent entre les fournisseurs et nos services : engineering et usines, votre mission consiste également à obtenir des avantages déterminants en termes de technologies, services, qualité, délais et coûts.

Ces postes s'adressent à des ingénieurs et nécessitent une solide expérience de 3 à 5 années dans le secteur

automobile et de préférence dans la fonction achat, où vous aurez montré votre forte capacité de négociateur, le sens du contact et de la décision. Vous maîtrisez parfaitement l'anglais et l'allemand ou l'italien (postes basés à Paris ou Strasbourg). Réf. ASD/LM

### Ingénieurs Études Industrielles

Au sein d'une équipe méthodes centrales, vous coordonnez les études techniques (processus de fabrication, études de postes) ou les coûts de production pour l'ensemble de nos sites de production en Europe et en relation avec les départements Bureau d'Études, Méthodes opérationnelles et Achats.

Ingénieur électrotechnicien ou mécanicien, vous avez une expérience de 2 à 3 années dans le secteur automobile, de réelles capacités d'analyse et le sens de la communication.

Anglais indispensable, italien, allemand ou espagnol appréciés. Réf. EUL/LM

### Ingénieurs Projets Seniors

Au sein d'une équipe de développement, vous êtes responsable de la gestion des projets clients pour les systèmes de direction. Vous assurez le bon déroulement des projets, de la conception

**DELPHI**  
Automotive Systems

**SIMPLY!**

**ALTRAN**  
Société de l'innovation

**Global ONE COMMUNICATION SA**  
21 avenue Pierre de Coubertin  
75647 PARIS Cedex 13.

En collaboration avec des prestataires de services locaux et une équipe internationale, GlobalOne offre à ses clients un service et un savoir-faire de premier ordre.

## Analyste Senior

**Concurrence**

Les communications destinées aux entreprises, vous disposez d'un groupe de presse professionnelle spécialisée ou d'une expérience dans ce domaine.

Anglais, à l'aise dans un environnement multinational et marché des télécommunications à l'échelle de la planète, et de la concurrence.

Points clés de l'évolution du marché et de la concurrence. Mise des outils modernes de communication (bureautique, médias internes).

Des analyses marchés/produits/concurrence et à participer au projet.

Le projet est à prévoir.

Le projet est de valeur.

**GLOBAL ONE COMMUNICATION SA - Ressources Humaines.**

Collectionner les missions, c'est bien.

Choisir sa trajectoire.

**c'est beaucoup mieux.**

Lois des missions successives et des intervenants, les 200 ingénieurs et techniciens d'informatique CDC exercent, démontrent et gèrent des systèmes d'information nouveaux pour nos partenaires : la Caisse des Dépôts, CNP-Assurances, le Crédit Local de France. La grande diversité de nos métiers dans des domaines techniques et applicatifs variés (banque, assurances, finances) vous permettra de construire votre projet. Formation (4 % de la masse salariale) et mobilité vous aideront à concrétiser. Si vous pensez que votre avenir vous appartient, rejoignez INFORMATIQUE CDC.

Merci d'adresser votre candidature avec la référence du poste à : **INFORMATIQUE CDC**, Secteur Mobilité/Recrutement, 4 rue Berthollet, 94114 Arcueil Cedex.

**INFORMATIQUE CDC**  
GROUPE CAISSE DES DÉPÔTS

## Ingénieurs d'études

- Attiré par la technique, vous souhaitez prendre à moyen terme des responsabilités au sein des équipes qui conçoivent l'architecture technique d'un projet de taille importante. Dans un environnement C++/Objet, Oracle, Tuxedo, Unix, Windows, 2 postes sont à pourvoir.
- Vous participez au développement et à la maintenance d'un prototype servant à la vérification de l'infrastructure technique.
- Vous fournissez aux projets applicatifs la formation et le support qui leur est nécessaire pour la mise en œuvre des développements.
- Vous participez également à la maintenance des composants techniques et des procédures de génération des exécutables et vous prenez en charge parallèlement les opérations d'intégration des composants d'architecture.

Débutant grande école ou de formation bac + 5, avec une première expérience, vous avez une bonne connaissance de l'environnement objet. Intégré dans un milieu à forte composante relationnelle, vous avez une réelle capacité à dialoguer, à comprendre les besoins et à fournir l'assistance technique aux équipes de développement. Réf. LM/1

• Plusieurs postes sont à pourvoir dans le secteur bancaire, en environnement UNIX, SYBASE, SQL WINDOWS.

Au sein d'équipes de 5 à 6 personnes en moyenne et en contact avec les utilisateurs, vous prenez en charge la conception, la réalisation et la mise en œuvre de projets de gestion financière : analyse financière, gestion de portefeuilles, trésorerie...

De formation bac + 5, débutant ou première expérience, vous souhaitez valoriser vos compétences sur de nouveaux projets, dans des environnements techniques de pointe. Dynamisme, motivation, technicité et capacités relationnelles exigées. Réf. LM/2

Informatique CDC : une autre vision de l'informatique



**LES INDICATEURS DE L'ÉCONOMIE INTERNATIONALE** (données nationales, OCDE, cvs)

	États-Unis	Japon	Allemagne	France	Royaume-Uni	Canada
<b>Production industrielle (en %)</b>						
Dernier mois connu	-0,2	-0,4	-2,20	+0,4	-0,1	+0,4
Cumul sur 12 mois	+4,6	+4,9	+2	+3,5	+0,5	+3,9
<b>Taux de chômage (en %)</b>						
Dernier mois connu	4,9	3,3	11,2	12,8	5,9	9,6
Un an avant	5,5	3,4	10,2	12,3	7,8	9,5
<b>Indice des prix (en %)</b>						
Dernier mois connu	+0,1	+2	0	0	+0,3	0
Sur 12 mois	+2,3	+1,9	+1,4	+0,9	+2,5	+1,7
<b>Saldo commercial (en milliards)</b>						
Dernier mois connu	-12,6	+832,1	+12,5	+9,8	+5 200,5	-0,7
Cumul sur 12 mois	-174,3	+6 984,3	+106,1	+109,8	+68 207,1	+34,7
Cumul sur 12 mois (en dollars)	-174,3	+61,3	+68,3	+20	+44,1	+25,4
<b>Croissance du PIB (en %)</b>						
Dernier trimestre connu (rythme annuel)	+5,8	+3,9	+1,8	+0,7	+3,8	+3,4
Sur 12 mois	+4,1	+3,1	+2,8	+2	+3	+2,8
<b>Saldo des paiements courants en % du PIB</b>						
1996 (estimations OCDE)	-2,1	+1,4	-0,7	+1,3	+3,5	0
<b>Déficit public en % du PIB</b>						
1997 (prévisions OCDE)	-1,8	-2,6	-3,4	-3,7	-3,7	-1,5
1996 (estimations OCDE)	-1,6	-4,1	-4,1	-4,1	-4,8	-2,7
<b>Dettes publiques en % du PIB 1996</b>	64,2	87,4	61,3	59,1	124,4	100,5

**COMMENT LES FRANÇAIS VOIENT L'AVENIR**

	niveau du trimestre précédent	avril 97	niveau du trimestre précédent	mai 97
<b>Chômage</b>	→	→	→	→
<b>Situation financière</b>	→	→	→	→
<b>Opportunités d'emploi</b>	→	→	→	→
<b>Opportunités d'épargne</b>	→	→	→	→

Dans l'industrie, le maintien de la pression des prix à la baisse devrait s'atténuer au cours des prochains mois. La demande est jugée globalement en hausse malgré un niveau encore déprimé dans le secteur automobile.

L'opinion des ménages sur leur niveau de vie futur se dégrade. La période paraît moins propice à l'épargne et plus favorable aux achats importants. Les Français sont peut-être plus nombreux à penser que l'augmentation des prix va continuer à ralentir.

**A RETENIR EN FRANCE**

	1996	1997	1998	1999
<b>PIB (en milliards de francs)</b>	1 244	1 301	1 358	1 415
<b>PIB (en milliards de dollars)</b>	194	201	208	215

# La reprise se confirme sur le Vieux Continent

► **Europe occidentale**  
La situation économique est en amélioration notable mais elle apparaît encore fragile en France et en Allemagne

À l'exception notable de l'Italie et de la Suisse, les indicateurs qui, par leur sensibilité, s'étaient réorientés à la hausse l'été dernier ont confirmé leur embellie depuis le début de l'année. La production européenne évolue à un rythme supérieur à 3 % l'an et l'indicateur précurseur de l'activité, en hausse continue depuis le début de l'année, laisse présager une poursuite de cette amélioration. L'appréciation des industriels sur le niveau de leurs stocks de produits finis annonce d'ores et déjà la fin du déstockage. Enfin et surtout, les perspectives de demande s'améliorent dans la plupart des secteurs de l'activité. La reprise est bel et bien au rendez-vous et permet d'envisager une croissance européenne soutenue dans les douze prochains mois.

Au nord de l'Europe où l'activité s'est ressaisie de manière précoce, les perspectives restent bonnes pour les mois à venir. La Scandinavie, l'Irlande et les Pays-Bas, qui entament pour la plupart leur deuxième, voire troisième année de croissance soutenue, bénéficient aujourd'hui d'un dynamisme homogène où la consommation, l'investissement et la formation des stocks évoluent en phase dans un contexte récemment plus porteur à l'exportation. L'assainissement des finances publiques généralement achevé, les politiques budgétaires ne constituent plus un frein conjoncturel et les déficits publics (2,5 % du PIB en moyenne) retiennent, dans l'ensemble, les bénéfices d'une croissance solide.

Par ailleurs, nombreux sont les pays de la zone à avoir enregistré une baisse de leur taux de chômage au cours des derniers trimestres, ce qui permet une consolidation de la croissance et de la maîtrise des déficits publics. Le produit intérieur brut de ces pays devrait progresser de plus de 3 % cette année ; une belle performance.

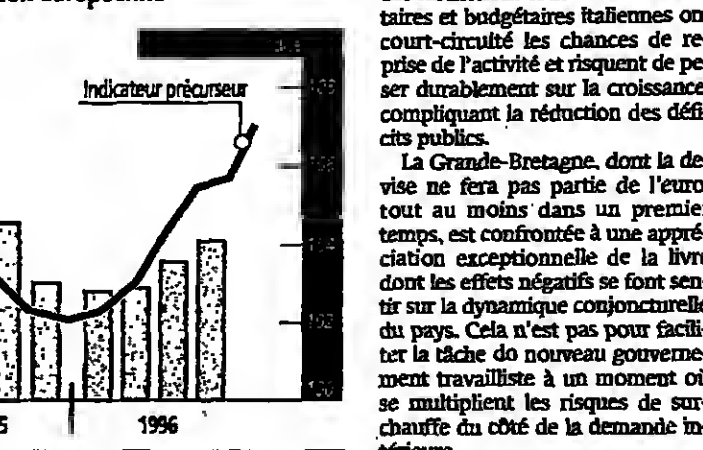
Plus au sud, les changements récemment observés en France, en Allemagne et en Espagne améliorent sensiblement le diagnostic porté sur ces économies. Les normalisations intervenues sur les marchés des changes (hausse du dollar, de la livre et de la lire) ont

En France, mais plus encore en Allemagne, la confiance tarde à se ressaisir chez les consommateurs. Les liens paraissent s'être distendus entre la dynamique des exportations, traditionnellement facteur de reprise globale, et le rebond effectif de la demande intérieure. Le retard pris par l'Allemagne en matière de compétitivité extérieure depuis la réunification, puis lors de la reprise de 1994, implique de nouveaux efforts de productivité dont rendent compte les dégraisages massifs d'effectifs dans l'industrie. En l'absence de gisements importants d'emplois tertiaires, la courbe du chômage allemand mettra du temps à s'inverser.

Aujourd'hui moins pénalisés par ces ajustements, la France s'en tire légèrement mieux. L'emploi industriel baisse moins, tandis que les créations d'emplois dans les services ont autorisé l'amorce d'une amélioration du marché de l'emploi français depuis l'hiver dernier. La consommation a d'ailleurs donné des signes rassurants au cours des quatre premiers mois de l'année, ce qui n'est pas encore le cas outre-Rhin.

Au-delà, c'est du degré de visibilité budgétaire que dépendra le retour ou non d'une plus grande

► **Activité en hausse dans l'Union européenne**



confiance des consommateurs français et allemands. Quelles mesures prendra le nouveau gouvernement français dans les prochaines semaines ? Que fera la coalition allemande pour ramener son déficit public vers la norme des 3 % du PIB ? Les réponses à ces questions seront déterminantes dans la tournure que prendra la conjoncture au second semestre. Bien qu'en amélioration notable, la situation économique de la France et de l'Allemagne apparaît encore fragile, même si l'on peut s'attendre à une croissance de 2,5 %, après 1,5 % l'an dernier.

Les économies italienne, suisse et britannique tranchent assez sensiblement avec celles du reste de l'Europe. Avec pour point commun d'avoir à gérer le choc d'une appréciation importante de leur monnaie, ces pays sont confrontés

# La gauche indienne adopte un budget plus ambitieux que réaliste

► **Inde**  
Entre libéralisme et planification, New Delhi persiste sur une troisième voie originale, celle d'une ouverture modérée

Condateur du Mouvement des non-alignés, l'Inde apparaît souvent comme un dinosaure étatiste emporté dans ses contradictions politico-économiques. Fréquemment comparée à la Chine, pour la démographie, l'Inde est cependant bien différente de son puissant voisin, politiquement et économiquement. Elle représente une sorte de troisième voie entre le capitalisme libéral et l'économie planifiée soumise à l'influence d'un parti unique.

L'une des particularités de l'Inde est d'avoir donné la priorité à la vie politique, en mettant en avant la démocratie, depuis les années 50. Ce n'est qu'en 1991, avec l'avènement du tandem Rao-Singh, que le pays s'est résolu-

ment tourné vers l'ouverture et les réformes économiques. Certes, les deux gouvernements de Rajiv Gandhi avaient montré le chemin auparavant, mais l'Inde restait très en retrait, ancrée dans une sorte d'économie socialiste influencée par le modèle soviétique. Cette spécificité tend à disparaître, et la déroute du Parti du Congrès lors des derniers scrutins a accéléré le phénomène. Aujourd'hui, l'Inde s'oriente résolument sur la voie des réformes, en respectant les spécificités sociales du pays dans un contexte démocratique réaffirmé par les récentes élections politiques. A la différence de la plupart des autres pays émergents, c'est la politique qui donne le ton et sert de référent à l'économie.

L'Union indienne, une fédération d'États, a trouvé, depuis un peu plus d'un an, une représentativité réelle de sa diversité sur le plan politique au niveau central, avec la constitution d'un gouvernement de coalition de treize partis dont la plupart ont une vocation régionaliste ou communautaire. Mis à part le Congrès et le BJP (un parti nationaliste hindou), aucune formation politique n'a de représentativité sur l'ensemble du territoire indien. Cette évolution sous-tend ce que sera l'Inde économique de demain : un patchwork dont la trame sera la défense des intérêts sociaux, avec si nécessaire une pincée plus ou moins importante de nationalisme, donc de protectionnisme.

L'Inde avance, à pas mesurés, vers l'économie de marché. Les règles de la concurrence sont adoptées dès lors qu'elles ne détruisent pas le tissu social et qu'elles ne remettent pas en cause le principe de la démocratie. Le pays s'intègre à l'économie mondiale. Ses exportations sont passées de 18,3 milliards de dollars en 1990 à 29,8 milliards en 1996-1997, alors que dans le même temps les importations croissent de près de 50 % : 35,07 milliards en 1996-1997 contre 23,4 milliards en 1990. Malgré tout, le taux d'ouverture (exportations + importations) / PIB - demeure assez faible : 18,5 %. Ce qui relativise le niveau d'intégration du pays et prouve que l'Inde peut enregistrer des taux de croissance élevés de par sa seule dynamique interne.

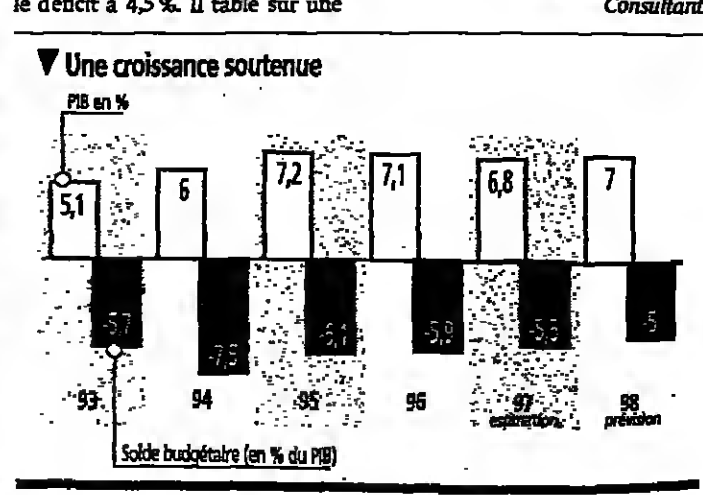
La capacité naturelle de croissance de l'Inde, que l'on appelait autrefois l'« hindu rate of growth », se situe actuellement aux alentours de 5,5 % par an. Un taux sur lequel on peut fonder un scénario à l'horizon 2005. Mais d'ici là, deux variables doivent faire l'objet d'une surveillance particulière. De leur évolution dépendra la capacité de l'Inde à continuer sans à-coup sur la voie des réformes et à consolider cette troisième voie qui devrait allier l'économie de marché et un secteur public jouant un rôle social fort. Le tout dans une perspective de décentralisation prononcée et de renforcement de l'autonomie de chaque État. Donc d'un accroissement inévitable des disparités au sein de la fédération.

Deux variables étroitement corrélatées sont à surveiller. Il s'agit de la maîtrise du déficit budgétaire, et de l'endettement domestique. Contrairement à nombre de pays émergents, le risque financier n'est pas à rechercher du côté de la solvabilité extérieure. Pour des raisons d'histoire nationale, l'Inde a toujours privilégié le service de sa dette extérieure. Il est actuellement inférieur à 30 % des recettes d'exportations pour un stock de dette qui dépasse 100 milliards de

dollars. Par ailleurs, le niveau officiel des réserves en devises a été reconstitué. Fin avril 1997, il s'élevait à 22,7 milliards contre 1,2 milliard fin 1990, au moment de la plus grave crise de liquidités qu'ait connue le pays depuis son indépendance.

**DETTE INTERNE**  
Par contre, la dette interne a littéralement explosé. Elle était évaluée à plus de 5 178 milliards de roupies fin mars 1996, soit près de 151 milliards de dollars. Depuis 1990, l'endettement a doublé, en raison du financement des déficits budgétaires dus, en grande partie, aux pertes des entreprises publiques et, dans une moindre mesure, aux subventions à différents produits : hydrocarbures, engrais, etc. Durant la décennie 1990, le déficit budgétaire est resté supérieur à 5 %. Bien qu'en diminution constante depuis l'exercice fiscal 1992-1993 où il avait atteint 7,5 % du PIB, il n'a jamais pu être ramené aux objectifs prévus lors du vote de la loi de budget.

En 1996-1997 encore, alors qu'il aurait dû être de 5 %, il dépassera probablement 5,5 %. Malgré tout, le ministre des finances, P. Chidambaram a préparé et fait voter un budget 1997-1998 fort ambitieux et peu réaliste qui fixe le déficit à 4,5 %. Il table sur une



**LE MONDE diplomatique** JUIN 1997

**Un grand débat**

entre  
**Le Monde diplomatique**  
et le  
**Financial Times**

**LA MONDIALISATION EST-ELLE INÉVITABLE ?**

- Une obligation morale, par Peter Martin. ● Mais pourquoi cette haine des marchés ? par Martin Wolf. ● Pour sauver la société ? par Bernard Cassen.
- Face au journalisme de marché, encourager le dissensus, par Serge Halimi. ● Des réformes qui ne sont pas allées assez loin, par Guy de Jonghvières. ● Une machine interne, par Riccardo Petrella.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 22 F

Demain, je vivrai  
machines que HP i



Vous pouvez consulter  
nos pages sur notre web



## Spécial "Le Monde des Ingénieurs"



**"Demain, je vivrai où je veux grâce aux machines que HP invente aujourd'hui".**



**Industrial inventory program manager**

**Logistics service provider manager**

**Industrial process engineer**

**Inventory process engineers**

**Transportation engineer**

**Channel Inventory Analyst**

**Business planner**

Dans le cadre de notre fort développement, nous renforçons aujourd'hui nos équipes du Centre de Distribution Européen.

### LYON L'ISLE D'ABEAU

#### Industrial inventory program manager (réf. IPM/LY/LM)

Vous piloterez la stratégie logistique de notre Centre de Distribution Européen en terme de recommandations et d'implantations de nouveaux sites dans un contexte international. Vous disposez d'une double compétence vous permettant de mener à bien des analyses économiques internes ou externes. Au cours d'une expérience de 5 à 10 ans, vous avez prouvé votre capacité de gestion de projets et votre connaissance de l'industrie dans un cabinet d'ingénierie ou au sein d'une grande entreprise.

#### Logistics service provider manager (réf. LSP/LY/LM)

Vous aurez pour mission d'optimiser le processus global de distribution en terme de coûts, d'approvisionnement et de qualité afin d'assurer notre développement. Vous identifierez les meilleurs partenaires pour apporter le meilleur service à nos revendeurs et clients. Vous développerez nos capacités à piloter les évolutions de nos modes de distribution dans la domaine du transport, de l'architecture système, et des relations avec les entités d'HP concernées par cet environnement. Vous possédez une solide expérience de 5 à 10 ans comme responsable de programmes d'envergure.

#### Industrial process engineer (réf. IPE/LY/LM)

Vous prendrez en charge la conception, la réalisation et l'amélioration de nos outils industriels. Vous aurez pour mission d'assurer la croissance et la cohérence de notre outil industriel en ligne avec l'évolution rapide des produits et des modes de distribution. Dans ce cadre, vous appliquerez votre capacité à mener des études technico-économiques. Vous êtes débutant ou possédez 1 à 2 ans d'expérience.

#### Inventory process engineers (réf. IPE/LY/LM)

Vous coordonnerez les activités opérationnelles et budgétaires confiées à nos prestataires extérieurs. A ce titre, vous piloterez les approvisionnements, la gestion des flux et des commandes et veillerez à optimiser leur adéquation avec les besoins du marché. Et ce, dans le meilleur respect des procédures HP dont vous serez le garant.

Vous possédez de préférence une première expérience de management de programmes industriels et des compétences en gestion.

#### Transportation engineer (réf. TE/LY/LM)

Vous managez l'ensemble des activités de notre réseau de transport. Vous piloterez et contrôlerez les processus liés au transport dans le souci constant d'en optimiser la qualité. Vous mesurerez la performance des transporteurs et identifierez les possibilités d'amélioration en terme d'efficacité et de coûts. Vous assurerez le rôle d'interface entre le Centre de Distribution et l'ensemble des prestataires. Vous possédez de préférence une première expérience de gestion de programmes logistiques.

### GRENOBLE

#### Channel Inventory Analyst (réf. CIA/GR/LM)

Vous serez chargé de développer et de mettre en œuvre des projets de gestion et d'inventorisation des canaux de distribution pour nos revendeurs en Europe. Votre objectif premier sera d'augmenter la disponibilité des produits et la fiabilité de la livraison aux revendeurs, tout en réduisant les coûts induits par le stock. Pour y parvenir vous vous appuyerez sur votre analyse de l'état des commandes et des stocks et les mesures de performance que vous élaborerez. Vous avez acquis, lors d'une expérience d'au moins 2 ans, une bonne connaissance des canaux de distribution.

#### Business planner (réf. BP/GR/LM)

Vous aurez la responsabilité de l'ensemble de la chaîne de distribution d'un produit dans notre organisation (planning produits, planning pièces, processus, projets). Garant de la satisfaction client, vous gèrerez les plans de fabrication et d'expédition, les cycles de vie du produit, le planning et vous contrôlerez l'adéquation offre-demande. Vous possédez une expérience de 2 ans minimum en planification, service client ou production.

De formation Ingénieur ou Universitaire, vous possédez une forte capacité à gérer des projets complexes et pluridisciplinaires avec des partenaires multiples, dans le domaine de l'organisation et de la logistique. Au delà de vos compétences techniques, vous faites preuve d'un sens aigu du business. Vous saurez canaliser votre force de proposition et d'innovation pour apporter un véritable plus en terme de satisfaction client.

La maîtrise de l'anglais est indispensable pour réussir dans un environnement européen compétitif.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence du poste choisi à Hewlett-Packard Service Recrutement - 38053 Grenoble Cedex 09 - France

**Vous pouvez consulter toutes les opportunités de postes sur notre web : <http://www.france.hp.com>**



## Spécial "Le Monde des Ingénieurs"

### European information technology manager

Based on United Kingdom



GRIFFITH LABORATORIES, société leader en matière d'ingrédients alimentaires au niveau international (40 pays - C.A. de 65 millions de dollars pour l'Europe).

Rattaché au Directeur Administratif et Financier, vous êtes chargé de définir et de mettre en œuvre la stratégie européenne de nos systèmes d'information. Vous prenez notamment en charge un important projet d'harmonisation de bases de données et de changement de progiciels.

Vous optimisez l'organisation technique existante (Windows NT, bases de données MGT, maintenance de réseau...) et coordonnez les équipes informatiques des différents pays. Vos compétences techniques (DEC, UNIX, NT...) et relationnelles vous permettent de trouver des solutions innovantes pour accompagner notre forte croissance.

A 35-45 ans environ, de formation supérieure, vous avez l'expérience du management des systèmes d'information, si possible dans plusieurs pays, maîtrisez la mise en place de systèmes globaux (vente, production, finance, logistique).

Bilingue anglais, la connaissance d'une autre langue européenne serait un plus. Ce poste basé en Angleterre nécessite de fréquents déplacements.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV, photo et prétentions en précisant la référence 331/A, à notre conseil ARCO, 22-24 rue du Président Wilson, 92532 Levallois-Perret Cedex.

ARCO

### Chef de Projet H/F

Expertel, filiale de FCR (groupe France Telecom) est leader sur le marché du Conseil en Technologies de l'Information. Notre Direction du Conseil et de l'Ingénierie accompagne les grands acteurs nationaux et européens de ce secteur dans leurs décisions stratégiques et dans l'implémentation et la mise en place de solutions pertinentes et innovantes.

Au sein du Département Etudes et Expertise Réseau, vous aurez en charge des projets d'étude et réalisation de réseaux pour nos clients (Commission européenne, opérateurs, grandes entreprises).

Ingénieur confirmé, vous possédez une formation Grande Ecole (ENST, ESE, Insa Lyon) ou équivalent avec une double spécialisation Télécom et Informatique. Vous avez une expérience de 3 à 6 ans en conduite de projet acquise dans une société de conseil, chez un prestataire de services télécom ou un constructeur. Vous bénéficiez d'un très bon contact dans le secteur télécom et vous savez négocier avec des partenaires et des clients.

Vous justifiez de compétences techniques en applications multimedia communicantes (T.120, H.320...), réseaux et systèmes de télécommunications avancées (RNS, ATM, Internet...) et vous assurez une veille permanente du secteur en Europe (marchés, acteurs, métiers, technologies).

Vous possédez des qualités de rigueur, d'organisation mais aussi d'ouverture et de créativité, un grand sens de l'initiative et un bon esprit d'équipe. Vous maîtrisez parfaitement l'anglais.

Merci d'adresser votre dossier (lettre de motivation, CV, photo et prétentions) sous réf. CB/LM/EXP à FCR - DRHA - 124 rue Réaumur - 75001 Paris Cedex 02.



France Telecom  
FCR

Nous sommes la filiale française d'un groupe international spécialisé dans les services aux entreprises, réalisant au niveau mondial plus de 2 milliards de \$ de chiffre d'affaires. Un important projet de reengineering de notre système d'information, nous conduit à recruter un :

### Chef de projet confirmé

Nanterre

**LE POSTE :** En liaison avec le Directeur de la Technologie, et en étroite collaboration avec les directions opérationnelles de la société, vous coordonnez la mise en place de la nouvelle architecture informatique/technologique du Groupe en France.

**LE CANDIDAT :** De formation grande école d'ingénieur avec sept à dix ans d'expérience, vous maîtrisez la gestion de projets importants, si possible internationaux, en environnement Client/Serveur. Vous avez été confronté aux spécificités liées aux grandes bases de données «entreprises». Par ailleurs, doté d'une culture très orientée «business», vous parlez couramment la langue anglaise. Vos qualités personnelles d'adaptabilité, de diplomatie, de rigueur et de communication ainsi que la richesse de vos expériences (en SSII et/ou en entreprise) vous permettront de mener à bien votre mission et d'évoluer au sein du Groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet sous référence 3545 à notre conseil, ROBERT HALF INFORMATIQUE ET MULTIMEDIA, 39 avenue Pierre 1er de Serbie, 75008 PARIS, ou par fax au 01 47 23 38 00 ou par e-mail (Format MIME ou BinHex) «robert@half-grouper.fr». Consultation serveur internet <http://www.roberthalf.com>.

Norman Parsons



ROBERT HALF FRANCE.

LEADER MONDIAL DU RECRUTEMENT SPECIALISE AVEC PLUS DE 160 BUREAUX SUR 3 CONTINENTS

AGENCE RHONE-ALPES POUR LA MAITRISE DES MATERIAUX, structure appuyée par les Pouvoirs Publics, chargée d'une mission de développement technologique auprès des PMI régionales dans le domaine des matériaux, recherche pour le mois de septembre 1997 son :

### DIRECTEUR GENERAL

Il anime une équipe de plusieurs ingénieurs et experts. Il est plus particulièrement chargé :

- d'identifier et de mobiliser les centres de compétences matériaux au bénéfice de l'ensemble du tissu industriel régional,
- de promouvoir auprès de ces mêmes entreprises la diffusion des technologies nouvelles applicables aux produits et procédés matériaux.

De formation supérieure, le candidat justifiera une expérience industrielle de 20 années dans le domaine de la science et du génie des matériaux et présentera des références en matière de conduite de projets.

Merci d'envoyer lettre manuscrite + dossier de candidature, rémunération actuelle et prétentions à :

AGENCE RHONE-ALPES POUR LA MAITRISE DES MATERIAUX  
Savoie Technolac - B.P. 292 - 73375 LE BOURGET DU LAC CEDEX

### CODA

Liberation Systems for Enterprise Accounting

Premier spécialiste international des solutions informatisées de gestion comptable et financière, nous maintenons une croissance de 40 % depuis 3 ans. Nous recherchons

### Consultants en Gestion Financière

Retrouvez-nous demain dans la rubrique "Conseil et Audit".



Pour Eurogiciel, le sens de l'anticipation conduit au développement...

Eurogiciel est une société à part, les hommes sont au cœur de son projet. Son sens de l'anticipation lui permet de précéder toutes les évolutions du progrès et des nouveaux métiers. Pour renforcer sa forte croissance Eurogiciel recrute son

### Directeur d'Unité Commerciale Tertiaire Ref. JPS14012

Rattaché à un Directeur Régional, vous assurez le développement de la base clients (grands comptes dans le domaine tertiaire) de la prospection jusqu'au suivi client. Vous recrutez les ingénieurs et techniciens en fonction des besoins. Vous gérez votre propre centre de profit. Ce poste fortement évolutif vous permettra d'accéder à plus de responsabilités.

De formation supérieure, 30/35 ans, vous possédez une expérience réussie dans la vente de services réalisés de préférence dans le domaine tertiaire (Banque - Assurances).

### Directeur d'Unité Commerciale Multimédia Ref. JPS16904

Rattaché à la Direction Générale, vous participez au développement du pôle Multimédia de la société. Vous réalisez un travail commercial de haut niveau. Vous êtes responsable de la gestion de votre centre de profit.

De formation supérieure, 30/40 ans, vous avez réalisé une expérience probante en SSII notamment dans les nouvelles technologies et le multimédia.

Votre talent commercial et votre fort potentiel, vous aideront à réussir dans ces postes basés en région parisienne qui nécessitent un fort investissement et le goût d'un travail de qualité.

Si vous êtes intéressé(e), merci d'adresser votre dossier de candidature à Jean-Pierre Scandella, Michael Page Informatique, 3 bd Bineau, 92594 Levallois Perret Cedex ou de taper votre CV sur 3617 MPAGE et de vous connecter au <http://www.mpf.france.com> sous la référence 35012.



Michael Page Informatique  
Le spécialiste du recrutement Informatique

Entreprise de Conseil en Management, spécialiste des outils de simulation de gestion recherche un

### Ingénieur de Développement

Anglais courant

250/300 KF

Votre mission consiste à prendre en charge le développement d'applications de gestion et de simulation, vous réalisez tests, recettes et les documentez. Vous serez amené à conduire des actions de formation auprès des clients et à assister les consultants lors des séminaires.

De formation Ingénieur ou Grande Ecole de Commerce, passionné par la gestion et la finance ainsi que par l'informatique, vous avez une expérience de 2 ans au moins en développement dans un univers micro. Vous maîtrisez des outils tels que Delphi et les technologies de l'Internet (HTML, Java,...).

Votre capacité d'écoute et votre conscience professionnelle vous permettront de travailler de façon autonome et d'évoluer dans un environnement international très motivant.

Si vous êtes intéressé(e), merci d'adresser votre dossier de candidature à Dimitri Tsamados, Michael Page Informatique, 3 bd Bineau 92594 Levallois-Perret cedex ou de taper votre CV sur 3617 MPAGE (Carte 3489M) ou de vous connecter au <http://www.mpf.france.com> sous réf. DT16360.



Michael Page Informatique  
Le spécialiste du recrutement Informatique

Spécial "I

### Chef de Projet

ALPES 72 200 000 000

### 3 CONSULTANTS RÉSEAU TELECOMS

### A.L. PARTNERS

### Ingénieur méthode et industrie

### Ingénieur



# Spécial "Le Monde des Ingénieurs"

GTMN Transport (Groupe GTM Entrepren) est spécialisé dans l'ingénierie et le développement des systèmes d'information et de gestion appliqués au transport (systèmes d'aide à l'exploitation et à l'information des voyageurs, recueil et traitement des données de trafic...). Pour prendre en charge la maîtrise d'œuvre d'affaires, nous recherchons un :

## Chef de Projet

Achères (78) - proche RER A

Vous conduirez des projets dans leur globalité (de l'analyse fonctionnelle aux recettes), en animant fonctionnellement des équipes en charge de développements électroniques, informatiques et télécoms.

Vous avez 27/35 ans, êtes diplômé(e) d'une école d'ingénieur - option automatismes ou télécommunications - et possédez une expérience de la conduite de projets dans un environnement de systèmes électroniques ?

Nous recherchons un profil "senior" pour prendre en charge des projets de grande envergure. Si vous correspondez à ce profil, envoyez votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV) sous référence 283 A à notre Conseil : PSYNERGIE Nathalie LOUETTE - 2, rue St Thomas d'Aquin - 75007 Paris.

PSYNERGIE GROUPE PRAXIA

La Banque de France recrute le personnel de direction de ses services centraux et de ses succursales.

## ADJOINT DE DIRECTION

PAR CONCOURS LES 20 ET 21 SEPTEMBRE 1997

Sciences (6 postes) Économie (6 postes) Gestion (13 postes)  
3 postes supplémentaires, non préalablement affectés, pourront être attribués par le jury.

Les adjoints de direction sont appelés, dans un premier temps, à exercer des fonctions de gestion, d'étude et de contrôle dans tous les domaines d'activité de l'Institut d'Emission, et par la suite à occuper des postes d'encadrement supérieur.

Ce concours, comportant 3 voies d'accès distinctes : «Économie», «Gestion» et «Sciences», s'adresse aux titulaires d'un diplôme national sanctionnant un 2<sup>e</sup> ou un 3<sup>e</sup> cycle d'études supérieures ou d'un diplôme de grande école, la recevabilité de tout autre titre français ou étranger étant laissée à l'appréciation du Gouvernement de la Banque.

La filière «Sciences» concerne en particulier les candidats titulaires, dans le domaine scientifique, d'un diplôme sanctionnant un troisième cycle d'enseignement supérieur ou d'un diplôme d'une grande école d'ingénieurs.

Les épreuves d'admissibilité de la voie d'accès «Sciences» comprennent une étude de dossier, une épreuve de mathématiques, une épreuve de langue étrangère et une épreuve à option au choix (questions d'économie ou d'informatique).

Ressortissants d'un pays membre de la Communauté européenne, les candidats (femmes ou hommes - libérés ou non des obligations du service national) doivent être âgés de moins de 28 ans au 1<sup>er</sup> janvier 1997 (sous réserve de prorogations pour charges de famille ou service national).

Les inscriptions seront reçues du 7 au 28 juillet 1997, période pendant laquelle seront disponibles, au siège et dans les succursales, les formulaires d'inscription.

\* Une partie de ces postes peut être attribuée au concours interne.

BANQUE DE FRANCE

Documentation et renseignements à la Banque de France  
Direction Générale du Personnel  
56-1508 Recrutement Concours  
31, rue Croix des Petits Champs  
75049 PARIS CEDEX 01  
Tél. : 01 42 92 40 17  
Minitel : 3615 LABDF

Société spécialisée dans le domaine du conseil et de l'ingénierie de réseaux, recherche dans le cadre de son fort développement (+ 60 % par an)

## 3 CONSULTANTS RÉSEAUX TÉLÉCOMS

Vous participez à des missions de conseil technique et apportez votre expertise pour concevoir des solutions adaptées à la problématique des clients en prenant en charge les différents projets.

Les domaines de compétence recherchés sont : Architecture de réseaux (LAN / WAN), Administration de réseaux et systèmes, Sécurité, Messagerie Groupware, Intranet.

Ingénieur de formation (avec spécialisation Télécom de préférence), vous justifiez de 3 à 5 ans d'expérience chez un utilisateur ou en SSII.

Votre envie d'apprendre, de progresser, de développer, d'évoluer vous pousse à nous rejoindre.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV, sous référence 7770, à notre Conseil A.L. PARTNERS 86/88, Grande Rue - 92310 Sèvres.

A.L. PARTNERS

Importante société du Nord de la France, filiale d'un grand groupe français, spécialisée dans des activités électromécaniques et nucléaires, recherche son

## RESPONSABLE DU DEVELOPPEMENT TECHNIQUE

Rattaché au chef du Service Études Nucléaires, votre mission consistera à :

- Cibler des couples produits-marchés nouveaux qui s'appuieront sur des compétences existantes notamment en mécanique et en hydraulique
- Évaluer leur degré d'accessibilité et leur intérêt stratégique.

Agé de 35/40 ans environ, vous êtes un ingénieur généraliste de formation à dominante mécanique, vous possédez des compétences en hydraulique et vous avez une expérience en milieu industriel.

Une bonne connaissance de l'anglais et une expérience dans le management de projet seront des atouts nécessaires pour réussir dans ce poste.

Le poste nécessite des déplacements en France et à l'étranger.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (sous réf. 9765) à : LE MONDE Publicité - 21 bis, rue Claude-Bernard - BP 218 - PARIS Cedex 05, qui transmettra.

INSTITUT FRANCAIS DE RECHERCHE POUR L'EXPLOITATION DE LA MER, 1 200 personnes en France et Outre-Mer, nous recrutons pour notre centre de Brest, situé au sein du Technopole BREST-IROISE :

## CHERCHEUR MICROBIOLOGISTE

(RÉF. 9707 LM)

Chargé des recherches en taxonomie moléculaire, vous intégrerez notre laboratoire de "Caractérisation des Micro-Organismes Marins" pour y développer et appliquer des méthodes de biologie moléculaire à la recherche et à la caractérisation des micro-organismes marins d'intérêt biotechnologique, alimentaire, aquacole et environnemental. Vous êtes titulaire d'un doctorat et justifiez, si possible, d'une première expérience post-doctorale.

## CHERCHEUR EN ENZYMOLOGIE/BIOLOGIE MOLECULAIRE (OU VIROLOGIE)

(RÉF. 9706 LM)

Au sein de notre laboratoire de "Biotechnologie des Micro-Organismes Hydrothermaux", vos travaux de recherche porteront sur le ciblage d'activités enzymatiques adaptées aux bactéries thermophiles et vers le clonage et l'expression des gènes dans E.Coli et/ou levure. Vous êtes titulaire d'un doctorat et/ou êtes ingénieur en biotechnologie et justifiez, si possible, d'une première expérience post-doctorale.

Merci d'envoyer lettre, CV, liste des publications et prétentions en précisant la référence du poste choisi à : IFREMER centre de Brest Service du Personnel - BP 70 29280 PLOUZANE.

## Ingénieur méthode et industrialisation

Nous sommes une importante société de presse située en région parisienne.

Agé de 30/35 ans, vous êtes diplômé d'une grande école d'ingénieur type Arts & Métiers. Vous justifiez d'une expérience de 3 ans en Fabrication ou Méthode. Véritable manager, vous êtes un homme de terrain. Vous souhaitez aujourd'hui vous investir dans une entreprise en pleine mutation et évoluer avec elle. Merci de nous faire parvenir votre dossier de candidature (lettre, CV et photo) sous référence FS à notre conseil :

ELSE MANAGEMENT 4 rue Charles Divry, 75014 Paris.



ELSE Management

Cabinet Conseil en Propriété Industrielle, recherche

Un ingénieur d'une grande école type ENST, ESE ou ECP... vous souhaitez valoriser votre expérience dans le développement de techniques nouvelles et diversifier vos interventions et compétences dans le conseil aux entreprises pour prendre en charge la préparation et la délivrance de brevets nationaux et étrangers.

Une expérience similaire serait appréciée. Vous maîtrisez l'anglais et l'allemand.

## Ingénieur Brevets Electronicien

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, photo et CV) au Cabinet MARTINET & LAPOLUX (recrutement Ingénieur Brevets) BP 405, Guyancourt, 78055 St-Quentin-en-Yvelines cedex.

Les CONSTRUCTIONS MECANQUES DE NORMANDIE 600 personnes, chantier de construction navale leader mondial sur un créneau de haute technologie, recherchent, à la suite d'un départ en retraite, un :

## COMMERCIAL en NAVALE et DIVERSIFICATION

Rattaché au Directeur Industriel, il s'appuiera sur le réseau relationnel de son prédécesseur dont il poursuivra le développement. Son rôle sera de détecter les appels d'offres, faire présélectionner l'entreprise, coordonner les services qui lui prépareront l'offre, présenter et défendre cette offre et, enfin, négocier les contrats.

Le candidat idéal serait un bon professionnel de la navale qui aurait débuté sa carrière en technique pour évoluer ensuite vers le commercial par goût et aptitudes. Il devra être astucieux et créatif, persévérant, rassurant et bon négociateur.

L'anglais est fortement souhaité. Le poste est basé à CHERBOURG, avec déplacements courts fréquents.

Si vous êtes intéressé, merci d'adresser lettre manuscrite avec C.V. et prétentions, à Monsieur Jean VILAIN - CONSTRUCTIONS MECANQUES DE NORMANDIE - BP 539 - 50105 CHERBOURG CEDEX.

## Directeur des systèmes d'information

Le cabinet Arco vous offre une opportunité de carrière européenne en page XII

ARCO

ieurs"

et H/F

Le groupe France Telecom est leader sur le marché de l'information et de l'ingénierie. Nous accompagnons les grands clients de ce secteur dans leurs projets de transformation et la mise en œuvre de nouvelles solutions.

En tant qu'ingénieur, vous serez impliqué dans la conception, le développement et la mise en œuvre de solutions innovantes. Vous travaillerez en étroite collaboration avec les clients pour comprendre leurs besoins et leur proposer des solutions adaptées.

Nous recherchons un ingénieur expérimenté, capable de gérer des projets complexes et de travailler en équipe. Vous devez posséder une solide formation en ingénierie et avoir une expérience significative dans le domaine de l'information et de l'ingénierie.

Si vous êtes intéressé, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV) sous référence 283 A à notre Conseil : PSYNERGIE Nathalie LOUETTE - 2, rue St Thomas d'Aquin - 75007 Paris.

LA MAIRIE DES VALLÉES

## CTEUR GENERAL

Vous êtes un professionnel expérimenté, capable de gérer des projets complexes et de travailler en équipe. Vous devez posséder une solide formation en ingénierie et avoir une expérience significative dans le domaine de l'information et de l'ingénierie.

## CODA

Vous êtes un professionnel expérimenté, capable de gérer des projets complexes et de travailler en équipe. Vous devez posséder une solide formation en ingénierie et avoir une expérience significative dans le domaine de l'information et de l'ingénierie.

## Consultants stion Financière

Vous êtes un professionnel expérimenté, capable de gérer des projets complexes et de travailler en équipe. Vous devez posséder une solide formation en ingénierie et avoir une expérience significative dans le domaine de l'information et de l'ingénierie.

## génieur de eloppement

Vous êtes un professionnel expérimenté, capable de gérer des projets complexes et de travailler en équipe. Vous devez posséder une solide formation en ingénierie et avoir une expérience significative dans le domaine de l'information et de l'ingénierie.

Michael Page Information



## Spécial "Le Monde des Ingénieurs"

2<sup>ème</sup> session 1997



CEGETEL Entreprises est filiale à 100 % de Cegetel, le nouveau pôle de télécommunications de la Compagnie Générale des Eaux, déjà présent sur ce secteur avec le mobile (SPR) et l'am Tam (TDR). Cegetel a choisi, dès 1996, d'être un opérateur global sur le marché français et international. À l'horizon 2000, un chiffre d'affaires de 25 milliards de francs. CEGETEL Entreprises développe et commercialise des services innovants dans les domaines de la voix, des données et de l'image, pour répondre aux besoins en télécommunications nationales et internationales de toute société implantée en France. CEGETEL Entreprises dispose d'un large éventail de services et propose à ses clients des solutions sur mesure, qui permettent une meilleure gestion de leur trafic et une réelle optimisation de leurs coûts de télécommunications.

### Ingénieurs support technique réseaux voix

Vous apportez une expertise technique dans le domaine des réseaux Voix aux différents départements de l'entreprise : spécification et exécution des tests de validation, mise en place des méthodes de résolution de problèmes, rédaction des règles de paramétrage des équipements. De formation ingénieur ou équivalent, vous disposez d'une expérience de 5 à 10 années dans l'interconnexion de PABX et les réseaux de commutateurs publics. Vous maîtrisez les protocoles de signalisation (CCITT n°7, Numérus, CAS) et les analyseurs de protocoles. L'anglais technique est demandé.

### Chefs de projet nouveaux services

Vous prenez en charge le développement de nouveaux services télécoms en relation avec la technique et le marketing - de la phase de conception à la phase de production du service - dans le respect des fonctionnalités, des coûts et des délais. De formation ingénieur, vous avez une expérience de 10 années environ en conduite de projet télécoms, support, conseil auprès des clients, chez un opérateur ou dans une société de services. Vous avez des compétences en VOD, DECT, Centrex, RPV... Vous maîtrisez parfaitement l'anglais.

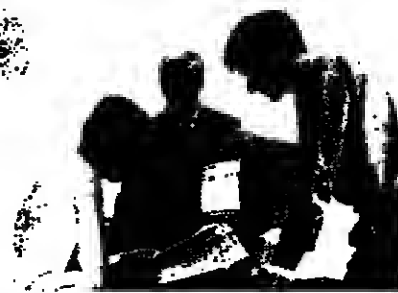
- SI vous avez un esprit d'équipe,
- SI vous possédez un goût prononcé pour les nouvelles technologies, les télécoms et les réseaux,
- SI vous voulez vous investir sur des projets de grande envergure.

Rejoignez-nous. Merci d'adresser votre candidature à CEGETEL Entreprises, en précisant la référence MDV/LM06, sur la lettre et l'enveloppe à la Direction des Ressources Humaines, 1 place Carpeaux, 92015 Paris-La Défense.

**CEGETEL**

Destinée aux non-informaticiens

### Débutants, et si vous pensiez carrière informatique ?



Société parisienne de services et d'ingénierie en informatique, nous avons su depuis plus de trente ans conquérir une excellente réputation auprès de grands organismes du secteur public et privé, et sur des MARCHES TRES VASTES ET DIVERSIFIES, tout en demeurant des entreprises à dimension humaine.

Aujourd'hui, nous recrutons de nombreux jeunes collaborateurs :

- Bac +4/5, toutes filières
- dégages des obligations militaires

Vous n'avez pas de connaissances particulières en informatique, NOUS VOUS FORMERONS INTEGRALEMENT à la technique et à nos méthodes, et vous permettrons de connaître UNE VERITABLE EVOLUTION AU SEIN DE NOTRE SOCIETE.

Pour un premier contact, merci d'adresser une lettre manuscrite, un CV détaillé et une photo, sous référence M96SP, à STI, 8, rue Blaise Pascal, 92523 Neuilly-sur-Seine Cedex.

**STI**

### Jeunes ingénieurs informaticiens

Nous allons vous faire aimer l'an 2000 !

APRÈS, Centre National d'Ingénierie et de Sécurité Informatiques de France Télécom, nous recrutons pour le monde de l'entreprise, des ingénieurs informaticiens expérimentés, capables de relever les défis de l'an 2000. Vous souhaitez relever ces défis ? Vous avez une expérience de 5 à 10 ans dans le domaine de l'informatique ? Vous maîtrisez parfaitement l'anglais ? Alors, nous sommes intéressés par votre candidature. Merci d'adresser votre dossier (CV, lettre de motivation, photo) à : FRANCE TELECOM, Direction des Ressources Humaines, 1 place de la Défense, 92015 Paris-La Défense.

Après une formation de 3 semaines, vous serez affecté dans une entreprise partenaire de France Télécom. Vous y travaillerez pendant 18 mois, sous la supervision d'un ingénieur expérimenté. Vous serez ensuite réaffecté dans une entreprise partenaire de France Télécom. Vous y travaillerez pendant 18 mois, sous la supervision d'un ingénieur expérimenté. Vous serez ensuite réaffecté dans une entreprise partenaire de France Télécom. Vous y travaillerez pendant 18 mois, sous la supervision d'un ingénieur expérimenté.

France Telecom  
Organisme Central d'Ingénierie et de Sécurité Informatiques

IBM Global Services

Au sein de l'entité IBM Global Services, la société **CIMAD Conseil**, spécialisée dans la mise en œuvre du progiciel SAP recrute pour une centaine de postes

des **CHEFS DE PROJETS** - des **CONSULTANTS**

répondant aux critères suivants :

- expérience SAP impérative
- anglais courant et mobilité géographique indispensables

Merci d'envoyer votre CV accompagné d'une lettre de motivation à CIMAD Conseil - Service du Recrutement - Tour Descartes La Défense 5 - Cedex 50 - 92066 PARIS La Défense.

**IBM**

### CROSSWAY MANAGEMENT

Cabinet conseil en recherche de cadres et dirigeants créé en 1993, nous intervenons essentiellement dans le secteur high-tech (télécoms, informatique...) et les services. Pour accompagner notre forte croissance, nous recherchons aujourd'hui, un(e)

### CONSULTANT(E) RECRUTEMENT

Rejoindre notre équipe, c'est avant tout adhérer à un projet de développement et à une recherche constante de l'amélioration de nos process, c'est partager nos valeurs humanistes et notre éthique de l'offre de services envers nos clients et candidats. Vous saurez nous prouver votre valeur par votre potentiel commercial, votre disponibilité, votre rigueur professionnelle et votre fibre entrepreneuriale.

A 28/35 ans, de formation supérieure grande école de commerce ou d'ingénieur, vous souhaitez valoriser votre première expérience du recrutement acquise en entreprise ou cabinet conseil et idéalement en environnement high-tech. Fort de votre savoir-faire et de vos convictions, vous voulez aller plus vite et plus loin dans votre métier. La maîtrise de l'anglais est souhaitée.

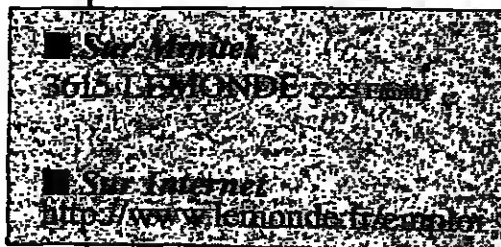
Merci d'adresser votre dossier (CV + lettre + photo) sous la référence CWY/LM à Crossway Management, 16, avenue Elisée Reclus, 75007 Paris.

### Un Monde de carrières à portée de clavier

Consultez toutes les offres d'emploi parues dans **LE MONDE** et dans 18 autres titres de presse.

Recherche multi-critères : fonction, secteur, lieu, mot-clé

Mise à jour hebdomadaire le jeudi



Une façon  
**SIMPLE**  
**FIABLE**  
**EFFICACE**

- de rechercher un emploi
- de retrouver une annonce déjà parue

Leader de l'ingénierie et du conseil dans les Nouvelles Technologies, nous accompagnons les projets d'innovation.

Notre fonctionnement vous offre une dynamique de carrière dans les domaines des Télécoms, de l'Informatique et du Multimédia au sein d'un grand groupe d'envergure internationale.

### Jeunes Ingénieurs

Diplômés de grandes écoles ou universitaires (spécialité informatique/télécom), vous souhaitez intégrer une société jeune et performante. Après une période de formation sur les Technologies Internet/Intranet, vous interviendrez dans la conception et la réalisation de projets à taille humaine.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la réf. VIV/ING 97 à NC Communication, 108, rue Saint-Honoré, 75001 Paris, qui transmettra.

NC Communication

Spécial "Le Monde des Ingénieurs"

**BARCO**

INGENIEUR COMMERCIAL

CHEF DE PROJET

**CORNING**

Responsable informatique

Ingénieur

**Chef de projet**

ordonnancement

**STORA**



## Spécial "Le Monde des Ingénieurs"

### BARCO

Leader mondial des SYSTÈMES de COMMUNICATION, BARCO connaît un essor d'envergure sur ce marché (CA + 61% en 96). Notre société confirme sa réputation de chef de file dans le secteur des SYSTÈMES DE TÊTES DE RÉSEAUX et des systèmes de gestion pour télédistribution par câble et poursuit le développement de sa ligne de produits des MONITEURS BROADCAST. Renforçant notre position en France, nous recherchons :

**INGÉNIEUR COMMERCIAL**  
(Réf BO/IC)  
**CHEF DE PROJET**  
(Réf BO/CP)

**Votre profil :** Ingénieur TELECOM, à 26/32 ans, vous avez acquis une première expérience commerciale ou technico-commerciale dans l'univers Télécom, Broadcast ou celui des Réseaux câblés chez un intégrateur ou un exploitant.

Anglais courant indispensable. Poste basé au siège de la filiale française à St-Denis (93).

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo, prétentions + enveloppe à votre adresse en indiquant la référence choisie à : MOMENTUM - 27 rue Garrier - 92523 Neuilly-sur-Seine Cedex.

**MOMENTUM**  
RESSOURCES HUMAINES  
International Search Group

LA DIRECTION DE L'INFORMATIQUE ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS DE LA BANQUE DE FRANCE GÈRE UN RÉSEAU DESSERVANT ENVIRON 15 000 UTILISATEURS ET FAISANT APPEL AUX TECHNIQUES LES PLUS AVANCÉES EN MATIÈRE DE RÉSEAUX ET DE TÉLÉCOMMUNICATIONS (RÉSEAU VOIX ET DONNÉES, RÉSEAUX À VALEUR AJOUTÉE...).

LE SERVICE D'ÉTUDES DES SYSTÈMES DE TÉLÉCOMMUNICATION RECHERCHE, POUR SON PÔLE DE COMPÉTENCE SÉCURITÉ DES RÉSEAUX,

### UN ARCHITECTE SÉCURITÉ DES RÉSEAUX

Diplômé d'une Grande École d'Ingénieurs ou d'un DESS avec spécialité Réseaux/Télécom, âgé d'environ 30 ans, ressortissant d'un pays membre de la Communauté Européenne, vous avez acquis au cours d'une expérience de 5 ans minimum une connaissance approfondie des réseaux publics et d'entreprises, notamment les réseaux locaux, les réseaux grandes distances, les réseaux IP et propriétaire (IBM/SNA), la téléphonie, les réseaux hauts débits et Internet. Vous avez une expérience concrète dans la sécurisation des réseaux complexes sous TCP/IP et avez participé à des missions d'audit.

Nous vous proposons de prendre en charge la responsabilité de notre fonction Sécurité des Réseaux avec une petite équipe d'ingénieurs. Vous participerez à l'élaboration d'un plan sécurité dans un environnement TCP/IP - WINDOWS NT - UNIX.

Vous concevrez, définirez les moyens nécessaires, mettrez en œuvre les solutions avec tous les acteurs de notre Direction de l'Informatique et des Télécommunications. Vous assurerez aussi la pérennité de nos systèmes de sécurité actuellement en service sur nos réseaux.

Vos correspondants s'étendent aux instances bancaires françaises et européennes ainsi qu'aux fournisseurs (bon niveau d'anglais).

Vous êtes un expert reconnu, passionné par l'audit et la sécurité, vous aimez approfondir des sujets difficiles, vous êtes tenace, perspicace et communicatif.

Ce poste est exceptionnel par la densité et l'intérêt des sujets et offre de réelles possibilités vers des responsabilités élargies ou sein de l'Organisation et Informatique.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo, salaire actuel, sous la référence ARS 20, à notre Conseil Isabelle De Forcade RIB (Ressources Informatiques Bancaires)



140, rue du Faubourg Saint Honoré 75008 PARIS.



Leader mondial dans son domaine de Haute Technologie

### CORNING

LE CENTRE EUROPEEN DE RECHERCHE DE FONTAINEBLEAU (77) recrute

#### Responsable informatique

Dans un environnement scientifique hautement qualifié, il vous sera confié la gestion de nos moyens informatiques. De plus, en collaboration avec les utilisateurs, vous élaborerez une stratégie d'évolution des réseaux de communication et de leurs équipements (matériel, logiciels, contrôle des procédés...). Vous coopérez avec nos unités de Recherche aux USA et au Japon pour leur conception et leur implantation.

Ingénieur Grande École, vous avez une solide expérience industrielle dans une fonction similaire. Nous recherchons une personnalité de haut niveau technique avec d'excellentes qualités relationnelles.

#### Ingénieur mécanicien

Développement de machines de précision. Vous aurez la responsabilité de concevoir et de réaliser des équipements appropriés au développement de nouveaux produits ou procédés.

Diplômé d'une Grande École à dominante mécanique, vous avez une première expérience industrielle dans la conception de machines de précision dans la technologie de haute précision.

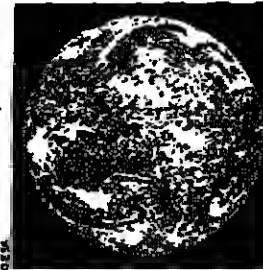
Au sein de notre Groupe International, ces postes vous garantissent une carrière évolutive à la mesure de vos résultats.

Au sein de notre Groupe International, ces postes vous garantissent une carrière évolutive à la mesure de vos résultats.

Merci d'adresser CV et lettre manuscrite à CORNING S.A. - Service du Personnel - BP 3 - 77211 AVON Cedex.

Le Centre National d'Études Spatiales recherche, pour la Direction Générale Adjointe chargée de la stratégie, des tutelles, de l'Europe et de la politique de partenariat un(e)

Délégué(e) à l'ASE pour l'observation de la Terre et le programme scientifique.



Délégué(e) au conseil directeur de l'observation de la Terre et au comité du programme scientifique, vous préparez la position de la délégation française dans ce domaine en concertation étroite avec les structures opérationnelles de l'établissement. Vous conduisez la délégation française dans les réunions de l'Agence Spatiale Européenne et vous suivez la mise en œuvre des décisions adoptées. Vous animez le dialogue avec l'Exécutif de l'Agence et les autres délégations membres de l'ASE. Vous assistez, en tant que Conseiller, la délégation française à l'EMETSA.

A 30/35 ans, vous êtes diplômé(e) d'une grande école ou équivalent. Votre intérêt pour les programmes spatiaux d'observation de la Terre et les sciences spatiales, allié à un sens aigu de l'analyse et de la synthèse vous permettent de proposer une vision stratégique dans ces domaines. Votre expérience a développé votre sens de la négociation en milieu international et vous maîtrisez parfaitement l'anglais. Vous êtes reconnu(e) pour vos qualités relationnelles et votre aptitude à développer un réseau.

Poste basé à Paris. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous réf. 97/DGA/S/01 au CNES, Division Ressources Humaines, 2 place Maurice-Quentin, 75039 Paris Cedex 01.

Minitel : 3615 CNESPACE

Un Monde de carrières à portée de clavier

### Chef de projet

Stora, groupe international suédois (23 000 personnes dans 20 pays 35 Mdr de CA), leader mondial dans la production de papier, recherche pour son usine française de papier, implantée dans la région toulonnaise, un

### ordonnancement

Sous l'impulsion de la Direction Commerciale, votre mission sera de créer et de mettre en œuvre le système d'ordonnancement qui apportera une réponse innovante aux besoins de nos clients.

Pilote de ce projet phare dans notre industrie, vous aurez, en coordination avec le Service Commercial, la Production et l'Informatique à établir le cahier des charges en prenant en compte les besoins complexes et spécifiques de nos segments de marché. Vous devrez concevoir, simuler et faire valider les modèles techniques et les méthodes appropriées et mesurer leur impact. Vous les mettrez en place avec l'ensemble des équipes impliquées en assurant leur formation. Jeune ingénieur généraliste, issu de l'industrie ou du conseil, vous avez acquis lors d'une première expérience en gestion de production, la pratique de la simulation et de l'optimisation. Créativité, pragmatisme, sens du client et capacité de communication, vous permettrez de mener à bien cette première mission avant de vous ouvrir des perspectives d'évolution au sein de la société ou du groupe. Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature (CV, lettre manuscrite de motivation) à : Stora, CH. Lancel - 54 rue de Bourgogne, 75007 Paris.

**STORA**

### Formation Professionnelle



CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET METIERS

Demain...

### INGENIEUR MANAGER

Une formation conduisant à un MBA

Un profil recherché par l'entreprise

[Vous êtes Ingénieur ou Scientifique confirmé]

■ Vous souhaitez donner une impulsion nouvelle à votre carrière tout en continuant à exercer votre activité.

■ Le CEPRIM a conçu pour vous une formation au Management donnant lieu à délivrance d'un diplôme homologué en France au Niveau I (3<sup>e</sup> cycle) et dont l'appellation internationale est "MBA for Engineers".

■ De Novembre à Juin, sur 2 ans, le Vendredi toute la journée et certains Samedis matins.

■ Nombre de place limité

Renseignements et documentation auprès du CENTRE DE PREPARATION DE L'INGENIEUR AU MANAGEMENT 2, rue Conté, 75003 PARIS - Tél. : 01 40 27 25 59



### FACULTÉ JEAN MONNET

Université Paris-Sud XI

54, boulevard Desgranges - 92330 SCEAUX

Stage de Formation

### "ÉDITION ASSISTÉE PAR ORDINATEUR"

(Congés individuels de formation - Demandeurs d'emploi)

D'octobre 97 à janvier 98

Maquette - Mise en page - Typographie

Publication assistée par Ordinateur

(Maîtrise de PageMaker et Xpress)

Dessin assisté par Ordinateur

(Maîtrise d'Adobe Illustrator et Freehand)

Apprentissage de la couleur (PhotoShop)

### RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS :

Département de la Formation Permanente

Tél. : 01.40.91.18.20 - Fax : 01.40.91.18.24

### "FORMATION PROFESSIONNELLE"

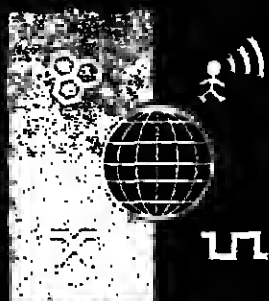
Pour vos annonces contactez le :

01.42.17.39.31 - (Fax : 01.42.17.39.38)



## Spécial "Le Monde des Ingénieurs"

Building the networks



for a mobile generation

Et pourtant oui, c'est ce que Nortel Matra Cellular vous offre aujourd'hui. S'imposant comme l'un des leaders mondiaux des systèmes de communication GSM, maîtrisant l'ingénierie des réseaux jusqu'à l'installation complète d'infrastructures clé en main, Nortel Matra Cellular conjugue la puissance de Nortel (Northern Telecom) et de Matra Communication.

Ingenieurs Radio au Télécom débutants, bilingues anglais et fortement motivés par les métiers des opérations, vous avez aujourd'hui l'opportunité de partager une formidable aventure technologique et humaine, ne vous en privez pas !

**Une entreprise leader qui propose des produits novateurs, un marché en pleine explosion, un environnement international, des responsabilités rapides, et tout ça pour des jeunes diplômés, ça n'existe pas.**

**Et pourtant...**

### Qualification/optimisation réseaux GSM

Au sein du Service "Network Engineering", vous assurez la qualification/optimisation radio des réseaux GSM ou DCS.

Responsable de campagnes de mesures et d'analyse terrain, vous analysez et proposez des actions correctives visant à atteindre des critères de qualité et de service définis par le client.

Cette fonction "terrain" implique une mobilité importante à l'international et un relationnel étroit avec nos clients ou partenaires étrangers. Réf. QR/M1

### Vérification/déploiement réseaux GSM

Dans le cadre de missions export, vous intervenez chez nos clients pour implémenter nos produits et leurs évolutions. Vos compétences théoriques et votre expertise acquise sur nos produits vous permettent d'assurer la réussite des objectifs suivants :

- Supervision du déploiement des réseaux GSM
- Validation de nos produits avec le client
- Support Opération et Maintenance sur les réseaux en service.

Connaissances GSM nécessaires. UNIDY (utilisateur). Mobilité à l'international requise. Réf. VDR/M1

### Support produit BSS

Expert, vous êtes responsable de l'assistance technique pour les réseaux GSM déployés dans une région du monde.

Après analyse et investigation avec les équipes de R&D, vous définissez les solutions aux problèmes rencontrés. A titre préventif, vous participez au suivi d'application et de qualité de service des réseaux. Disponible, vous êtes prêt pour des déplacements ponctuels en France et à l'étranger. Réf. SPM1

### Product Engineering BTS

Au sein de l'équipe "Ligne de produits BTS", chargé de définir les règles d'ingénierie et les processus à appliquer, vous intervenez sur les domaines suivants :

- Suivi hardware et software produit
- Impact des évolutions fonctionnelles
- Règles de configuration et dimensionnement
- Etudes de capacité
- Support aux équipes "conception de réseaux"

• Elaboration du dossier technique produit. Une première expérience dans le domaine des radio-communications serait un plus pour ce poste en contact avec nos équipes R&D et Ingénierie basées aux Etats-Unis et Canada. Réf. PEM1

### Design & paramétrage NSS

Intégré à l'équipe Ingénierie NSS, vous prenez part à la définition de la partie NSS des réseaux GSM-DCS (topologie, configuration matérielle & logicielle). Dans ce contexte, vous êtes amené à rencontrer l'opérateur afin d'analyser ses besoins et contraintes (dimensionnement, interfournement, services & fonctionnalités). Par la suite, vous fournissez le paramétrage des MSC/HLR et assurez le support technique aux équipes terrain.

Connaissances nécessaires GSM/NSS. Poste pouvant impliquer des déplacements de moyenne durée à l'étranger. Réf. NSS/M1

### RF design

Au sein du service "System Engineering", chargé de développer l'expertise en ingénierie radio afin de supporter le développement de réseaux à la norme GSM, vous réalisez les études d'ingénierie radio cellulaire et analysez les besoins clients.

Vous intervenez de l'avant-vente jusqu'à la réalisation des contrats : développement de modèles de propagation radio en macro et micro-cellulaire, identification des besoins, mesures radio, analyse des résultats et propositions de solutions. Connaissances GSM et propagation radio nécessaires. Réf. RF/M2

Pour ces postes basés à Guyanema (78), adressez vos lettres de motivation, CV, photo et références sous la réf. choisie, à Nortel Matra Cellular, DSI, Armande Combelles, 1 place des Frères Montgolfier 78042 Guyanema.

**NORTEL MATRA  
CELLULAR**

# A CE STADE DE VOTRE DÉVELOPPEMENT PROFESSIONNEL, ENTRER CHEZ MICROSOFT C'EST LA SUR LE



DANS LE CADRE DE NOTRE FORT DÉVELOPPEMENT, NOUS RENFORÇONS NOS ÉQUIPES ET RECRUTONS 100 PROFESSIONNELS CETTE ANNÉE.

Leader mondial du logiciel, Microsoft est aujourd'hui un acteur majeur des systèmes d'information des entreprises. Pour répondre aux besoins des grands comptes dans un environnement de plus en plus complexe, nos experts coopèrent et mettent en œuvre des solutions à la pointe des technologies logicielles. Quel que soit leur domaine d'activité, les professionnels de Microsoft disposent de moyens à la mesure de leurs ambitions pour faire de leurs produits des standards du marché.

### Responsables de groupe support

Vous dirigez une équipe de 12 ingénieurs dédiés au support technique des systèmes et réseaux (Windows NT, SMS, TCP/IP...) auprès de nos clients grands comptes et de nos partenaires. Vous suivez et améliorez les performances en terme de satisfaction client, de qualité de support délivré, en développant l'expertise et le travail d'équipe. Nous recherchons également des responsables de groupe support Europe du Sud.

De formation Ingénieur ou équivalent, vous avez acquis une première expérience dans l'encadrement technique et la conduite de projets. Votre excellente connaissance du marché de l'informatique et de l'entreprise vous permet d'analyser des situations complexes et de proposer des solutions adaptées aux besoins des clients et aux systèmes d'information. (réf. RGL/M)

### Responsables techniques de comptes

Rompus à la gestion d'une relation support de haut niveau, vous assurez, auprès de vos clients grands comptes, le suivi et la coordination du support aux produits et technologies Microsoft utilisés dans leurs systèmes d'information. Vous fournissez des conseils personnalisés et l'information technique nécessaire pour servir au mieux les intérêts du client. De formation Ingénieur, vous avez 3 à 7 ans d'expérience dans la conduite de projets auprès des grands comptes ou des SSIL. Vous possédez une bonne connaissance des produits Microsoft ainsi qu'une expertise spécifique d'un des domaines suivants : systèmes d'exploitation, réseaux, messagerie, bases de données, outils de développement. (réf. RTCL/M)

### Ingénieurs Centre de support Europe du Sud

Spécialistes reconnus sur nos technologies et produits, vous prenez en charge le diagnostic et la résolution de problèmes complexes et/ou critiques. Vous avez de réelles compétences sur Windows NT, sur les environnements réseaux (LAN, WAN, TCP/IP...) ou sur les différents systèmes de messagerie d'entreprise (Exchange, X.25, messageries ouvertes ou propriétaires...) et sur la résolution de problèmes d'interconnexion. Vos capacités à maîtriser les nouvelles technologies

Internet sont déterminantes. Une expertise en développement serait un atout supplémentaire.

De formation Ingénieur ou équivalent, vous avez au moins 5 ans d'expérience dont au moins 2 ans en tant qu'ingénieur support. (réf. KSL/M)

### Ingénieurs support développeurs

Vous intervenez comme support auprès des responsables de développement informatique. Vous leur apportez votre expertise du développement autour de Windows NT Serveur et Backoffice.

De formation Ingénieur ou équivalent, votre expérience de développeur de 3 à 5 ans dans une SSIL ou chez un éditeur de logiciels vous permet d'appréhender la problématique de vos interlocuteurs et de leur apporter le meilleur niveau de conseil. (réf. SD/LM)

### Consultants architectes de systèmes

Ingénieur de formation, à 28/32 ans environ, vous êtes un spécialiste de l'architecture et de la conception de systèmes d'information. Vous maîtrisez les technologies client-serveur et réseaux. Vous intervenez sur des projets stratégiques de réforme de systèmes d'information et d'architecture.

Reconnu pour votre compétence technique et votre professionnalisme, passionné de l'innovation technologique, nous vous offrons la possibilité d'évoluer au sein d'une équipe performante engagée dans la qualité et la réussite de ses missions. (réf. CAS/LM)

### Ingénieurs Avant-Vente

Vous intervenez auprès des grandes entreprises sur les grands projets qui touchent aux systèmes d'information incluant les bases de données. Vous travaillez en collaboration étroite avec les commerciaux pour connaître les directeurs informatiques et les chefs de projets de la pertinence des technologies Microsoft.

De formation Ingénieur ou équivalent, vous avez une expertise technique de haut niveau, suivi de grands projets et qualités relationnelles. 3 à 5 ans d'expérience minimum en développement de grands comptes sont nécessaires pour ce poste. Au-delà de votre maîtrise des bases de données, la connaissance de SQL Server serait un plus. (réf. IAV/LM)

### Expert stratégie Bases de données

Vous assurez pour mission de promouvoir la stratégie Bases de données de Microsoft lors de présentations aux Directions de grands comptes et SSIL ou lors d'animations de séminaires. Votre maîtrise de la technique vous permet d'être un véritable porte-parole auprès d'interlocuteurs de haut niveau : directeurs informatiques, chefs de projets, développeurs. Au cœur de la stratégie, vous êtes en prise directe avec l'ensemble des innovations technologiques de Microsoft. De formation Ingénieur, vous avez acquis, lors d'une expérience de 5 ans minimum, une parfaite connaissance du domaine des bases de données. Vous possédez un sens aigu de la communication allié à une bonne sensibilité marketing. (réf. ESB/LM)

Si vous possédez, comme l'ensemble des collaborateurs de Microsoft, la passion du logiciel associée à un engagement fort au service du client, vous trouverez chez Microsoft les moyens de développer votre expertise technique. Et une culture qui place le développement personnel de ses collaborateurs au cœur de sa stratégie.

Pour l'ensemble de ces postes, la maîtrise de l'anglais est indispensable. Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la réf. du poste choisi à Microsoft - Direction des Ressources Humaines 18 avenue du Québec - 91957 Les Ulis cedex. <http://www.microsoft.com/france/rubrique/Microsoft/recrute>.

**Microsoft**

JUSQU'OU IREZ-VOUS ?

Jean Michel